

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE

Numéro spécial



DEFENDIENDO MADRID LU-
CHAMOS POR LA HONRA DE
NUESTRAS MUJERES Y LA
VIDA DE NUESTROS HIJOS



ESPAÑA

ERRATU

Sixième ligne du sommaire
lire comme suit le titre de
Navarro Ballesteros : « De
Front populaire à l'insurrec-

S O M M A I R E

	PAGES
I	
La cause de l'Espagne est la cause commune de toute l'humanité avancée et progressive	549
II	
J. RENAU : Description géographique et politique de l'Espagne.....	550
LLOBREGAT : La Catalogne.....	552
C. FALCON : L'Espagne de 1808 à 1936.....	555
N. BALLESTEROS : De la victoire du Front populaire à l'instauration fasciste	557
M. PERLA : Les forces du Front populaire en Espagne.....	561
Pleine Clarté (Lettre de Jose Diaz à la rédaction du « Mundo Obrero »)...	564
G. DIMITROV : Une année de lutte héroïque du peuple espagnol.....	566
D. IBARRURI (Pasionaria) : Des milices à l'armée régulière.....	568
J. HERNANDEZ : Ce qui a été fait pour la culture du peuple.....	571
J. SILVA : Les efforts considérables du gouvernement espagnol pour la transformation de la campagne	573
J. J. MANSO : Terreur et famine à l'arrière du fascisme.....	577
F. ANTON : Le trotskisme en Espagne, agent déclaré du fascisme interna- tional	579
LORENZO : La guérilla en territoire rebelle	583
M. CARTON : Madrid, exemple et orgueil de l'Espagne.....	586
E. CIMORRA : Les masses antifascistes et les héros du peuple espagnol	590
E. ELIAS : Le rôle de la femme dans la lutte pour l'indépendance et la liberté de l'Espagne.....	595
J. COMOMERA : Le Parti socialiste unifié de Catalogne.....	597
P. CHECA : Vers le parti unique du prolétariat	599
ARLANDIS : Le problème des nationalités dans la guerre espagnole de libération	601
S. CARRILLO : La Jeunesse espagnole occupe un poste d'honneur dans la lutte contre les envahisseurs fascistes	605
A. MIJE : Le mouvement syndical en Espagne	607
V. STERN : L'intervention fasciste en Espagne	610
T. MAYO : La cause de l'Espagne est la cause commune de l'humanité progressive	612
A. CLAIRE : L'Union soviétique et l'Espagne	614
A. MARTY : Brigades internationales.....	617
F. DAHLEM : L'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité inter- nationale en faveur de la solidarité avec l'Espagne républicaine.	618
III	
Jose Diaz, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne	623
Dolores Ibaruri, la « Pasionaria ».....	626
Un document historique : Programme d'action des Partis socialiste et com- muniste d'Espagne	629
Texte du manifeste du Bloc des Gauches	630
Chronique des faits les plus marquants de la lutte antifasciste.....	632
◆	
Table explicative de quelques termes et abréviations	634

CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE SAMEDI

Prix : 2 francs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
C.D.L.P., 25, rue d'Alsace, Paris (X^e)
Chèque postal : 1719-67

PRIX DE L'ABONNEMENT, PAYABLE D'AVANCE :
France et Colonies : 3 mois, 12 fr. ; 6 mois, 22 fr. ; 12 mois, 40 fr.
Etranger : 3 mois, 24 fr. ; 6 mois, 45 fr. ; 12 mois, 80 fr.

I

La cause de l'Espagne est la cause commune de toute l'humanité avancée et progressive

Le 16 octobre 1936, le C. C. du P. C. d'Espagne adressait « au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et à son grand chef, le camarade Staline », le télégramme suivant :

Au nom du peuple espagnol, qui s'est fortement rapproché de la patrie du socialisme, le Comité central du Parti communiste d'Espagne, dont les membres luttent au premier rang contre les rebelles, les généraux et les fascistes aidés par le fascisme international, salue le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et en particulier le grand camarade Staline, chef aimé du prolétariat international, conducteur de l'édification du socialisme en Union soviétique et ardent défenseur de la paix.

Le peuple espagnol se sent renforcé, dans la dure

lutte qu'il continue à devoir mener, par la solidarité des peuples de l'Union soviétique et il promet de ne pas relâcher un instant son combat aussi longtemps que le fascisme ne sera pas écrasé dans notre patrie, ce qui aura également pour effet de porter un dur coup au fascisme international.

Notre peuple, qui sacrifie sa vie dans la lutte contre le fascisme, veut que vous sachiez que votre aide fraternelle a stimulé son enthousiasme, donné une énergie nouvelle à ses combattants et renforcé sa foi en la victoire.

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE.

Staline répondit par le télégramme suivant au télégramme du Comité central du P. C. espagnol :

Les travailleurs de l'Union soviétique ne font qu'accomplir leur devoir en accordant l'assistance dont ils sont capables aux masses révolutionnaires d'Espagne. Ils se rendent compte que la libération de l'Espagne de l'oppression des réactionnaires fascistes n'est pas une affaire privée des Espagnols, mais la cause commune de toute l'humanité avancée et progressive.

Salut fraternel !

J. STALINE.

II

Description géographique et politique de l'Espagne

par JUAN RENAU

DES trois péninsules méridionales du continent européen — italique, balkanique et ibérique — cette dernière se situe à l'extrémité la plus occidentale. Elle est enclavée entre deux mers, l'océan Atlantique et la Méditerranée. Sa situation extrême, qui commande l'accès de la Méditerranée, a eu pour effet que son sol accidenté a été le théâtre, au cours de toute l'histoire, de violentes collisions entre les envahisseurs et les naturels du pays, dont la forte personnalité historique est marquée au coin d'un invincible amour de l'indépendance. Clé du « *mare nostrum* » selon l'appellation que donne l'impérialisme romain à la mer qui baigne les côtes occidentales de l'Espagne, la péninsule ibérique constitue le passage naturellement fortifié qui donne accès aux grandes voies impériales et que devait emprunter le capitalisme européen pour étendre sa domination sur les Indes et l'Extrême-Orient. Par conséquent, il convient de tenir compte de ce facteur géographique si l'on veut analyser avec justesse les mouvements économiques et l'expansion européenne et, concrètement, les causes de la guerre d'invasion de l'Espagne par les impérialismes allemand et italien.

Le territoire de la péninsule est réparti entre deux Etats, le Portugal et l'Espagne, mais, du point de vue géographique comme du point de vue ethnique, il s'agit d'un seul peuple et d'un sol identique.

La superficie totale de l'Espagne, y compris les Canaries, les Baléares et les possessions africaines, équivaut, approximativement, à la vingtième partie du continent européen, soit environ 507.000 kilomètres carrés. Son contour évoque un pentagone. Ses côtes sont en général très régulières, si l'on excepte certaines régions du Nord-Est et du Nord, de contour sinueux, coupées de gorges profondes rappelant les fjords de Finlande, de Suède et de Norvège, et formées aux embouchures des cours d'eau qui se fraient un passage à travers la région accidentée du système cantabrique, dont les contreforts atteignent jusqu'à la mer.

L'ensemble de la péninsule ibérique forme un promontoire de 660 mètres d'altitude au-dessus du niveau de la mer.

Sa portion orientale est la plus élevée et descend en pentes douces jusqu'à l'Atlantique, facilitant ainsi dans une certaine mesure le régime fluvial, dont les cours d'eaux se développent selon des lignes parallèles, jusqu'au moment où leurs cours, déjà avancé, se dirige brusquement vers le Sud.

Géologiquement, l'Espagne ne possède aucune liaison avec le continent européen. Les Pyrénées, l'un des massifs montagneux les plus importants d'Europe, l'en séparent nettement. Les systèmes orographiques de la péninsule se déploient transversalement au travers des grandes surfaces centrales, conformément au cours des fleuves dont ils séparent les vallées par des sommets abrupts.

Voici, cités par ordre de longueur, les cours d'eau les plus importants de l'Espagne : Tage (1.008 km.), Douro (937 km.), Ebre (927 km.), Guadiana (801 km.), Guadalquivir (680 km.), Jucar, Segura, Mino et Turia.

Les cours d'eau du plateau central se distinguent de ceux qui se déversent dans la Mer Cantabrique par la diversité de leur cours. Ceux-ci, bondissant d'accident de terrain en accident, ont un cours torrentiel, tandis que les premiers se déploient à travers d'immenses plaines où rien n'entrave leur progression.

La carte physique de l'Espagne présente une intéressante particularité. De hautes chaînes (cordillères) la divisent en zones parallèles et scindent les deux plateaux de Castille, séparés par le système central, colonne vertébrale de la péninsule, dont les « *sierras* » les plus élevées sont celles de Somosierra et de Guadarrama, où eurent lieu les premiers combats des héroïques milices du peuple espagnol contre l'insurrection fasciste. Pays montagneux par excellence, le premier d'Europe à ce point de vue après la Suisse. L'Espagne possède, outre le système central, le système cantabrique, le système galico-portugais, le système ibérique, les Pyrénées, puissante barrière de cimes éternellement enneigées qui la séparent de la France, les cordillères catalanes et les sys-

tèmes bétiques (andalous), dont la chaîne pénibétique, en particulier, borde les côtes méridionales de l'Andalousie pour se prolonger, à travers le détroit de Gibraltar, jusqu'en Afrique du Nord. Les massifs les plus importants de ces dernières chaînes sont la Sierra Morena et la Sierra Nevada.

Les côtes de l'Espagne sont en général rocheuses, et seules celles du Levant offrent des plages douces et régulières.

La péninsule ibérique est remarquable par le fait que, sur une portion de territoire de vingt fois inférieure à celui de l'Europe, on y observe les climats les plus divers, depuis le climat tropical et torride des régions andalouses jusqu'au régime tempéré et printannier des côtes du Levant méditerranéen, en passant par les froids intenses des hauts plateaux.

Le relief accidenté de son sol, ses profondes dépressions, barrées soudain par des pics et des précipices, confèrent à l'Espagne une richesse climatique extraordinaire. En un seul point, tel que la Sierra Nevada, on peut observer, au même instant, l'échelle presque complète des températures. Dans les ravins abrités fleurissent les plantes caractéristiques des Tropiques, une végétation luxuriante se déploie, tandis que sur les cimes les plus élevées, où règnent les neiges éternelles, on trouve les mousses et les lichens propres aux zones arctiques. A ce panorama complet des températures, répond une diversité infinie de végétation, qui fait de l'Espagne le pays de l'Europe le plus riche et le plus varié par sa flore, celui qui offre les conditions les plus exceptionnelles pour l'étude de la géographie botanique.

Pays essentiellement agricole, qui souffre d'un retard industriel si on la compare aux autres nations européennes, l'Espagne recèle cependant d'immenses régions non cultivées. Dans toute la portion septentrionale, des Pyrénées aux « *fjords* » de Galice, se déploient des forêts de type boréal, où s'unissent les rouvres, les chênes, les hêtres, etc. Les deux plateaux situés au nord et au sud du système montagneux central, constituent de vastes steppes qui, jointes à l'Aragon, occupent une importante portion de la péninsule. La zone la plus riche est la région orientale, qui comprend toute la contrée agricole, riche en cultures de toute sorte, qui s'étend de la Catalogne jusqu'à Murcie et Carthagène. Cette région, qui offre l'un des exemples les plus intéressants du travail humain en matière d'agriculture, est sillonnée en tous sens par d'innombrables veines d'eau, rigoles et canaux, qui couvrent ce sol, soumis à une culture intensive, d'un véritable réseau de dispositifs d'irrigation.

Ce prodigieux travail d'irrigation date d'époques très reculées et ses bases ont été posées par les colonisateurs romains et arabes, mais il a été poursuivi et amplifié par les petits paysans et les cultivateurs pauvres des riches vallées de Castellon, Valence, Murcie et du sud de la Catalogne. La pauvreté et le retard du peuple espagnol proviennent moins des conditions naturelles du sol que de la néfaste politique intérieure poursuivie par la monarchie absolue qui, durant un certain temps, domina le monde, tandis que la misère sociale s'apesantissait sur les humbles couches du peuple, dépeuplant villages et cités.

Durant la domination espagnole sur les Flandres (XVI^e et XVII^e siècles), on estime à 40.000 le nombre des Espagnols qui abandonnaient chaque année leur foyer et le travail des champs pour aller chercher fortune au loin, enrôlés dans les troupes de mercenaires que Charles V et Philippe II envoyaient envahir l'Italie, la Hollande, l'Amérique et l'Extrême-Orient.

La misère généralisée, véritable plaie sociale, a eu pour effet que, jusqu'à l'époque contemporaine, l'Espagne a toujours livré un fort contingent d'émigrants.

10 % seulement du sol espagnol sont soumis à une culture intensive. Les céréales occupent 26 % de la superficie productive, selon la répartition suivante : blé, 8,4 % ; orge, 3,4 % ; seigle, 1,46 % ; avoine, 1,32 % ; maïs, 0,92 %. La culture des olives accuse une proportion de 3,31 %, celle

des légumineuses, 2,3 % ; la vigne, 2,7 % ; les fruits et les produits horticoles, 1,04 % ; les cultures industrielles, 1,17 % ; les forêts, 9,1 %, et les prairies, 41,6 %.

De toute la surface productive, qui atteint 45.600.000 hectares environ, 16.700.000 hectares seulement sont cultivés.

Outre cet abandon de la terre, conséquence de la domination féodale et de la politique de la monarchie, le régime de la propriété agraire constitue une autre cause de pauvreté pour l'Espagne. La propriété foncière, plus divisée dans le Nord du pays et dans les régions montagneuses, s'était accumulée en un nombre extrêmement réduit de mains dans les contrées de plaines. On comptait en Espagne 845 000 paysans pauvres, auquel le misérable rendement de leurs terres minuscules ne permettait pas de suffire à leurs besoins les plus élémentaires. Aussi, pour échapper à la misère, étaient-ils contraints de se mettre au service des grands propriétaires fonciers ou des paysans riches qui, au moyen de salaires de famine et grâce à l'appui de l'appareil répressif de l'Etat réactionnaire (Garde Civile) maintenaient la terre et la faim dans les campagnes et suscitaient les insurrections paysannes, si fréquentes depuis des siècles en Espagne. Petits propriétaires, paysans pauvres et ouvriers agricoles constituent le prolétariat rural. On comptait avant l'insurrection fasciste 160.000 petits propriétaires, cultivant des terres insuffisantes à leur assurer une vie digne. Le féodalisme, dont les racines survécurent à l'avènement de la République, comprenait 9.000 grands propriétaires fonciers, maîtres d'immenses superficies de terrain dont ils réservaient des portions démesurées comme chasses gardées, pour subvenir à leurs distractions d'oisifs.

Une autre particularité fort importante de l'Espagne est sa richesse minière. L'Espagne est célèbre pour l'abondance de ses gisements miniers. C'est, malgré l'insuffisance de sa production de charbon, qui détermine l'état retardé de son industrie, l'un des pays de l'Europe les plus riches en mines de toute sorte. Les bassins houillers abondent dans tout le Nord (Gijon, Mieres, Langreo, Oviedo, Pola, Calunga, etc.), ainsi que dans le Sud, dans la province de Cordoue, à Belmez, Villaharta, Fuenteovejuna, Penarroya, Puertollano, Zafra, Llerena, Montalban et Aliaga, et l'on estime que les réserves de charbon du sous-sol de l'Espagne se montent à 8.700 millions de tonnes. La production de fer est très importante et les principaux gisements sont situés en Biscaye, dont les réserves sont évaluées à 50 millions de tonnes. Il convient en outre de citer les mines de fer de Santander, des Asturies, de Leon, Lugo, Huelva Serrania de Ronda, Sierra Nevada, et les très importants gisements d'Almeria (Filabres, Bedar, Almagrara), Murcie (Mazarras), Carthagène, Teruel et Guadalajara.

Les principaux gisements de cuivre sont situés dans la région de Huelva (Riotinto), entre le Guadalquivir et le Guadiana, avec une production annuelle de 3 millions de tonnes.

La production de plomb atteint 182.000 à 300.000 tonnes (Linares, Penarroya, Villanueva del Duque, Fuenteovejuna). L'Espagne vient en tête de la production mondiale pour le mercure (gisements d'Almaden, production de 1.000 à 1.200 tonnes par an). Il faut enfin signaler de riches gisements de zinc, d'étain et d'autres métaux, argent (assez importants), platine, cobalt et nickel.

Les centres industriels les plus importants sont situés dans le Nord et en Catalogne (Barcelone, Manresa, Sabadell, Reus Tarrasa). Hauts-fourneaux à Sagonte (province de Valence), fonderies, machines agricoles, automobiles, constructions navales, produits chimiques, verreries, tanneries, textiles, huileries, etc., à Barcelone, Tarragone, Valence, Madrid, etc.

Si nous examinons la question de la population, nous constaterons qu'en raison des invasions multiples et constantes, le type espagnol est un produit racial très mêlé. Cependant, on peut déterminer deux groupes essentiels : le groupe germanique, blond, et le groupe proprement ibérique, de

pigmentation foncée, qui prédomine et qui doit être rapproché des races de l'Afrique du Nord (Berbères). La population espagnole est d'environ 24 millions d'habitants, mais sa répartition est extrêmement irrégulière. Elle se concentre dans les grandes villes de la côte ou dans les centres manufacturiers. Bien que l'Espagne soit peu peuplée, si l'on tient compte du fait qu'à la fin du XVII^e siècle sa population n'excédait pas 5 millions d'habitants, l'on peut dire qu'elle a marqué un développement rapide en l'espace de trois siècles. La densité de la population est de 42 habitants par kilomètre carré.

Plusieurs nationalités coexistent en Espagne (Castillans, Catalans, Galegos ou habitants de la Galicie, Basques). Aussi les idiomes en usage depuis les temps les plus reculés sont-ils également divers, mais le principal est le castillan, dont la diffusion est immense dans le monde (il est parlé actuellement par 85 millions de personnes, réparties comme suit : Mexique, Amérique centrale, Antilles, Colombie, Bolivie, Equateur, Chili, Venezuela, Pérou, Paraguay, Uruguay, Argentine, Philippines, Iles Marianne, Iles Caroline, archipel de Palaos, Afrique du Nord, Etats-Unis du Sud et Balkans (Juifs Séfardis).

L'Espagne est un Etat européen, organisé selon le régime d'une République démocratique et parlementaire depuis le 14 avril 1931, date mémorable de notre histoire, où le peuple, par les élections du 12 du même mois, renversa le régime odieux de la monarchie dictatoriale des Alphonse XIII, Primo de Rivera, Aznar, Berenguer, Sanjurjo, Martinez Anido et de tant d'autres généraux funestes au peuple espagnol. La Constitution républicaine préconise la paix entre les peuples et fait siens les principes du pacte de la S. d. N.

L'Espagne a été le premier pays qui, alors que la vague réactionnaire déferlait sur l'Europe, après la chute de Napoléon, rédigea et fit bénéficier son peuple d'une Constitution libérale. L'exemple révolutionnaire des fameux Cortès de Cadix, en 1912, fut suivi et imité par les révolutions européennes de l'époque, au Portugal, à Naples, au Piémont et dans certaines principautés allemandes. Les Cortes de 1912 avaient projeté une division politico-administrative de l'Espagne, chose qui ne se réalisa qu'en 1820. Le territoire national se trouva dès lors réparti en 52 provinces.

Les villes les plus importantes de l'Espagne sont : Madrid, centre et capitale, aujourd'hui plus que jamais, de la République, Barcelone, Valence, Séville, Bilbao, Alicante, Santander, Vigo, Almeria, Jaen, Ciudad Real (aujourd'hui Ciudad Libre), etc.

L'évolution politique au cours de ces dernières années, ainsi que la vie sociale, ont été extrêmement agitées. Depuis les dernières années de la dictature jusqu'au soulèvement fasciste du 18 juillet, des mouvements formidables des masses luttant pour le progrès et la démocratie se sont succédés en Espagne. Il n'est pas exagéré de dire que c'est sur les champs de bataille de la guerre espagnole que se livrent les plus grands combats pour la défense de la démocratie internationale. La lutte du peuple espagnol contre ses agresseurs était inévitable. En effet, la République, bien qu'elle ait excédé, avait laissé à ses ennemis les plus acharnés la possession illimitée des ressorts de l'économie nationale. L'Eglise corrompue, les militaires de l'Union militaire espagnole (U.M.E.), les banquiers et les grands propriétaires fonciers, continuèrent à jouir, après le 14 avril 1931, de leurs immenses fortunes. C'est grâce à elles qu'ils financèrent le début de l'insurrection, en attendant que l'Italie et l'Allemagne interviennent impudemment, aidées et assurées de l'impunité par la funeste « non-intervention ». A l'heure actuelle, le peuple espagnol, tout entier dans sa puissante Armée populaire, marche à la victoire qui assurera sa libération politique et le fera prendre place dans l'orbite du progrès et de la prospérité populaire.



MANUEL AZANA
Président
de la République espagnole

La Catalogne

par LLOBREGAT

La Catalogne constitue une région autonome de la République espagnole et fait partie intégrante de la République. Barcelone la grande cité industrielle aux 1.200.000 habitants est la capitale de la Catalogne et, aujourd'hui, du gouvernement de la République.

En ce qui concerne le développement économique et culturel, la Catalogne est une des plus anciennes régions civilisées de la péninsule ibérique. C'est également en Catalogne que le capitalisme prit naissance pour se développer à travers l'Espagne. L'occupation de la Catalogne par Philippe V en 1714 marqua la soumission du pays au pouvoir féodal central et l'oppression brutale de la volonté libératrice du peuple catalan.

Au début, le réveil du mouvement national — au milieu du XIX^e siècle — revêtit davantage un caractère culturel que celui d'un grand mouvement social. Mais plusieurs années déjà avant la proclamation de la première République espagnole (1873), ce mouvement avait modifié ses objectifs : il était devenu de plus en plus nettement un mouvement en faveur de l'autonomie de la Catalogne au sein de l'Etat espagnol. Toutefois, l'union insuffisante entre la Catalogne et le reste de l'Espagne, la tendance préconisée par une fraction du parti fédéral de l'époque à séparer complètement la Catalogne de la jeune République, déterminèrent l'échec de ce premier mouvement libérateur du peuple d'Espagne.

Le mouvement pour les libertés catalanes se poursuivit néanmoins après le renversement de la première République, sous le règne des Bourbons. Son expression la plus marquante fut le vigoureux mouvement de 1885, dont les objectifs furent définis dans le « Mémoire pour la défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne ».

L'absence d'un fort parti ouvrier marxiste et l'incompréhension du mouvement anarcho-sindicaliste à l'égard du problème national de la Catalogne permirent à la grande bourgeoisie catalane et à une partie des propriétaires fonciers de s'emparer du mouvement d'émancipation nationale et de s'en servir pour arracher aux Bourbons des privilèges et des faveurs, en échange de quoi ils trahirent les intérêts nationaux du peuple catalan. Cela explique aussi comment ce mouvement revêtit souvent le caractère de la résistance purement économique, comme la fermeture des boutiques ou la grève fiscale. Ces mouvements eurent lieu à la fin du XIX^e siècle, peu après la funeste guerre hispano-américaine.

En 1905 et 1906, on observa un nouvel accroissement du mouvement national. Mais l'impérialisme espagnol créa contre ce mouvement la fameuse « loi de juridiction » dirigée contre toutes les libertés nationales de la Catalogne. Cependant, cette loi d'exception eut pour conséquence le rassemblement de tous les partis politiques catalans sous le nom de « solidarité catalane ».

La position prise par la dynastie des Bourbons et les castes féodales à l'égard du problème catalan est caractérisée au mieux par la déclaration du premier ministre de l'époque, Moret : « Le problème catalan n'est que la question d'une demi-douzaine de fusillades. »

Le prolétariat catalan apparaît pour la première fois dans le mouvement national à l'occasion du soulèvement populaire de 1909, réprimé sanguinairement par le gouvernement de Madrid. Ces événements sont connus sous le nom de la « semaine sanglante ».

Après la « semaine sanglante », la direction du mouvement passa presque entièrement aux mains de la « Ligue », un parti des grands capitalistes, des banquiers et grands propriétaires fonciers de la Catalogne. Ce parti, qui jouissait à l'époque d'un certain soutien des masses, poursuivait essentiellement une politique de protectionnisme douanier qui devait permettre au capitalisme catalan un « libre » développement en même temps que la « libre » exploitation des ouvriers et paysans catalans. Cette tendance s'exprima également dans la création de la « communauté catalane » (1919)

par laquelle la Catalogne obtenait certains droits régionaux : développement du réseau routier, du téléphone, des écoles professionnelles et de la santé publique.

Quand Primo de Rivera fit son coup d'Etat (1923), il fut soutenu et salué par la ligue, ce parti donnant ainsi une nouvelle preuve de sa trahison des intérêts du peuple catalan et des intérêts de la liberté de l'Espagne. Mais Primo de Rivera ne tint pas compte des services que lui avait rendus la grande bourgeoisie, les banquiers et les propriétaires fonciers de Catalogne. Il déclencha au contraire une sauvage campagne d'oppression contre le peuple catalan. Il poursuivit les manifestations élémentaires de l'esprit national (fermeture d'écoles, persécution de la presse catalane, arrestations, assassinats de chefs ouvriers, etc.). Il ne voulut faire aucune espèce de concession aux gens de la Ligue qui, pour leurs propres intérêts de caste, lui avaient vendu le peuple catalan.

Après l'instauration de la deuxième République (14 avril 1931), les désirs d'émancipation nationale du peuple catalan trouvèrent une atmosphère plus favorable auprès du gouvernement. Après de longues discussions, le gouvernement de la République adopta le « statut catalan » qui accordait l'autonomie à la Catalogne. Cette loi fut ensuite l'objet d'un plébiscite en Catalogne, le 2 août 1932, et fut adoptée à une écrasante majorité (plus de 80 %) du peuple catalan.

Ce « statut » assure au peuple catalan son propre gouvernement (la Généralité) et un Parlement autonome. Ces deux organismes doivent appliquer dans la région autonome les lois et décrets du Parlement et du gouvernement de la République, ainsi que les lois sur l'agriculture, l'économie, la culture, etc. Les problèmes de la défense nationale et de la législation financière (sauf pour les questions financières de la région autonome) restent toutefois entièrement du ressort du gouvernement de la République.

Dans le gouvernement de la Généralité, le parti de la *Esquerra Republicana* (républicains de gauche) est représenté par trois hommes, le Parti socialiste unifié par trois hommes également, le petit parti républicain par deux ; l'Action catalane et l'organisation paysanne catalane de type syndical qu'est l'*Unio de Rabassaires* (Union des fermiers) ont chacune un représentant au gouvernement. Le président de la Généralité, Luis Companys, appartient aux républicains de gauche. Le « statut » et les droits autonomes reconnus ainsi à la Catalogne par la République représentent aujourd'hui un facteur de premier ordre dans la gigantesque lutte du pays et du peuple espagnol tout entier pour l'indépendance. Il a beaucoup contribué à ce que le peuple catalan, dès le premier jour de la rébellion fasciste, a non seulement pu vaincre les militaristes traités à leur pays, mais encore se sentir chaque jour plus uni aux autres peuples de la République pour vaincre le fascisme indigène et étranger.

Toutefois, dans ses tentatives de briser l'unité de toutes les nationalités de la République, le fascisme n'a pas renoncé à l'arme du séparatisme afin de poursuivre de la sorte ses plans d'asservissement du peuple espagnol et, par là même, du peuple catalan.

Il est fort caractéristique que les plus cyniques champions du séparatisme en Catalogne depuis le début de la guerre aient été les agents trotskistes de Franco, de Hitler et de Mussolini. C'est le P.O.U.M. qui, au moment où le Parti socialiste unifié de Catalogne lançait le mot d'ordre d'une armée unique de la République avec un commandement unique, accusait ce Parti socialiste unifié de trahir les intérêts nationaux du peuple catalan et opposait au mot d'ordre juste du P.S.U.C. le mot d'ordre des scissionnistes contre-révolutionnaires de l'« armée révolutionnaire catalane ». De même, une certaine fraction du nationalisme catalan au sein des partis républicains, qui fut dirigée par des éléments d'un antifascisme douteux et par des agents directs de Mussolini — tel Dencas, ancien chef du parti *Estat Catala*, qui fut pendant longtemps l'hôte de Mussolini à Rome — propagent des tendances séparatistes, c'est-à-dire des tendances qui sont

aujourd'hui une arme directe du fascisme contre la République en lutte pour son indépendance.

Naturellement, l'écrasante majorité du peuple catalan comprend parfaitement que les libertés catalanes sont défendues à Madrid comme en Aragon, sur les fronts du Sud comme sur les fronts du Centre et de l'Est. Elle comprend très bien que le mot d'ordre séparatiste n'est pas autre chose qu'une manœuvre du fascisme, une manœuvre ayant pour objet d'affaiblir le front de lutte commun de toutes les nationalités de la République. Le peuple catalan apprécie le mot d'ordre lancé par le 1^{er} Congrès du Parti socialiste unifié :

La Catalogne ne peut rester libre si le fascisme vainct en Espagne. L'Espagne ne peut devenir libre sans l'aide de la Catalogne.

Géographiquement, la Catalogne occupe environ le quart du territoire de la République espagnole non soumis au fascisme. Sa superficie est de 32.049 kilomètres carrés. Avec les réfugiés, elle compte environ 3,5 millions d'habitants. La Catalogne est la région la plus industrielle de la République. D'après les chiffres du recensement de 1930, les travailleurs se répartissent comme suit selon les diverses branches :

Industrie	605.371
Agriculture	362.873
Commerce	147.205
Professions libérales	70.270
Armée	26.850
Ménagères et sans profession	823.353
Moins de quinze ans	755.380

Ces chiffres démontrent qu'en 1930, il y avait en Catalogne près de deux fois plus de personnes occupées dans l'industrie que dans l'agriculture. En même temps, le grand nombre des personnes occupées dans le commerce et dans les professions libérales indique la grande importance des couches petites-bourgeoises. Enfin, le nombre important des personnes occupées dans l'agriculture (semi-propriétaires, semi-fermiers et petits métayers) montre que, bien que la Catalogne soit surtout industrielle, les paysans y jouent également un rôle très marqué.

En ce qui concerne l'industrie, la Catalogne est au premier rang de l'industrie métallurgique et mécanique, ainsi que du textile et des produits chimiques. Sur les 2.064.596 broches existant dans l'Espagne gouvernementale (il n'y a que 20.026 broches chez les rebelles), la Catalogne en compte 1.927.465. Sur les 73.340 métiers à tisser de l'Espagne gouvernementale (7.273 seulement chez les rebelles), la Catalogne en compte 59.191.

Le nombre des ouvriers occupés dans les principales industries et le suivant :

Textile et industries annexes	210.000
Métallurgie et mécanique	88.000
Bâtiment	113.400
Transports	38.000
Produits chimiques	37.300
Imprimerie	24.500
Gaz et électricité	14.000
Industrie agricole et alimentation	20.000
Chauffage et éclairage	13.500

Les chiffres cités ici montrent que les principales industries de la Catalogne sont la métallurgie (y compris la construction mécanique et l'électro-technique), le textile, le bâtiment et les produits chimiques. Cela veut dire que du point de vue économique, du point de vue des forces productives et de la concentration du prolétariat, la Catalogne dispose des conditions essentielles pour se transformer rapidement en un puissant point d'appui de toute la République, en une des bases les plus importantes de l'industrie de guerre dont a tant besoin la glorieuse armée populaire.

Bien qu'en Catalogne l'industrie soit plus forte que l'agriculture, celle-ci n'en constitue pas moins une richesse considérable. Avant la guerre d'indépendance, 80 % environ des paysans catalans cultivaient la terre des propriétaires fonciers et des banquiers, fascistes dans leur grande majorité. Pour l'usage de la terre, ils devaient payer en général un tiers, parfois jusqu'à 40 % de la récolte, en nature ou en argent. Le gouvernement de la Généralité a supprimé cette rente particulièrement détestée et assuré aux paysans le droit d'user gratuitement des terres qu'ils cultivaient auparavant comme propriétaires partiels, semi-fermiers ou petits métayers. Le gouvernement exige d'eux uniquement qu'ils paient à l'Etat les mêmes impôts que payaient autrefois les propriétaires fonciers.

La majeure partie de la terre catalane est exploitée par les paysans travaillant avec leur famille; une très minime partie seulement est cultivée collectivement. Le nombre des ouvriers agricoles a toujours été très faible en Catalogne; aujourd'hui, ce nombre est beaucoup plus faible encore, une partie de ces ouvriers ayant reçu de la terre en usufruit. Il faut encore tenir compte qu'une grande partie des propriétaires fonciers, qui faisaient cultiver leurs terres par des journaliers, sont en fuite, ayant participé à l'insurrection militaire fasciste.



LUIS COMPANYS
Président de la Généralité
de Catalogne

La guerre et la révolution populaire ont éveillé à la vie politique active des centaines de milliers de travailleurs catalans de la ville et de la campagne. Avant la guerre, l'anarcho-syndicalisme prédominait dans le mouvement ouvrier, s'exprimant dans la Confédération nationale du travail (C.N.T.) en tant que centrale syndicale. Le noyau anarchiste dirigeant de cette organisation se groupait dans la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.). A côté de la C.N.T. et de la F.A.I., il y avait encore divers partis ouvriers et de nombreux syndicats plus ou moins autonomes dont l'influence n'atteignait toutefois qu'une minorité de la classe ouvrière. Parmi ces partis politiques, les plus importants étaient : le Parti communiste de Catalogne (qui appartenait au P.C. d'Espagne) et l'Union socialiste de Catalogne (qui n'adhérait ni à un parti politique d'Espagne ni à une organisation internationale).

Une partie de la classe ouvrière et une partie très appréciable des paysans étaient jusqu'au début de la guerre sous l'influence du parti républicain, le parti le plus puissant de Catalogne, sous l'influence du « Parti républicain de gauche de Catalogne ».

Avec la guerre et le formidable essor des masses populaires éveillées par la gigantesque lutte pour l'indépendance, avec l'approfondissement de la révolution populaire, la situation s'est modifiée dans le mouvement ouvrier et paysan, ainsi que dans le mouvement antifasciste. La guerre d'indépendance et la révolution populaire ont entraîné un formidable afflux des masses aux organisations de la classe ouvrière et un profond processus a pris corps en faveur de l'union des organisations du mouvement antifasciste et du mouvement ouvrier.

Durant les premiers jours de la guerre, les quatre petits partis ouvriers existant jusque-là en Catalogne (P.C. de Catalogne, Union socialiste, Association catalane du Parti ouvrier socialiste d'Espagne et le Parti prolétarien catalan) fusionnèrent sous le nom de Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.). Le parti ainsi formé adopta le programme et les statuts de l'Internationale communiste et décida d'adhérer par le P.C. d'Espagne à l'Internationale communiste.

La création du P.S.U.C., qui compte actuellement 65.000 membres, sa politique juste à l'égard des principaux problèmes de la guerre et de la révolution populaire, sa collaboration fraternelle avec le P.C. d'Espagne contribuèrent

beaucoup à accélérer le processus d'unification du mouvement syndical catalan. L'U.G.T., qui ne comptait que 40 à 50.000 membres environ en Catalogne à la veille du soulèvement fasciste, a porté ses effectifs à 500.000 membres. Elle a absorbé un certain nombre des syndicats autonomes dont beaucoup avaient quitté la C.N.T. en 1932, et elle a reçu en outre l'afflux de masses importantes d'ouvriers autrefois non syndiqués.

La C.N.T. a également absorbé une partie des syndicats autonomes et un nombre important d'inorganisés, de sorte qu'elle compte actuellement en Catalogne 450.000 membres adhérents environ.

En ce qui concerne leur influence, ces deux syndicats sont de force égale dans le textile et dans les produits chimiques, cependant que l'U.G.T. a la majorité dans la métallurgie. La C.N.T. est plus solidement ancrée parmi les travailleurs des transports, notamment à Barcelone.

Cette unification du mouvement syndical réalisée en partie, l'unité d'action entre les deux grandes syndicales de l'U.G.T. et de la C.N.T. — unité d'action qui a déjà été réalisée dans les grandes usines et dans une série d'industries et dont la réalisation totale est proche — a signifié un pas particulièrement important vers l'unité prolétarienne; elle apportera une aide puissante à la consolidation du front populaire antifasciste en Catalogne.

Durant les premiers mois de la guerre, la C.N.T. s'opposait à la création de l'armée populaire unique de la République et fit quelques tentatives pour réaliser le « communisme anarchiste »; elle fut longtemps pour le salaire unique et le salaire familial; elle toléra dans les rangs des éléments incontrôlables. Les expériences imposées à ce syndicat par la guerre ont toutefois modifié sa position. Aujourd'hui, la C.N.T. défend l'armée populaire unique de la République, condamne l'égalitarisme dans les salaires; elle a élevé considérablement la discipline dans ses rangs; en même temps, les organismes responsables de la C.N.T. de Catalogne se prononcent pour l'unité d'action entre l'U.G.T. et la C.N.T. et, avec réserve il est vrai, pour le Front populaire antifasciste. Cette évolution de la C.N.T., heureuse pour les intérêts de la guerre et du renforcement de la révolution populaire a ouvert en Catalogne de nouvelles perspectives de collaboration féconde entre toutes les forces antifascistes dans un solide et large front populaire.

Parmi les partis républicains, le plus important est celui de la « Gauche républicaine de Catalogne » qui influence principalement la petite bourgeoisie urbaine et certaines couches de la paysannerie.

Dans la campagne catalane, l'organisation la plus influente est l'« Union des rabassaires », organisation de type syndical qui n'adhère ni à une organisation politique ni à une centrale syndicale. C'est le P.S.U.C. et les républicains de gauche qui possèdent la plus grande influence. A côté de l'Union des rabassaires, la Fédération des travailleurs de la

terre (adhérente à l'U.G.T.) et l'Association paysanne (adhérente à la C.N.T.) ont une grande influence. Le processus d'unification des forces antifascistes est plus lent à la campagne qu'à la ville. Malgré tout, un comité de liaison a été créé entre la Fédération des travailleurs de la terre et l'Union des rabassaires et ce comité envisage également d'englober l'association paysanne de la C.N.T.

Une des principales raisons pour laquelle la Catalogne, ce territoire hautement industriel et d'une grande richesse agricole, est restée en arrière dans la mobilisation de ses importantes ressources et de ses grandes possibilités pour la lutte commune de la république est l'attitude néfaste de cette agence fasciste appelée P.O.U.M. qui a causé en Catalogne plus de dégâts que partout ailleurs. Le P.O.U.M. organisa et provoqua en mai 1937 le putsch contre-révolutionnaire et essaya de dresser les uns contre les autres les diverses organisations du front populaire. Il a été le principal organisateur de tous les groupements fascistes d'espionnage et de sabotage découverts jusqu'à présent. Cela n'a été possible que parce que les organisations antifascistes n'ont pas suffisamment compris le véritable rôle du trotskisme qui se dissimule en Catalogne sous l'enseigne et les phrases pseudo-révolutionnaires du P.O.U.M. Toutes les organisations antifascistes, y compris le P.S.U.C., ont dû payer cher pour arriver enfin à définir clairement leur attitude à l'égard de cet important problème. Et il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la vigilance contre la pénétration de ces espions dans les organisations du prolétariat et de l'antifascisme.

On peut noter toutefois certains progrès accomplis également dans ce domaine. C'est ainsi qu'après le putsch de mai les éléments du P.O.U.M., sur une décision unanime de tous les représentants des organisations antifascistes constituant le gouvernement de la Généralité, ont été écartés de tous les organismes officiels y compris les conseils municipaux. Par la suite, le P.O.U.M. a été interdit constitutionnellement comme ennemi du peuple, ennemi du gouvernement de front populaire et agent du fascisme. La liquidation complète du travail de provocation du P.O.U.M., la liquidation complète de toute son organisation est une des principales questions du renforcement du front populaire antifasciste en Catalogne.

Le Front populaire reste faiblement organisé en Catalogne. Il existe certes dans de nombreuses villes et villages des comités de front populaire auxquels adhèrent presque tous les antifascistes des localités; mais il n'y a pas encore de comités de front populaire pour toute la Catalogne. Un tel comité pourrait grouper tous les comités dispersés dans les villes et les villages de Catalogne sur la base d'un programme commun, les renforcer et impulser efficacement la tendance à former ces comités dans toutes les villes et villages. La création de ce fort mouvement de front populaire, étroitement lié au front populaire de la République et à ses divers comités, représente actuellement la tâche décisive pour le mouvement antifasciste en Catalogne; elle est le mot d'ordre principal du Parti socialiste unifié de Catalogne.

LA victoire du peuple espagnol sur les réactionnaires fascistes et sur les interventionnistes fascistes, ainsi que l'établissement d'un solide régime républicain parlementaire démocratique s'appuyant sur le Front populaire, saperont résolument la base matérielle et politique du fascisme en Espagne et conduiront au rassemblement de plus en plus grand des forces démocratiques en France, en Angleterre et dans les autres pays où le fascisme menace de détruire les droits et libertés démocratiques conquis par ces peuples. La victoire du Front populaire en Espagne portera un coup sensible aux plans d'agression militaire de Hitler et de Mussolini. Elle contribuera au maintien de la paix mondiale et donnera une puissante impulsion au déclenchement et au renforcement du mouvement démocratique des masses populaires à l'intérieur de l'Allemagne même, à l'intérieur de l'Italie même, et partout où domine le fascisme sanglant.

(GEORGES DIMITROV. Au seuil de 1937. *Correspondance Internationale*, 9 janvier 1937.)

L'Espagne de 1808 à 1936

par *CESAR FALCON*

Dès le début du siècle dernier, l'Espagne fut une véritable chaudière révolutionnaire. Les idées des encyclopédistes français formèrent la pensée de certains hommes célèbres et préparèrent l'atmosphère de libéralisme dans certains milieux fermés des intellectuels et parmi certains éléments de la bourgeoisie en voie de devenir. Sous le règne de Charles IV, le favori de la reine, Godoy, homme du peuple, devenu premier ministre, reprit quelques méthodes libérales du comte d'Aranda, ministre de Charles III, avec qui il avait collaboré au début de sa carrière politique. Il brida la camarilla de la Cour, qui se groupa pour cette raison autour du prince des Asturies (le prince héritier), le futur roi Ferdinand VII. Le complot de la réaction et des seigneurs féodaux aboutit en 1808 au soulèvement militaire d'Aranjuez. Godoy fut renversé et Charles IV abdiqua en faveur de Ferdinand VII.

A partir de ce moment commencèrent les troubles révolutionnaires de la bourgeoisie montante et la lutte acharnée avec la réaction féodale absolutiste. A peine le règne de Ferdinand VII avait-il commencé que Napoléon pénétrait en Espagne. Le but de l'occupation de l'Espagne était de se créer un allié sûr pour la lutte contre l'Angleterre.

Mais la prédominance de la réaction, qui voyait dans les Français les représentants de la révolution, réduisit après la défaite de Trafalgar l'aide que l'Espagne apportait aux plans de Napoléon. La réaction se servit du mouvement populaire contre les envahisseurs pour soutenir la cause de Ferdinand VII. Le 2 mai 1808, alors que le roi était aux pieds de Napoléon, à la rencontre de Bayonne, un soulèvement des masses populaires éclata à Madrid. Le voyage de Ferdinand VII avait servi au déploiement d'une vaste propagande, avant tout dans les églises. La raison directe du soulèvement fut le départ des derniers enfants (princes royaux) de Madrid. Le peuple se rassembla à la Plaza de Oriente et empêcha le départ des derniers membres de la famille royale. Les soldats et quelques officiers issus du peuple rallièrent le mouvement. Les capitaines Daoiz, Velarde, Rovira et le lieutenant Ruiz se mirent à la tête du soulèvement. C'est alors que le Conseil de régence présidé par l'infant Antonio conclut un pacte avec le général français Murat et les insurgés furent battus dans les rues de Madrid. Les jours suivants, les 3 et 4 mai, Murat se livra à une répression terrible, comme il était d'usage, et souleva de la sorte la plus grande indignation dans toute l'Espagne.

Le même jour, l'alcade (maire) de Mostoles, petite commune de la banlieue de Madrid, publiait un manifeste qui était une déclaration de guerre à Napoléon. Ce geste de l'alcade n'aurait sans doute été qu'un incident pittoresque si les conseils administratifs des principales provinces n'avaient pris la même position. Le 20 mai, la guerre contre les Français commença dans les Asturies. La lutte s'étendit ensuite aux provinces de Leon, de Santiago, de Badajoz et de Catalogne. Dans l'intervalle, Napoléon réunit à Bayonne les Cortès qui élurent roi son frère Joseph et donnèrent au pays une Constitution; cette dernière créait un Sénat et un Conseil d'Etat et reconnaissait l'indépendance de la juridiction.

Mais la lutte se poursuivit dans toute l'Espagne avec un acharnement redoublé. Les libéraux qui prenaient part à cette lutte contre Napoléon voulaient faire sortir de cette guerre le régime libéral. Napoléon intervint personnellement, brisa la résistance de Somosierra et s'empara de Madrid. Mais les peuples d'Espagne continuèrent la lutte.

En septembre 1810, les Cortes se réunirent à Séville. Dans leurs résolutions les plus marquantes, ils fixèrent la souveraineté du peuple, incarnée dans les Cortes, ainsi que la suprématie du pouvoir législatif et l'immunité des députés. Ces réformes proposées et élaborées par le député de Badajoz, Torrero, exprimèrent la véritable volonté des masses populaires, mais se heurtèrent à la résistance forcée des éléments réactionnaires des Cortes. La guerre imposa le transfert des Cortes à Cadix. C'est là qu'en 1812 fut adoptée la Constitution, qui devint dès lors le programme d'action révolutionnaire de tous les partis et groupements libéraux. La Constitution de Cadix abolit l'Inquisition, créa les administrations provinciales et soumit à la législation de l'Etat les biens des communautés religieuses. En raison de ces réformes, la réaction déclencha une campagne furieuse contre les Cortes. Les libéraux avaient certes la majorité, mais ils n'osèrent pas fonder un gouvernement révolutionnaire et s'emparer



JUAN NEGRIN
Chef du gouvernement
de Front populaire

de la direction de la guerre et du gouvernement. Ils n'osèrent pas davantage briser la base économique de la réaction à la campagne en supprimant la propriété foncière féodale. Au contraire, ils marchandèrent avec les réactionnaires, reconnurent Ferdinand VII comme roi et élurent un Conseil de régence dans lequel étaient représentés l'Eglise et les seigneurs féodaux. De la sorte, ils se livrèrent à l'ennemi. En 1813, les Français furent définitivement chassés. Le 14 mai, Ferdinand VII revint en Espagne. Dès le premier moment il nia la Constitution et proclama l'absolutisme.

Vint ensuite une période d'oppression et de tyrannie cruelle jusqu'en 1820, année où Riego se souleva à Cabezas de San Juan et entraîna les troupes libérales et les grandes masses populaires. Ferdinand dut se résigner. C'est alors que la réaction demanda secours à la Sainte-Alliance; 60.000 Français, sous le commandement du duc d'Angoulême, vinrent en Espagne et constituèrent avec 40.000 réactionnaires espagnols l'armée d'invasion qui prit le nom de : « Les cent mille fils de Saint Louis ». Les envahisseurs vinrent jusqu'à Cadix où s'étaient réfugiés les Cortes, libérèrent Ferdinand et rétablirent l'absolutisme. Les chefs libéraux qui n'avaient pas été pendus durent s'enfuir à l'étranger.

En 1832, avec la mort de Ferdinand VII et la régence de la reine Marie-Christine, commença une nouvelle période de domination modérée des libéraux. C'est alors justement qu'éclata dans la province de Navarre la première guerre carliste, c'est-à-dire la première guerre civile de la réaction contre le gouvernement. Vers cette époque, Mendizabal préconisait la politique la plus claire; en 1835, premier ministre, il réalisa une série de réformes économiques bourgeoises. La principale fut la confiscation des biens du clergé par l'Etat et sa vente aux capitalistes; mais, comme la plupart des libéraux, Mendizabal ne savait pas, malgré la guerre des réactionnaires et la trahison de quelques ex-libéraux, qu'il était nécessaire de maintenir l'unité et de créer un pouvoir politique et militaire unique. Et c'est ainsi qu'au bout d'un an, Mendizabal fut écarté du gouvernement par ses propres amis libéraux.

A cette époque, les colonies espagnoles d'Amérique proclamèrent leur indépendance, ce qui fit perdre aux libéraux espagnols l'aide financière et le soutien politique que constituaient pour eux les révolutionnaires américains. La nécessité de la lutte contre les carlistes assura la prépondérance des libéraux pendant la régence de la reine Marie-Christine jusqu'en 1839, année où le général carliste Maropo et le chef des troupes libérales Espartero négocièrent à Onato et mirent

fin à la guerre par la célèbre « embrassade de Vergara », au cours de laquelle les deux généraux s'embrassèrent devant leurs troupes en signe de réconciliation. En 1840, Marie-Christine abdiqua et le général de guerre civile Espartero inaugura comme régent une nouvelle période de réaction. Les réactionnaires avaient donc vaincu les libéraux dans leurs propres rangs. Les luttes continuèrent, sanglantes, acharnées, troubles, avec des destins divers, jusque vers la fin du règne d'Isabelle II, époque où surgit la figure de Prim.

En 1862, l'Espagne se joint à l'Angleterre et à la France dans leur expédition contre le peuple mexicain. Prim, qui commandait les troupes espagnoles, se retire de Vera-Cruz et refuse toute intervention. Ce geste le caractérise et fait de lui le principal chef libéral. Quand Isabelle abdiqua après la mutinerie libérale de la flotte à Cadix et le soulèvement populaire antimonarchique, Prim impose l'instauration d'Amédée de Savoie, fils du roi d'Italie, afin d'établir une monarchie libérale appuyée sur des Cortès élues démocratiquement.

Là-dessus, les réactionnaires organisent son assassinat. Deux ans plus tard, Amédée abdiqua, après avoir déployé de vains efforts pour l'union des forces libérales.

Le 11 février 1875, les Cortès constituantes proclament la République. A ce moment, les masses ouvrières étaient intervenues dans la lutte. Mais comme de grandes parties des ouvriers étaient sous l'influence des anarchistes, dont les dirigeants refusèrent de négocier avec Pi y Margall, le chef républicain le plus révolutionnaire, ils en restèrent à leur tactique des batailles locales.

Dans l'intervalle, la réaction attaqua la République au Nord et les armées absolutistes déclenchèrent la guerre civile cependant que les anarchistes se continuaient dans leur attitude hostile à la politique, en restant aux actions locales et refusaient d'engager la lutte unique contre la réaction à l'intérieur et à l'extérieur de la République. Les républicains, de leur côté, éprouvaient devant la réaction la même peur que les libéraux des Cortès de Cadix et les progressistes du temps d'Isabelle. Ils ne firent rien pour les masses paysannes, laissèrent la terre aux mains de la classe féodale et maintinrent ainsi le pouvoir de la réaction. Les généraux réactionnaires, sous la conduite du fameux monarchiste libéral De Canova, écrasèrent les mouvements locaux province par province jusqu'au moment où Pavia dissout arbitrairement les Cortès et où Martinez Campos, en décembre 1874, proclama Alphonse roi d'Espagne à Sagunto. Mais les masses n'en avaient pas moins une claire conscience de leurs intérêts. Le retour des réactionnaires ne pouvait plus s'opérer comme au temps de Ferdinand VII. Canova dut concéder la Constitution de 1876 dans laquelle, cependant, la bourgeoisie se plaça avec ses aspirations sous la tutelle des seigneurs semi-féodaux.

En 1888, le Parti ouvrier socialiste d'Espagne était fondé officiellement à Barcelone. A Madrid, il existait un groupe socialiste dès 1879. C'est par là que commença l'organisation politique des masses ouvrières. Les groupes anarchistes avaient auparavant gaspillé leurs forces dans des actions héroïques et sans effet. En 1890, ils commencèrent l'offensive vaine de la « main noire » à Cadix, mouvement qui fut cruellement réprimé par la réaction. D'autres mouvements paysans, comme celui que dirigea le vétérinaire de Ronda et, plus tard, celui des petits paysans d'Osuna, avaient déjà été auparavant étouffés dans le sang. Les anarchistes poursuivirent cette tactique de combats localisés sans donner au mouvement révolutionnaire d'unité nationale et de contenu organique, étant toujours sous l'influence de leur idéologie régionale et antipolitique.

Avec la création des partis monarchistes et des syndicats, l'influence des partis républicains diminua au début du règne d'Alphonse XIII. La plupart de leurs chefs avaient accepté la restauration de la monarchie et seuls Pi y Margall et Salmeron maintinrent leur groupe. Pi y Margall s'appuyait sur le fédéralisme et Salmeron sur la bourgeoisie libérale catalane; mais ils avaient à leurs côtés de jeunes républicains qui entrèrent dans la lutte politique avec une force nouvelle.

En 1898, l'Espagne perdit dans la guerre les Philippines et Porto-Rico qui passèrent sous la domination des Etats-Unis. La perte des colonies conduisit au renforcement de la réaction, dont les forces militaires s'accrurent des troupes qui tenaient jusque-là garnison en Amérique. En outre, les partis bourgeois se réunirent face au pouvoir croissant du

prolétariat organisé et constituèrent en commun le parti conservateur libéral, sous la direction de Canova et Sagasta, Maura et Moret. Les organisations ouvrières menaient une politique très faible. Le parti socialiste et l'U.G.T. étaient réformistes. Les groupes anarchistes recouraient au terrorisme. En 1897, Angiolillo assassinait Canova à la station balnéaire de Santa Agueda. En 1906, Morral jeta une bombe sur Alphonse XIII et la reine au moment où ils revenaient de la cérémonie nuptiale. Ces actes individuels hâtèrent la concentration du bloc de la réaction et la bourgeoisie, cette dernière ayant perdu la direction des masses populaires.

En 1909, éclata à Barcelone le soulèvement des masses ouvrières contre la guerre du Maroc. Les ouvriers combattirent courageusement sur les barricades, mais l'absence de direction empêcha que la lutte fût menée jusqu'à la victoire. Quand la réaction, sous la conduite de Mora, se fut renouée maîtresse du mouvement, elle déclencha une répression sanglante contre les masses ouvrières. Le chef anarchiste le plus connu, Francisco Ferrer, fut fusillé à Montjuich. Des centaines d'ouvriers furent assassinés dans les prisons et dans les rues. Sous l'énergique pression des masses, le gouvernement dut se retirer et Canalejas, chef des monarchistes libéraux, constitua le cabinet. Il donna l'impression de vouloir satisfaire les désirs du peuple en promulguant des lois superficielles contre les congrégations religieuses. Il fut assassiné en novembre 1912, bien qu'ayant empêché l'emploi de graves mesures de répression contre une grève de cheminots. Il est donc très vraisemblable que le meurtre était une provocation devant permettre d'aggraver les persécutions anti-ouvrières. En 1917, le gouvernement Dato reconnut les comités militaires (juntas), qui sont des organisations réactionnaires dans l'armée.

Encouragés par l'agitation formidable soulevée dans les masses par la révolution russe, et devant la pressante volonté de lutte des ouvriers, les chefs du mouvement ouvrier et les républicains se résolurent à la grève générale qu'organisèrent les socialistes, les anarchistes, les républicains et les autonomistes catalans pour renverser la monarchie. Le mouvement échoua faute d'unité. Seuls les ouvriers, avant tout à Madrid et dans les Asturies, se battirent héroïquement et résolument. Les autonomistes catalans trahirent le mouvement. L'unité entre les socialistes et les anarchistes se brisa également. Le gouvernement Dato se livra à une répression terrible et les chefs socialistes les plus importants furent condamnés à la prison perpétuelle. D'autres durent s'enfuir à l'étranger.

En 1921, Dato était assassiné par les anarchistes Casanellas, Nicolau et Mateu. Casanellas renonça aussitôt après aux méthodes anarchistes et adhéra au parti communiste. En 1923, la bourgeoisie catalane soutint avec l'armée et le roi le coup d'Etat de Primo de Rivera. La réaction et la grande propriété foncière s'emparèrent de la dictature et prirent comme instrument Primo de Rivera. Les socialistes se scindèrent devant la dictature. Certains de leurs chefs, Prieto en tête, restèrent fidèles à la lutte contre la dictature et au rapprochement avec les républicains et les libéraux; d'autres, sous la conduite de Largo Caballero, furent pour une collaboration avec la dictature.

Le parti communiste, issu d'une scission du parti socialiste, était encore trop faible pour diriger les masses. En 1930, on réussit à former un bloc des socialistes et des républicains ainsi que de quelques monarchistes passés au républicanisme comme Miguel Maura et Alcala Zamora. Les capitaines Fermin Galan et Garcia Hernandez organisèrent un soulèvement à Jaca, mais furent battus et fusillés à Huesca. Deux jours plus tard, le 13 décembre, un groupe d'aviateurs républicains se souleva à Madrid. Le mouvement fut, il est vrai, réprimé, mais la pression des masses imposa la fixation d'élections municipales en avril 1931. Le peuple vota en masse contre la monarchie et Alphonse XIII dut fuir Madrid dans la nuit du 14 avril.

Dans la deuxième République, socialistes et républicains collaborèrent étroitement. Le réactionnaire Alcala Zamora fut élu président. Quelques lois sociales furent promulguées. C'est à cette époque que commence la croissance du parti communiste. La deuxième République ne prit pas plus que la première de mesures sérieuses contre la réaction, et laissa intacte l'influence de la réaction à la campagne. Le résultat fut qu'aux élections de 1933 la victoire échut aux réactionnaires et à leurs alliés du parti républicain de Lerroux. Les masses se préparèrent à la lutte. Le parti communiste sou-

ligna la nécessité d'unir toutes les forces de la classe ouvrière pour la lutte contre le fascisme et la réaction.

En octobre 1934, les fascistes du parti de Gil Robles entrèrent dans le gouvernement. Les masses se soulevèrent et purent garder le pouvoir pendant quinze jours dans les Asturies. A Barcelone, le gouvernement de la Généralité fut battu par les troupes de la garnison. Les masses résistèrent héroïquement aux cruelles persécutions du gouvernement réactionnaire Gil Robles-Lerroux et maintinrent dans l'illégalité leurs organisations syndicales et politiques. En juin 1935, le secrétaire général du P. C. d'Espagne, Diaz, prononçait, au *Ciné Monumental* de Madrid, un discours dans lequel il pré-

conisait la formation du front unique de tous les ouvriers et de toutes les forces démocratiques pour la lutte contre la réaction et le fascisme. En décembre, se formait le gouvernement de Portela Valladares. En janvier 1936 se constitua le Front populaire avec un programme de larges réformes démocratiques. Aux élections du 16 février 1936, par lesquelles le gouvernement Portela Valladares voulait donner une allure démocratique à la réaction, le Front populaire vainquit et Alcalá Zamora dut remettre le gouvernement aux républicains, sous la présidence d'Azaña, soutenu par tous les partis et organisations du Front populaire. Pour la première fois, toutes les forces populaires d'Espagne étaient unies et agissaient de concert sur un programme commun.

De la victoire du Front populaire à l'instauration fasciste

FÉVRIER-JUILLET 1936

par NAVARRO BALLESTEROS

Le 16 février 1936, le peuple gagna une grande bataille révolutionnaire. La réaction et le fascisme, le bloc des droites furent battus non seulement aux urnes, mais dans la rue.

Le 16 février, les masses descendirent dans la rue animées de la volonté d'exprimer leur haine concentrée contre les bourreaux du peuple. Le programme du Front populaire contenait nombre de points dont l'exécution n'admettait pas de délai. L'un d'eux surtout, qui, durant la période électorale, avait été l'étendard de combat des forces ouvrières et républicaines groupées au sein du Front populaire : l'amnistie. Il y avait dans les prisons d'Espagne quelque trente mille ouvriers révolutionnaires. La plupart d'entre eux étaient emprisonnés depuis la fin de 1934, depuis le mouvement révolutionnaire d'Octobre.

Il s'agissait maintenant de faire de cette amnistie une réalité. Les masses qui avaient fait la victoire du Front populaire entrèrent en action. Le jour même, dans quelques provinces, les portes des prisons s'ouvrirent aux premières heures de la nuit et les ouvriers emprisonnés furent rendus à la liberté. A Madrid, au début de la matinée du lundi 17 février, de grandes manifestations se formèrent spontanément dans le centre de la ville et dans les faubourgs. En un grandiose cortège, composé d'hommes de tout âge, de femmes et d'enfants, acclamant la République et le Front populaire, les manifestants se dirigèrent vers la Prison modèle aux cris d'« Amnistie, amnistie ! » Mais l'appareil répressif de l'Etat n'avait pas encore reconnu la victoire du Front populaire, et la foule fut attaquée par les gardes civils avant qu'elle n'eût atteint la prison. L'ardeur combative des masses ne céda pas et elles firent énergiquement front aux troupes. Déjà, les manifestants étaient plus de 100.000. Et, par crainte que la prison ne soit prise d'assaut par la foule, on fut contraint, au bout de quelques instants, de libérer une partie des prisonniers.

Ce qui se passa à Madrid se répéta dans toute l'Espagne. Le peuple n'attendait pas, pour faire de la promesse d'amnistie une réalité, que le décret ait été publié au journal officiel.

Ces manifestations continuèrent durant plusieurs jours. Et cette pression des masses obligea le gouvernement Azana à réaliser immédiatement un autre point du programme des gauches : celui relatif à la réintégration des travailleurs licenciés en représailles des événements d'Octobre.

Mais la mise à exécution de certains points extrêmement importants du programme fut remise à plus tard. Entre autres celui, capital, relatif à l'élimination des chefs de l'armée et des fonctionnaires publics dévoués à la réaction et au fascisme, et celui qui prévoyait la dissolution des organisations fascistes. De même, les mesures de caractère économique prévues dans le programme, telles que la lutte contre

le chômage et une distribution plus équitable des terres, furent-elles aussi ajournées pour que le Parlement légifère à leur endroit.

En dépit des conditions dans lesquelles s'était déroulé le scrutin, la victoire du Front populaire fut éclatante : sur les 473 députés qui constituaient le Parlement, 300 environ appartenaient au Front populaire et le reste au bloc des droites et au centre. Le Front populaire avait remporté une victoire complète. Pourtant, il faut reconnaître qu'il ne sut pas profiter de sa victoire et qu'il perdit fâcheusement du temps, rendant possible ainsi un nouveau regroupement des forces réactionnaires et fascistes.

L'absence d'un comité central de Front populaire, le défaut d'une politique réellement de Front populaire, favorisèrent les plans de la réaction qui avait dans une grande mesure les mains libres pour préparer sa revanche.

Qu'elle ait joui d'une pleine liberté d'action, le cours de cette brève période qui va du 16 février au 18 juillet, durant laquelle la réaction déploya une criminalité politique de provocations, ne l'a que trop démontré.

La lutte aussitôt engagée par le bloc réactionnaire fasciste pour faire échec à la victoire du Front populaire prit les formes les plus diverses. Dès les premiers jours, la garde civile et une partie des gardes d'assaut, influencés par les éléments réactionnaires, déchargèrent leurs mausers contre les manifestations ouvrières et se livrèrent à de nombreuses arrestations d'ouvriers révolutionnaires, sans avoir reçu, et même en refusant d'exécuter les ordres du nouveau gouvernement. Le boycott économique de la République prit également une extension extraordinaire. Aussitôt après les élections, un grand nombre de possesseurs de grandes fortunes, particulièrement les éléments de l'aristocratie, se hâtèrent de se rendre à l'étranger en emportant avec eux des sommes énormes, ce pour quoi les banques leur accordèrent toutes sortes de facilités. Lorsqu'on se décida enfin à prendre des mesures contre ces évasions de capitaux, en arrêtant à la frontière les transports d'or et de valeurs, bien des millions de pesetas étaient déjà sortis.

Mais le genre de provocation pratiqué de préférence par les ennemis du peuple, ce fut encore d'affamer les travailleurs. Sans raison aucune, des fabriques furent fermées à Madrid, en Catalogne, en pays basque, etc., ce qui eut pour effet de réduire au chômage des dizaines de milliers d'ouvriers. Quant aux fabriques restées ouvertes, on y pratiquait de la manière suivante la politique de provocations : les salaires, durant les deux années de gouvernements réactionnaires, ayant été diminués par les patrons selon leur bon plaisir, après la victoire du Front populaire, les travailleurs, regroupés dans leurs syndicats, réclamèrent de nouvelles conditions de travail et une augmentation des salaires. Le

patronat refusa systématiquement de faire droit aux revendications ouvrières. Le résultat fut qu'une grande vague de grèves déferla sur tout le pays. Certaines prirent des proportions considérables, comme la grève de la construction à Madrid, qui revêtit un caractère de violence inusitée et se prolongea jusqu'au moment même de l'insurrection.

Dans ce domaine également, se manifesta l'extrême faiblesse du gouvernement présidé par M. Azana, et plus tard par Casares Quiroga. Il ne fit pas montre de l'énergie nécessaire pour briser la résistance du patronat et le contraindre à faire droit aux justes réformes réclamées par les travailleurs.

La situation était identique dans les campagnes, où elle prenait même des formes plus violentes encore. Les grèves paysannes dégénéraient fréquemment en sanglantes collisions entre les travailleurs et les groupes d'hommes de main armés par les caciques et les grands propriétaires, qui pouvaient toujours compter sur l'aide des gardes civils, de sombre et sanglant mémoire. Mais cette criminelle activité des caciques (potentats de village institués par les seigneurs féodaux, dont ils dépendent) et des grands propriétaires, appuyés par leurs « pistoleros », n'empêcha pas les travailleurs agricoles et les paysans pauvres de commencer à confisquer les latifundia et à satisfaire ainsi en partie cette aspiration séculaire, ce besoin imprescriptible : posséder la terre qui leur est nécessaire pour travailler, aspiration que ne reconnaissait ni n'appuyait énergiquement le gouvernement chargé de représenter le Front populaire. Indice caractéristique de ce désintéret du gouvernement pour les revendications paysannes, un grand nombre des gouverneurs nommés après la victoire du Front populaire étaient des réactionnaires notoires, même lorsqu'ils étaient officiellement inscrits à quelque parti républicain. Il faut citer à ce sujet le gouverneur de la province de Tolède, surnommé le « gouverneur d'Yeste », pour avoir envoyé la garde civile contre les paysans du village de Yeste, qui avaient confisqué les terres des grands propriétaires et qui furent sauvagement assassinés, torturés, sans que les femmes mêmes soient épargnées. Comme aussi le gouverneur de la province de Cordoue, Rodriguez de Leon, qui se mit ouvertement au côté des grands propriétaires fonciers de la province. Il devint l'idole des « petits maîtres » andalous, qui déchainèrent dans tous les villages la terreur contre les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. De même en Estrémadure. De même en Castille. Certains gouverneurs ont apporté une aide ouverte au soulèvement fasciste.

Cependant, l'expression la plus directe de cette politique de terreur et de provocations mise en œuvre par les droites, c'est la liste des attentats commis contre les militants du Front populaire. C'est par centaines qu'il faut compter les travailleurs et les hommes d'opinions libérales tombés sous les balles meurtrières des bandes de « pistoleros » organisées grâce à l'argent des grands propriétaires, des banquiers, et défendues par les hommes de la C.E.D.A. et des « mouvements » fascistes, « Rénovation espagnole » ou « Phalangistes ». C'est ainsi qu'à San Sebastian ils assassinèrent Manuel Andres, directeur général de la Sûreté aux premiers temps de la République, et à Santander le socialiste Malumbres, directeur du journal *La Region*. C'est ainsi qu'à Madrid fut assassiné le juge Pedregal, homme d'opinions libérales, parce qu'il avait présidé un procès au cours duquel quelques fascistes avaient été condamnés. Peu après tombait, criblé de balles, dans les rues de Madrid, le capitaine Faraldo, socialiste, qui avait été en prison pour avoir pris part, au côté des ouvriers, au mouvement révolutionnaire d'Octobre. Quelques jours après, les pistoleros fascistes tentaient d'assassiner le député socialiste Jimenez de Asua, tuant le policier qui l'escortait. Durant tout ce temps, les hommes de main de la Phalange et de la J.A.P. (Jeunesses d'Action Populaire) se livraient à des agressions quotidiennes contre les vendeurs des journaux ouvriers, et surtout contre ceux de l'organe central du parti communiste, le *Mundo Obrero*. Il y eut de nombreux morts.

Le 14 avril, sur la Castellana de Madrid, avait lieu un défilé de troupes auquel assistaient le président de la République, M. Azana, et les membres du gouvernement. Quelques militaires fascistes tentèrent de se livrer à une manifestation d'hostilité envers le gouvernement et le président de la République. En même temps, ils avaient préparé un attentat : une bombe devait exploser sous la tribune des autorités. Grâce à la vigilance du peuple et aux mesures prises

par les milices populaires, cet acte criminel put être évité. Au cours de l'échauffourée, un sous-lieutenant des gardes civils, du nom de Reyes, trouva la mort. Le jour suivant, prenant prétexte de ses obsèques, les fascistes se livrèrent à une véritable manifestation de guerre civile, à laquelle accoururent tous les chefs et les officiers réactionnaires et fascistes de la garnison de Madrid, des gardes d'assaut et de la garde civile, au côté des politiciens réactionnaires les plus notoires et de leurs hommes de main. De l'Hippodrome à La Cibeles, les manifestants se livrèrent à des « pogroms » contre les ouvriers, selon l'exemple des « Cent-Noirs » de l'ancienne Russie. Les bandes fascistes pénétrèrent revolver au poing dans un chantier où se trouvaient une cinquantaine d'ouvriers, contre lesquels ils déchargèrent leurs armes. Ils abattirent plusieurs ouvriers à coups de crosse. Sur tout le trajet de la manifestation, les officiers fascistes répétèrent ce genre de provocations. C'était déjà le signe de la rébellion ouverte.

Pourtant, le gouvernement Quiroga, qui s'était constitué sous le signe de l'« énergie », ne prit aucune sanction énergique contre les officiers et les chefs militaires qui s'étaient livrés à ces actes de sauvagerie, tout comme il ne fit rien pour éviter le soulèvement militaire dont les signes précurseurs étaient alors déjà suffisamment patents. La dernière victime des assassins fascistes avant le soulèvement fasciste fut le lieutenant Castillo, soldat sorti du peuple, alors lieutenant des gardes d'assaut. C'était le 12 juillet.

Les crimes des fascistes restaient impunis. C'était un spectacle courant, dans les salles d'audience, que de voir un grand nombre de jeunes aristocrates fascistes saluer le tribunal à la romaine en criant « Arriba España ! » Tous les tribunaux étaient aux mains d'éléments réactionnaires et fascistes. Jusqu'à la cour suprême de la nation espagnole, le Tribunal des garanties constitutionnelles, résidu des « deux années noires », des deux années de réaction, qui, trois mois après la victoire du Front populaire, tenta d'annuler une loi promulguée par le gouvernement de la République réintégrant les fonctionnaires victimes de représailles à la suite du mouvement d'Octobre. José Antonio Primo de Rivera, chef de la Phalange espagnole, condamné à cette époque à quelques mois de prison, non pas pour les crimes commis par ses bandes d'assassins à gage sur la personne de nombreux ouvriers et antifascistes, mais pour détention illégale d'armes, s'écria, à l'audition du verdict, montrant les gardes civils qui l'entouraient : « Avec ceux-ci, je mettrai de l'ordre partout en Espagne ! »

Tous ces crimes commis en si peu de temps par la réaction et le fascisme portèrent au maximum la haine du peuple contre les assassins. De toute part, on adjurait le gouvernement de mettre fin à sa politique de faiblesse, d'en finir avec les provocations et les crimes. Le peuple réclamait qu'il tint sa promesse d'épurer l'armée et les services de l'Etat des éléments factieux. Il exigeait la dissolution des organisations réactionnaires et fascistes, l'arrestation immédiate des chefs déclarés de la réaction et du fascisme en Espagne. Dans d'innombrables meetings et manifestations, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest du pays, les voix de millions d'hommes et de femmes s'élevèrent pour exiger qu'on mit fin à cette situation. Aussi, le 12 juillet, quand fut assassiné le lieutenant Castillo, une formidable clameur s'éleva pour crier vengeance. Le jour suivant, justice était faite en la personne du chef le plus en vue de la réaction espagnole, l'odieux Calvo Sotelo. Ce fut la goutte qui fit déborder le vase. Les ennemis du peuple avaient tout préparé en vue du soulèvement et celui-ci ne tarda pas à devenir une réalité.

Durant toute cette période, le Parlement, dont on attendait de grandes et immédiates réalisations, ne fit pour ainsi dire rien. Pour une part en raison de l'obstruction des droites. Mais surtout en raison de cette routine du parlementarisme bourgeois traditionnel, qui consiste à parler beaucoup et à ne rien faire de positif. Le Parlement, qui eût pu être un magnifique instrument de consolidation de la victoire du Front populaire, devint en fait, par suite de la faiblesse des républicains et plus encore de la position négative, pseudo-révolutionnaire adoptée par les socialistes, une tribune de propagande pour la réaction et le fascisme. A l'exception des discours, dont certains firent sensation, de José Diaz et de Dolores Ibarruri, on ne riposta pas à gauche avec assez d'énergie aux impudences de Gil Robles et de Calvo Sotelo. Cette propagande en faveur de

l'insurrection fasciste, menée au Parlement même, sans que les républicains se souciaient d'y mettre bon ordre, trouva son achèvement lors de la réunion du Comité permanent de la Chambre, le 16 juillet, soit deux jours avant le début de l'insurrection. Au cours de cette séance, Gil Robles annonça en termes sans équivoque que ses forces étaient prêtes à entrer en action. Et le gouvernement, au lieu de prendre la décision logique d'arrêter Gil Robles et tous les chefs de la réaction alors encore à Madrid, ne fit rien pour empêcher que chacun d'entre eux allât occuper son poste de combat, pour prendre de là la tête du soulèvement. Quelques heures après avoir prononcé ce discours, Gil Robles partit pour Paris. Ce fut le signal pour les chefs de la rébellion qui, deux jours plus tard, éclatait dans les diverses provinces.

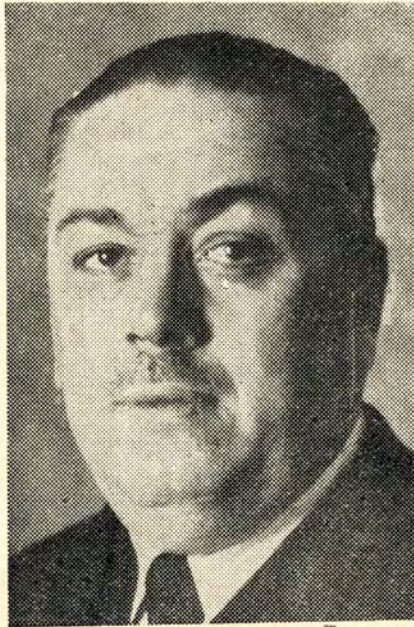
On ne saurait trop souligner la faiblesse du gouvernement, la gravité de la faute qu'il a commise en dédaignant les avertissements qui lui étaient adressés et qui l'adjuraient de réaliser une action purificatrice, révolutionnaire et anti-fasciste. L'« énergique » Casares Quiroga, qui fut durant les deux derniers mois président du Conseil, avec le portefeuille de ministre de la Guerre, reçut dans son cabinet, quelques jours avant l'insurrection, le lieutenant-colonel Yagüe, le sanglant auteur de la répression des Asturies en octobre 1934. Ceux qui assistèrent à l'entrevue du ministre avec le bourreau des Asturies ont apporté le témoignage suivant de l'« énergie » de Casares Quiroga. Quiroga accueillit Yagüe avec une cordialité que nous voulons croire simulée :

— Eh bien ! colonel Yagüe, comment allez-vous ? Je vous ai appelé pour vous dire que le bruit court ici que vous voudriez vous soulever au Maroc. Je ne le crois pas. Mais enfin, qu'en dites-vous ?

— C'est une pure absurdité, répondit naturellement Yagüe, en repoussant avec force l'accusation et en se livrant à de grandes protestations d'attachement à la République et aux pouvoirs constitués. Alors Casares Quiroga, lui serrant la main :

— Bien, bien, soyez un bon garçon et dites à vos amis, à votre retour là-bas, que la République est très forte et que ce serait un non-sens de s'insurger contre elle.

En fait, ce « non-sens » devait se réaliser quelques jours plus tard. Et le chef de la rébellion était l'assassin Yagüe...



DIEGO MARTINEZ-BARRIOS
Président des Cortès espagnoles

Quel rôle a joué le Parti communiste d'Espagne durant cette brève mais si intense période de la révolution espagnole ? C'est ce que nous proposons d'étudier ici sommairement, en nous bornant à évoquer son attitude et son activité en face des problèmes fondamentaux.

Le parti communiste avait 17 députés aux Cortès. Ce chiffre était loin de correspondre à l'influence qu'il exerçait sur les masses. On le vit bien vite.

Au cours de la formidable mobilisation révolutionnaire des masses qui suivit la victoire du Front populaire, on put constater la grande influence exercée par le parti communiste. Lors de toutes ces manifestations, on était frappé du grand nombre de drapeaux et de banderoles du parti communiste. Les travailleurs scandaient les mots d'ordre communistes dans toutes les rues des villes et des villages d'Espagne. Partout on entendait dire qu'il fallait faire ce que préconisait le parti communiste.

Avec quelle rapidité le parti communiste étendit son influence sur les masses populaires, l'accroissement de ses effectifs en donne une juste idée. Le *Mundo Obrero* du 1^{er} juin faisait cette constatation :

Avant la victoire de Février, notre parti comptait environ 20.000 membres. Actuellement, il compte 102.000 militants inscrits en bonne et due forme. De plus, 15.000 cartes ont été expédiées à l'intention des nombreux travailleurs qui ont déjà fait leur demande d'adhésion.

Ce rapide accroissement du parti communiste n'a rien d'étonnant si l'on considère la justesse de sa politique, la fermeté de sa position à l'égard de tous les problèmes fondamentaux du pays. Position juste qui, dans la confusion qui marqua les premiers jours après la victoire du Front populaire, fut comme un rayon de lumière dans les ténèbres. Les masses, durant cette période d'intense effervescence, apprirent à connaître le parti par ses documents et par sa presse, par l'activité de ses militants et en particulier par les interventions au Parlement, aussi admirables de forme que de fond, de ses dirigeants les plus connus, tels que José Diaz, Pasionaria, Hernandez, Uribe, etc. Car le Parlement, si son activité ne fut guère heureuse, était tout au moins une magnifique tribune, dont le parti communiste sut profiter avec bonheur. Deux interventions y firent particulièrement sensation. Tout d'abord le discours de José Diaz, le 15 avril, où le secrétaire général du parti communiste dénonça les provocations de la réaction et du fascisme et montra les mesures qu'il fallait prendre pour extirper jusqu'à la racine ces deux fléaux. Il réclama la réalisation immédiate du programme du Front populaire. Son discours fut fréquemment interrompu par les députés réactionnaires et fascistes. Un passage en particulier resta gravé dans la mémoire des masses. C'est celui-ci :

M. Gil Robles a déclaré en termes pathétiques que, en présence de la situation qui pourrait survenir en Espagne, il vaudrait mieux mourir dans la rue que nulle part ailleurs. Je ne sais comment mourra M. Gil Robles. (Un député de gauche : « A la potence ! ». *Vives protestations des réactionnaires.*) Peut-être comme sont morts le sergent Vasquez, Arguelles et tant d'autres camarades, pour la défense de la République et de la démocratie, fusillés sur l'ordre du gouvernement dont faisait partie M. Gil Robles, mais je puis affirmer que si la justice du peuple s'accomplit, il mourra dans ses souliers.

Un autre discours, qu'on peut qualifier d'historique, fut celui prononcé par Pasionaria, au nom du groupe communiste, à la séance du 16 juin des Cortès. Son intervention fut magistrale. En voici un passage :

S'il y a des généraux réactionnaires qui, à un moment donné, excités par des éléments tels que Calvo Sotelo, peuvent se soulever contre le pouvoir de l'Etat, il y a aussi des soldats du peuple, des chefs héroïques comme celui d'Alcala, qui savent les remettre à la raison (*Très bien !*). Si le gouvernement se décide à réaliser

à un rythme accéléré le programme du Front populaire et, comme le disait, il y a bien des jours déjà, M. Albornoz, à engager l'offensive républicaine, il aura à ses côtés tous les travailleurs, résolu, comme le 16 février, à lui prêter leurs forces et à faire triompher une fois de plus le Front populaire.

J'en arrive aux conclusions que voici : pour éviter les troubles, pour remédier à l'inquiétude qui existe en Espagne, il ne suffit pas de rendre responsable de ce qui pourrait arriver un Calvo Sotelo quelconque, mais il faut commencer par arrêter les patrons qui refusent d'accepter les sentences arbitrales du gouvernement.

Il faut commencer par mettre en prison les grands propriétaires qui affament leurs paysans, il faut mettre en prison ceux qui, avec un cynisme sans égal, tout maculés du sang de la répression d'Octobre, viennent exiger ici réparation pour des faits inexistantes. Et si l'on commence par accomplir cette œuvre de justice, M. Casares Quiroga, messieurs les ministres, il n'y aura pas de gouvernement qui puisse compter sur un appui plus ferme, plus fort, que le nôtre, parce que les masses populaires d'Espagne se dresseront à nouveau, comme le 16 février, pour aller même plus loin encore, peut-être, dans leur lutte contre toutes ces forces dont, pour l'hon-

neur de cette assemblée, nous ne devrions pas tolérer la présence ici. (*L'oratrice se tourne vers les bancs des députés réactionnaires et fascistes.*)

Par toute son activité, le parti communiste donnait donc au peuple la garantie et l'assurance qu'il y avait au moins un parti qui restait ferme et lucide et veillait sur ses intérêts. Le 21 février, l'organe central du parti communiste, le *Mundo Obrero*, montra clairement quelle voie il fallait suivre pour assurer la victoire du Front populaire :

Nous le disons — pouvait-on lire dans son éditorial — en toute clarté : nous ne voulons pas redonner vie à la confiance ingénuë du 14 avril 1931. Cette confiance a conduit à la tragédie de novembre 1933 et aux horreurs qui suivirent. Cette confiance a coûté au peuple d'immenses douleurs et des torrents de larmes. Et cette leçon si douloureuse, les travailleurs et les anti-fascistes de tout le pays l'ont très bien comprise. Aujourd'hui, les choses n'iront pas de même.

Jamais, dans les documents du parti comme dans les interventions de ses dirigeants, il ne manqua d'adjurer le gouvernement de donner satisfaction au peuple qui exigeait que soient emprisonnés les éléments qui conspiraient contre le régime et que tous les travailleurs et le peuple entier désignaient comme les auteurs de la sanglante répression d'Octobre. C'est ainsi que le 2 mars, la manchette du *Mundo Obrero* proclamait :

En prison, les bourreaux ! Des entrailles populaires sort ce cri de justice : En prison ! En prison Gil Robles, Lerroux, Doval, Velarde, Salazar, Lopez Ochoa, Yagüe, Hidalgo, l'assassin de Sirval, et tout le sanglant gouvernement d'Octobre ! Il faut accomplir la volonté populaire !

Et chaque jour, à chaque instant, le parti communiste ne cessa de souligner la nécessité de mettre un terme à l'impudence et à l'impunité croissantes des fascistes, à leurs criminelles provocations. Chaque jour, l'organe central du parti communiste imprimait des manchettes semblables à celle-ci :

Aujourd'hui plus que jamais, nous disons aux masses populaires : vigilance, calme, milices ouvrières et paysannes !

Alors que le reste des partis ouvriers et républicains ne se préoccupait guère, pour ne pas dire pas du tout, du Front populaire, le parti communiste ne cessait de proclamer la nécessité de renforcer cet organisme d'unité :

Il faut à tout prix maintenir l'union du Front populaire. La tâche de l'heure, c'est de fortifier le Front populaire.

Et, prévoyant déjà, avec une remarquable clairvoyance, l'impudente intervention du fascisme en Espagne, l'éditorial du 8 mai du *Mundo Obrero* déclarait :

Lorsque nous proclamons la nécessité de renforcer le Front populaire, nous pensons tout particulièrement à la délicate situation internationale. Après avoir asservi l'Abyssinie, les forces fascistes se préparent à de nouvelles aventures et crimes impérialistes. Cela aussi exige le renforcement du Front populaire qui, unissant ses efforts, les efforts de l'Espagne démocratique, aux pays démocratiques du monde entier, et en premier lieu à l'Union soviétique, bastion de la paix, en étroites relations avec la France du Front populaire, doit être une force effective dans la lutte contre la barbarie fasciste qui menace la paix, la liberté et le progrès des peuples.

Ces paroles étaient écrites précisément pour répondre au Comité exécutif de l'U.G.T., dirigé par Largo Caballero, qui avait adopté des résolutions qui menaçaient de rompre le Front populaire.

La courte lettre, signée par Vicente Uribe en qualité de responsable du groupe communiste au Parlement, et adressée

au président de la République, à titre de conseil en vue de la constitution du nouveau gouvernement, constitue également un document justement révélateur de la position du parti communiste durant cette période. La lettre dressait l'état des problèmes qui se posaient au pays et indiquait la forme sous laquelle ils devaient être résolus. Elle préconisait la formation d'un gouvernement républicain qui interprêtât fidèlement l'esprit de la victoire du 16 février et agit avec la plus grande rapidité et la plus grande énergie pour réaliser le programme du Front populaire. On y lisait :

Face à l'attitude provocatrice de certains organes de presse et organismes bancaires, qui tendent à saboter les banques, la volonté populaire et la République, le nouveau gouvernement a une grande mission à accomplir en déjouant les plans des ennemis de la République et du peuple. Le nouveau gouvernement ne peut rester impassible devant la série d'attentats commis contre des personnalités marquantes du Front populaire et il doit punir inexorablement leurs auteurs et leurs inspirateurs. Dans les cadres de l'armée, dans la magistrature, dans les organismes de l'Etat, se cachent des représentants avérés de la réaction et du monarchisme, qui sabotent l'œuvre de la République. Le groupe communiste est d'avis qu'une telle situation ne peut se prolonger et il souhaite que le nouveau gouvernement mette au premier plan de son action l'épuration des organismes ci-dessus nommés de tous les éléments ennemis de la liberté populaire.

On pourrait invoquer un grand nombre de documents, se référer à d'innombrables citations, pour illustrer la justesse de la politique, la clarté de la ligne suivie à chaque instant, durant cette période lourde de responsabilités historiques pour les partis et organisations du Front populaire, par le Parti communiste d'Espagne. Mais les quelques textes que nous avons choisis au hasard y suffiront sans doute. Ils démontrent de façon patente comment, si l'on avait tenu compte des avertissements du parti communiste, on aurait pu étouffer dans l'œuf le soulèvement. On n'en fit rien, et, le 18 juillet, éclatait l'insurrection, tout d'abord, on se le rappelle, au Maroc, où le colonel Yagüe, le sanglant bourreau des Asturies, exerçait ses fonctions au nom du gouvernement. Ce même Yagüe auquel le président du Conseil et ministre de la Guerre, Casares Quiroga, avait bien recommandé d'être « un bon garçon et de ne pas s'insurger »...

Tels sont, à grands traits, les événements qui se déroulèrent en Espagne durant les mois de février, mars, avril, mai, juin et juillet. C'est-à-dire des élections du 16 février au soulèvement fasciste, qui éclata le 18 juillet.

LE peuple espagnol marche d'un pas assuré vers la victoire, malgré les plus grandes épreuves qu'il lui faut traverser et les difficultés qu'il lui faut surmonter. La garantie de cette victoire n'est pas seulement l'abnégation et le courage que nous a montrés dans sa lutte le peuple espagnol, ce n'est pas seulement la large solidarité du prolétariat et de toutes les couches sociales avancées et du progrès. La garantie de cette victoire, c'est en particulier le Front populaire, cette arme remarquable créée et éprouvée dans les combats. Non seulement les communistes, mais aussi les autres partis et organisations du Front populaire d'Espagne, comprennent de mieux en mieux qu'il faut veiller sur cette arme, la renforcer, la perfectionner, s'en servir de plus en plus habilement en montrant le maximum de vigilance, de décision à l'égard de tous ceux qui, remplissant des commandes de l'ennemi, tenteraient de diviser ou d'ébranler le Front populaire.

(GEORGES DIMITROV. Au seuil de 1937. *Correspondance Internationale*, 9 janvier 1937.)

Les forces du Front populaire en Espagne

par MERIANO PERLA

APRÈS l'établissement de la République, en avril 1931, les gouvernements de coalition républicains-socialistes freinèrent le développement de la révolution bourgeoise-démocratique. Les larges masses paysannes, sur lesquelles pesait principalement le fardeau de la domination féodale, voulaient se libérer du joug brutal des grands propriétaires fonciers, de l'usure et des salaires de famine. Le prolétariat aspirait à la réalisation des revendications que la monarchie avait constamment repoussées dans le domaine économique comme dans le domaine politique. Il voulait des actes énergiques contre la caste militaire et contre les grands capitalistes du genre Ruiz, Senen, March, etc., des actes qui devaient détruire la base matérielle des propriétaires fonciers, de l'Eglise, de la caste militaire et du grand patronat. Toute la petite bourgeoisie et de larges couches de la bourgeoisie industrielle souhaitaient également une politique d'ordre républicain qui devait saper et anéantir les privilèges des ennemis du peuple.

La coalition républicaine-socialiste ne prit aucune mesure sérieuse dans ce sens et se borna, au contraire, à élaborer une Constitution et des lois qui devinrent des armes pour la réaction, comme, par exemple, la loi sur le maintien de l'ordre public. Cette politique détruisit le prestige des Cortès constituantes et rendit possible leur dissolution par le président Alcalá Zamora. La désunion des forces populaires, notamment du prolétariat, aggrava encore la situation.

Vinrent alors les élections de novembre 1933. Dans une seule province, celle de Malaga, les communistes, socialistes, et républicains marchèrent unis et furent naturellement vainqueurs. Dans les autres provinces, les coalitions des partis de gauche ne se formèrent que dans quelques localités. Les réactionnaires et les fascistes formèrent un bloc électoral solide, qui alla des monarchistes au parti radical de Lerroux. Le mécontentement que suscita dans les masses laborieuses la non réalisation des promesses faites par les républicains fut habilement utilisé par les réactionnaires et les fascistes dans leur campagne démagogique, en particulier à la campagne. Il permit leur succès et l'élection de Cortès à majorité nettement réactionnaire.

Il convient de souligner que les communistes déployèrent de grands efforts pour présenter des candidatures d'unité et qu'ils préconisèrent par la suite une politique parlementaire commune.

Sous le règne des Cortès de la réaction, le fascisme conquiert une position après l'autre. Il consolida celles qu'il détenait dans l'armée, en conquiert d'importantes dans l'appareil d'Etat et assura les privilèges les plus divers aux grands industriels et surtout aux grands propriétaires fonciers. Ces derniers fixèrent arbitrairement les salaires des ouvriers agricoles. A la suite de cette politique antipopulaire, l'indignation générale se développa dans le pays. C'est ainsi que se dressa, en octobre 1934, la première résistance héroïque contre le fascisme.

Malgré la vaillance avec laquelle se battit le prolétariat, le mouvement fut battu et étouffé dans le sang. La raison en était essentiellement l'absence d'un organisme de direction révolutionnaire rassemblant les larges masses populaires et étroitement lié à elles. Le mot d'ordre de « front unique des ouvriers et des paysans », lancé par le parti communiste, fut énergiquement combattu par les autres groupes prolétaires. Il n'avait pas pénétré dans les masses et en diverses parties du pays, avant tout en Catalogne et dans le Levant, c'étaient les « alliances ouvrières », ennemies de ce mot d'ordre, qui avaient la direction. Au point de vue organique, les alliances ouvrières n'étaient pas des formes vivantes du front

unique, surtout pas là où il s'agissait de « comités par en haut » qui étaient complètement coupés par des masses ouvrières et paysannes et se heurtaient chez ces dernières à une forte répulsion. Elles ne représentaient que quelques groupes du prolétariat, laissant ainsi à l'écart, notamment en Catalogne et dans le Levant où elles étaient particulièrement puissantes, des forces du mouvement ouvrier aussi importantes que la C.N.T., la F.A.I. et le parti communiste. A la fin de septembre 1934, les communistes entrèrent dans les alliances ouvrières qu'ils transformèrent en « alliances ouvrières et paysannes » et auxquelles ils essayèrent de donner le contenu révolutionnaire qui leur manquait. Ils voulaient en faire l'axe et la direction de l'action du peuple contre la réaction et le fascisme. A partir de ce moment, les événements se précipitèrent. Le mouvement d'Octobre ne fut dirigé par le front unique que dans les Asturies, où le drapeau du prolétariat flotta victorieusement pendant deux semaines. En Catalogne, il s'effondra parce que le front unique — que ne

représentaient pas les « alliances ouvrières » — était inexistant, que les anarchistes ne comprenaient pas le sens de la lutte et s'en tinrent à l'écart, et avant tout parce que la direction du mouvement révolutionnaire en Catalogne était restée aux mains de la petite bourgeoisie, qui craignait d'armer les ouvriers.

A peine l'écho des batailles d'Octobre s'était-il éteint que le parti communiste, qui appréciait ce mouvement malgré son échec et qui en prit, pour cette raison, la responsabilité politique aux yeux du peuple, adressa à tous les autres courants antifascistes du pays l'invitation à réaliser effectivement l'unité contre la réaction et pour la liberté constitutionnelle, répondant ainsi aux désirs du peuple espagnol. Sous le mot d'ordre : « Plus une seule exécution ! », qui sauva la vie de nombreux révolutionnaires, commença une campagne intense pour l'unité du peuple. Le 2 juin 1935, José Diaz déclarait au théâtre de Madrid, devant 10.000 auditeurs :

Nous voulons la résistance et nous la menons par la lutte organisée. Aujourd'hui comme hier, nous répétons du haut de cette tribune, avec la plus grande énergie, l'appel aux ouvriers, aux paysans, aux hommes libres, aux républicains de gau-

che avec qui nous sommes d'accord sur un point en cette heure périlleuse, à s'unir en un front populaire antifasciste qui réduira à néant les visées de ce gouvernement réactionnaire et fasciste.

La proposition comportait concrètement quatre revendications fondamentales : expropriation sans indemnité de la grande propriété foncière et de l'Eglise et remise de la terre aux petits paysans et aux ouvriers agricoles; autonomie pour la Catalogne, l'Euzkadi (pays basque) et la Galice; amélioration générale des conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière; amnistie.

L'idée de l'unité largement répandue par les communistes gagnait du terrain dans toutes les directions. Les masses ouvrières se prononcèrent résolument pour le front unique et les républicains adoptèrent dans leur presse le principe du front unique.

La diminution des salaires, la honteuse dictature des chefs « démocrates chrétiens » et des radicaux leurs alliés, la volonté du peuple d'arracher la libération des emprisonnés révolutionnaires, le pillage inouï du Trésor par les serviteurs « républicains » des propriétaires fonciers et les capitalistes et les aspirations à la paix et au travail attisèrent encore le mécontentement. Pour lui donner des formes organiques, pour en faire le levier de l'anéantissement des plans



ALVAREZ DEL VAYO
Ministre des Affaires étrangères
de la République espagnole

fascistes, les ouvriers et les masses antifascistes d'Espagne réclamèrent la création d'un front populaire.

La forte pression des masses, qu'accentuait l'agitation continue du parti communiste portant dans les masses le mot d'ordre d'unité, imposa la dissolution des Cortès des « deux années noires ». Le commerce des « straperlo » (affaires de corruption en relation avec des concessions de jeux de hasard) et autres preuves scandaleuses de la corruption des radicaux approfondirent encore le discrédit du Parlement de la répression. Après la dissolution des Cortès par le gouvernement Portelo Valladares, il y eut deux courants dans le camp de la contre-révolution : le premier, incarné par Alcalá Zamora, tenta un maquignonnage infâme aux élections, qui devait donner la majorité à un parti du centre dirigé par le président de la République en personne ; le second, comprenant les monarchistes et les démocrates chrétiens, voulaient tenter de reconquérir le Parlement en se livrant à des falsifications électorales soigneusement préparées. En cas de défaite aux élections, ils voulaient se livrer à un putsch militaire. La caste militaire, les grands industriels et les propriétaires fonciers du parti de Gil Robles comptaient sur une série de mesures militaires que Gil Robles avait préparées avec Franco, Fangil, Goded, à l'époque où il était ministre de la Guerre.

Mais la révolution bourgeoise démocratique ne pouvait être interrompue. L'initiative du P. C. en faveur de l'établissement d'un front populaire réalisait un principe historique. C'est le prolétariat, en étroite union avec les autres forces révolutionnaires, qui impulse la révolution bourgeoise-démocratique et la développe jusqu'à ses ultimes conséquences. La conception communiste finit par être reconnue également par les socialistes et les républicains, ces derniers déclarant toutefois que le front populaire n'avait été conclu que pour des raisons d'opportunité électorale.

Le 16 janvier 1936, le pacte du front populaire était signé, les partis signataires s'engageant à voter une loi de large amnistie aux emprisonnés politiques et sociaux, à reviser les condamnations datant de l'époque de pire répression, à réintégrer les fonctionnaires et ouvriers congédiés à cause des événements d'octobre, à indemniser les victimes des persécutions et à rétablir à tous points de vue la Constitution de la République. Les républicains refusèrent d'accepter le principe de la nationalisation du sol et de sa remise gratuite aux paysans, exigée par les partis ouvriers. Ils n'étaient pas davantage disposés à accepter la nationalisation de la Banque d'Etat. Par contre, ils s'engageaient à rétablir les salaires abaissés par la réaction, à combattre la détresse paysanne, à réaliser de grands travaux publics pour la suppression du chômage, à hâter la réforme agraire, à réaliser des mesures de protection spéciales pour les petits paysans et industriels, et enfin à impulser l'enseignement en tant qu'attribution de l'Etat par la création d'un grand nombre de nouvelles écoles. Ce document fut signé par les gauches républicaines, l'Union républicaine, le Parti socialiste, l'U.G.T., le Parti communiste, la Fédération nationale des jeunesses socialistes et le Parti syndicaliste (1).

Le parti de l'Union républicaine représentait certaines couches de la bourgeoisie industrielle qui constituent logiquement la fraction la plus avancée et la plus démocratique de la bourgeoisie espagnole. Il résultait de la fusion d'un groupe dissident du parti radical-socialiste et d'un autre provenant des radicaux-démocrates après la séparation de Martínez Barrios d'avec le parti radical de Lerroux. Avant les élections, il constituait dans le front populaire la fraction la plus modérée.

La gauche républicaine est le parti de la petite bourgeoisie urbaine. Il résulte de la fusion du parti radical-socialiste dirigé par Marcelino Domingo avec l'Action républicaine dont le chef est Manuel Azana. Il était plus fort que l'Action républicaine sans être néanmoins un parti de masse. Un certain nombre de paysans moyens entrèrent dans ce parti, particulièrement après le 18 juillet.

(1) Malgré la résistance du parti communiste, ce document portait également la signature d'un représentant des trotskistes (P. O. U. M.). Il fallut peu de temps pour qu'il apparaisse que les trotskistes étaient entrés dans le front populaire uniquement pour le trahir. Aussitôt après les élections, ils commencèrent leurs provocations au bénéfice du fascisme, qui conduisirent en pleine guerre à tous les actes criminels exposés dans un autre article de ce numéro. (Note de l'auteur.)

Au moment de la fondation du front populaire, le Parti socialiste était le parti politique numériquement le plus considérable de la classe ouvrière en Espagne. Jusqu'à la fin de 1935, elle possédait la direction totale de l'U.G.T. par l'intermédiaire de laquelle elle influençait également un grand nombre d'ouvriers agricoles membres de la Fédération des travailleurs de la terre. A ce moment, grâce à la campagne acharnée des communistes, fut réalisée la fusion de l'U.G.T. et de la C.G.T.U., à la suite de quoi les communistes consentirent à participer à la direction de l'U.G.T. en commun avec les socialistes.

Le parti socialiste, outre la classe ouvrière, influençait également un grand nombre de paysans espagnols et certains groupes de fonctionnaires et d'intellectuels.

Le parti communiste, initiateur et organisateur du front populaire, comptait 20.000 membres en octobre 1934. La juste application de la ligne politique de l'Internationale communiste, sa participation héroïque aux batailles d'Octobre, dont il assumait publiquement la responsabilité politique, et sa campagne constante d'unité, couronnée par la constitution du front populaire, lui ont conquis les sympathies de la classe ouvrière et du peuple en général et ont abouti à un processus de croissance rapide. Sa fidélité au marxisme-léninisme et son unité monolithique lui ont permis d'apparaître devant les masses comme un parti conscient de sa responsabilité et de sa mission historique. A la veille des élections, son secrétaire général, José Díaz, exprimait sa confiance dans la victoire électorale et définissait en ces termes la politique d'unité :

Qu'est-ce qui nous unit dans le front populaire ? Ce qui nous unit, c'est à côté du programme minimum convenu, de réalisation immédiate, un but commun des plus importants : empêcher que nous subissions en Espagne la honte du fascisme. Dans les pays soumis à son joug, le fascisme a montré ce qu'il fait des peuples. Nous savons tous ce qu'est le fascisme. Empêcher sa victoire, tel est le but qui nous unit dans le front populaire pour les élections comme pour après les élections.

La signature de l'U.G.T. exprimait l'adhésion de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers organisés dans leurs syndicats — socialistes, communistes et sans-parti. Économiquement et numériquement, l'U.G.T. était la force la plus considérable dans le front populaire de février.

La Jeunesse socialiste signa le document alors que la fusion avec la Jeunesse communiste était déjà en cours : cette fusion se réalisa peu après et aboutit à la création d'une jeunesse socialiste unifiée dans laquelle travaille une grande partie de la jeunesse antifasciste d'Espagne et qui a su unir en un puissant mouvement commun — l'« Alliance de la jeunesse antifasciste » — la totalité de la jeunesse antifasciste.

Nous arrivons enfin au Parti syndicaliste dirigé par Angel Pestaña, mort récemment. Le parti syndicaliste était numériquement faible ; il avait été formé par un groupe dissident de la C.N.T., mécontent de l'attitude apolitique de cette organisation. Il avait un programme confus que son fondateur Pestaña résumait ainsi : « Ce n'est pas un parti de classe, mais un parti social. » Mélange confus de conceptions syndicalistes et politiques, il nie l'existence de la lutte de classes.

Telles étaient les forces qui constituaient politiquement le front populaire. Quels éléments s'y opposaient ? Les monarchistes, les fascistes et les radicaux, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers, la noblesse, la grande industrie, la caste des officiers et l'Église.

Le dixième de la population espagnole s'assignait pour tâche de défendre les privilèges, de maintenir les survivances du féodalisme et d'entraver le progrès social.

C'est pourquoi le front populaire ne rassembla pas seulement les membres des organisations qui avaient signé les programmes. Le front populaire trouva le soutien enthousiaste de l'immense majorité du peuple. Le prolétariat vit en lui la grande force capable de libérer ses frères asservis, de rétablir les droits fondamentaux des ouvriers supprimés par la réaction, de prendre des mesures énergiques contre le chômage fortement accru de deux années noires et de rétablir les droits politiques annulés. Durant la campagne électorale et après la victoire, la classe ouvrière fut comme elle est encore aujourd'hui la force fondamentale du front populaire : sa troupe de choc, son cerveau, et sa force motrice la plus importante.

Pour les paysans, le front populaire signifiait : liquidation

tion des salaires de famine, sécurité pour de nombreuses familles de petits propriétaires et fermiers, abolition du décrets qui rétablissait la « finka » (paiement de la rente aux nobles), mesures pour la protection de l'élevage, construction de travaux d'irrigation, possibilité de lutte contre l'analphabétisme par la création de nouvelles écoles, lutte contre les usuriers, allègement des charges fiscales, suppression des lourdes taxes semi-féodales comme le « foros » en Galice et la « rabassa morta » en Catalogne. Les mesures contre les trusts et les grandes entreprises industrielles, ainsi que la promesse publique d'adopter des mesures de protection spéciales à son égard eurent pour résultat l'adhésion sans réserve de la petite bourgeoisie urbaine au Front populaire. De nombreux fonctionnaires de l'Etat, des provinces et des communes, destitués après les événements d'Octobre, savaient qu'ils pourraient reprendre leurs places.

De même les intellectuels voyaient dans le front populaire la fin de la période dans laquelle était niée toute liberté de pensée, et le début de l'époque où les coups contre la réaction, contre la domination féodale des propriétaires fonciers et de l'Eglise iraient de pair avec leur propre liberté et une appréciation plus juste du travail intellectuel.

En ce qui concerne les couches de la moyenne bourgeoisie qui pouvaient entrer en ligne de compte pour le soutien du front populaire, le fait que l'Union républicaine avait participé à la rédaction du programme, avec son caractère libéral modéré, les poussait à soutenir les candidatures de gauche qui signifiaient la fin de la domination illégale des grands industriels et qui permettaient le développement ultérieur du capitalisme industriel en petites entreprises.

Cette large conjonction des forces aboutit à la victoire du front populaire. Ce fut une victoire nette, profonde, indiscutable, malgré toutes les manœuvres et machinations électorales. Avec un juste sentiment de la discipline, le prolétariat espagnol réalisa partout le 16 février 1936 une mobilisation pacifique afin de veiller à la réalisation des élections. Dans les localités les plus éloignées, dans les villages où jusqu'ici la République n'avait pas pénétré, où la voix des propagandistes du peuple avait été à peine entendue, les bulletins du front populaire s'amoncelèrent dans les urnes. Le nouveau Parlement fut un Parlement du front populaire.

Mais la réaction n'accepta pas purement et simplement cette éclatante victoire du peuple. Le gouvernement « indépendant » de Portela Valladares, qui avait tout fait, qui s'était servi de toutes les sales combinaisons pour empêcher la victoire du front populaire, crut qu'il serait facile de faire perdre toute importance à cette remarquable victoire. Il essaya tous les artifices traditionnellement utilisés par les politiciens de l'acabit de Portela. C'est ainsi que le ministre de l'Intérieur, qui est renseigné en quelques minutes sur tout ce qui se passe dans le pays, refusa de reconnaître la victoire du front populaire sous prétexte « que les choses n'étaient pas encore claires ». Le lendemain des élections, le gouvernement Portela proclama l'état de siège et soumit la presse à la censure préalable. Des ordres sévères furent donnés à la Sûreté pour maintenir avec rigueur ce que les réactionnaires considéraient comme l'« ordre et le calme ».

Mais les menaces du gouvernement Portela Valladares ne lui servirent de rien. Le peuple balaya les gardiens de l'ordre capitaliste. Après l'assaut aux prisons vint l'occupation des domaines. L'injonction lancée par les réactionnaires et les fascistes au gouvernement Portela de rester au pouvoir n'eut pas le résultat attendu. Le 18 février, Portela Valladares démissionna et le président de la République était forcé de faire appel à Manuel Azaña pour remanier le gouvernement. Ce n'est pas la reconnaissance de la victoire du front populaire qui contraignit le cabinet à se retirer, ce fut la large mobilisation des masses qui le renversa.

Le gouvernement constitué sous la présidence d'Azaña se composait exclusivement de républicains de gauche. C'était ce qu'on pouvait appeler l'aile droite du front populaire. La première préoccupation du gouvernement ne fut pas, comme on aurait pu l'espérer, de réaliser immédiatement le programme du front populaire, mais de s'engager dans la fameuse « voie légale ». Cette voie signifiait en premier lieu le maintien de l'« ordre public », ce qui signifiait pratiquement le maintien des mesures de répression pour freiner l'enthousiasme et l'ardeur révolutionnaire du peuple.

Les principales mesures que décida le Parlement du front populaire furent : la réalisation progressive de la réforme

agraire grâce à quoi des milliers de paysans d'Andalousie et d'Estremadure furent installés sur les terres de la noblesse ; le rétablissement des tarifs de salaires supprimés par Gil Robles et la ratification de la loi sur l'amnistie aux victimes de la répression. Le gouvernement républicain eut sans cesse le soutien parlementaire des groupes ouvriers.

Le parti communiste souligna publiquement au Parlement la nécessité de traduire en justice les auteurs de la répression d'Octobre, d'indemniser les victimes de cette répression, de suspendre les journaux fascistes, de prendre des mesures énergiques pour briser la base économique des grands propriétaires fonciers, des grands capitalistes de l'Eglise. Le Parti communiste indiqua donc tous les dangers formidables qui résultaient d'une faiblesse de cette nature.

Le 18 juillet 1936, le peuple se dressa pour faire front à la rébellion fasciste. A la radio madrilène, la Pasionaria lança le mot d'ordre historique de : « No pasaran ! ». Le peuple ne comptait pas seulement avec son courage et sa témérité. Il avait dans ses mains l'arme de la victoire électorale de février : la force entraînant du front populaire. Et le front populaire devint à ce moment le drapeau et la politique de la lutte pour la liberté nationale contre le fascisme. Toutes les forces qui avaient constitué en janvier le front populaire lui demeurèrent fidèles.

Le soulèvement incorpora au front populaire une force nouvelle restée jusque-là en marge : la C. N. T. Au cours de la guerre, sous la pression des exigences de la lutte, cette organisation a évolué en faveur de la lutte, grâce à l'enthousiasme révolutionnaire des milliers d'ouvriers et de combattants anarchistes. Et au moment où la classe ouvrière prit les armes pour défendre son existence et la liberté nationale, un certain nombre de mesures révolutionnaires furent réalisées. Les grands patrons hostiles furent expropriés et leurs usines nationalisées. Dans toutes les branches d'industrie se constituèrent des commissions de contrôle ouvrières. Les paysans occupèrent les domaines des grands propriétaires fonciers. Mais de nombreux dirigeants de l'anarchisme espagnol ne comprirent pas que, pour défendre ces conquêtes par les armes, il fallait créer une base d'unité et de discipline, constituer une armée régulière et prendre toutes les mesures nécessaires pour l'écrasement du fascisme. Puis, peu à peu, ils ont dans une large mesure rectifié leur politique et ainsi s'est établie une situation dans laquelle l'armée régulière et la discipline militaire trouvèrent en eux d'ardents défenseurs.

Lorsque se constitua le gouvernement de front populaire où se trouvaient représentées toutes les forces antifascistes, le rapport des forces à l'intérieur du front populaire s'était sensiblement modifié. Le parti communiste était devenu le plus fort parti d'Espagne et avait la plus grande influence politique sur les ouvriers et les masses antifascistes du pays. A la première session plénière élargie qu'ait tenue pendant la guerre le C. C. du P. C. d'Espagne, le secrétaire général du P. C., José Diaz, décrivit de la façon suivante les conquêtes que le peuple défendait avec sa politique de front populaire :

Dans quelle mesure les bases matérielles de la réaction et du fascisme ont-elle été détruites ? Dans toutes les provinces que nous dominons, il n'y a plus de propriétaires fonciers. L'Eglise n'existe plus comme force dominante. Le militarisme a disparu à jamais. Il n'y a plus de grands banquiers ni de grands industriels. Telle est la réalité. Et la garantie que ces conquêtes ne pourront plus jamais être perdues nous est donnée par le fait que les armées sont aux mains du peuple, du véritable peuple antifasciste des ouvriers, des paysans, des intellectuels et petits bourgeois qui ont toujours été les esclaves des castes nommées plus haut.

Et le front populaire n'est pas seulement la forme organique de l'unité de toutes ces forces, il signifie aussi une politique de défense et de déploiement de la révolution populaire nationale et antifasciste. Et José Diaz déclarait récemment :

Notre front populaire reprend les aspirations qui nous ont été transmises au travers de l'histoire de l'Espagne : Les aspirations des libéraux et des progressistes qui ont lutté depuis les Cortès de Cadix pour se libérer de l'oppression de l'absolutisme et de l'Inquisition et qui vainquirent pour un moment ; les aspirations des fondateurs de la première République réprimées pendant un demi-siècle ; les aspirations du peuple qui luttait

contre la sanglante tyrannie de Ferdinand VII, de Canova, des réactionnaires monarchistes, des cléricaux et des militaristes ; les ardentes aspirations à l'indépendance qu'éveillèrent dans les masses les guerres contre Napoléon ; les aspirations des masses ouvrières qui combattirent les armes à la main durant la semaine sanglante de Barcelone en 1917, dans les glorieuses journées de 1934 aux Asturies et à Madrid et dans des milliers d'épisodes héroïques des luttes ouvrières ; les aspirations nationales des peuples de Catalogne, de Galice, d'Euzkadi, opprimés par la monarchie despotique.

Notre front populaire reprend toutes ces aspirations du peuple. Pour elle, ont combattu nos pères et nos grands-pères et nous, Espagnols d'aujourd'hui, qui avons tellement combattu pour elle, nous nous unissons sous un drapeau pour en faire la réalité.

Le principal est que toutes les forces politiques du peuple s'unissent sur un programme de revendications communes embrassant toutes les couches du peuple travailleur qui peuvent se déployer sans limite.

Tel est notre front populaire : l'organisation de la lutte contre le fascisme, contre les oppresseurs traditionnels et contre les envahisseurs. Sa fonction n'est pas terminée et ne peut être terminée tant qu'il n'aura pas réalisé les revendications que lui adressent les larges masses populaires. C'est pourquoi le front populaire n'est pas une simple coalition de partis ni la réunion de leurs chefs. C'est une politique, un programme, une plate-forme de réalisations. Car le front populaire en tant qu'organe rassemblant toutes les forces antifascistes est une nécessité ressentie par tous. Jamais l'idée de l'unité antifasciste n'avait eu une aussi grande extension que dans le front populaire.

Pour réaliser cette politique, toutes les forces du peuple ont maintenu leur union : les ouvriers qui constituent la force fondamentale de la république démocratique ; les paysans à qui le décret du ministre de l'Agriculture, Uribe, en date du 7 octobre 1936, a remis la terre et permis de la cultiver à leur gré, individuellement ou collectivement ; la petite bourgeoisie urbaine, dont les biens ont été soigneusement respectés et enfin certaines couches de la bourgeoisie industrielle qui se sont ralliées à la défense de l'indépendance nationale et dont les intérêts n'ont pas été lésés par la Répu-

blique. Politiquement, le front populaire embrasse les partis qui le constituèrent en janvier 1936. La C. N. T. a déclaré à plusieurs reprises qu'on pouvait compter sur son soutien. Le parti nationaliste basque lutte également aux côtés du front populaire pour défendre son pays occupé par l'ennemi ainsi que les droits d'autonomie reconnue à l'Euzkadi et à la Catalogne par la république démocratique (1).

Dans le feu de la guerre, dans la défense de la cause de l'humanité avancée, le peuple espagnol a maintenu sa politique de front populaire et créé son armée.

Le parti communiste, avant-garde de la lutte et de l'unité, initiateur et organisateur du front populaire, a défini dans les paroles suivantes de son secrétaire général José Diaz la réalisation actuelle du programme du front populaire :

Le peuple d'Espagne ne peut revenir en arrière vers le passé maudit d'oppression, de misère et de honte auquel le 17 juillet a mis fin à jamais en Espagne. Nos paysans ne veulent plus à nouveau travailler comme des esclaves et mourir de faim pour payer des intérêts aux nobles et aux oisifs. Nos ouvriers ne voudront plus jamais vivre sous un régime d'esclavage et d'absolutisme. Notre peuple sait ce que vaut la liberté et n'y renoncera plus jamais.

Il rejette avec indignation ceux qui cherchent le compromis avec l'ennemi qui veut nous écraser. Nous savons que nous servons la cause de tous les peuples, du progrès et de la paix. Le compromis avec le fascisme en Espagne serait la victoire du fascisme dans toute l'Europe. Nous nous sentons assez forts pour lutter jusqu'à ce que l'ennemi soit définitivement battu.

Nous avons la certitude profonde que notre résolution inébranlable de lutter jusqu'à la victoire mobilisera de nouvelles forces pour notre aide sur le terrain international. Nous n'avons pas perdu confiance dans l'éveil des forces de la paix et de la démocratie. Nous sommes certains que la classe ouvrière créera son unité d'action pour nous aider.

(1) En ce qui concerne la Catalogne où s'est réalisé le phénomène fondamental de l'unification de tous les partis ouvriers et où se trouve aujourd'hui le centre des forces principales de l'Espagne républicaine, elle fera l'objet d'un numéro spécial où seront traités tous ses problèmes, ainsi que la question de sa participation à la lutte.

Pleine clarté

LETTRE DE JOSÉ DIAZ A LA RÉDACTION DU « MUNDO OBRERO » (1)

Chers camarades,

Le *Mundo Obrero* du 23 mars a publié un article sur lequel il est nécessaire d'attirer votre attention et celle de tout le parti. L'article débute par cette déclaration, que tout ce qui est de nature à désorienter les masses doit être mis en lumière avec la plus grande attention ». Personne ne saurait contester la justesse de cette affirmation, et c'est précisément pourquoi je tiens pour nécessaire de vous écrire cette lettre, car, par la suite, votre article énonce l'assertion suivante :

...On ne peut pas, comme le fait un journal, dire que la seule issue à notre guerre est que l'Espagne ne devienne ni fasciste, ni communiste.

J'ignore contre quel journal votre polémique est dirigée. Peut-être cet organe est-il composé par des gens qui n'aiment pas notre parti et saisissent mal les problèmes de notre guerre. Mais l'affirmation que « la seule issue à notre guerre est que l'Espagne ne devienne ni fasciste, ni communiste » est absolument juste et répond entièrement au point de vue de notre parti.

(1) Nous publions cette importante lettre de José Diaz, qui éclaire quelques-uns des problèmes fondamentaux de la révolution espagnole. -- LA RÉD.

Il est nécessaire de le répéter une fois encore, afin qu'il ne subsiste plus le moindre doute à ce sujet. Le peuple espagnol lutte dans cette guerre pour son indépendance nationale et pour la défense de la République démocratique. Il lutte pour chasser du sol de l'Espagne les barbares envahisseurs allemands et italiens. Il lutte parce qu'il ne veut pas que l'Espagne soit transformée en une colonie du fascisme. Il lutte pour que l'Espagne ne devienne pas fasciste. Il lutte pour la liberté, pour la défense du régime démocratique et républicain, du régime légal de notre pays, régime qui rend possible de larges progrès sociaux.

Le parti communiste est, au côté du parti socialiste, le parti de la classe ouvrière espagnole, qui n'a pas d'autres intérêts et d'autres buts que le peuple tout entier, ni ne peut en avoir. Notre parti n'a jamais cru que la solution de cette guerre pût être l'instauration d'un régime communiste. Si les masses ouvrières, les paysans et la petite bourgeoisie urbaine nous suivent et nous aiment, c'est parce qu'ils savent que nous sommes les plus fermes défenseurs de l'indépendance et de la liberté nationale, comme de la Constitution républicaine. Cette défense est la base et le contenu de toute notre politique d'unité et de Front populaire. Et il serait très grave, il serait inadmissible que dans les rangs de notre parti se manifeste, je ne dis pas des hésitations, mais un simple manque de clarté dans cette question, et ceci précisément à l'instant où le peuple a besoin d'être le plus uni pour faire front aux furieux assauts des envahisseurs étrangers. Dans notre

pays existent aujourd'hui des conditions objectives qui font du maintien et du renforcement du régime démocratique, dans l'intérêt du peuple tout entier, une nécessité imprescriptible; par contre, les conditions qui permettraient de penser à l'instauration d'un régime communiste n'existent pas. Poser cette question signifierait aujourd'hui diviser le peuple, car un régime communiste ne pourrait pas être accepté par tous les Espagnols, et notre parti ne fera jamais rien qui soit de nature à diviser le peuple, mais il lutte, au contraire, pour l'unir, pour unir tous les Espagnols dans la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale. Plus encore. A mon sens, à l'heure présente où notre tâche est de mobiliser jusqu'au dernier homme pour une résistance suprême contre l'offensive des envahisseurs, de créer cette résistance qui est la condition de notre contre-offensive et de notre victoire finale, en cette heure, on ne pourrait imaginer à la rigueur une modification de la tactique de notre parti que dans le sens de mesures propres non pas à rétrécir la base de l'union du peuple, mais à l'élargir. Cette union doit comprendre d'importantes couches de la population qui, en territoire fasciste, sont soumises au joug, et peut-être à l'influence, de la propagande fasciste; cette union doit embrasser tous les Espagnols qui ne veulent pas être les esclaves d'une barbare dictature étrangère.

Tel est le premier point qu'il importait d'élucider, car, de la manière dont nous posons cette question, toutes les organisations du parti doivent pouvoir tirer des conséquences pour leur politique d'unité, dans leurs rapports avec les républicains, les socialistes et autres forces populaires antifascistes.

Mais votre article contient un autre point qu'il convient d'élucider : la question de l'attitude des pays démocratiques d'Europe et d'Amérique envers le peuple espagnol et envers notre lutte. Vous affirmez que « le peuple espagnol vaincra en dépit de la résistance du capitalisme ». On peut voir là une profession de foi en l'inépuisable énergie de notre peuple; mais, politiquement, cela ne répond ni à la situation, ni à la politique de notre parti et de l'Internationale communiste. Dans le rapport que j'ai présenté lors de l'assemblée plénière de novembre de notre Comité central, il était dit :

Il y a un terrain sur lequel tous les Etats démocratiques de l'Europe peuvent s'unir et agir en commun. C'est le terrain de la défense de leur propre intégrité contre l'agresseur, contre le fascisme; c'est le terrain de la défense contre la guerre, qui nous menace tous.

Lorsque nous parlions à cette occasion de « tous les Etats démocratiques », nous n'entendions pas par là l'Union soviétique seulement, où existe une démocratie socialiste, mais aussi la France, l'Angleterre, la Tchécoslovaquie, les Etats-Unis, etc., qui sont des pays démocratiques, mais capitalistes. Nous voulons que ces Etats nous aident et nous croyons qu'en nous aidant, ce serait leurs propres intérêts qu'ils défendraient. Nous nous efforçons de le leur faire comprendre et nous réclamons leur aide. La position que vous adoptez dans votre article diffère notablement de celle

que nous venons d'exposer, et elle n'est pas juste. L'erreur consiste en ce que vous oubliez le caractère international de notre lutte, qui est une lutte contre le fascisme, c'est-à-dire une lutte contre la partie la plus réactionnaire du capitalisme, contre les provocateurs d'une nouvelle et effroyable guerre mondiale, contre les ennemis de la paix, contre les ennemis de la liberté des peuples. Nous savons très bien que les agresseurs fascistes trouvent dans tous les pays des groupes de la bourgeoisie pour les soutenir, tels les conservateurs en Angleterre et les droites en France. Mais l'agression du fascisme revêt un tel caractère que, dans l'intérêt national de son propre pays, quiconque aime la liberté et l'indépendance de sa patrie, doit, dans un pays comme la France par exemple, se convaincre de la nécessité de résister à cette agression — et il n'existe pas aujourd'hui de forme plus efficace de cette résistance que l'aide concrète au peuple d'Espagne. Tout Français honnête peut et doit comprendre qu'aujourd'hui, en Espagne, c'est aussi pour l'indépendance de la France qu'on lutte, et que le destin de la France se joue peut-être dans les plaines d'Aragon.

La manière dont vous posez cette question nous conduirait ici aussi à rétrécir le front de notre lutte, alors qu'il faut l'élargir. C'est avant tout la tâche de la classe ouvrière internationale d'organiser l'aide internationale à l'Espagne en cette heure tragique de son histoire. Mais nous ne pouvons qu'approuver des mesures propres à convaincre de la nécessité de cette aide d'autres forces qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière, mais à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie libérale et démocratique.

Comment s'est-il fait que le *Mundo Obrero* ait pris une position erronée dans deux questions d'une telle importance? C'est là peut-être la conséquence d'une fausse interprétation de la juste position de notre parti durant ces dernières semaines, celui-ci ayant mobilisé toutes ses forces pour déceler toutes les tentatives de capitulation et de compromis et pour les étouffer dans leur germe, pour réclamer une énergie politique de guerre conforme à la gravité de la situation. Cette lutte doit être poursuivie et elle sera poursuivie. Mais cette position de notre parti ne signifie nullement, et ne peut nullement signifier, que nous modifions notre point de vue quant au caractère de la révolution espagnole, de la situation internationale et de notre politique d'union. Au contraire, tout ce que nous réclamons est conforme à l'intérêt du peuple et de la guerre. Aussi, tous les antifascistes, plus, tous les Espagnols, peuvent et doivent y souscrire, qui veulent que cette guerre se termine par la défaite des envahisseurs fascistes. La tâche du parti est, appuyé sur cette condition, de renforcer les liens qui unissent tous les secteurs de l'antifascisme. Aujourd'hui plus que jamais, rien ne doit être fait contre l'unité, mais tout doit être mis en œuvre, de la manière la plus large et la plus résolue, pour unir le peuple.

C'est pourquoi, chers camarades de la rédaction du *Mundo Obrero*, il faut éviter de poser de façon erronée et propre à créer la confusion, des questions qui devraient être depuis longtemps claires pour nous.

29 mars 1938.

EN même temps, on ne doit pas oublier que pour hâter et faciliter la victoire du peuple espagnol qui, au prix de son sang, défend non seulement sa liberté et son indépendance, mais encore les libertés démocratiques des autres peuples, ainsi que la cause de la paix, il est nécessaire de renforcer encore davantage les actions de solidarité du prolétariat international et de toutes les forces démocratiques. La sympathie platonique passive pour le peuple espagnol est loin d'être une véritable assistance. Quant à la politique de recul systématique devant les interventionnistes fascistes de plus en plus impudents, elle ne fait qu'entraver la lutte du peuple espagnol et augmenter le nombre de ses victimes.

(GEORGES DIMITROV. Au seuil de 1937. *Correspondance Internationale*, 9 janvier 1937.)

Une année de lutte héroïque du peuple espagnol

par G. DIMITROV

Georges Dimitrov a écrit cet article à l'occasion du premier anniversaire de la rébellion des généraux fascistes. Bien qu'une année, bientôt, se soit écoulée depuis sa publication, cet article n'a rien perdu de son actualité. — LA RÉD.

UNE année s'est écoulée depuis que le peuple espagnol, aux avant-postes de la lutte contre la réaction mondiale et le fascisme, défend courageusement sa liberté et son indépendance, sauvegardant par là même les intérêts de la démocratie, de la civilisation et de la paix contre les barbares fascistes et les fauteurs de guerre. On peut affirmer sans exagération qu'après la Grande Révolution d'Octobre, cette lutte héroïque est un des événements les plus considérables de l'histoire politique d'après-guerre de l'Europe.

Lorsque, le 18 juillet de l'année dernière, le télégraphe apportait la nouvelle de la rébellion des généraux fascistes contre la République espagnole, personne ne pouvait penser que la guerre civile provoquée par les scélérats fascistes en Espagne durerait aussi longtemps. Les amis aussi bien que les ennemis du peuple espagnol, chacun à sa façon, comptaient que la guerre serait liquidée dans le plus bref délai.

La rébellion fasciste fut réprimée en quelques jours par les ouvriers espagnols et la milice populaire dans les centres les plus importants du pays. Madrid et Valence, Barcelone et Bilbao, Tolède, Malaga, Alicante et Almería, presque toutes les villes importantes d'Espagne se trouvèrent dans les mains du gouvernement républicain.

Les généraux rebelles, qui se dressaient contre les conquêtes démocratiques de la révolution espagnole et, au début de la rébellion, s'appuyaient principalement sur les officiers contre-révolutionnaires hais du peuple, sur les troupes marocaines et sur les légionnaires étrangers, se heurtèrent à la résistance armée de toutes les forces de la révolution espagnole, de tout le peuple espagnol, groupé dans les rangs du Front populaire autour du gouvernement républicain.

Il est hors de doute que sans l'intervention des Etats fascistes, sans les armes, les avions et les troupes régulières qui ont été mis à la disposition des généraux rebelles par Hitler et Mussolini, le peuple espagnol aurait depuis longtemps débarrassé son pays des brutes fascistes. Les faits déjà connus de chacun montrent que les généraux rebelles n'auraient pas osé entreprendre la guerre contre la République espagnole s'ils n'avaient pas reçu à cet effet les inspirations des Etats fascistes. En réalité, ce complot sanglant contre le peuple espagnol fut préparé et organisé à Berlin et à Rome. Les fauteurs fascistes de guerre se sont servi des généraux contre-révolutionnaires pour mettre la main sur l'Espagne, sur ses richesses, sur ses matières premières en vue de l'industrie de guerre, et pour se créer des positions dans la Méditerranée en vue de la nouvelle guerre impérialiste qu'ils préparent. Hitler et Mussolini comptaient manifestement que les généraux Franco et Mola, servant d'instruments entre leurs mains, réussiraient en quelques jours à s'emparer de Madrid, à abolir le régime républicain et à leur offrir un riche butin sous la forme de l'Espagne dite « nationale ». Ce qui les confirmait dans cette conviction, c'est certainement le fait que le gouvernement républicain d'alors, en dépit des avertissements répétés du Parti communiste espagnol, n'adoptait pas de mesures radicales contre le complot que préparaient les généraux contre-révolutionnaires et pouvait être pris à l'improviste. Mussolini et Hitler espéraient que le fascisme pourrait vaincre l'Espagne sans rencontrer de résistance armée sérieuse de la part des masses du peuple, comme ce fut le cas en Italie en 1922 et en Allemagne en 1933.

Mais tous ces calculs étaient complètement erronés. La noix d'Espagne était trop dure pour les dents du fascisme. L'Espagne de 1936 n'était ni l'Italie de 1922, ni l'Allemagne de 1933. La rébellion fasciste en Espagne fut déclenchée après la première victoire de la révolution démocratique du peuple espagnol, à un moment où le prolétariat espagnol et les masses du peuple avaient déjà tiré les enseignements des événements d'Italie, d'Allemagne et d'Autriche, où les fondements du Front populaire antifasciste étaient déjà posés. Du fait qu'elle avait renversé la monarchie moyenâgeuse et instauré la république parlementaire démocratique, la ré-

volution espagnole avait fait jaillir en une inépuisable source les forces du peuple espagnol en lutte avec la contre-révolution, qui apportait le retour à l'ancien régime des propriétaires fonciers et des oligarchies financières. Pour le peuple, la lutte contre la rébellion fasciste est, pour cette raison, indissolublement liée au maintien et au développement des conquêtes démocratiques de sa révolution contre le régime de moyen âge et d'obscurantisme, contre les propriétaires fonciers, l'aristocratie pourrie et le corps des officiers contre-révolutionnaires.

C'est quand ils ont constaté l'impuissance de Franco, en présence de la riposte énergique du peuple espagnol, à faire triompher le fascisme à l'aide des Marocains et de la Légion étrangère, que les Etats fascistes ont pris directement en mains la conduite de la guerre contre la République espagnole. Ce sont, en fait, des détachements des armées allemandes et italiennes, leur artillerie, leurs tanks et leurs avions qui luttent sous Madrid et Guadalajara, sur les fronts nord et sud, contre la vaillante armée républicaine, détruisant les villes, anéantissant les villages, noyant sous des torrents de sang la terre du peuple espagnol. La flotte des Etats fascistes bloque les ports espagnols, les bombarde et les détruit. Madrid, Guernica et Almería perpétueront à jamais dans la conscience de l'humanité progressive le sinistre souvenir de la barbarie fasciste.

Et plus le peuple espagnol montre d'énergie, d'enthousiasme et d'assurance dans la justice de la cause pour laquelle il lutte, plus il renforce l'armée républicaine après chaque provocation nouvelle des envahisseurs fascistes, servant ses rangs, supprimant les faiblesses et les défauts dans la conduite de la guerre, plus Hitler et Mussolini accentuent cyniquement leur intervention, en déclarant ouvertement qu'ils n'admettront pas l'existence d'une Espagne républicaine. Traduits dans la langue ordinaire, les derniers articles de Mussolini se résument en cette formule cynique et éhontée : *L'Espagne doit être une colonie fasciste, ou bien elle sera réduite en ruines.*

A la lumière de ces faits, il est difficile de trouver dans l'histoire politique moderne des pages plus honteuses que la conduite des principaux Etats capitalistes d'Occident, qui se donnent fièrement le nom d'Etats démocratiques, à l'égard du peuple espagnol et de sa lutte pour la liberté et l'indépendance. Au moment où, à la face du monde entier, les envahisseurs fascistes font ouvertement une guerre de brigandage en Espagne, ces Etats, et en premier lieu l'Angleterre, jouent depuis près d'un an la farce de la « non-intervention » dans les affaires d'Espagne et continuent à chercher, même après le rejet du contrôle dit international par Hitler et Mussolini, des formules transactionnelles d'accord avec les immuents envahisseurs fascistes.

La Société des nations, dont les statuts contiennent un paragraphe spécial sur les sanctions contre l'agresseur, paragraphe qui prévoit précisément les cas analogues à l'intervention armée faite actuellement par l'Allemagne et l'Italie contre le peuple espagnol, garde un silence obstiné.

Bien qu'il soit évident que les envahisseurs fascistes, s'ils réussissent à asservir l'Espagne, ne tarderont pas à manigancer des rébellions pareilles à celle de Franco en Tchécoslovaquie, en Autriche, au Danemark, en Belgique et dans d'autres pays, la S. d. N., sous la pression de l'Angleterre surtout, évite soigneusement de prendre dans la question espagnole des décisions qui garantissent les droits internationaux du gouvernement constitutionnel de l'Espagne. De la sorte, elle encourage en fait les envahisseurs et les agresseurs fascistes. Les Etats-Unis démocratiques, avec Roosevelt à leur tête, ont adopté une attitude d'« observateurs » impassibles. Les efforts de l'Union soviétique, qui s'est rangée avec résolution et esprit de suite du côté du peuple espagnol, pour pousser les Etats non fascistes à pratiquer une politique ferme et énergique vis-à-vis des envahisseurs fascistes afin de garantir à l'Espagne républicaine les droits et les possibilités légitimes de défense contre l'agression et l'exercice de son autorité souveraine sur son propre territoire, n'ont pas donné jusqu'à présent de résultats positifs. Les intérêts égoïstes des grands capitalistes et des cliques

financières d'Angleterre, de France et des Etats-Unis contiennent à primer non seulement les intérêts du peuple espagnol de la sauvegarde de la paix, mais aussi les véritables intérêts et l'avenir de leurs propres peuples.

Tableau étrange, qui doit faire sérieusement réfléchir tout ouvrier et tout partisan de la démocratie et de la paix ! Au moment où les Etats fascistes agissent de concert contre la République espagnole, où Berlin, Rome et Tokio préparent méthodiquement, pas à pas, une nouvelle guerre mondiale de rapine, où le renforcement de l'intervention de Mussolini et de Hitler en Espagne s'accompagne d'une provocation de la clique militaire japonaise sur l'Amour et d'opérations militaires dans la Chine du Nord, les gouvernements des grands Etats d'Occident discutent sans fin, s'entretiennent sur le plan de « non-intervention » et de « contrôle » qui a fait fiasco, et pratiquent la politique de l'autruche vis-à-vis des envahisseurs, des fauteurs de guerre enragés et forcés.

On ne saurait admettre que la politique des milieux dirigeants d'Angleterre, de France, des Etats-Unis dans la question espagnole et dans celle de la sauvegarde de la paix réponde aux dispositions, aux sentiments et à la volonté de l'immense majorité du peuple de ces pays. Voilà pourquoi, pour justifier leur politique, ils ne cessent d'agiter devant leurs peuples le spectre de la guerre, qui sera soi-disant déclenchée par les Etats fascistes, si les pays non-fascistes de la S. d. N. se dressent résolument contre les envahisseurs.

Mais il est évident, pour quiconque connaît la véritable situation internationale, la situation dans les pays fascistes eux-mêmes et le rapport des forces entre les partisans de la paix et les fauteurs de guerre, qu'il s'agit tout simplement d'une *spéculation indigne sur les tendances antiguerrières des grandes masses*. La conquête de l'Espagne n'est-elle pas précisément, pour les Etats fascistes, une des principales conditions de la guerre mondiale qu'ils préparent ? Leur permettre de se consolider en Espagne, c'est les aider à accentuer leurs préparatifs de guerre, c'est transformer ce pays en base d'agression contre la France, c'est les laisser renforcer leurs positions militaires et stratégiques dans la Méditerranée.

La vérité authentique, dans cette question, est que la défaite du peuple espagnol centuplerait la menace de guerre et hâterait considérablement le déclenchement de la guerre par les agresseurs fascistes. La victoire du peuple espagnol, par contre, dresserait une nouvelle barrière contre le déclenchement de la guerre. Ceux qui veulent sérieusement le maintien de la paix doivent tout faire pour que les envahisseurs fascistes soient expulsés d'Espagne dans le plus bref délai possible et pour que le peuple espagnol puisse assurer sa liberté et son indépendance.

Lloyd George lui-même, bien qu'admirateur de Hitler, n'a pu nier cette vérité. Dans un discours qu'il a prononcé dernièrement sur la question espagnole à la Chambre des Communes, il a déclaré : « On dit que, si nous montrons de la fermeté à l'égard de Berlin et de Rome, ce sera la guerre. Je vous dis, moi : Si nous ne montrons pas cette fermeté, ce sera la guerre à coup sûr. »

Une des principales conditions qui permettent aux Etats non-fascistes d'Occident d'adopter cette attitude de laisser-faire à l'égard des envahisseurs fascistes, de s'en laver les mains comme Pilate, c'est certainement le fait que, jusqu'à présent, le prolétariat mondial n'a pas réussi à agir en commun et dans la plénitude de ses moyens pour faire aboutir les revendications les plus importantes en faveur du peuple espagnol : *retrait immédiat des forces armées d'intervention, italiennes et allemandes, hors d'Espagne ; levée du blocus de la République espagnole ; reconnaissance de tous les droits internationaux du gouvernement légal de l'Espagne ; application des statuts de la S. d. N. aux agresseurs fascistes qui ont attaqué le peuple espagnol.*

Ces revendications, posées, dans leurs lignes essentielles, par l'Internationale communiste bientôt après le début de la rébellion fasciste en Espagne, ont été, par la suite, proclamées également par l'Internationale ouvrière socialiste. Ce sont incontestablement les revendications de tout ouvrier conscient, de tout honnête partisan de la paix. Le prolétariat international est indéniablement aux côtés du peuple espagnol contre les rebelles et les envahisseurs fascistes. Il a manifesté et continue à manifester sa solidarité avec les combattants espagnols. Il ne se borne pas à les aider matériellement, à leur envoyer des vivres et des ambulances. Une partie de ses meilleurs fils combat, sur les fronts de Madrid, de Guadalajara et ailleurs, dans les rangs de l'armée répu-

blicaine. Mais tout cela est loin d'être suffisant. Le mouvement ouvrier international, ses organisations politiques et syndicales ne peuvent estimer avoir rempli leur devoir envers le peuple espagnol et la défense de la paix *avant d'avoir obtenu la garantie des droits internationaux de la République espagnole et la cessation de l'intervention fasciste en Espagne*. A cet effet, il est nécessaire d'intensifier de toutes façons une campagne effective de solidarité en faveur du peuple espagnol dans tous les pays. Il faut mobiliser toutes les forces pour rendre impossible la politique de laisser-faire à l'égard des envahisseurs fascistes. Il faut comprendre que l'Angleterre joue le rôle principal en Europe sous ce rapport, et que, de ce fait, la classe ouvrière d'Angleterre, le peuple anglais sont particulièrement responsables des destinées du peuple espagnol et du maintien de la paix. On ne saurait tolérer certains actes scandaleux, comme celui du leader labouriste Lansbury qui, une « feuille de vigne » à la main, va s'incliner devant Hitler et Mussolini, et celui du Secrétaire général des Trades-Unions, Citrine, qui reprend les refrains de Chamberlain et d'Eden pour endormir l'opinion publique anglaise au moment où les hordes fascistes d'Italie et d'Allemagne font couler le sang du peuple espagnol et détruisent les villes et les villages d'Espagne.

Pour assurer une défense efficace du peuple espagnol et de la paix internationale, *il faut absolument une action commune et unanime de toutes les organisations internationales de la classe ouvrière*. Qu'on ne dise pas que cette action unanime est impossible. Il est vrai que bien des obstacles se dressent sur ce chemin. Il y a, au sein de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale, des leaders et des groupes qui, mus par des considérations qui n'ont rien à voir avec les intérêts du prolétariat international et du peuple espagnol, se prononcent contre l'unité d'action des organisations ouvrières internationales et menacent même de quitter l'Internationale socialiste en cas d'acceptation d'un pacte d'unité d'action avec l'Internationale communiste. Mais faut-il vraiment considérer pareille situation comme établie une fois pour toutes et non sujette à changements ? *Il faut écarter les obstacles et non capituler devant eux. Il faut placer les intérêts du prolétariat international et la cause de la défense de la paix, qui coïncident avec les intérêts du peuple espagnol, au-dessus des considérations de personne et de groupe.*

Les entrevues des représentants de l'Internationale communiste et de l'Internationale socialiste à Annemasse et à Paris ont montré que les deux parties sont d'accord pour les revendications essentielles visant à la défense du peuple espagnol et au maintien de la paix. Pourquoi, dès lors, ne pas faire la seule chose qui puisse mener rapidement et sûrement à la réalisation de ces revendications : organiser une action commune des organisations ouvrières internationales sur toute la ligne et utiliser unanimement toutes les forces de réserve dont dispose le mouvement ouvrier mondial ? Au jour anniversaire de la lutte héroïque du peuple espagnol, devant les progrès sinistres de l'intervention fasciste en Espagne et de la nouvelle agression japonaise dans la Chine du Nord, cette question se pose devant chaque organisation ouvrière, devant chaque militant du mouvement ouvrier, devant tous les partisans de la démocratie et de la paix, *avec la plus grande acuité et demande une solution pratique.*

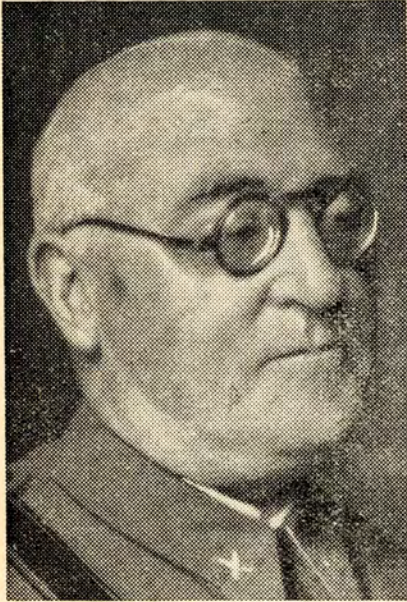
Au cours d'une année de combats continus et acharnés, le prolétariat espagnol a su sauvegarder les conquêtes de la révolution démocratique, consolider l'unité dans les rangs du Front populaire, assurer la création d'une armée populaire républicaine qui compte un demi-million d'hommes et lutte héroïquement. Il fraye la voie à son parti politique unique et à la fusion de ses syndicats. Il travaille sans répit à assurer toutes les conditions intérieures nécessaires pour la victoire définitive sur le fascisme.

Le prolétariat espagnol qui, avec le parti communiste à sa tête, marche aux premiers rangs de son peuple, remplit à son honneur le devoir qui lui incombe aux avant-postes de la lutte contre la réaction mondiale et le fascisme. Le prolétariat mondial, de son côté, doit remplir *jusqu'au bout son devoir* envers son glorieux détachement espagnol.

C'est pourquoi les communistes, en intensifiant de toutes les façons leurs propres actions pour la défense du peuple espagnol et de la paix, *ne se laisseront pas d'indiquer encore plus opiniâtrement la nécessité impérieuse de l'unité d'action du mouvement ouvrier international et de lutter de toutes leurs forces pour la réalisation de cette unité dans le plus bref délai.*

Des milices à l'armée régulière

par DOLORES IBARRURI (*Pasionaria*)



Général MIAJA
Défenseur de Madrid

NOTRE Espagne, l'Espagne des romances et des légendes, est un pays singulier, qu'il est difficile de comparer à aucun autre.

La fierté de son peuple, son courage devant la souffrance, sa vaillance devant des ennemis supérieurs, sa confiance en lui-même, son mépris de la mort, unis à un profond sentiment d'indépendance et de liberté, ont fait qu'à toutes les époques, lorsque les guerres d'invasion et de conquête, ou les guerres civiles, ensanglantèrent le sol de l'Espagne, des entrailles mêmes du peuple sont sortis des hommes qui, par leurs hauts faits, par leur courage, par leurs dons, par leur in-

domptable vaillance, sont passés à la postérité couverts de gloire et de popularité.

Des guérilleros, des francs-tireurs sans aucune formation militaire, deviennent, au feu des luttes quotidiennes, des généraux consommés et, avec des soldats aussi audacieux qu'eux-mêmes, défendent les meilleures armées du monde.

Le peuple espagnol est une source inépuisable de courage et d'abnégation. Aux heures critiques pour la patrie, il s'est dressé pour lutter avec une vaillance admirable et offrir le sacrifice de sa vie avec une simplicité spartiate.

Ses navigateurs sillonnèrent l'océan Atlantique et découvrirent un monde nouveau. Ses soldats portèrent si haut le renom de l'Espagne, ils la firent si grande et si puissante, que « le soleil ne se couchait jamais » dans son empire.

Ses écrivains, ses savants, ses artistes, la couvrirent de gloire. Ses fils et ses filles furent toujours un exemple magnifique d'héroïsme, de vaillance et d'abnégation.

De cette Espagne, de ce peuple admirable qui apporta au monde la science, la civilisation, l'art et la culture, les grands propriétaires féodaux, le clergé, la caste militaire aristocratique, les caciques, firent un peuple pauvre, triste et arriéré. Durant plusieurs siècles, vivant du souvenir de ses grandeurs passées, il alla en descendant l'échelle de la civilisation et du progrès.

Les héritiers, les descendants de ceux qui ruinèrent l'Espagne, qui la disqualifièrent dans le concert des nations importantes du monde, pensèrent pouvoir continuer la politique esclavagiste de leurs ancêtres. Ils crurent que la domination et l'oppression auxquelles, durant des siècles, ils avaient soumis les masses populaires espagnoles, avaient ruiné leurs énergies, avaient fait d'elles un immense troupeau qu'il serait facile de domestiquer, de marquer au fer infamant de la domination fasciste.

Ils se trompaient. Les glorieuses traditions d'héroïsme du peuple restaient une réalité vivante sous les décombres de cette Espagne qui fut un jour reine du monde. Le soulèvement du groupe de généraux traîtres, alliés au fascisme étranger, fut comme le souffle qui dispersa les cendres sous lesquelles ardaient la vaillance indomptable de l'âme populaire.

Et le monde stupéfait contempla un spectacle merveilleux. Un peuple pauvre, opprimé, arriéré, se dressa tel un géant et fit reculer ceux qui pensaient qu'il serait facile de lui imposer leur domination.

Les factieux avaient bien préparé le terrain. Deux années de gouvernements réactionnaires leur avaient permis d'occuper des positions maîtresses, de s'emparer des ressorts du pouvoir, d'avoir en main la majorité de l'armée.

Le 18 juillet 1936, tout l'appareil de l'Etat fut brisé. Le pouvoir fut dans la rue. Et c'est alors qu'on vit toute la grandeur de notre glorieux peuple, qui sut recréer l'appareil de l'Etat et donna ces légions d'hommes, ces légions de héros, qui défendent avec une si prodigieuse énergie le sol de leur patrie, leurs libertés, et le droit de la République espagnole que le fascisme tente d'étrangler...

C'était aux premiers jours de l'insurrection. Une part de l'Espagne saignait sous la sauvage emprise de la réaction triomphante. La surprise, la félonie des traîtres qui, au premier moment, se présentèrent en arborant le drapeau de la République, avaient semé le désarroi dans les masses populaires qui, indécises, avaient peine à comprendre de quoi il s'agissait. Les factieux profitèrent de cette confusion pour soumettre quelques provinces. Pourtant, ils n'y parvinrent pas sans que des groupes d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, de soldats, ne luttassent et ne mourussent en défendant la République, en défendant la démocratie.

Dans le reste de l'Espagne, en particulier là où l'éducation politique des masses était plus poussée, les travailleurs, attachés à la démocratie et à l'indépendance de l'Espagne, pleins de haine pour le fascisme, unis aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie, se dressèrent en un élan de généreuse abnégation.

Les partis et les organisations syndicales appelèrent le peuple à la lutte, et le peuple répondit de manière unanime. Un groupe de militaires de métier, loyaux à la République, restés au côté du gouvernement, se mirent à la tête de ces colonnes hétérogènes d'hommes et de femmes, d'enfants même, qui, brûlant d'indignation, s'élançèrent à l'assaut des repaires des insurgés.

La caserne de la Montagne, le Campamento, Alcaldía de Henares, furent les premières forteresses ennemies abattues par le peuple. Il y trouva des centaines de fusils qui servirent à armer les premières forces partant pour la Sierra de Guadarrama afin de contenir l'avance de l'ennemi qui, par les hauteurs de Leon et de Somosierra, tentait d'approcher de Madrid.

Tout était désorganisé. Le groupe de militaires loyaux ne suffisait pas pour encadrer les milliers de volontaires qui voulaient lutter, qui partaient sans armes pour les fronts, décidés à les arracher à l'ennemi ou à attendre qu'un camarade tombe et qu'ils puissent reprendre son fusil ou son escopette.

Durant plusieurs jours, la lutte resta indécise, confuse. Mais l'apparition d'avions italiens et allemands dans le ciel de l'Espagne, l'aide délibérée de l'Italie et de l'Allemagne aux insurgés, apportèrent l'éclatante démonstration de ce qu'il ne s'agissait pas d'un simple soulèvement réactionnaire, ni d'une mutinerie de caserne.

Il s'agissait de quelque chose de plus grave, de plus sérieux, de plus dangereux. Il s'agissait des pyrites de Huelva, du mercure d'Almadén, du fer d'Euzkadé, des fruits et des huiles de Valence et d'Andalousie. C'étaient les Baléares, le Maroc, c'était la domination de la Méditerranée qui étaient en jeu!

C'est tout cela que convoitaient l'Allemagne et l'Italie, et il se trouva des hommes — qui se disent Espagnols — assez misérables et assez lâches pour ne pas hésiter à livrer ces richesses en échange de l'aide étrangère dans leur tentative pour soumettre le peuple espagnol au plus sombre des esclaves.

vages, à l'esclavage fasciste. Les traîtres n'appartenaient pas au peuple. Ils constituaient une caste fermée. Ils étaient les descendants de ces militaires, de ces aristocrates qui, durant la guerre d'indépendance de 1808, trahirent et livrèrent l'Espagne en se soumettant à Napoléon, tandis qu'à Baylen et à Gérone, à Saragosse et à Madrid, le peuple conquérait au prix de flots de sang la liberté et l'indépendance de son pays.

Le parti communiste fut le premier à sonner l'alarme.

Ce n'est pas seulement une guerre contre les fascistes espagnols — écrivait le *Mundo Obrero*, organe central du parti communiste, quelques jours après l'insurrection — mais une nouvelle guerre d'indépendance. Et pour faire face aux unités militaires que le fascisme international envoie contre notre peuple, il faut que nous organisions notre propre armée.

Cette nécessité impérieuse de la lutte, notre gouvernement ne la comprit pas, comme ne la comprirent pas non plus les autres organisations et partis. La C.N.T. combattit de longs mois durant notre mot d'ordre de création de l'armée régulière. « L'Espagne est le pays des francs-tireurs, déclarait-on, et nous n'avons pas besoin d'armée. »

Aussi bien les ministres républicains qui se succédèrent au gouvernement que le socialiste Largo Caballero, perdirent, par leur incompréhension, un temps précieux, qui nous eût été fort nécessaire.

Mais le parti communiste ne se contenta pas de lancer le mot d'ordre de la création d'une armée régulière. Il commença à l'organiser, dans la mesure de ses possibilités, en créant le V^e Régiment.

Aux derniers jours de juillet 1936, immédiatement après la prise de la caserne de la Montagne, le parti communiste commença à organiser les milices populaires, formations d'un type entièrement original. Ce n'était pas encore l'armée régulière, mais c'en était l'embryon, le commencement d'une organisation militaire uniformisée, disciplinée, dotée d'un commandement régulier.

Tous les partis et toutes les organisations constituèrent leurs propres milices. La C.N.T., l'U.G.T., le parti socialiste, les partis républicains. Tous rivalisèrent d'ardeur pour donner des soldats, des hommes et des femmes pour les fronts.

En différents points de Madrid, des casernes furent organisées. Cet exemple fut suivi dans le reste de l'Espagne. On y vit accourir des hommes et des femmes de toutes les tendances, de tous les âges. Ils voulaient se battre...

Ils voulaient apprendre le maniement des armes, ils désiraient ardemment recevoir une instruction militaire, ils demandaient avec ferveur qu'on les envoyât sur les fronts. Les militaires de métier se rendirent dans ces casernes pour y éduquer et préparer militairement les travailleurs. Les premiers bataillons de milices s'organisèrent. Certains d'entre eux furent bientôt populaires pour leur héroïsme, pour leur vaillance dans les combats, vaillance et héroïsme que le peuple exalta en de belles chansons. Ils se rendirent célèbres par leur mépris de la mort. Dans les fabriques comme aux champs, dans les rues et sur les places, les ouvriers et les paysans, les enfants et les jeunes gens, entonnaient l'hymne des miliciens...

Les bataillons d'acier
En chantant vont à la mort...

En quelques jours, les milices populaires croissent rapidement. Le V^e Régiment forme les bataillons suivants : « Loyal », « Jeunesses ouvrières et paysannes », « Octobre », « Thälmann », « Fer », « Lions rouges », « Balles rouges », « Boulangers », « La Plume », « Fédération des étudiants », « Asturies », « Condes », « Benito », « Léninegrad », « Commune de Paris », « Commune de Madrid », « Marins de Cronstadt », « Jaen », « Lister », « P. U. A. » — toutes les glorieuses « compagnies de fer », numéros 1 à 33.

En plus de ces bataillons, le parti communiste constitue la « Colonne Mangada », la « Colonne Galan », où combat le « Campesino », qui est aujourd'hui l'un des chefs mili-

taires les plus populaires, et la « Colonne Perea ». Certains des bataillons cités plus haut sont créés par les Jeunesses.

Aux côtés de ces forces constituées au sein du V^e Régiment et des Jeunesses, luttèrent les colonnes de la C.N.T., de la F.A.I. et les milices du parti socialiste.

Les organisateurs des milices populaires ne se bornèrent pas à les former en unités de caractère militaire. Ils organisèrent en même temps un travail d'éducation politique, publiant des journaux dont certains, comme la *Milicia Popular*, atteignit bientôt un tirage quotidien de 75.000 exemplaires.

Chaque bataillon eut son journal. Dans les casernes et dans les tranchées, des journaux muraux furent créés. Les milices populaires les plus importantes et les plus remarquables étaient celles du V^e Régiment, et elles servirent d'exemple à celles créées par tous les partis et organisations. Ces milices organisèrent un Service militaire de santé et une Intendance qui servirent plus tard de modèles pour les services de l'armée. Elles organisèrent les premières bases d'une industrie de guerre, qui se mit à fabriquer des bombes, des munitions diverses, des autos blindées. On créa des ateliers fixes et volants pour la réparation des armes.

Des hôpitaux modèles, des maisons de repos, des sanatoria, des homes pour les orphelins de miliciens, des ateliers de couture, des écoles de préparation militaire technique, des centres de lutte contre l'analphabétisme, furent également créés. Des groupes d'admirables artilleurs furent formés. On organisa les premiers bataillons de cavalerie, on prépara les ouvriers et les paysans à entrer dans les écoles techniques supérieures.

C'est des milices du V^e Régiment que sortirent les premiers aviateurs. Ces hommes, qui jusque-là ne connaissaient que le maniement de leur antique charrue, tiennent aujourd'hui les commandes des avions républicains avec une adresse consommée et une maîtrise qui ne le cède en rien à celle des aviateurs sortis des écoles de préparation aéronautique des pays capitalistes.

Les premiers tankistes, les groupes d'« antitankistes », les « dynamiteros » (création originale de la guerre du peuple espagnol), le premier bataillon de femmes, les premières Centuries internationales, les groupes de francs-tireurs qui, dans le camp ennemi, ont mené et continuent à mener un admirable travail, luttant les armes à la main et sabotant les mines, les centrales électriques, les ponts, les chemins de fer, les fabriques, etc. — toutes ces formations furent préparées, organisées, éduquées dans les casernes du V^e Régiment.

Les milices réalisèrent un intense travail d'agitation et de propagande. Elles publièrent des centaines de milliers de manifestes, d'affiches. Elles organisèrent le travail de propagande dans le camp ennemi.

Elles assurèrent leur union avec les populations de l'arrière en organisant d'innombrables manifestations de propagande, des représentations théâtrales, cinématographiques, des émissions radio-phoniques. Elles formèrent des brigades de choc pour aider les paysans lors des semailles et des moissons. Elles établirent d'étroites relations avec les ouvriers des fabriques. Elles devinrent l'âme même du peuple, ses animatrices, prêtes à tout pour le défendre.



Général ROJO
Chef de l'Etat-Major

Quatre bataillons des milices, « Léninegrad », « Cronstadt », « Commune de Paris » et « Madrid », arrêterent l'avance de l'ennemi aux portes mêmes de la capitale de la République.

La création des commissaires politiques (délégués, comme ils s'appelaient dans les milices) fut la conséquence logique des caractères politiques particuliers des milices.

Le parti communiste, défenseur enthousiaste et dévoué du Front populaire, donna aux milices qu'il organisait un caractère d'unité bien marqué. Cependant, chaque jour qui passait faisait apparaître plus clairement la nécessité de la création d'une armée régulière, d'autant plus que l'absence d'un commandement centralisé et les différentes tendances idéologiques qui dirigeaient et inspiraient tout le travail et la vie des milices, provoquaient parfois des heurts et des frictions bien propres à diminuer l'efficacité combattive de nos forces.

Nos hommes luttèrent sans plan organisé, contre des armées puissantes, des chefs militaires sachant organiser et diriger la guerre. C'est ainsi que nous subîmes les défaites du Nord, les déroutes de Malaga et de Tolède. Chez nos soldats, tout était enthousiasme, courage, esprit de sacrifice, abnégation, mais aussi absence de moyens techniques. Chez l'ennemi, il y avait la science militaire, une discipline de fer, une organisation, un abondant matériel de guerre.

Instruites par les dures leçons des luttes de chaque jour, grâce aussi au dévouement des militaires professionnels et à l'aide de tous les partis et organisations, particulièrement du parti communiste, nos milices se transformèrent, au feu même des combats, en organisations militaires de jour en jour plus disciplinées, plus conscientes.

En même temps que les milices populaires, les unités militaires qui avaient subsisté après l'insurrection, se développaient puissamment, grâce aux renforts et à l'incorporation de nombreux volontaires, venus des villes et des champs combattre pour la défense des libertés populaires. L'existence parallèle des milices et de ces restes de l'armée constituait un obstacle à la réalisation systématique de grandes opérations.

Le 21 octobre 1936, répondant à l'ardent désir de la majorité des milices, qui voulaient être considérées comme des unités régulières de l'armée, Largo Caballero publiait un décret incorporant à l'armée régulière toutes les milices qui existaient alors. Leurs chefs furent mis sur un pied d'égalité avec les officiers de métier de l'armée.

L'incorporation des milices aux formations régulières eut pour effet de créer une armée d'une nature foncièrement différente de celle de l'armée espagnole d'avant l'insurrection fasciste. Les milices apportèrent à l'armée toute la sève, la vigueur et l'enthousiasme du peuple.

Le corps des commissaires politiques, qui avait été l'âme et l'esprit des milices populaires, fut également incorporé à l'armée régulière, où, comme au sein des milices, les commissaires, par leur travail dévoué, héroïque, inlassable, font de chaque soldat, de chaque chef, un ferme combattant de la liberté et de la démocratie.

Tous les chefs et les officiers de l'Armée populaire régulière de l'Espagne savent qu'ils luttent non seulement pour l'indépendance de leur pays, pour libérer notre patrie de l'invasion fasciste, mais aussi pour jeter les bases d'une Espagne nouvelle.

Tous savent qu'ils luttent pour qu'en Espagne il n'y ait plus de paysans sans terre, pour qu'on ne voie pas ressusciter les caciques, pour que les ouvriers jouissent d'une vie de dignité et de culture, pour que les femmes ne soient pas les éternelles esclaves, pour que soient abolis les castes et les privilèges d'une minorité.

L'armée est en marche. Et l'armée de l'Espagne républicaine n'est plus la vieille armée où les hommes étaient tout juste bons à servir de chair à canon, une armée avec laquelle personne ne comptait en cas de guerre. Aucune armée du monde capitaliste n'offre le merveilleux spectacle que donne la nôtre. Sur la ligne même du feu, les milices de la culture se dépensent sans compter pour lutter contre

l'analphabétisme, et les hommes qui ont appris à lire et à écrire au front se comptent par milliers.

Nos soldats ne sont plus les miliciens des premières semaines, déguenillés, mal armés, indisciplinés, pleins d'héroïsme et dénués de préparation militaire. Ce sont des soldats redoutables qui unissent à leur vaillance et à leur héroïsme une préparation militaire poussée, une connaissance technique de la guerre qui leur a permis d'anéantir les divisions allemandes à Jarama, d'écraser les unités italiennes à Guadalajara, de conquérir Brunete, Villanueva del Pardillo, Villanueva de la Canada et tant d'autres localités.

Ce sont les soldats de l'armée régulière qui ont conquis Belchite, Quinto et Codo; ce sont eux, les braves qui remportèrent la victoire de Teruel et qui résistent aujourd'hui avec sérénité à la furieuse offensive des forces fascistes.

Nous avons une armée, et nous pouvons dire avec un légitime orgueil que c'est une armée sortie du peuple et au service du peuple. Une armée qui est l'expression même du Front populaire. Une armée résolue à poursuivre les glorieux exploits de ses premières grandes victoires, une armée qui a une âme, une armée qui vit, une armée qui se bat aujourd'hui avec un héroïsme exemplaire pour l'Espagne, pour la démocratie, pour la paix du monde.

Nous avons créé cette armée en luttant non seulement contre les fascistes espagnols et leurs alliés allemands et italiens, mais aussi, chose plus douloureuse, contre l'indifférence et la trahison des pays qui se disent démocratiques.

Nous avons plus d'un demi-million d'hommes sous les armes. Nous avons la possibilité d'atteindre le million. Nous disposons de réserves inépuisables. En même temps que nous nous défendons, que nous défendons notre sol, nous avons créé une industrie de guerre aujourd'hui en plein développement.

Nous n'avons pas de tanks; aujourd'hui nous avons des régiments de tanks et de chars d'assaut. Nous n'avons pas d'aviation; nous en avons une aujourd'hui, et des pilotes capables de rivaliser avec les meilleurs du monde. Nous n'avons pas de moyens de transport; nous avons aujourd'hui des milliers de camions qui circulent sur tous les fronts et toutes les routes d'Espagne. Nous n'avons pas d'artillerie; nos artilleurs et nos batteries jouent aujourd'hui un rôle décisif dans les combats.

Nous avons réorganisé notre cavalerie, et nous avons aujourd'hui d'importantes unités de cette arme. Nous n'avons pas assez d'officiers, et en une année et demie de guerre de nouveaux cadres ont été formés, qui n'ont rien à envier aux hommes sortis des anciennes académies militaires.

La tradition n'a pas été rompue. L'Espagne continue à être une source inépuisable de héros. Nous ressentons une profonde fierté à l'idée que nous avons des hommes tels que le général Miaja, défenseur de la capitale de la République; tels que le général Rojo, artisan de la victoire de Teruel; tels qu'Hernandez Sarabia, Pozas, Cordon, Estrada, Burillo, Marquez, les frères Galan, Vivancos, chefs et officiers loyaux de notre armée; tels que Lister, Modesto, El Campesino, Carton, Toral, Durutti, Mera, et tant d'autres, dont les noms formeraient une liste interminable. Nous sommes fiers de l'héroïsme obscur et silencieux de nos commissaires qui sont « les premiers à avancer, les derniers à reculer ».

Nous avons aujourd'hui plus confiance que jamais dans le triomphe de notre cause. Notre confiance s'appuie non seulement sur le sentiment de la justice de la cause que nous défendons, mais aussi sur la force de notre armée, sur notre potentiel militaire. Nous combattons à l'avant-garde de la lutte de la démocratie mondiale contre le fascisme. Les sacrifices ne nous importent pas. Nous souhaitons seulement que les pays qui se sont contentés jusqu'ici de nous témoigner une admiration platonique, comprennent la responsabilité historique qui pèse sur eux et se décident une fois pour toutes à mettre un terme à leur politique de concessions et de tergiversations face aux fanfaronnades du fascisme. Le fascisme n'est fort que pour autant que ses adversaires se montrent faibles.

L'Espagne donne l'exemple. Notre peuple montre aux démocraties le chemin qui conduit à la victoire.

Ce qui a été fait pour la culture du peuple

par JESUS HERNANDEZ

ministre de l'Instruction publique et de la Santé



JESUS HERNANDEZ

Ancien ministre de l'Instruction
Actuellement commissaire général
à la Guerre
de la région centrale de l'Espagne
Membre du Bureau politique
du C. C. du P. C. d'Espagne

gouvernement de notre pays avaient bien tenté de timides efforts pour améliorer et augmenter les valeurs de notre culture et de l'enseignement.

Mais de ces tentatives, détruites avec acharnement par les gouvernements réactionnaires qui se succédèrent en Espagne, il ne resta bientôt plus rien.

La guerre pose des tâches concrètes, et elle rend difficile toute réalisation dont le rythme ne cadre pas avec le rythme accéléré du combat.

Et c'est ouvrir pour la guerre que d'extirper l'analphabétisme, gangue séculaire de l'intelligence populaire espagnole, c'est œuvrer pour la guerre que de créer des écoles, que d'ouvrir au prolétariat et au peuple les portes des centres les plus élevés de la culture, que de protéger et d'exalter le prestige de la science, de l'art et de la littérature espagnols, que d'assurer l'éducation de nos enfants et de porter jusque dans les tranchées mêmes les livres, les professeurs et l'étude.

Depuis septembre 1936, dix mille nouvelles écoles ont été ouvertes en Espagne. Près de 20.000 pesetas ont été consacrées par le ministère à la construction d'édifices scolaires. Les enfants de nos combattants, de nos ouvriers, de tout notre peuple, sont instruits dans des centaines de colonies enfantines dotées de tout le personnel qualifié que requiert la pédagogie moderne, et vivent dans des conditions d'hygiène telles qu'aujourd'hui, notre Espagne voit dans les enfants dont elle a la garde, si forts, si sains et si joyeux, l'un de ses plus légitimes titres d'orgueil.

A côté de la tâche de satisfaire les besoins fondamentaux de la population infantile, il s'agissait de libérer de l'indigence culturelle dans laquelle elles avaient toujours vécu les larges couches du peuple, victimes de l'analphabétisme. Aussi, appuyée par une campagne nationale, par une mobilisation civile du corps enseignant et de volontaires qualifiés, a-t-on vu se développer une lutte acharnée contre l'analphabétisme, organisée par le ministère de l'Instruction publique. Des brigades volantes furent constituées pour porter l'instruction jusque dans les villages, jusqu'aux moindres hameaux, jusqu'aux contrées les plus perdues, où jamais n'avait pénétré le moindre vestige d'enseignement.

On répond à la ferveur d'apprendre qui constitue aujourd'hui

d'hui l'un des plus puissants stimulants du peuple espagnol dans sa lutte, on exalte cette ferveur en multipliant les centres d'enseignement destinés à la population adulte. A cet effet, un poste de 10.359.000 pesetas est réservé dans le budget de la république.

Cet effort trouve son efficience maxima, il remplit sa mission la plus haute là où il était requis au plus juste titre, là où il était le plus juste qu'il fût réalisé : dans les tranchées, sur la ligne de feu.

Un décret, en date du 30 janvier, a créé le corps des « milices de la culture ». Ces « milices de la culture » groupent des professeurs et des instructeurs scolaires, qui vont apporter l'instruction primaire aux combattants illettrés jusque dans les tranchées, jusque sur les champs de bataille. Ce corps déjà glorieux, a payé de son sang son apostolat et nombreux sont les jeunes et héroïques professeurs qui sont tombés, face au fascisme, sans autre arme entre les mains que l'abécédaire avec lequel ils enseignaient à lire.

L'action des « milices de la culture », outre l'instruction élémentaire dans les tranchées, comprend également l'organisation de Homes du Soldat, de représentations théâtrales et cinématographiques et de cours divers destinés aux troupes et aux officiers de notre armée.

Bien qu'il soit extrêmement difficile d'obtenir à ce sujet une vue statistique complète, voici quelques chiffres suggestifs :

Au cours du mois d'octobre, les « milices de la culture » ont donné un total de 75.894 leçons individuelles et 31.200 leçons collectives. Durant ces trente jours, 11.062 combattants ont appris à lire, 33 bibliothèques ont été créées, 752 conférences organisées ; il a en outre été fondé 23 Homes du Soldat, 78 journaux muraux et de nombreux « coins de la culture ».

La charge de commissaire aux « milices de la culture » a été créée et il y a un certain temps. En effet, ce corps, pour ce qui est de la discipline, relève des unités militaires.

L'enthousiasme avec lequel nos combattants gagnent cette bataille de la culture est la meilleure preuve de ce que la volonté d'apprendre est l'un des sentiments moteurs de l'héroïsme de nos armées.

On estime à soixante mille le nombre des soldats qui ont appris à lire et à écrire et qui sont ainsi devenus des hommes capables de jouer leur rôle, demain, dans l'édification de la nouvelle Espagne.

Et c'est là une différence foncière de plus entre nos troupes et l'armée alimentée par la contrainte et les forces étrangères, qui lutte, face à nos tranchées, contre la liberté et la civilisation : cette puissante croisade, cet infatigable mouvement d'instruction qui va porter, partout où se battent nos soldats, la lumière, la confiance, le stimulant et la grandeur de la culture.

Adapter, créer une culture pour notre peuple tout entier, telle devait être la préoccupation essentielle de notre mission au sein du gouvernement de front populaire.

Une culture neuve, sur des bases neuves, partant de ses racines fondamentales pour atteindre jusqu'à ses manifestations supérieures, jusqu'aux instituts et aux universités.

Le problème a été abordé et résolu sous le double aspect politique et économique qui lui est propre. Il a été ainsi possible d'en finir effectivement avec les privilèges sociaux et d'ouvrir à toutes les intelligences que recèle le peuple espagnol le champ le plus vaste de la culture.

C'est notre peuple tout entier qui lutte pour une Espagne meilleure, qui se défend contre la régression fasciste. Aussi, est-ce à notre peuple tout entier que le ministère de l'Instruction publique a ouvert les portes de l'enseignement supérieur.

C'est notre classe ouvrière, c'est le prolétariat qui constitue la force vitale d'avant-garde qui lutte pour l'indépendance, la liberté et l'avenir du peuple tout entier. Le prolétariat était la classe la plus opprimée, la plus privée de toute assistance culturelle. Aussi, pour nos ouvriers, pour les enfants de prolétaires dignes, par leur intelligence, d'occuper les postes les plus élevés dans l'Espagne que notre victoire fera

sortir du feu des combats, le décret du 21 novembre 1936 a-t-il créé les Instituts ouvriers.

Les Instituts ouvriers sont des centres d'éducation exclusivement réservés aux travailleurs de 15 à 35 ans, qui y accomplissent un baccalauréat abrégé d'une durée de deux années, divisées chacune en deux séries de cours semestriels. Les candidats à l'admission doivent être présentés par les organisations syndicales et les groupements de jeunes qui luttent contre le fascisme. Un examen préalable permet la sélection des éléments les meilleurs et les plus capables.

Aujourd'hui, les Instituts ouvriers de Valence, Barcelone et Sabadell groupent déjà des centaines des meilleurs fils de la classe ouvrière, venus de l'atelier, de la mine, des champs et de la mer. On prévoit la très prochaine création de nouveaux centres semblables à Alcoy et à Linares.

L'immatriculation et l'enseignement y sont absolument gratuits. L'Etat fournit aux élèves tous les livres et le matériel nécessaires. Des bâtiments modernes, situés dans les plus belles contrées de notre territoire, servent de logement aux étudiants ouvriers. L'Etat subvient aux frais d'entretien des élèves. Mais il fait plus encore, en indemnisant pour la valeur de leur salaire les travailleurs qui, pour se vouer aux études, ont dû abandonner le métier qui assurait la subsistance de leur famille.

Le prolétariat espagnol a parfaitement compris la portée de l'œuvre ainsi entreprise. Les ouvriers de toutes les tendances ont mis un même enthousiasme à soutenir le travail du ministère en faveur de la culture populaire. Nombreux sont à ce sujet les exemples vivants de l'identification qui s'opère entre les ouvriers espagnols et la gestion ministérielle, exemples fort instructifs en ce qu'ils montrent qu'aucune œuvre de gouvernement n'est possible si elle n'entraîne pas la confiance, l'appui et l'adhésion des travailleurs.

Au nombre de ces exemples, nous citerons le fait que les syndicats de la C. N. T. d'Alcoy ont mis 2 millions de pesetas à la disposition du ministère de l'Instruction publique pour l'aider à poursuivre son œuvre culturelle.

Ce fait indique bien l'absolue compréhension du prolétariat d'Espagne pour ce que signifie et représente la transformation culturelle du peuple, tâche dont le but est de le faire accéder à toutes les activités de l'intelligence. Cet appui constitue pour le ministère le stimulant le plus puissant et le pousse à poursuivre, en l'intensifiant, son effort, qui est de faire de notre Espagne un pays de haute culture, qui sache choisir ses hommes éminents d'entre les meilleurs représentants de son peuple.

La lutte qu'a engagée l'Espagne étant celle des masses populaires tout entières, une lutte nationale du peuple entier pour l'indépendance et la liberté, c'est tout notre peuple qui doit en être le bénéficiaire, en ce qui concerne l'instruction en particulier. C'est tout notre peuple que nous voulons arracher à son état arriéré, pour le placer dans des conditions où il puisse donner la mesure de son intelligence et de ses dons.

Il n'était pas suffisant de créer des Universités populaires, des Instituts ouvriers. Il existait un moyen plus large encore d'assurer la sélection naturelle entre tous les fils du peuple espagnol. C'est dans cette intention que le ministère a créé les bourses populaires qui assurent des subsides réguliers à tous les antifascistes qui possèdent les aptitudes nécessaires pour s'adonner avec fruit aux études supérieures.

Venant compléter celui qui a donné naissance aux Instituts ouvriers, le décret du 6 septembre 1937 a institué des bourses pour tous les fils du peuple aptes à accomplir des études universitaires.

Les bourses créées par le ministère de l'Instruction publique ne sont pas dues à l'éventuelle générosité des particuliers. Il s'agit de la liberté pour notre peuple tout entier de jouir de l'enseignement supérieur, sans qu'intervienne aucun privilège de classe. Le nouveau système des bourses assure aux bénéficiaires non seulement la gratuité des études, mais encore des subsides suffisants pour que les aptitudes à l'assimilation de la science deviennent une fonction sociale normalement rétribuée. Le nombre des bourses à accorder n'est soumis à aucune limitation, et le caractère d'amplitude de cette institution en assure le bénéfice à l'immense majorité des jeunes antifascistes, qui se voient ainsi ouvrir pour la première fois, en Espagne, les portes de la culture supérieure. Le ministère a affecté à cet effet, pour cette année, une somme de 25 millions de pesetas.

Le taux des bourses sera le suivant :

Les élèves âgés de moins de 18 ans qui, normalement, ne gagnaient pas encore leur vie avant d'entrer à l'Université, toucheront 200 pesetas par mois. Leurs aînés, même ceux qui n'ont pas dû abandonner un travail rémunéré, percevront 300 pesetas par mois. Quant à ceux qui ont été obligés d'abandonner leur gagne-pain, ils toucheront intégralement la valeur du revenu dont ils jouissaient.

Il n'existe qu'un seul privilège : celui qui découle du fait d'avoir versé son sang pour la défense de la République ou d'être fils de nos héros qui luttent et meurent sur le front.

Parallèlement à ce travail d'enseignement et de culture, il s'agissait également de répondre aux besoins et aux désirs de notre jeunesse en matière d'éducation physique et de sport, afin de créer une jeunesse saine et forte, capable de défendre notre patrie, de renforcer et d'élargir les conquêtes du peuple espagnol, dans sa lutte et après la victoire.

C'est dans ce but qu'a été créé le Conseil national de l'Éducation physique et des Sports, dont la mission est de développer la pratique des exercices physiques et des sports, qui fortifient et distraient notre vaillante jeunesse. Attentifs à répondre aux plus vifs désirs de la jeunesse antifasciste et préoccupés d'assurer à leur activité le rendement maximum du point de vue militaire également, nous avons créé au sein du Conseil national de l'Éducation physique et des Sports une section spéciale chargée de développer par tous les moyens le sport aéronautique, le vol à voile et le parachutisme. On sait quel essor ces sports ont pris en Union soviétique, le pays qui, sous le règne du socialisme, a créé la culture la plus haute de l'histoire contemporaine, donnant à son peuple la force et la joie.

Des bases de sport aéronautique seront incessamment créées à Barcelone, Valence et Madrid. Une intense campagne de propagande, dont le rôle est de montrer toute l'importance de ce sport, éveille l'enthousiasme au sein de la jeunesse et des masses de notre peuple. On projette de cultiver la ferveur pour les sports aériens dans les écoles en donnant aux enfants les moyens de construire des modèles réduits de planeurs et d'avions. Ainsi, l'on satisfait à l'un des sentiments les plus ardents de notre jeunesse, on forge les muscles de la nouvelle Espagne, on prépare nos jeunes à devenir les futurs héros de l'air qui défendront notre pays contre l'infâme agression dont il est victime, à conserver la victoire et à enrichir la civilisation et la science d'audacieux exploits.

Cela, c'est ce qui a été fait pour la culture du peuple espagnol dans le feu même du combat. Mais ce travail ne signifie nullement qu'aient été négligées les valeurs traditionnelles qui méritent d'être conservées, ni qu'on se soit désintéressé de l'activité artistique, littéraire et scientifique.

C'est la première fois en Espagne que sont organisés des concours littéraires et artistiques aussi importants que ceux dont le ministère de l'Instruction publique a pris l'initiative et qui sont dotés de divers prix de dix mille pesetas. Les écrivains et les artistes ont en outre la garantie que leurs œuvres ne se perdront pas, le ministère lui-même leur donnant l'assurance d'acquiescer tous les ouvrages retenus par le jury.

Pour la première fois en Espagne, le trésor artistique de notre pays et les valeurs culturelles les plus représentatives de notre histoire sont l'objet des soins que requiert leur prestige.

Jamais, en Espagne, les manifestations les plus pures de la sensibilité d'un peuple, telles que la musique, la peinture, etc., n'ont été encouragées avec plus de ferveur, grâce à la création, par exemple, de l'Orchestre national de Concerts et l'Institut des arts plastiques, organisés par la Direction générale des Beaux-Arts.

Jamais, dans notre patrie, l'enseignement et la culture n'ont connu un plus brillant essor, n'ont été défendus avec plus de ferveur. Jamais notre peuple n'a été comme aujourd'hui, en mesure d'accéder, sans que joue d'autres considérations que le mérite et les capacités de chacun, aux régions les plus nobles, aux cimes les plus élevées de la culture et du progrès.

C'est pourquoi, à côté de toutes les raisons qu'il a de lutter jusqu'à l'extermination des traitres et des envahisseurs, notre peuple est animé par cette grande volonté qui fait l'émerveillement du monde et l'orgueil de toute l'humanité progressive : celui d'être un peuple avancé et cultivé, fort et heureux, qui veut vivre dans le travail et la paix avec tous les peuples du monde.

Les efforts considérables du gouvernement espagnol pour la transformation de la campagne

par JOSE SILVA

POUR mieux comprendre les nobles efforts entrepris par le gouvernement du Front populaire en Espagne pour améliorer les conditions de vie des masses paysannes et transformer dans un sens progressif une agriculture pauvre et arriérée, il suffit de jeter un regard sur la situation de la campagne avant le mouvement de rébellion des castes militaires et de la noire réaction.

Depuis des temps immémoriaux, les paysans espagnols sont soumis à la servitude la plus révoltante. La famine et la misère furent soigneusement maintenues par les propriétaires fonciers et les caciques qui y voyaient la forme de conservation de leurs répugnants privilèges. Affamés, vêtus de guenilles, abêtis, les paysans traînaient une existence de privations inimaginables et étaient les victimes d'actes de violence comme seul pouvait en amener un pareil mode de travail.

Salaires misérables (le salaire usuel atteignait 2,25 pesetas en 1920 et 3,25 pesetas en 1930 ; mais des salaires plus bas étaient encore payés dans certaines régions : 1,50 dans le Jaen et même centesimos à Badajoz), et du travail seulement pendant une partie de l'année : 160 journées de travail normal et 90 journées de récolte, qu'un moissonneur n'accomplissait pas toutes cependant en général. Il en résulte que le gain annuel d'un ouvrier agricole atteignait 20 pesetas en 1920 et 1.015 pesetas en 1930, mais seulement lorsqu'il avait la chance de trouver du travail pour tous les jours ouvrables de l'année, ce qui n'était jamais le cas.

A titre de « compensation » pour cette effroyable situation de misère, la garde civile maltraitait de façon barbare la masse des paysans. Ce corps « méritant » se signalait par ses méthodes de torture sadique et par ses cruels assassinats. Malheur à l'infortuné qui osait ramasser dans les forêts une petite quantité de glands qu'il disputait aux cochons, ou qui élevait la voix pour protester contre l'enfer d'exploitation qu'était la campagne espagnole ! La garde civile, cette figure inquiétante de l'Espagne noire, entraînait en action et réglait rapidement le compte du protestataire : passage à tabac dont la victime se tirait invalide à tout jamais, tortures infernales, assassinats, massacres. Les sbires des grands propriétaires fonciers étaient les dignes successeurs de la sainte Inquisition et jouissaient du privilège de pouvoir impunément assassiner.

Pour voiler ce tableau d'horreur et d'esclavage, les propriétaires fonciers, maîtres du sol et de la vie des paysans, maintenaient la campagne dans l'ignorance et la misère, en empêchant eux-mêmes le moindre progrès de l'agriculture. Des milliers et des milliers d'hectares de terre fertile étaient transformés en chasses ou destinés à l'élevage du gibier.

L'écrivain Firmin Caballero décrivait de la façon suivante le retard et l'abandon de l'agriculture espagnole :

Le premier coup d'œil jeté sur nos campagnes apporte les preuves indiscutables de cette infériorité. Dans certaines parties du pays, des masses de paysans concentrés dans d'étroites maisons, et qui, pour travailler leur parcelle, doivent franchir journellement 10 ou 15 kilomètres ; dans d'autres parties, de vastes régions désertiques, vierges ou presque, sans une maison, sans aucune marque d'appartenance à un être humain ; ici, des

monts déboisés par une main vandale ; là, des parcelles appartenant à la communauté ou n'appartenant à personne, sans ligne de démarcation ni jalons, qui sont tantôt l'objet de spéculation, tantôt le théâtre d'une lutte brutale entre voisins, ou encore l'école de l'appropriation illicite, de l'intrusion cynique et de la vie licencieuse.

D'une part, des terres en friche, qui paraissent cultivées, alors que le travail s'est borné à un labourage très superficiel, dont le seul résultat est de favoriser le développement des herbes sauvages ; d'autre part, jaillissant au milieu des céréales mûres, des chardons, des coquelicots, toutes sortes de plantes sauvages qui étouffent le blé. Ici, d'innombrables troupeaux qui meurent de faim sur de vastes étendues absolument dépourvues de végétation ; là, des attelages de bœufs et de chevaux mal entretenus, sales, avec des harnais pourris, travaillant avec des instruments aratoires à moitié démolis. Et partout la majeure partie de la terre cultivée reste en friche une à deux années de suite ; des cours d'eau entièrement inutilisés ou maladroïtement utilisés, comme si l'on attendait de la nature dispensatrice de vie des effets que ne peuvent procurer que des travaux intelligents et persévérants.

Tel était l'aspect de la campagne espagnole à la proclamation de la République, en 1931. Quelques chiffres sur la concentration de la propriété terrienne aux mains d'une noblesse parasitaire et dégénérée ne seront pas superflus pour éclairer la description de l'écrivain cité plus haut et pour mieux faire comprendre au lecteur la tragédie des campagnes espagnoles ainsi que les efforts déployés pour sa transformation.

La grande propriété foncière (terres de plus de 200 hectares comprend 31,29 % de toutes les surfaces cultivables, soit 7.468.029 hectares.

La propriété foncière moyenne est constituée par les propriétés de 100 à 200 hectares, ainsi que de 10 à 100 hectares. La première catégorie comprend 2.339.927 hectares (10,43 %), la deuxième 4.611.709 hectares (20,36 %).

Et la petite propriété foncière (propriétés de moins de dix hectares) atteint 8.014.715 hectares, soit 35,72 % de toutes les surfaces cultivées.

Comme ces chiffres le montrent, la grande propriété foncière occupe une superficie qui égale presque celle de la petite propriété, appartenant à des millions de paysans. La Galice seule compte plus de 2 millions de propriétés naines. Dans certaines provinces, la grande propriété occupe la majeure partie des surfaces cultivées : 50 % à Séville (13 propriétés seulement ont une surface totale de 90.000 hectares) ; à Cadix, 58 % (3 propriétés totalisant 30.646 hectares) ; à Huelva, qui n'a de cadastre que pour 72 % de la surface du sol, on note 47 % de grande propriété foncière.

Le tableau de la répartition de la propriété terrienne serait incomplet si nous omettions les noms des grands propriétaires. A cet égard, il faut tenir compte qu'on ne cite ici que les terres tombant sous le coup de l'expropriation en vertu de la réforme agraire, et que demeurent exclues de



VICENTE URIBE
Membre du Bureau politique
du C. C. du P. C. d'Espagne
Ministre de l'Agriculture

cette liste d'importantes propriétés, que cette loi n'a pas touchées. Mais il faut constater que les terres possédées par ces gens sont beaucoup plus étendues (plus du double, dans certains cas) qu'il ne ressort du tableau ci-dessous :

Duc de Medinaceli	79.146	hectares.
Duc de Peñaranda	51.015	—
Duc de Villahermosa	47.202	—
Duc d'Albe	34.455	—
Marquis de la Romana	29.096	—
Marquis de Comillas	23.719	—
Duc de Fernan Nuñez	17.732	—
Duc de Arion	17.666	—
Duc del Infantado	17.171	—
Comte de Romanones	15.132	—
Comte de Torre Arias	13.644	—
Comte de Sastago	12.629	—
Marquis de Mirabel	12.570	—
Duc de Lerma	11.879	—
Marquis de Riscal	9.310	—
Duc de Albuquerque	9.077	—
Comte de Elda	8.323	—
Duc de Tamamas	7.921	—
Marquis de Viana	7.166	—
Comte de Toreno	7.099	—
Marquis de Narros	6.736	—
Comte de Mora	6.503	—
Duc de Sotomayor	5.835	—
Duc de Plasencia	5.243	—
Comte del Real	5.142	—
Duc de Alcudia y Suera	5.040	—
Marquis de Asienzo	5.065	—
Comte de Campo Alegre	4.883	—
Marquis de Camarasa	4.787	—
Marquis de Santa Cruz	4.042	—
Comte de los Andes	3.593	—
Duc de San Fernando	3.581	—
Comte de Floridablanca	3.531	—
Duc de Monteleon de Castilblanco....	3.292	—
Marquis de Argueso	3.108	—
Marquis de Hoyos	3.051	—
Comte de Bornos	2.952	—
Duchesse de San Carlos	2.946	—

Nous pourrions continuer, en citant des noms de nobles qui possèdent des milliers et des milliers d'hectares. Mais la liste ci-dessus est suffisante pour montrer l'injustice formidable et criminelle qui consiste en ce que 38 grands seigneurs possédaient plus d'un demi-million d'hectares consacrés à la chasse, et où ils ne venaient se distraire que quelques journées par an, alors que des millions d'ouvriers agricoles ne possédaient rien ou ne possédaient que des parcelles insignifiantes.

Cette petite énumération suffit pour faire saisir l'ampleur de la question agraire en Espagne. Elle permet de comprendre de quelle nature étaient les mobiles « patriotiques » qui poussèrent le marquis de Riscal à protéger et à payer les pistoleros de la Phalange espagnole afin qu'ils assassinent les travailleurs, les mobiles qui poussèrent aussi tous les nobles et grands propriétaires fonciers à soutenir la rébellion militaire ouvrant toute grande la porte à l'invasion des fascistes étrangers, qui poussèrent l'efféminé duc d'Albe à nous calomnier l'Espagne devant l'Europe en invoquant la « défense de la civilisation », ce qui, dans la bouche de ce dégénéré, signifie l'esclavage de milliers et de milliers de paysans.

Après l'effondrement de la monarchie des Bourbons, les gouvernements républicains-socialistes n'aborderont pas le problème agraire avec la résolution et l'énergie requises. Ils réalisèrent l'augmentation des salaires à la campagne

(en 1932, le salaire moyen de la journée de travail normale passa à 5 pesetas et celui des journées de récolte à 11 pesetas); ils protégèrent par décret les fermiers contre les renvois; ils promulguèrent un décret obligeant les propriétaires fonciers à fournir du travail afin de faire cultiver les terres. De la même façon devaient être écartées les persécutions politiques opérées par les propriétaires fonciers qui laissaient des terres en friche afin de contraindre les ouvriers agricoles à se soumettre par la famine. En septembre 1932, le gouvernement promulga la loi sur la réforme agraire.

Néanmoins, l'action contre les propriétaires fonciers était tellement faible qu'au 31 décembre 1934, 12.260 paysans seulement avaient été installés dans 529 propriétés d'une superficie totale de 116.857 hectares. Les 383.052 hectares qui furent expropriés aux nobles compromis dans le complot du 10 août 1932 servirent plus tard aux droites de prétexte pour indemniser de quelques centaines de millions les anciens propriétaires, en surplus de la restitution de leurs biens.

Cette situation dans les campagnes, qui n'avait pas été radicalement transformée par la loi modérée de la réforme agraire et par son application encore plus modérée, s'aggrava à la suite de la politique dite de la « double année noire ». C'est ainsi qu'on appelle les deux sombres années, tragiques et sanglantes, durant lesquelles la réaction revenue au pouvoir abaissa les salaires jusqu'à 1,50 peseta, accrut le chômage dans des proportions inconnues jusque-là, renvoya les métayers, fit arrêter, torturer, assassiner des centaines et des milliers d'ouvriers agricoles, jusqu'au moment où, en février 1936, elle fut vaincue et chassée du pouvoir.

Depuis ce moment, les castes féodales, toute la réaction fasciste qui redoutaient de perdre leurs monstrueux privilèges préparèrent fébrilement le soulèvement militaire du 18 juillet 1936, n'hésitant pas à vendre leur pays à l'impérialisme fasciste d'Allemagne et d'Italie.

C'est seulement lorsque la guerre civile fut déchaînée qu'intervint la véritable réforme agraire. Les grandes masses asservies de la campagne se rangent aux côtés du gouvernement de Front populaire. Tout en prenant les armes pour repousser l'offensive fasciste, elles attaquent les esclavagistes dans leurs bases économiques en expropriant la terre, et l'inventaire agricole des exploitateurs pour l'utiliser d'une manière productive. Le vieux mot d'ordre du parti communiste : « La terre appartient à qui la travaille », est réalisé. Les usurpateurs de la terre qui affament le peuple travailleur sont expropriés sans indemnité. La loi agraire de 1932, qui indemnisait les brigands, était dépassée et fut rangée dans les archives de l'histoire.

Elle fut remplacée par une autre loi qui répondait mieux à l'équité politique et sociale et qui est imprégnée d'un large esprit de justice sociale. La nouvelle loi fut adoptée par les Cortès constituantes de la République. Le décret transformé en loi du ministre communiste Uribe en date du 7 octobre 1936 donne entièrement satisfaction au désir des paysans espagnols. Il est dit dans son article 1^{er} :

Est décidée l'expropriation sans indemnité en faveur de l'Etat de toutes les propriétés foncières sans distinction de grandeur et de degré d'utilisation qui appartiennent, à la date du 18 juillet 1936, à des personnes naturelles ou à leurs conjoints ou encore à des personnes juridiques ayant participé directement ou indirectement au mouvement insurrectionnel contre la République.

Et l'article IV définit clairement qui doit avoir l'usufruit des terres expropriées :

Les propriétés foncières expropriées en vertu de l'article 1^{er} seront remises selon les circonstances aux ouvriers agricoles et aux paysans des communes intéressées ou des communes limitrophes en vue de l'usage et de l'usufruit...

Par ce décret ultérieurement transformé en loi se trouve résolue la majeure partie de la question agraire en Espagne, créant les bases d'une transformation profonde des conditions de vie à la campagne.

Non comprise la Catalogne qui jouit d'un régime spécial en tant que région autonome, et à laquelle ne s'étendent pas

jusqu'ici les effets du décret du 7 octobre, 46.896 propriétés, d'une surface totale de 4.086.386 hectares, ont été expropriées et remises aux ouvriers agricoles, pendant qu'on respectait les fermages des anciens métayers.

Ces chiffres ne contiennent pas les terres expropriées dans les trois provinces d'Aragon, les circonstances particulières régnant dans cette province empêchant l'établissement des statistiques. Cependant, les terres expropriées aux rebelles atteignent là aussi des centaines de milliers d'hectares.

Plusieurs centaines de milliers d'ouvriers agricoles et de paysans travailleurs ont l'usufruit de ces terres qu'ils travaillent avec ardeur, individuellement ou collectivement, selon leur propre désir.

Les anciens fermiers, demi-fermiers et colons bénéficient également des avantages de cette profonde transformation opérée par le gouvernement de Front populaire à la campagne. Sur les terres qu'ils travaillaient auparavant, contre paiement de fermages énormes, ils se voient aujourd'hui affranchis de toute obligation à l'égard des anciens seigneurs et propriétaires, ainsi que de toutes les chicanes des caciques. Le ministre de l'Agriculture, en leur remettant la terre en usufruit, les a libérés des fermages écrasants.

Cependant, le gouvernement de Front populaire ne s'arrête pas là et étend les avantages à tous les fermiers. Sont exonérés du paiement de la rente non seulement les fermiers travaillant les terres des rebelles, mais aussi ceux qui travaillent les terres de personnes qui ne se sont pas signalées comme rebelles. Par décret du 10 août 1937 se trouve proclamé un moratoire allant jusqu'au 30 septembre 1938 pour le paiement des fermages échus depuis le 18 juillet 1936.

Ces mesures font sentir, bien que sous une forme encore provisoire, la réalisation du principe que « la terre appartient à qui la travaille » et que personne n'a le droit de vivre de la peine d'autrui.

Dans l'Espagne républicaine, dans l'Espagne du Front populaire, il n'y a plus de grands propriétaires fonciers nobles, ni de caciques pour exploiter et asservir les travailleurs de la campagne. Il n'y a plus de terres en friche ou réservées à la chasse, il n'y a plus de travailleurs affamés, exposant leur misère sur les grand'places de village dans l'espoir que l'administrateur du propriétaire foncier voudra bien louer leur main-d'œuvre. Aujourd'hui, des milliers de paysans travaillent avec la plus grande ardeur dans des exploitations collectives ou en tant que paysans individuels, afin de tirer de la terre les produits dont ont besoin l'Armée populaire et l'arrière.

Malgré cette modification radicale dans le régime de la propriété terrienne, le problème de la campagne réclame une attention plus grande encore. Le décret du 7 octobre est la pierre de touche de la transformation qui s'opère. Mais les paysans ont besoin de plus d'aide encore. C'est pourquoi le gouvernement du Front populaire a décrété de nouvelles mesures complémentaires, afin d'aider les paysans à améliorer leurs conditions de vie et à élever leur niveau culturel, ce qui doit entraîner nécessairement une augmentation et une amélioration considérable de la production agricole.

Dans cet esprit ont été fournis des crédits, des semences, des engrais et des machines agricoles ; on a introduit la suralimentation durant les journées de récolte de l'été passé. Le ministère a dépensé des sommes importantes pour l'achat de produits, libérant les paysans de la spéculation qui commençait à sévir parmi eux en raison de circonstances extraordinaires. Des mesures ont été prises pour adapter l'agriculture aux conditions de la guerre et l'on a élaboré un plan d'enseignement pour mettre fin à l'ignorance des paysans.

Tout cela est réalisé avec succès, comme nous le verrons tout à l'heure. Le mérite de cette œuvre apparaît plus grand encore lorsqu'on tient compte de la foule de difficultés de toutes sortes qui résultent de la guerre que l'Espagne doit mener contre le fascisme et de la confusion qu'entraîne le déroulement de la révolution.

Malgré les énormes dépenses improductives causées par la guerre que nous subissons, le gouvernement a consacré plus de 200 millions de pesetas à l'aide aux paysans. Nous donnons ci-dessous les sommes et les destinations détaillées de ces dépenses.

*Crédits fournis par l'Institut de la réforme agraire
du 18 juillet 1936 au 31 décembre 1937*

Objet	Sommes (en pesetas)
Crédits pour le soutien des paysans.....	45.330.876 33
Machines et instruments agricoles.....	1.086.522 51
Crédits pour les semences et les engrais.....	6.913.490 90
Crédits pour l'achat de produits et bétail....	29.356.831 50
Crédits pour les machines agricoles.....	4.493.888 85
Avances sur les salaires et les dépenses de récolte	26.574.064 66
Dépenses pour l'enseignement	653.920 61
Total.....	114.409.595 16

*Prêts de l'Institut de crédit agricole aux organisations
et aux paysans individuels*

Aux paysans cultivant le riz.....	8.750.000 »
Aux coopératives viticoles	1.168.595 »
Aux associations agricoles	17.749.654 »
Aux coopératives agricoles	6.969.507 »
Aux paysans individuels	3.437.410 »
Total.....	38.075.166 »

Divers départements du ministère de l'Agriculture ont fourni 255.730 tonnes d'engrais de toutes sortes, d'une valeur de plusieurs millions de pesetas, ce qui représente un effort considérable, compte tenu des difficultés d'approvisionnement, les matières premières ayant dû être importées de l'étranger. Les paysans ont acquis ces engrais aux prix d'avant-guerre.

La section centrale des semences, subordonnée au ministère de l'Agriculture, a fourni 14.623.090,75 kilos de semences (pommes de terre, céréales, haricots, sojas, pois, etc.) d'une valeur totale de 18.465.842,10 pesetas, sans compter ce qui fut fourni au début par d'autres départements ministériels. Une grande partie de ces semences dut être également importée de l'étranger.

A côté des sommes destinées à diverses catégories de travailleurs de la campagne, le sous-secrétariat de l'Agriculture a investi plusieurs dizaines de millions pour l'achat de céréales, de riz, de vin et d'autres produits. Rien que dans les provinces de Valence, de Castille, d'Alicante et de Murcie, il a été acheté aux paysans pour 8.794.155 pesetas de produits (en dehors du blé et du riz). Et si l'achat de certains de ces produits était justifié par les besoins de la guerre (c'est notamment le cas du blé et du riz), l'achat du vin à Ciudad-Real, des amandes à Alicante et à Almería, a été effectué à seule fin de faciliter aux paysans l'écoulement de ces produits. Quoi qu'il en soit, il est hors de doute que les paysans en ont tiré bénéfice, que la vente de leurs produits a été assurée et qu'ils ont été protégés contre les menées des spéculateurs.

Toute cette aide réelle et efficace, qui n'est pas purement verbale comme dans la démagogie fasciste, a complètement transformé l'existence des travailleurs à la campagne. L'aide du gouvernement de Front populaire aux paysans ne se manifeste pas seulement en crédits, semences, engrais, achats de produits, etc. Il y a d'autres mesures très intéressantes qui annoncent déjà ce que sera dans peu de temps l'agriculture espagnole.

Une d'entre elles, qui constitue une magnifique conquête en raison des énormes difficultés qu'il a fallu surmonter et du succès avec lequel elle a été réalisée, montre clairement avec quelle sollicitude et quel enthousiasme le gouvernement de la République s'attache à satisfaire les besoins des paysans et à les aider pratiquement. Je veux parler de l'aide fournie l'an dernier pour les récoltes.

Les surfaces emblavées avaient été supérieures de 41.657 hectares à l'année précédente et une magnifique récolte était à prévoir. Il manquait de main-d'œuvre pour la moisson, il manquait de machines, il manquait de pièces détachées pour faire fonctionner celles qu'on avait pu fournir. Le ministère

de l'Agriculture ne se laissa pas décourager par ces circonstances défavorables. Il promulgua un décret au terme duquel il prenait sous sa protection les exploitations collectives et prescrivait à l'Institut pour la réforme agraire de fournir les machines indispensables à la récolte. Il était également prescrit à l'Institut de se procurer auprès du ministère les denrées alimentaires nécessaires pour fournir une suralimentation aux ouvriers agricoles qui devraient assumer un travail formidable pour la moisson.

Les paysans avaient refusé de déclarer les machines agricoles qu'ils possédaient, redoutant qu'on les leur saisisse. C'est pourquoi l'on n'avait pas prévu tout le nécessaire pour les maintenir en état de marche ; on ne savait pas non plus combien de machines et quelles machines existaient. Il n'y avait pas de cordes pour les gerbeuses ; il manquait de mécaniciens, de pièces détachées, d'essence et d'huile. Les paysans ne formulèrent leurs demandes qu'au dernier moment, comme si l'on pouvait se procurer tout cela sur un coup de baguette magique. Or, il fallait faire quelque chose pour sauver la récolte. Des ingénieurs furent envoyés dans les villages pour organiser des stations de machines, des mécaniciens furent recrutés ; on organisa des dépôts d'essence et d'huile, on mit en route quatre fabriques pour la fabrication de cordes, on se procura des pièces détachées, on concentra des moyens de transport et des denrées alimentaires. Et tous ces efforts furent couronnés de succès. Le tableau ci-dessous indique ce qui a été mis à la disposition des paysans :

Cordes	14.120 balles
Essence et huile.....	883.679 kilos
Moissonneuses	42
Moissonneuses-licuses	46
Tarares	90
Extincteurs	50
Faucilles	6.000
Moteurs	99
Faneuses	2
Tracteurs	3
Batteuses	37
Charrues	45
Semeuses	15

Le tableau ci-dessus paraîtra des plus modestes ; mais si l'on tient compte qu'il n'y avait rien et que les paysans n'exprimèrent leurs besoins qu'à partir du moment où ils virent que les machines ne pouvaient fonctionner sans mécaniciens, sans pièces détachées, sans essence et sans cordes, on comprendra le succès obtenu en faisant fonctionner toutes ces machines.

En ce qui concerne les denrées destinées à la suralimentation, le problème n'apparaissait pas moins difficile. On délivra cependant 11.357.207 kilos de chocolat, de sucre, de café, de morue, de pois chiches, de haricots, de pommes de terre, de riz, etc., 1.773 caisses de conserves de viande, 251 caisses de lait condensé, 24 caisses de jus de viande, 29 caisses de biscuits et 14.127 boîtes de sardines.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne, un ministre se soucie de la santé des travailleurs de la campagne, et cela précisément dans des conditions où il était presque impossible de se procurer les denrées nécessaires.

A ce soutien d'envergure, les paysans répondirent en engrangeant toutes leurs récoltes. C'est aussi pour la première fois en Espagne que fut établie la collaboration la plus étroite et la plus complète entre les masses paysannes et le ministère de l'Agriculture.

En raison de l'ignorance où furent toujours plongés les paysans espagnols, il est évident que rien n'aurait été obtenu si toutes ces conquêtes ne s'étaient pas accompagnées de mesures destinées à vaincre l'alphabétisme. Mais ici

on se heurte aux plus grandes difficultés, en raison du manque de personnel enseignant. Malgré tout, on s'oriente énergiquement vers la création de fermes d'enseignement, et toutes les possibilités sont mises à profit pour former des cadres qui seront spécialisés dans les différentes branches de l'agriculture.

Depuis le 12 mai 1937, la ferme-école du Levant est ouverte. Elle a commencé un enseignement de 5 mois avec 3 élèves. Les cours ont porté sur l'arithmétique, la géométrie et l'arpentage, la technologie des constructions rurales, l'irrigation et l'amélioration du sol, la botanique, le montage et la manipulation des machines agricoles, l'industrie agricole et forestière, les calamités agricoles et les moyens de les combattre, l'élevage et l'entretien du bétail, l'administration, la comptabilité et, enfin, les coopératives agricoles.

Le deuxième cours a commencé en octobre avec 27 élèves ; il prendra fin en septembre prochain.

Du 14 novembre au 23 décembre a été organisé également un cours de 15 élèves sur les moteurs. Un autre cours du même ordre, avec 4 élèves, a eu lieu du 17 janvier à fin février.

Le 15 février s'est ouverte la ferme-école d'Albacète, à laquelle participeront des élèves de cette province, ainsi que des provinces de Ciudad-Real et de Cuenca. Les préparatifs sont déjà très avancés pour l'ouverture d'une école pareille à Orihuela, où l'enseignement sera donné à des paysans des provinces d'Alicante et de Murcie.

Cinq séries de 18 conférences ont été organisées à l'intention des professeurs d'agriculture ; on a de même organisé des tournées d'enseignement dans les provinces de Valence, de Castille, d'Alicante, de Murcie et d'Albacète avec 25 élèves dans chaque province.

En juin et en juillet 1937, deux cours de faible durée ont été ouverts dans la province de Castille sur la culture du pommier et de la pomme de terre. Dans divers villages de la province d'Alicante, des cours ont été donnés en août 1937, sur la désinfection des champs et la conservation du blé. Dans les régions vinicoles de la province d'Albacète ont été faites des conférences sur l'introduction de plants américains et, en octobre, sur le travail du vin.

En novembre, on a organisé un cours de trente heures sur l'élevage du lapin et diverses tournées dans les localités de la Chambre d'Agriculture de la province de Valence. 39 élèves et de nombreux auditeurs ont assisté à ces cours. En décembre, il y a eu des cours de faible durée sur l'élevage du lapin à Jativa, Liria et Candia.

Une campagne éducative sur la fabrication de l'huile a été menée à Chiva, Requena, Aladaïda, Onteniente, Jativa et Enguera. A Murcie a été ouvert un cours de faible durée sur l'agriculture générale, et le 15 janvier a commencé un autre cours dans la station vinicole de Requena. Plusieurs tracts de vulgarisation ont été édités et d'autres sont en préparation.

En raison du manque de professeurs et des difficultés de toute sorte, l'enseignement pratique donné est quelque chose d'efficace et doit être hautement apprécié, ayant été réalisé dans les dures conditions de la guerre.

C'est contre les timides réformes agraires des premiers gouvernements de la République et pour empêcher les modestes progrès sociaux, que les militaires et tous les réactionnaires d'Espagne se sont levés et, pour maintenir leurs haïssables privilèges, ont vendu l'Espagne au fascisme étranger.

La transformation entreprise à la campagne est un heureux prélude à un magnifique avenir. Le gouvernement de la République peut d'ores et déjà présenter au monde civilisé un bilan positif.

Terreur et famine à l'arrière du fascisme

par JUAN JOSE MANSO

Les castes semi-féodales, l'Église, l'armée, les grands capitalistes ont non seulement rétabli, mais encore accru leurs privilèges séculaires. Cette partie de l'Espagne est revenue aux journées les plus noires de l'Inquisition et du despotisme. L'Etat que veut créer Franco est tracé sur le modèle du fascisme en Allemagne et en Italie, fondé sur la terreur la plus épouvantable. (JOSÉ DIAZ, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne.)

DÈS le début, le soulèvement fasciste se caractérisa par une terreur effrénée qui ne s'arrêtait devant rien dès que des hommes, des femmes, des vieillards et des enfants de toutes les classes sociales de notre cher pays tombaient sous sa domination.

S'il se trouvait des gens de bonne foi pour croire que cette situation résulte simplement de la désorganisation et du contrôle insuffisant des grands chefs de la trahison et des vils laquais du fascisme italo-allemand, nous citerions pour eux les déclarations faites par l'assassin Franco aux premières journées de la rébellion :

Il est nécessaire que, pour de nombreuses générations, il ne soit plus question en Espagne de socialisme ou de communisme et même de démocratie.

A un envoyé spécial du *News Chronicle*, il disait au dixième jour du soulèvement qu'il était résolu « à provoquer un conflit international si son plan menaçait d'échouer », et qu'il « n'hésiterait pas à faire fusiller la moitié du peuple espagnol pour atteindre son but ».

A côté de ces déclarations écrites qu'on ne peut mettre en doute, nous citerons les paroles prononcées à Radio-Séville par le sanglant bouffon Queipo de Llano, bourreau des antifascistes d'Andalousie :

80 % des familles d'Andalousie sont en deuil. Sur le chemin de la victoire décisive, nous ne reculons devant rien. Nous continuerons notre œuvre aussi longtemps qu'il restera en vie un seul marxiste.

La tragique confirmation de ces déclarations nous est donnée par les chiffres suivants, d'ailleurs très incomplets :

Rien qu'à Séville, on comptait 35.000 assassinats depuis le début jusqu'à septembre 1937 ; ce chiffre épouvantable s'accroît lorsqu'on y ajoute les 60.000 assassinats perpétrés dans les villages de la province de Séville, soit un total de près de 100.000 meurtres pour cette seule province. En mai 1937, le nombre des assassinats commis dans la province de Galice dépassait 30.000 ; à la même époque, ce nombre était de 30.000 pour la ville et la province de Huelva. A Saragosse, il y avait eu 25.000 assassinats jusqu'en septembre 1937 ; 23.000 jusqu'en mai 1937 dans la ville et la province de Grenade ; 20.000 à Badajoz jusqu'en septembre 1937 ; 20.000 jusqu'en août 1937 dans la ville et la province de Navarre ; 18.000 à Malaga jusqu'en septembre 1937 ; d'après les dernières informations, 14.000 assassinats ont été vérifiés dans la province des Asturies. A Zamora, le nombre des assassinats dépasse « à peine » 6.000, la réaction ayant toujours été très prépondérante dans cette province. Dans la partie de la province de Tolède qui se trouve aux mains des fascistes, le nombre des assassinats constatés dépasse 6.000 ; le même chiffre se retrouve à Teruel, à Saint-Sébastien et à Majorque.

Dans la nuit du 18 janvier 1937, Queipo de Llano lui-même, parlant à la radio de Séville, confirmait dans un moment de « sincérité » : « Il y a 8.000 veuves de « rouges » fusillés à Séville et 6.000 à Cadix. »

14.000 orphelins rien que dans deux provinces de l'Espagne fasciste !

Tel est le tableau de la barbarie et de l'abjection dans une partie seulement de l'arrière fasciste !

Les misérables et infâmes laquais de Hitler et de Mus-

solini peuvent être « fiers » des compliments de leurs commanditaires !

Cette vague de terreur a frappé et frappe non seulement les travailleurs et antifascistes qui militaient dans les partis et organisations du Front populaire ou qui sympathisaient avec eux, mais aussi les libéraux et démocrates modérés, y compris des hommes comme le commandant aviateur José Bahamonde, chef de l'aérodrome de Tétouan et cousin de Franco, coupable de loyalisme à l'égard de la République. Cet homme, qui se borna à rester fidèle au serment prêté au régime républicain, fut fusillé dans les fossés du château d'El Hacho, à Ceuta ; et quand l'officier qui commandait le peloton d'exécution lui demanda s'il avait un dernier désir à formuler, le condamné répondit :

Je désire seulement que l'on constate ce qui suit : Il est des mères qui s'aperçoivent tragiquement qu'un monstre au lieu d'un homme est sorti de leur sein. Une de ces mères malheureuses est celle de Franco.

La cruauté du « sauveur » de l'Espagne ressort d'une manière frappante de ce fait. La terreur appliquée par les bandes de canailles fascistes est d'une telle barbarie et d'une telle envergure que nous citerons quelques cas seulement sur les milliers et les milliers enregistrés durant cette brève et sombre période dans la partie de l'Espagne qui gémit sous le joug de Franco et des envahisseurs étrangers.

L'écrivain américain Lawrence A. Ferneworth, correspondant du *Times*, écrit dans son reportage sur la répression sauvage de Badajoz :

Quand il ne fut plus possible de massacrer les gens dans la rue, on conduisit les victimes aux arènes ; on les contraignit à sortir par les portes réservées aux taureaux et on les abattit à coups de mitrailleuses dès leur débouché dans l'arène. Ce chiffre de 800 victimes, ajoute expressément le correspondant du *Times*, est l'évaluation la plus prudente que j'ai pu opérer concernant cet effroyable carnage.

A la fin du mois d'août 1937, un phalangiste, dirigeant d'un groupe de pistoleros, surnommé Recortao (« Chiffon »), fut trouvé mort dans la rue Ruisenor, dans le faubourg ouvrier de Triana à Séville. A peine cette nouvelle était-elle connue que trois cents phalangistes et soixante-dix gardes civils barrèrent les accès de cette rue et obligèrent tous les hommes habitant du côté pair à descendre dans la rue, où on les fusilla au pied de leurs maisons. Environ quatre cents malheureux furent assassinés sous les cris de terreur et les pleurs de leur famille.

Dans un petit village de la province de Huesca, à Cerro de Andecabo, toute la population, à l'exception de deux familles de droite, fut assassinée et l'on dressa, à l'entrée de ce village, une croix portant d'inscription suivante : « Il y avait ici un village rouge qui n'existe plus grâce à la phalange. » Comme dernier exemple des massacres en masses, nous citerons celui de Talavera del Taja, accompli par les troupes maures à leur entrée dans cette localité. L'hôpital était plein de blessés et de malades. Comme les événements s'étaient précipités, on n'avait pas pu opérer les évacuations. Soudain, une foule d'hommes aux traits sauvages, couverts de poussière et de sueur, firent irruption dans les salles de l'hôpital en brandissant baïonnettes et couteaux et tombèrent en hurlant sur les blessés et les malades. Les malheureux poussaient des clameurs désespérées en voyant sur eux les étincelles fatales de l'acier. Certains bondissaient hors de leur lit, rampaient et tentaient de fuir. D'autres se traînaient sur leurs membres mutilés dans le vain espoir d'atteindre les portes. Les monstres poursuivaient sauvagement ces malheureux sans défense et plongeaient leurs armes meurtrières dans les corps blessés. Et le silence se fit dans les salles de l'hôpital de Talavera del Tajo ! La « civilisation » fasciste avait passé par là !

L'histoire douloureuse de l'héroïque et noble peuple d'Espagne est remplie de cette barbarie et de cette cruauté à tel point que, pour trouver quelque chose de pareil ou d'appro-

chant, il faut remonter à des centaines et des centaines d'années dans l'histoire de la civilisation européenne.

Voici encore quelques exemples de la façon dont les hyènes du fascisme traitent leurs pauvres victimes.

A Garciaz, province de Caceres, petit village de 600 habitants dans la province de Caceres, qui fut toujours très à gauche, les bandes criminelles, après avoir assassiné en quelques jours 211 personnes — plus du tiers des habitants — s'emparèrent, le 15 août 1936, des quatre hommes les plus marquants des groupes de gauche — Florencio Sanchez, Pedro Mozas, Juan Carrasco et Francisco Morales —, leur lièrent bras et jambes, les jetèrent à terre, les arrosèrent d'essence et les brûlèrent sur la grand-place du village. Pour couvrir les cris de douleur de ces martyrs qui se tordaient dans l'agonie, une bande de trompettes faisait retentir l'air de sons stridents.

Le jeune Francisco Sanchez, du petit village de San Roque, dans la province de Cadix, fut condamné par un tribunal de phalangistes à mourir « deux fois ». La première fois, il fut attaché les bras étendus à deux piliers de bois en forme de croix et l'on choisit six Marocains parmi les meilleurs tireurs. A la première salve, les balles déchiquetèrent les mains et les pieds de ce malheureux. Cet « exploit » fut acclamé par les spectateurs sadiques de cette scène hideuse; puis, comme prévu, le martyr, vaincu par la douleur et l'effroi, s'évanouit. Il était mort pour la « première fois ». On lui fit reprendre connaissance et on l'acheva ensuite d'une deuxième salve à la poitrine et à la tête. La sentence avait été exécutée « dans tous ses détails »!

Le pêcheur Carlos Romayal, de La Tunara (faubourg de pêcheurs de La Linea), fut arrêté par les envahisseurs maures. Une fois qu'ils l'eurent ligoté, ils lui brisèrent les bras à coups de crosses, lui tirèrent plusieurs coups de feu dans les jambes et l'obligèrent à assister au viol de sa femme par huit Marocains.

La malheureuse Isabel Laguna, d'avord violée, fut tuée ensuite à coups de baïonnette. A son mari, on ouvrit le ventre à coups de poignard. Le cadavre pendit pendant trois jours à un arbre devant sa pauvre cabane!

Cette vague de terreur sadique qui submerge les villes et les villages de la partie fasciste de l'Espagne ne s'est pas arrêtée. Répétons-le, elle ne fut pas le phénomène des premiers moments, car elle exerce encore ses ravages tragiques. A Bilbao, en l'espace de cinq jours, du 12 au 17 décembre 1937, 147 personnes, dont les noms ont été publiés dans le quotidien local *Hierro*, ont été exécutées à l'aide du « garrot ».

Dans les héroïques Asturies, des milliers et des milliers d'antifascistes sont actuellement massacrés sans aucune espèce de jugement pour avoir commis le « crime » inouï d'avoir défendu leur pays par les armes contre les envahisseurs étrangers.

Dans son rapport à la session plénière du Comité central du Parti communiste d'Espagne, tenue en novembre 1937, José Diaz, secrétaire du parti et chef aimé des masses laborieuses et antifascistes de notre pays, décrivait comme suit la situation de la partie de l'Espagne actuellement aux mains des rebelles :

Nul ne peut exprimer ses idées par la parole ou l'écrit s'il ne proteste de sa soumission inconditionnée à la terreur et aux despotes. La justice est l'affaire de la garde civile et des bandits de la phalange.

Cette situation de terreur s'accompagne de l'exploitation la plus inhumaine, de la famine et de la misère la plus effroyable.

La Junta de Burgos qui s'appuie sur l'Eglise et l'armée est au service des grands capitalistes et des grands propriétaires fonciers. Une de ses premières dispositions a consisté en l'abrogation des lois favorables aux ouvriers et aux paysans. Elle a rayé les lois sur les possesseurs d'attelage de bœufs, les lois qui défendaient les droits des fermiers et des colons, celles qui réglaient la durée de travail à la campagne et qui protégeaient les ouvriers agricoles et leurs organisations. On est revenu aux journées de travail qui vont du lever au coucher du soleil ainsi qu'aux salaires de famine. (José Diaz, à la session plénière du C. C. du P. C. d'Espagne, en novembre 1937.)

Les conquêtes des travailleurs et les faibles progrès sociaux réalisés dans les premières années de la République ont été complètement supprimés.

Pour illustrer ces affirmations, nous citerons quelques exemples pris au hasard. Dans la province de Grenade, la journée de travail est de 12 heures : 8 pour les usines et les grands propriétaires fonciers et 4 « en faveur de la glorieuse armée nationaliste ». Il faut ajouter qu'il n'y a pas de salaire ou traitement supérieur à 250 pesetas par mois, dont il faut déduire : deux journées de travail obligatoire gratuit; un impôt pour le « plat unique » chaque semaine; des versements « volontaires » et des collectes (ceux qui ne versent pas sont menacés de la prison, d'amendes, de brutalités et enfin de l'habituelle « disparition »).

Dans la province de Cadix, la situation des ouvriers est angoissante. 20 % seulement travaillent. Le salaire atteint en moyenne 4 pesetas et les ouvriers doivent travailler 16 heures par jour et fournir une journée de travail obligatoire pour les « frais de guerre ».

Les employés privés et les fonctionnaires, dont les traitements ne dépassent pas 5.000 pesetas par an, se voient prélever chaque mois deux jours de traitement au titre du travail obligatoire; ils doivent, en outre, fournir tous les dix jours une autre journée de traitement pour le « plat unique », plus les versements « volontaires » pour la phalange, les requetes, les pelayos, les margaritas et autres organisations des rebelles.

Dans les mines de Bilbao, le système d'exploitation est effroyable. L'extraction du minerai est accomplie par des ouvriers concentrés dans des camps de travail et habitant de misérables baraques de bois. Le « salaire » consiste en une infâme pâture. Des cortèges sans fin de femmes et d'enfants affamés, ainsi que d'ouvriers et employés en chômage et de petits bourgeois ruinés, se pressent aux portes des casernes et des soupes populaires, à la recherche d'une miette de pain. Des milliers et des milliers d'hommes, de vieillards, de femmes et d'enfants n'ont pas d'autre lit que les bancs des parcs publics dans les villes et villages de la partie fasciste de l'Espagne.

Le peuple proteste en dépit de la terreur, du mouchardage et de la répression raffinée dirigée en général par la Gestapo allemande et l'Ovra italienne. On boycotte la production en général et la production de guerre en particulier (explosion d'une des annexes de la poudrerie d'El Fargue (province de Grenade), bombes d'avions et obus qui n'explorent pas, etc.). On ne va pas au cinéma lorsqu'on y projette un film fasciste, et lorsqu'on y va, on proteste de plus en plus violemment. Les rues et les maisons se couvrent d'inscriptions antifascistes. La population ne participe pas aux « collectes patriotiques »; elle aide autant qu'elle peut les veuves et les orphelins des antifascistes assassinés. En certains endroits, les ouvriers s'organisent tout en sachant qu'ils risquent leur vie.

L'invasion étrangère accentue la haine traditionnelle des Espagnols contre les bandits étrangers, non seulement chez les travailleurs, mais aussi chez ceux qui ont cru à la « pureté » des généraux félons et qui commencent aujourd'hui à saluer les victoires de l'armée populaire républicaine.

C'est une lutte encore sourde, mais continue, contre laquelle le fascisme se sent impuissant et qui s'accroît de jour en jour, bien que la presse et la radio fascistes menacent sans interruption et que les gouvernements et autorités militaires publient sans cesse des mises en garde contre les « murmureurs », les « indiscrets » et les « réfractaires aux souscriptions nationales ». Ils ne peuvent étouffer l'indignation croissante du peuple.

Ce mécontentement revêt parfois des formes violentes et ouvertes. Des mutineries dans l'armée et des complots auxquels ont participé des civils ont eu lieu à Tétouan, à Valladolid, à Séville, à Malaga, à Saragosse et dans des centaines d'autres endroits. Le nombre de plus en plus grand d'appels et de tracts signés par les « vieux » phalangistes et par les requetes navarraises contre l'invasion étrangère et les généraux félons sont autant d'indices illustrant le même processus de décomposition de l'arrière.

Le sol que foulent les franquistes et les envahisseurs italo-allemands devient de plus en plus ardent sous leurs pas.

Le trotskisme en Espagne, agent déclaré du fascisme international

par FRANCISCO ANTON

VINGT mois de guerre ont suffi pour enseigner au monde que le peuple antifasciste espagnol combat avec une ardeur totale, avec un enthousiasme suprême, sans que des revers partiels exercent une influence déprimante sur son moral, se préparant chaque fois avec un courage plus grand aux combats à venir, fermement résolu à ne déposer les armes que lorsqu'il aura définitivement écrasé le fascisme et expulsé les envahisseurs de tout le territoire de l'Espagne.

Vingt mois de guerre ont également démontré que le peuple antifasciste espagnol reste indissolublement uni sous le drapeau du Front populaire, conduit dans sa lutte par un gouvernement issu de ce Front populaire. Cette union et cette direction garantissent, en les augmentant constamment, l'enthousiasme des combattants et l'efficacité des armes républicaines. Aussi, la lutte sur les champs de bataille, qui risque de se prolonger longtemps encore, est-elle fort coûteuse pour le fascisme, sans compter que, de plus, nous en sommes certains, elle est condamnée à rester infructueuse.

On peut être convaincu que les soldats républicains sauront opposer une résistance de fer à la nouvelle offensive ennemie, résistance contre laquelle se briseront les assauts désespérés des armées fascistes et qui, comme à Guadalajara, sera le prélude à la destruction définitive des divisions des envahisseurs.

Ce sont là des risques que le fascisme et la réaction mondiale préféreraient beaucoup ne pas courir.

Ils veulent gagner la guerre, certes. Et le plus rapidement possible. Mais comme ils savent bien que, sur les champs de bataille, les soldats républicains leur opposent, et continueront à leur opposer, une résistance inébranlable, ils ont recours à d'autres armes : d'une part, ils utilisent les faiblesses des démocraties européennes, et, d'autre part, ils ont recours à l'espionnage, à la trahison, aux crimes, que ne cessent de réaliser leurs agents trotskistes et les provocateurs de toute espèce envoyés en territoire républicain.

Staline avait mille fois raison lorsqu'il disait :

Le trotskisme actuel n'est pas un courant politique au sein de la classe ouvrière, mais une bande, sans principes et sans idées, de saboteurs, de diversants, d'agents informateurs, d'espions et d'assassins, une bande d'ennemis jurés de la classe ouvrière, agissant à la solde des services secrets d'Etats étrangers.

Il y en a qui croient que les paroles de Staline se rapportaient uniquement à l'Union soviétique, parce qu'aux procès de Moscou il a été révélé en toute évidence que Trotski et ses complices étaient au service du fascisme allemand et de l'impérialisme japonais, qu'ils préparaient le terrain à l'intervention armée et au démembrement du grand pays du socialisme victorieux.

Ceux qui pensent ainsi se trompent dangereusement. La caractéristique même du trotskisme et des trotskistes, c'est qu'ils sont prêts à vendre leur pays aux incendiaires et aux criminels fascistes : c'est là le but essentiel de la vie de ces canailles, c'est l'infâme objectif auquel ils vouent leur activité quotidienne.

En Espagne aussi, à l'heure où tout le peuple, les socialistes, les anarchistes, les communistes, les républicains, ceux qui n'appartiennent à aucun parti mais aspirent à un avenir de justice et de liberté, luttent avec acharnement, en dépit des plus grandes difficultés, versant à flots leur sang généreux pour sauver l'intégrité, la liberté et l'indépendance de l'Espagne, les trotskistes, au service de Franco, de Hitler et de Mussolini, travaillent, en territoire républicain, à la défaite de la République et cherchent à livrer le peuple espagnol, pieds et poings liés, au fascisme oppresseur.

Une longue liste de faits récents, en Espagne, est venue prouver que les trotskistes travaillent depuis longtemps dans le sens de cette abjecte et criminelle activité et montre comme quoi, à mesure que les difficultés s'accroissent et qu'approchent les combats décisifs, ils passent toujours plus ouvertement au service de l'ennemi, dont ils répandent les

consignes, semant le défaitisme, la méfiance et la désunion dans les masses et se livrant à un intense travail d'espionnage, de provocation, de sabotage et de crime organisé.

De cette interminable série de faits, il convient de soumettre à la considération des travailleurs et des antifascistes de tous les pays quelques exemples particulièrement éloquents, qui constituent des preuves irréfutables. Le plus significatif, comme aussi le plus convaincant de ces exemples, c'est le « putsch » de mai 1937 à Barcelone.

Pour mener avec succès leur offensive sur le front du Nord, les fascistes avaient besoin de rompre le bloc des forces antifascistes et de provoquer un affaiblissement de l'arrière républicain.

La presse et les meetings, la propagande « ultra-révolutionnaire » ne suffisaient plus. Il fallait passer aux actes. Il fallait provoquer un soulèvement à l'arrière, inciter les soldats à abandonner les fronts et créer le désordre en Espagne républicaine. Le fascisme avait besoin d'une semblable situation pour justifier un débarquement massif de troupes en Catalogne et sur la côte orientale de l'Espagne et porter ainsi un dur coup au peuple espagnol.

Ce soulèvement éclata le 3 mai à Barcelone. Le gouvernement et le peuple espagnol sont en possession de preuves qui établissent que les instigateurs et les dirigeants du soulèvement étaient les trotskistes du P.O.U.M., exécuteurs des ordres des interventionnistes et de Franco.

Depuis plusieurs jours, on préparait l'ambiance et on s'employait à créer les conditions nécessaires.

En même temps, le P. O. U. M. se prépare activement à attaquer par derrière l'armée républicaine et le peuple espagnol. La *Batalla* devient l'organe du soulèvement. Elle attaque plus violemment que jamais le Front populaire, le gouvernement, le parti communiste, le P. S. U. C. et l'Union soviétique. Les provocateurs poumistes déploient leur activité dans les casernes et sur les fronts.

Le P. O. U. M. lève ouvertement le drapeau du soulèvement armé contre le gouvernement de Front populaire. On peut lire, dans le manifeste que publie la *Batalla* le 1^{er} mai :

Le Premier Mai de cette année, l'ambition du prolétariat espagnol doit être beaucoup plus vaste : le pouvoir.

Les événements se précipitent. Le fascisme, sans doute, presse les trotskistes de passer à l'action.

Mais il y a d'autres preuves de la participation active du P. O. U. M. aux criminels événements de mai en Catalogne. La *Batalla* du 1^{er} mai contenait cet avertissement de dernière heure :

Tous les militants de notre parti appartenant à l'Ecole populaire de guerre, qui ont été dépêchés dans diverses localités de Catalogne ou sur les fronts, sont instamment priés de se présenter le plus rapidement possible, pour une affaire urgente, au Comité exécutif militaire, Rambla de los Estudios, 10, bureau du Comité exécutif.

Ainsi, le Comité exécutif militaire du P. O. U. M. mobilise ses hommes. Mais comment porter la provocation jusque sur le front même ?

Comment étouffer le véritable enthousiasme révolutionnaire, démoraliser l'armée et désorganiser les fronts ?

La *Batalla*, le 1^{er} mai toujours, écrit :

Il y a des tanks, il y a des avions, des fusils et de l'argent en quantité suffisante. Mais on ne veut pas les donner à la Catalogne, on ne veut pas les donner au prolétariat révolutionnaire parce qu'il est révolutionnaire, parce que nous unissons la guerre sur le front aux transformations révolutionnaires à l'arrière, parce que nous ne nous considérons pas comme de simples soldats d'une armée incolore, inodore et insipide, mais comme des combattants du front militaire de la révolution.

Et comment pousser les soldats à abandonner le front, à se livrer aux pires excès ?

Nous ne pouvons tolérer plus longtemps que les miliciens du front d'Aragon se fassent estropier et n'aient pas assez à manger pendant qu'à l'arrière on vit dans une débauche abrutissante. Si Valence ne nous donne pas de l'argent pour nous nourrir, si nous ne pouvons pas donner des vêtements et de quoi manger à ceux du front, nous sommes prêts à arracher aux bourgeois leurs habits en pleine rue et à piller.

C'est dans cette atmosphère de provocations qu'éclate le soulèvement. Dès le début, les trotskistes attisent tant qu'ils peuvent l'incendie.

Il existe des preuves à ce sujet, fournies par les fascistes de l'intérieur et de l'extérieur eux-mêmes.

La presse réactionnaire et fasciste du monde entier parlait alors du « chaos » catalan, de la rébellion du peuple contre la « dictature soviétique », de l'« écroulement » du gouvernement de Valence, de l'« indépendance de la Catalogne ».

En même temps, les postes de radio factieux de Salamanque et de Saragosse répétaient jour et nuit, sans arrêt, des mots d'ordre de ce genre, identiques à ceux du P. O. U. M. :

« Restez l'arme à la main. » « N'abandonnez pas la lutte. » « Unissez-vous à vos frères du front. » « Etablissez votre propre gouvernement. »

De plus, on sait que l'ennemi, ces jours-là, suspendit ses opérations sur le front d'Aragon et qu'il tenait des avions prêts pour les envoyer à l'aide des putschistes.

Le Comité de Londres, d'accord avec les puissances fascistes, était prêt à accepter un débarquement de troupes en Catalogne et sur d'autres points de la côte méditerranéenne, quitte à le justifier sous prétexte qu'il fallait « rétablir l'ordre ». On le savait, le gouvernement le savait. Voici ce que déclarait une information secrète :

Selon des informations reçues de divers milieux officiels et officieux, nous avons été en mesure d'établir la participation d'agents de la Gestapo allemande et de l'Ovra italienne aux récents événements de Catalogne. Les agents de la Gestapo et de l'Ovra auprès des ambassades ont constamment tenu au courant les milieux officiels allemands et italiens, lesquels ont suivi d'heure en heure les événements de Catalogne. On a pu établir la liaison directe entre les agents de la Gestapo, les agents de l'Ovra et les agents de Franco, fixés à Fribourg, avec des trotskistes et des fascistes de Catalogne. On sait qu'on a introduit et qu'on continue à introduire constamment en Espagne, par la frontière catalane, des armes et des mitrailleuses et que, de Catalogne, sortent des objets de valeur qui sont transmis à des personnes fascistes espagnoles fixées à l'étranger, en paiement des armes qu'elles envoient. On sait que l'intention des agents fascistes était de faire tout leur possible pour que la rébellion en Catalogne dure quelques jours, afin de donner à la Commission de contrôle la possibilité d'intervenir. On sait que les délégués allemands et italiens au Comité de Londres avaient parlé à Lord Plymouth de la nécessité de débarquer des troupes en Catalogne et sur d'autres points de la côte méditerranéenne pour rétablir l'ordre au cas où la rébellion se prolongerait. La rapide liquidation de la rébellion catalane a été considérée par les milieux fascistes comme un grand échec. On sait que l'un des agents de la Gestapo a déclaré que la mission confiée au général Pozas d'organiser les forces armées d'Aragon devait être considérée comme un coup très rude pour la continuation du travail de sabotage à l'arrière, mais qu'il fallait essayer d'autres moyens pour fournir en armes les groupes d'« incontrôlables ». Il se déclara également déçu de ce que le front d'Aragon n'ait pas été désorganisé, malgré le travail déployé dans ce sens, et il en rendait responsables les agents envoyés de l'étranger pour travailler dans les rangs extrémistes, leur reprochant de ne pas avoir su capter la confiance de tous les chefs du front d'Aragon.

Mais, bien que l'infâme rébellion de Barcelone constitue une preuve combien concluante, il en existe d'autres, qui

font ressortir dans toute son horreur le véritable visage de cette bande de contre-révolutionnaires.

Durant les mois d'avril et de mai, la police de Madrid réussit à découvrir une vaste organisation d'espionnage et procéda à plus de deux cents arrestations.

Au nombre des personnes dont disposait cette organisation d'espionnage se trouvaient des éléments de l'état-major des forces qui opéraient sur les fronts du Centre. L'organisation avait réussi à étendre ses ramifications jusque dans la Garde nationale républicaine, la Santé de guerre, les services d'information du ministère de la Guerre, les services de D. C. A. des ministères de la Marine et de l'Air, la Croix-Rouge, etc.

Les activités de l'organisation étaient de diverses natures. Elle transmettait à l'ennemi des informations secrètes de caractère militaire, telles que des plans d'opérations, l'emplacement des batteries républicaines... Telles étaient les principales activités de cette organisation, activités typiques d'espionnage. Cependant, elle en avait d'autres encore. L'enquête de la police permit d'établir que :

... Cette organisation non seulement déployait une activité d'espionnage en faveur de l'ennemi, mais encore, s'appuyant sur son groupe d'action et en parfaite liaison avec des groupements extrémistes, tels que le P. O. U. M., préparait pour le moment opportun un soulèvement armé.

Voici clairement mise à nu l'origine du soulèvement de mai 1936 en Catalogne et de toute la campagne subversive du P. O. U. M. Comprend-on maintenant quels sont les chefs de cette bande de criminels ?

Les documents trouvés chez les fascistes arrêtés à Madrid fournissent des données encore plus concrètes :

Quel danger représentait cette organisation d'espionnage et quelles possibilités s'ouvraient à elle en raison de son extension, on peut s'en faire une idée en prenant connaissance de la communication suivante, adressée par l'organisation au « généralissime » Franco et rédigée à l'envers d'une carte de Madrid, millimétrée pour permettre à l'ennemi d'utiliser les données transmises. Donc, au revers de ce plan, écrits à l'encre sympathique et en caractères chiffrés (qu'est parvenu à déchiffrer le personnel spécialisé de l'état-major), on pouvait lire ces mots :

Au généralissime, je communique personnellement ce qui suit : Nous sommes actuellement en mesure de vous communiquer tout ce que nous savons relativement à la situation et aux mouvements des troupes rouges. Les dernières informations données par notre poste émetteur accusent une profonde amélioration de nos services d'information.

Grâce à ce document révélé par la police, le peuple de Madrid a compris pourquoi le tir des canons allemands et italiens augmentait d'efficacité. Avec l'aide de cette carte millimétrée et des indications transmises par la radio clandestine, les fascistes pouvaient concentrer avec une grande exactitude le feu de leur artillerie sur les points signalés par les espions trotskistes.

La suite de l'enquête de la police permit de voir quel danger sérieux représentait l'organisation d'un soulèvement armé à Madrid :

Par contre, le groupement des forces en vue d'un mouvement à l'arrière se développe avec une certaine lenteur. Cependant, nous pouvons compter sur quatre cents hommes prêts à agir. Ils sont bien armés et dans des conditions favorables sur les fronts de Madrid ; l'infiltration de nos hommes dans les rangs extrémistes, anarchistes et poumistes se poursuit avec succès. Nous manquons d'un bon chef de propagande, qui mènerait son travail indépendamment de nous pour pouvoir agir avec plus de sûreté. (Suit la partie chiffrée.) En accomplissement de vos ordres, je me suis rendu en personne à Barcelone pour avoir une entrevue avec le dirigeant du P. O. U. M., N... Je lui ai communiqué toutes vos indications. Le manque de liaison entre vous et lui s'explique par les avaries dont a souffert l'émetteur, qui recommença cependant à fonctionner pendant que j'étais là-bas. Vous avez certainement déjà reçu la réponse relative au problème fondamental. N... vous demande expressément, ainsi qu'aux amis étrangers, que ce soit uniquement et exclusivement moi qui sois chargé

de communiquer avec lui. Il m'a promis d'envoyer à Madrid de nouveaux hommes pour activer les différents travaux du P. O. U. M. Avec ces renforts, le P. O. U. M. réussira à être, comme à Barcelone, un ferme et efficace appui de notre mouvement.

Voilà donc la preuve irréfutable de la liaison du P. O. U. M. avec Franco. Mais, qui est ce N..., à qui est-il fait allusion ?

Le chef de la bande, c'est Andres Nin en personne, qui fut arrêté.

Et qu'Andres Nin ait disparu, ou mieux, qu'il ait été « séquestré » par les agents fascistes, c'est là une preuve de plus de sa culpabilité. Les fascistes ont voulu éviter ainsi que les autorités espagnoles n'obtiennent de nouvelles et plus vastes indications sur ces crimes.

Mais Nin n'est pas le seul à agir pour le compte de Franco au sein du P. O. U. M. C'est le P. O. U. M. tout entier qui est au service du fascisme, en exceptant les ouvriers trompés par ces espions et ces traîtres.

Ils le reconnaissent eux-mêmes. Leur trahison est si éclatante, leurs crimes ont été si complètement mis à nu, les preuves qui les accablent sont si irréfutables que les misérables du P. O. U. M. avouent leur culpabilité.

La *Batalla*, dans son numéro clandestin du 19 juillet, écrivait sous le titre « Le caractère contre-révolutionnaire de la répression contre le P. O. U. M. » :

En acceptant à titre d'hypothèse qu'auraient pu être fondées les accusations d'espionnage et de collusion avec Franco portées contre nos dirigeants, la chose la plus naturelle, en pareil cas, était d'appliquer de la façon la plus exemplaire et la plus rapide, publiquement, la peine encourue par les délinquants, mais non pas de sévir contre toute l'organisation.

Un homme honnête, un révolutionnaire sincère, un combattant antifasciste, quelle que soit son idéologie, quelles que soient les erreurs qu'il ait pu commettre, n'accepterait jamais une pareille hypothèse. Pourquoi les poumistes, eux, l'acceptent-ils ? Parce que, en présence des preuves écrasantes de leurs crimes, ils ne veulent pas que la responsabilité retombe sur toute leur organisation et qu'ils sacrifient tel ou tel bandit pour que la bande puisse continuer son œuvre criminelle.

Ce sont là des subterfuges bien connus. En Union soviétique aussi, chaque groupe de trotskistes découvre affirmait être l'unique responsable et n'avoir aucune relation avec quiconque d'autre. Ils tentaient ainsi d'empêcher que ne soit démasquée toute l'organisation contre-révolutionnaire et de permettre à ceux qui restaient en liberté de poursuivre leur travail criminel.

Le P. O. U. M. tout entier est au service du fascisme. Le document des autorités madrilènes déjà cité souligne qu'

il ne s'agit pas d'un noyau de caractère local, mais d'une organisation qui a des ramifications dans presque tous les centres et provinces de l'Espagne républicaine.

Plus récemment, la police populaire a réussi à démembrer en Catalogne une importante et extrêmement dangereuse organisation d'espionnage, de caractère militaire, dont les principaux agents étaient des éléments du P. O. U. M., qui étaient en relations directes avec l'état-major de Franco et qui, s'étant introduits dans les différents secteurs des troupes républicaines, préparaient des attentats contre un ministre de la République et plusieurs chefs militaires éminents. Ils avaient également réalisé de graves actes de sabotage.

La note du chef supérieur de la police de Barcelone, communiquée à la presse le 23 octobre passé, rend compte de cette découverte et déclare entre autres :

La perquisition effectuée au domicile de R..., l'un des principaux membres de l'organisation, a permis de découvrir, cousus dans des matelas, des documents de la plus haute importance, qui, joints aux déclarations faites par ledit membre de l'organisation, établissent que l'un des noyaux les plus importants de cette organisation d'espionnage était représenté par un groupe nombreux et bien organisé d'espions, membres du P. O. U. M.

Ce groupe avait comme signe distinctif la lettre C et chacun des agents de ce réseau d'espions du P. O. U. M. était désigné de plus par un numéro individuel.

A la librairie que possède le père de R..., a été dé-

couverte, lors de la perquisition opérée le 16 septembre, une lettre qui communique ce qui suit à l'état-major de Franco :

1. Le groupe dirigé par l'agent C. 16 avait réussi, le 26 août, à rendre inutilisable trois pièces d'artillerie de la division N... et quatre de la division M., ceci à un moment décisif des opérations.

2. On se préparait à faire sauter les ponts de l'Ebre.

3. Données sur les armements transportés par un train militaire.

4. Données concernant l'artillerie sur le front d'Aragon.

5. On avait profité du nouveau régime d'approvisionnement pour inciter la population à des manifestations de protestation.

6. On poursuivait les préparatifs en vue d'attentats contre des personnalités éminentes de l'Armée populaire.

7. On poursuivait également l'organisation de l'attentat projeté contre un ministre de la République, et on pensait profiter à cet effet de son passage en auto en un lieu déterminé des environs.

Dans ce but, deux voitures, avec des hommes armés de grenades, étaient chargées de suivre l'auto du ministre. L'organisation de l'attentat avait été confiée à deux terroristes, membres du P. O. U. M., désignés par les chiffres C. 18 et C. 23.

A la lettre était joint un croquis d'un atelier du P. O. U. M. pour la fabrication de grenades.

Les investigations effectuées sur le front ont permis de confirmer l'exactitude des renseignements fournis.

La direction de l'organisation d'espionnage du P. O. U. M. se plaignait, dans la lettre citée plus haut, de ne pouvoir utiliser tout le réseau de ses agents du fait que la liste complète des militants de confiance du P. O. U. M. n'était connue que de deux membres dirigeants de celui-ci, qui sont actuellement à la prison de Valence en attendant de comparaître devant les tribunaux...

Ce sont là de nouvelles preuves qui révèlent la participation du P. O. U. M. à l'espionnage et aux provocations pour le compte de Franco. Ces preuves établissent de plus, d'une manière irréfutable, que ces bandes terroristes non seulement attentent à la vie des communistes, mais cherchent aussi à éliminer les dirigeants les plus marquants de tout le mouvement ouvrier et populaire espagnol. Prieto, membre du parti socialiste, était visé par ces assassins en tant que ministre de la Défense nationale.

Les provocateurs du P. O. U. M. n'agissent pas seulement au service et sous la direction de Franco. On est aujourd'hui en possession d'un autre document important, une lettre trouvée au local même du P. O. U. M. et adressée à Andres Nin personnellement par les agents de la Gestapo allemande :

Bayonne, le 12 juillet 1937.

Au Comité exécutif du P. O. U. M.,

Je confirme mes instructions antérieures. Enfin, se sont accentuées dans le groupe des Basses-Pyrénées, dont nous avons déjà parlé, des différences, qui nous conviennent, car elles sont le début, si nous y prêtons attention, de la création d'un groupe de notre parti. Les meilleurs du groupe, parmi eux Walter et Bobinof, dont l'influence est décisive, sont entrés en conflit avec ceux de Saint-Jean-de-Luz, car ceux-ci refusent, tant qu'ils ne recevront pas d'instructions concrètes, de donner des gens pour un voyage éventuel. Il faut se procurer une autorisation, bien que ceux de Bayonne vont faire par ailleurs des démarches sur le résultat desquelles ils ont confiance. Il y a une chose particulièrement intéressante : l'on nous envoie du matériel de Barcelone et de nombreux moyens pour faire connaître les positions du parti : nous travaillerons alors ferme pour constituer un groupe décidé à tout. Tels sont, entre autres, les points de vue des dissidents. Mais il y a plus. *La compagne du généralissime Franco, sa femme, se trouve en France. Vous rappelez-vous que, dans une communication précédente, l'on parlait de la faire aller pour un certain temps à Barcelone. Quelles possibilités*

cela nous donnerait-il en ce qui concerne ce dont Bonet parlait au sujet de Quim ? J'insiste pour tout cela sur la nécessité de soutenir matériellement et idéologiquement ce groupe qui peut nous rapporter beaucoup de bénéfices, mais pour cela vous devez faire en sorte que Walter aille à Barcelone. Le camarade C... a déjà pris contact à Perpignan. Il est difficile d'avoir des nouvelles concrètes à l'endroit où je me rends aujourd'hui. J'ai besoin d'une réponse télégraphique dans laquelle vous m'accuserez réception de tout cela, et direz si vous le mettez en pratique.

Salut et P. O. U. M.,

Signé : IMA.

Le P. O. U. M. est donc en relations directes avec l'officine de Saint-Jean-de-Luz. Et qu'est-ce que l'officine de Saint-Jean-de-Luz ? Tout le monde le sait, c'est une agence de la Gestapo, le centre d'espionnage de Hitler en France. Et les personnages cités dans la lettre sont des agents de l'espionnage allemand.

Ces documents sont connus des autorités. Toutes ces preuves sont récentes. Mais peut-on en déduire que les relations des trotskistes avec les ennemis de la République datent d'aujourd'hui ?

En aucune manière. De même que leur grand maître à tous, la canaille Trotski, les trotskistes d'Espagne entretiennent des relations avec le fascisme depuis plusieurs années déjà.

Une lettre découverte récemment et adressée par l'avocat Enrique de Angelo à Gil Robles, alors ministre de la Guerre, révèle ce qui suit :

Mon cher ami,

Un ami de Barcelone, l'avocat Don José Maria Palles, que ses affaires et ses intérêts conduisent fréquemment à l'étranger, où il est en relations avec des personnalités marquantes du monde international, m'a dit qu'il a l'intention de conclure un accord avec les organisations de Russes blancs et des trotskistes de Paris, qui pourront le mettre au courant des machinations des communistes en ce qui concerne l'Espagne...

La lettre était accompagnée d'une énumération des questions sur lesquelles les gardes blancs et les trotskistes offriraient de fournir des informations aux fascistes espagnols :

Informations sur l'activité de la section espagnole de la III^e Internationale de Moscou, sur les dirigeants de cette section, leurs instructeurs et leurs voyages à l'étranger, avec le détail de ces voyages.

Informations sur le système de correspondance entre la III^e Internationale et l'Espagne.

Informations sur l'activité illégale du Parti communiste espagnol.

Informations sur les tentatives pour créer le Front populaire des partis espagnols de gauche, sous la direction des communistes et de la III^e Internationale, de même que sur le mouvement du Front populaire en France, qui peut avoir des conséquences politiques en Espagne, etc...

Le trotskisme est une organisation d'espionnage international. Quels étaient ses agents en Espagne ? Les Nin, les Andrade, les Gorkine, qui entretenaient avec leurs complices de France des relations ouvertes et connues de tout le monde.

Et les complices des Nin, Andrade et compagnie, les trotskistes de tous les pays, à l'heure où les travailleurs et les antifascistes du monde entier exigent avec plus de force chaque fois qu'une aide pratique soit apportée à l'Espagne républicaine et se rallient avec une ardeur sans cesse accrue à ce mouvement, pour vaincre la résistance de leurs gouvernements — en cette heure décisive, ces canailles évoluent dans les milieux ouvriers et les cercles socialistes et intellectuels de France, d'Angleterre, des Etats-Unis, en disant que « le gouvernement de Front populaire qui existe actuellement en Espagne n'est pas un gouvernement de Front populaire, mais un gouvernement contre-révolutionnaire », qui persécute des « révolutionnaires » tels que Nin et que, par conséquent, le prolétariat et les antifascistes du monde entier ne doivent pas aider ce gouvernement et la République espagnole.

C'est là, précisément, la préoccupation fondamentale de Hitler, de Mussolini, de Franco. Isoler la République espa-

gnole, empêcher qu'elle ne reçoive une aide internationale dans la lutte qu'elle livre contre eux. C'est également la tâche que se sont assignée la réaction et le fascisme international, comme le démontre l'activité du Comité de « non-intervention ». A plus forte raison est-ce la tâche des trotskistes, les serviteurs les plus fidèles et les plus efficaces du fascisme dans tous les pays.

Cette canaille prend pour cible les syndicats et les partis politiques de la classe ouvrière. L'expérience d'autres pays nous enseigne suffisamment quels buts poursuivent les trotskistes en s'infiltrant dans ces organisations du prolétariat : désunir, affaiblir, scinder, désarmer la classe ouvrière. Les Jeunes Gardes socialistes de Belgique, le Parti socialiste de l'Amérique du Nord, entre autres, peuvent encore montrer les blessures profondes qu'ont laissées dans leur chair les griffes de ces scélérats.

Pour mieux réaliser leur œuvre néfaste et parce que les intérêts du fascisme l'exigent ainsi, les dirigeants trotskistes, profitant de ce que certains d'entre eux sont sortis du camp anarcho-syndicaliste, ont tenté d'attirer surnoisement la C. N. T. de leur côté.

Le 2 mai, à la veille même du « putsch » de Catalogne, la *Batalla*, organe du Comité exécutif du P. O. U. M., écrivait :

Nous sommes d'accord avec l'un des groupes anarchistes, aujourd'hui en lutte avec les dirigeants gouvernementaux de la C. N. T. Ce groupe a publié les mots d'ordre suivants : « Tout le pouvoir à la classe laborieuse. Tout le pouvoir économique aux syndicats ! »

Le groupe anarchiste auquel il était fait allusion était celui des « Amis de Durruti », qui prit une part active au soulèvement de mai en Catalogne. Infesté de provocateurs et d'agents du fascisme, ce groupe a été par la suite énergiquement répudié par la C. N. T. elle-même.

Le sens des paroles de Nin était clair. L'alliance qu'on cherchait à réaliser avec la C. N. T. n'était rien d'autre qu'un prétexte pour la scinder, compromettre son renom et sa tradition, comme ce fut le cas en mai avec certains groupes tels que les « Amis de Durruti », qu'on réussit à entraîner dans le soulèvement.

Tant que les éléments trotskistes purent poursuivre leurs menées dans les rangs des jeunes, l'unité ne put se réaliser, et la mentalité de notre héroïque jeunesse commençait à se déformer dangereusement. Il a suffi que les éléments trotskistes fussent expulsés, que l'idéologie trotskiste fût résolument combattue, pour que l'unité se développât de façon prodigieuse, en même temps que les jeunes acquéraient une formation idéologique authentique qui s'imposa rapidement. Et la nouvelle organisation de la jeunesse se prépare aujourd'hui avec une efficacité maxima aux luttes du présent et aux grandes tâches de l'avenir.

Dans le même sens, tant que les Jeunesses libertaires ne parvinrent pas à se soustraire aux influences trotskistes, l'Alliance nationale de la jeunesse ne put se réaliser, cette vaste union des jeunes qui a apporté au peuple espagnol l'une des meilleures armes pour remporter la victoire sur le fascisme. Il est donc clair que la lutte pour l'unité doit s'accompagner d'une lutte implacable contre le trotskisme. Sans cette lutte, l'unité sera toujours en péril.

Ce qu'il y a de plus sain, de plus ardent et de plus héroïque dans notre peuple, c'est dans les rangs de la jeunesse qu'on le trouve. Les colonnes fascistes viennent se briser contre le rempart de dizaines de milliers de baïonnettes tenues par des mains juvéniles. Il serait de la plus grande importance pour le fascisme de pouvoir décomposer les forces de la jeunesse, et il l'a tenté. Par bonheur, ses manœuvres ont été mises à jour et l'unité des jeunes est en Espagne une réalité victorieuse. L'un des dirigeants de la jeunesse espagnole, Santiago Carrillo, secrétaire de la J. S. U., a récemment dénoncé devant le peuple un nouveau crime des trotskistes.

La jeunesse espagnole — a-t-il dit — dénonce les provocateurs trotskistes comme étant les principaux responsables des échecs et de la rupture du front d'Aragon.

L'Espagne traverse les plus dures étapes de sa lutte, les étapes capitales, qui décideront définitivement du destin du pays. Les vautours du fascisme international tentent de dépecer, pour se la partager, la belle et riche Espagne.

Pour empêcher cela, il faut que le peuple espagnol ait

la certitude qu'on n'espionne pas dans ses rangs, qu'on ne se prépare pas à le trahir à quelque heure difficile, qu'on ne le poignardera pas dans le dos.

Mais cette certitude, on ne pourra l'avoir que si l'on enseigne à tous comment il faut frapper implacablement le trotskisme, principal promoteur, aux gages du fascisme, de ces révoltes, de ces assassinats, de ces trahisons. Ce trotskisme qui est identique à celui qui, en Union soviétique, concertait sa trahison avec les fascistes allemands et les militaristes nippons pour les aider à asservir et à se partager la magnifique patrie du socialisme, qui se proposait d'assassiner les personnalités les plus éminentes du peuple soviétique et a assassiné nombre de ses meilleurs hommes, tels Kirov, Kouibychev, le grand écrivain Maxime Gorki, qui détruisait systématiquement, par un sabotage criminel, la vie et les richesses des ouvriers et des paysans du pays le plus heureux et le plus authentiquement libre du monde. Ce trotskisme qui, en Espagne, comme on l'a vu, espionne pour le

compte de Franco et du fascisme allemand et italien, qui provoque des soulèvements criminels, comme celui de Catalogne, contre le peuple espagnol, à l'une des heures les plus difficiles qu'il ait traversées, qui fournit aux batteries de Franco les données exactes pour qu'elles puissent assassiner avec plus de sûreté des centaines d'héroïques antifascistes madrilénes, qui organise des assassinats contre les dirigeants du prolétariat et des masses antifascistes de l'Espagne, qui travaille à la défaite du peuple espagnol, pour que les criminels fascistes, allemands et italiens se répartissent son sol et que les masses populaires soient soumises au pire des esclavages et au plus sombre obscurantisme.

Toute la vigilance des masses espagnoles se porte sur cette bande de criminels et de bandits, sans scrupules et sans conscience, aussi infâmes que de véritables fascistes, afin que nulle part, dans tout le pays, ils ne puissent relever la tête et qu'ils soient jugés partout où on les trouve avec toute la rigueur des lois de la justice populaire.

La guérilla en territoire rebelle

par LORENZO

A l'arrière des troupes de Franco, là où règnent la terreur et la brutalité des envahisseurs fascistes allemands et italiens, se dresse le guérillero, le franc-tireur, l'Espagnol qui refuse d'être esclave, et qui préfère mener dans les montagnes la vie d'une bête sauvage à celle de valet de Franco. Méconnaissables, mal vêtus et mal armés, affrontant la faim et les poursuites acharnées des colonnes punitives, abandonnant leur famille, ils sont des dizaines de milliers qui se sont retranchés dans les ravines des sierras et que ne sont parvenus à intimider ni les menaces de Radio-Séville, ni les décrets de l'état-major de Salamanque.

Ces paysans, ces mineurs, ces travailleurs ont écrit et continuent à écrire, avec leur sang, avec leur sacrifice, avec leur héroïsme, l'une des pages les plus émouvantes et les plus glorieuses de la lutte pour l'indépendance de l'Espagne.

Avec de vieux fusils, des pistolets archaïques, les guérilleros, qui comptent dans leurs rangs des enfants de 15 ans et des vieux de 60, sont parvenus à s'armer en dépouillant de leurs fusils, de leurs bombes et de leurs mitrailleuses les détachements de gardes civils, de phalangistes et de requetes envoyés en battue contre eux.

Les figures légendaires de la guerre de l'indépendance contre l'envahisseur napoléonien, ont ressuscité pour se dresser contre les traîtres et les envahisseurs italiens et allemands.

En juillet 1936, déjà, tout au début du soulèvement militaire-fasciste, surgissent les premiers groupes de francs-tireurs, en Estrémadure, Andalousie et Galice. Plus de trois mille mineurs des régions minières d'Aznalcollar, Rio Tinto, Nerva et autres localités de la province de Huelva, après une lutte acharnée, devant la supériorité numérique et technique de l'ennemi, se retirèrent dans les montagnes envahissantes.

Ces forces étaient dirigées par comité élu par les guérilleros, divisés en groupes de 20 à 300 hommes. Au mois d'août, déjà, ils durent affronter de fortes colonnes ennemies envoyées contre eux par le commandement factieux. Pour assurer une meilleure défense et une meilleure organisation des attaques, les guérilleros occupèrent les pics d'Aroche (au nord de la localité du même nom), contre lesquels se brisèrent toutes les attaques de l'adversaire.

Dans les Sierras de Monsalud et de San Pedro également, à droite et à gauche de Badajoz, combattent plus de 3.000 paysans et ouvriers organisés. Cette zone a été dénommée par Queipo de Llano « le front des sierras ».

En Galice, en particulier après qu'ait été rompue l'héroïque défense d'El Calvario, plus de 3.000 pêcheurs et paysans, venus de toute la province, se sont organisés dans les Monts de Viena del Bollo, dans la région d'Orense, sous l'intelligent commandement de Manuel Fresco, le millionnaire républicain de Puenteareas.

Manuel Fresco était plusieurs fois millionnaire. Jamais il ne s'était mêlé de politique. Il vivait dans son magnifique

palais d'El Calvario lorsque, horrifié par les massacres de Vigo, Villagarcia, El Perrol et La Corogne, il réunit tous les hommes d'El Calvario et leur dit : « Nous connaissons tous le même sort si nous nous rendons à ces bêtes féroces. Que ceux qui sont des hommes se défendent et préfèrent mourir que de souffrir qu'on n'outrage nos femmes. Que ceux qui sont des lâches s'en aillent avant que nous ne devions les tuer... » El Calvario se défendit dix jours. Finalement, la résistance de 400 hommes fut vaincue par un ennemi dix fois supérieur. Manuel Fresco se retira avec ses hommes dans les monts de Puenteareas. Il réussit à les armer tous grâce au butin de coups de main effectués contre les localités des environs. Les colonnes envoyées pour écraser son armée se retirèrent décimées.

Dans toutes les sierras, de Malaga à Grenade, combattent des groupes de francs-tireurs. Des centaines de carabiniers, de gardes d'assaut, d'éléments dévoués au Front populaire, qui n'ont pu quitter la région de Malaga avant qu'elle ne soit occupée par les envahisseurs (janvier 1937), se sont réfugiés dans les montagnes, d'où ils harcèlent l'ennemi, pour lequel ils constituent une menace continue.

Dans les montagnes des Asturies, des bataillons entiers sont restés qui, plutôt que de se rendre, ont préféré mourir en combattant.

L'organisation des groupes de francs-tireurs qui, au début, était sporadique, sans discipline, s'est perfectionnée, et les guérilleros constituent aujourd'hui de véritables unités de combat, disciplinées et relevant d'un commandement.

L'histoire de ce mouvement, qui oppose aux fascistes un véritable second front, sera écrite une fois la guerre gagnée, alors que nous disposerons du temps et des possibilités nécessaires pour en connaître toutes les données. Ce sera là certainement l'une des plus nobles épopées qui se puissent imaginer. En Estrémadure et en Andalousie, dans les régions de Malaga, Grenade et Cordoue, en Galice et aux Asturies, des milliers d'hommes, bien qu'ils ignorent tout du sort de la République et combattent dans des conditions terribles, s'organisent, vivent, luttent et meurent pour défendre leur patrie.

Ils interrompent le trafic ferroviaire et routier en faisant sauter des ponts, des tunnels, des convois ; ils détruisent des objectifs militaires et anéantissent les postes de garde fascistes ; ils rompent les liaisons à l'arrière de l'ennemi en coupant les lignes téléphoniques et télégraphiques ; ils recueillent des informations de la plus haute importance pour nos armées et répandent la propagande antifasciste dans les populations soumises à la domination fasciste.

Les soulèvements qui se sont produits en décembre 1937 et mars de cette année à Badajoz et Cáceres étaient dus avant tout à la propagande faite par nos guérilleros.

Ces hommes unissent l'audace de l'aviateur à l'énergie du tankiste. Ce sont les ennemis les plus terribles des fascistes, qui mobilisent contre eux, presque toujours sans suc-

cès, des milliers de leurs meilleurs combattants. Les guérilleros contribuent dans une très forte mesure à toutes nos victoires sur les fronts.

Les faits que nous relatons ici — et que nous pouvons relater puisque la presse fasciste elle-même les a reconnus — ne constituent qu'une minime partie des prouesses accomplies par ces antifascistes, animés du plus pur esprit d'abnégation. Des centaines d'exploits semblables ont été accomplis, et nous en ferons part à l'opinion en temps opportun, aussitôt qu'il sera possible de les rendre publics.

Le Parti communiste espagnol a énormément contribué au soutien et à l'organisation de ce mouvement. Il a organisé des « écoles de guérilleros » (la première fut celle du V^e Régiment), formant des cadres qualifiés et luttant contre l'hostilité ouverte de l'ex-ministre de la Guerre, Largo Caballero, qui ne comprenait pas l'importance de ce mouvement et s'y opposait résolument. Le gouvernement actuel, non seulement reconnaît l'utilité de l'action des francs-tireurs, mais il voit dans les guérilleros ses meilleurs soldats, et il prend les mesures voulues pour qu'ils soient assurés de leurs droits.

De données incomplètes, puisées aussi bien dans la presse étrangère et dans la presse fasciste que dans la presse gouvernementale, il ressort qu'entre décembre 1936 et septembre 1937, 156 trains, 91 camions, 43 autos, 7 ponts, 69 postes de garde, 10 voies ferrées, 2 dépôts de munitions, 5 conduites forcées et 4 centrales électriques ont été anéantis en territoire rebelle. On estime à 10.000-15.000 le chiffre des pertes humaines infligées ainsi aux fascistes.

En février de l'année passée, sur le tronçon Merida-Caceres, un train de 22 wagons chargés de troupes italiennes et maures a été détruit. Le trafic fut interrompu durant quinze jours.

En réponse aux menaces proférées au mois d'août par Queipo de Llano contre les guérilleros des sierras de Huelva, ceux-ci redoublèrent leur activité. Voici quelques-uns de leurs exploits : ils firent sauter deux trains, trois ponts, une centrale électrique, occupèrent durant plusieurs jours les mines de San Telmo, où ils s'approvisionnèrent en dynamite, et le village d'El Patral. L'ennemi eut plus de 200 morts, dont un lieutenant-colonel, deux capitaines et six lieutenants.

Le même mois, les guérilleros décimèrent la garnison fasciste d'Ardales (Andalousie). Ils occupèrent la localité, s'emparèrent de 20 caisses de dynamite, de 90 fusils, etc. L'ennemi eut 50 morts et plus de 100 blessés dans l'engagement.

En été 1937, des groupes de guérilleros pénétrèrent à Malaga et assiégèrent durant 24 heures le commandement militaire. A Motril, ils aidèrent les ouvriers de la fabrique de sucre à se retrancher dans l'usine, où ils résistèrent durant deux heures aux assauts des troupes étrangères qui voulaient s'emparer des travailleurs pour les fusiller. Grâce à la résistance ainsi opposée, tous purent se retirer en bon ordre et aller chercher refuge dans la sierra.

De juillet à septembre, sur les fronts de Madrid et de l'Est, les guérilleros firent sauter 18 trains et 50 autos. Les pertes de l'ennemi atteignirent de 800 à 1.000 morts et blessés. Les transports et le trafic furent interrompus durant plusieurs jours. L'ennemi dut employer des brigades entières à la garde de ses voies ferrées et de ses routes.

Il convient de signaler un épisode auquel participa l'un des plus vaillants guérilleros, mort en combattant. Il commandait un groupe de 50 hommes qui, après avoir fait sauter deux trains, affrontèrent 3.000 fascistes dans une bataille qui dura quatre jours. L'ennemi perdit plusieurs centaines d'hommes, tandis que les pertes n'excédèrent pas 21 pour les guérilleros.

En octobre, 200 fascistes attaquèrent nos guérilleros de la Sierra d'Aroche (province de Huelva). Dans la bataille, les rebelles eurent 16 morts, dont le capitaine qui les commandait, et de nombreux blessés. Le même mois, les francs-tireurs surprisèrent un convoi composé principalement de gardes civils et fort de 130 hommes, qui battirent en retraite. Le jour suivant, ils reçurent près de 2.000 hommes de renfort, entre autres une compagnie d'infanterie portugaise. Le résultat de la bataille, selon les informations fournies par le journal portugais *El Seculo*, fut le suivant : les pertes infligées aux fascistes atteignirent 200 et le combat dura 48 heures, bien que nos forces n'excédassent pas 300 combattants...

En octobre, sur le front d'Aragon, un groupe de « dinamiteros » mina un pont traversant le rio Gallego. Comme ils

se retirèrent, leur œuvre accomplie, les guérilleros observèrent un détachement fasciste qui approchait du pont. Ils provoquèrent alors l'explosion, faisant ainsi sauter d'un même coup le pont et les troupes ennemies.

En septembre, 200 francs-tireurs occupèrent Frias de Albaracin. Ils y résistèrent durant dix jours contre trois bataillons composés d'artillerie, de cavalerie et d'infanterie.

En novembre, un groupe de guérilleros réussit à faire sauter un train sur la ligne d'Alcantara à Caceres, causant à l'ennemi des pertes considérables, à en juger par la consternation dans le camp fasciste et les commentaires extrêmement vifs que cet épisode fit naître non seulement dans la région même, mais dans toute l'Estrémadure au pouvoir des rebelles.

Sur un front du Sud, des guérilleros, pénétrant en territoire factieux, firent sauter une poudrière, dont l'explosion — conformément à la décision prise au préalable par le commandement républicain — fut le signal d'une attaque victorieuse de notre infanterie. L'ennemi se croyant attaqué à revers, abandonna en désordre ses tranchées. Le groupe de guérilleros, fort de 40 camarades, regagna ses positions avec 80 prisonniers.

Un autre groupe de neuf guérilleros réussit à pénétrer jusqu'à Séville, où il fit sauter deux trains et un camion. Ce groupe resta deux mois en territoire fasciste et, après de multiples aventures, regagna sa base fort de quatre combattants de plus.

Dans la province de Badajoz, douze guérilleros occupèrent Cordovilla de Lacra et organisèrent un meeting auquel accourut toute la population de la localité et où ils exposèrent la situation de la République et la nécessité de combattre contre les fascistes.

Certains francs-tireurs restent deux ou trois mois en territoire fasciste, regagnant les lignes républicaines en un point distant de quelque 700 kilomètres de celui où ils ont pénétré en zone rebelle et rapportant le bilan de prouesses prodigieuses. Dans certaines villes factieuses, l'alarme est soudain donnée la nuit, les sirènes hurlent. Tout le monde croit que ce sont les avions républicains. Non, mais quelqu'un a fait sauter la centrale électrique ou hydraulique... Cette action a immobilisé durant dix-huit jours, dans une région d'une extrême importance, les mines et les fabriques. Une autre fois, les chefs fascistes durent rosser les Marocains qui refusaient de monter dans un train, de peur de mourir avant même d'avoir atteint le front.

Les guérilleros subissent peu de pertes. Ils attaquent l'ennemi là où il s'y attend le moins.

Une statistique incomplète se rapportant à plus d'une année de lutte signale à peine 20 pertes subies par les guérilleros d'Estrémadure, dont quatre par accident. L'audace, l'esprit de décision, l'initiative, sont des vertus qui n'excluent ni la prudence ni la ruse.

Les paysans sont les alliés des francs-tireurs. Ils les aident sans rien demander en retour. Ils voient dans le guérillero le défenseur de leurs intérêts, l'ennemi des propriétaires fonciers et de la garde civile, celui qui lutte contre un gouvernement illégitime qui ne vit qu'en augmentant les impôts, en confisquant les récoltes, en arrachant au paysan son bétail. Nous n'en connaissons pas un seul. Par contre, nous savons des paysans qui, torturés, préférèrent mourir plutôt que de livrer des francs-tireurs à la police.

Combien de fois un guérillero blessé n'a-t-il pas trouvé dans l'humble cabane d'un paysan l'hospitalité et les soins les plus dévoués !

Le guérillero trouve toujours dans les villages des mains prêtes à l'aider, des hommes prêts à le suivre. Voici ce que disait un vieux paysan à un guérillero qui lui demandait les raisons de sa sympathie pour les « rouges » :

Quand les « rouges » étaient ici, nous autres, paysans, nous jouissions d'une vie meilleure que nous n'en avions jamais connue, nous avions de l'argent et ce qu'il nous fallait. Par exemple, il arrivait très souvent que des groupes de soldats s'approchaient pour nous demander à manger, et nous leur donnions un fromage ou une corbeille de figues. Ils nous demandaient le prix que nous en voulions, et nous, nous refusions de rien recevoir ou nous laissons la chose à leur propre jugement. Toujours, on nous donnait le double de ce que valait la marchandise. De plus, du temps des « rouges », ils défrichèrent un certain nombre de pinèdes, et nous nous mîmes à fabriquer du charbon, ce qui

était pour nous la source de bons bénéfices. De telle sorte que j'avais toujours chez moi de l'argent en réserve, et, bien que nous ayons des enfants en bas âge, nous avons pu quitter nos habits tout rapiécés pour nous habiller de neuf.

Alors est survenue la chute de Malaga et avec elle la domination des fascistes dans toute la région. Quand ils arrivèrent ici, nous avions tous de l'argent, et la première chose qu'ils nous dirent, c'est que les billets de 5 et 10 pesetas ne valaient rien ; plus tard, ils nous firent estampiller nos billets et moi, par exemple, pour 800 pesetas, ils m'en rendirent 400 estampillées ; enfin, ils nous déclarèrent que nos billets ne valaient plus rien, qu'il nous fallait les remettre aux autorités.

Ainsi, nous restâmes sans un centime. Mais ce n'est pas tout. Mon fils, qui était mon aide pour tout, ils me l'ont enlevé pour l'envoyer au front ; ainsi, moi, vieux et infirme, je suis resté tout seul avec la charge de tous mes enfants, y compris celui qui est au front, car si je veux qu'il puisse fumer, il faut que je lui envoie du tabac, et si je veux qu'il soit vêtu, il faut que je lui envoie des habits, on ne leur donne rien.

On pourrait gagner quelque chose avec le charbon, mais cette gent maudite jette en prison tout ceux qui veulent retourner aux charbonnières, de telle sorte que je n'ai plus d'autre revenu que ce que gagnent ma femme et mes fillettes en fabriquant des cordes d'alfa, qu'on leur paie le prix qu'on veut.

Par mon exemple, vous pouvez juger du sort de tous et vous comprendrez la raison de notre sympathie pour les « rouges », car même les fascistes qui, au début, avaient été se réfugier à Grenade et qui sont revenus au village, sont désespérés : il n'y a pas d'étoffe pour se vêtir, pas d'espadrilles, on n'a plus rien. Voyez un peu le papier qu'on nous donne pour fumer.

Franco veut exterminer ce mouvement. Le « front intérieur » immobilise des unités entières de ses troupes, qu'il est obligé de maintenir dans les régions montagneuses pour garder les routes et les voies ferrées, les ponts et les tunnels. Les guérilleros dont les fascistes parviennent à se saisir sont torturés et tués comme des chiens. Quant à leurs familles, si elles habitent en territoire rebelle, elles sont emprisonnées et fusillées. Les paysans soupçonnés de complicité, ou qu'on rencontre la nuit dans les montagnes, ou encore qui étaient liés d'amitié avec tel ou tel guérillero avant l'insurrection, « disparaissent ».

Au mois de mai de l'année passée, le commandement fasciste envoya dans les sierras de Rio Tinto une colonne forte de plusieurs unités. L'expédition n'obtint aucun résultat. En juin, le charlatan Queipo de Llano envoya à diverses reprises des émissaires auprès des francs-tireurs pour leur offrir l'amnistie. Toutes les propositions furent repoussées. Alors, le 6 août, le général ivrogne publia une ordonnance dont le texte parut dans la presse fasciste et fut notifié par Radio-Séville. Elle contenait notamment les articles suivants :

Article premier. — La province de Huelva et la partie des provinces de Séville et de Badajoz allant jusqu'à la route de Séville à Badajoz sont délimitées et considérées désormais comme zone de guerre ; cette zone pourra être étendue, et s'étendra de fait, aux limites nécessaires pour battre et réduire les éléments marxistes non soumis.

Article 2. — S'applique en particulier à cette zone l'ordonnance édictée par mon autorité se référant aux conseils de guerre sommaires d'urgence et publiée pour la première fois le 8 février de l'année courante ; ses dispositions doivent être appliquées conformément aux principes suivants :

a) Seront considérés comme actes de rébellion le fait de fournir des aliments ou d'apporter une aide quelconque d'autre nature aux personnes réfugiées dans la zone précitée et auxquelles se rapporte la présente ordonnance ;

b) Le fait de fournir des renseignements aux fugitifs sur la situation des forces armées ou simplement sur leur position ;

c) Le fait de quitter les localités comprises dans la zone montagneuse sans être muni du document délivré à cet effet par le chef militaire de la région ;

d) La désobéissance à tout ordre de ce chef, pour les personnes tant civiles que militaires ;

e) La négligence ou la tiédeur dans l'accomplissement des ordres et services militaires commandés par le chef de la zone ;

f) Le fait de loger des personnes fugitives ou considérées comme rebelles ;

g) Le fait pour ceux qui en ont connaissance de ne pas dénoncer l'existence d'individus rebelles pourra être considéré comme rébellion ou comme aide à la rébellion ;

h) Le fait de traverser la région montagneuse ou de s'y trouver sans pouvoir donner une justification claire du motif et du but poursuivi pourra être considéré comme rébellion ou aide à la rébellion.

Le commandement de la zone fut confié au lieutenant-colonel d'infanterie Don Fermin Hidalgo Ambrosy. A cette ordonnance, les guérilleros répondirent en multipliant les coups de main et les assauts. De tous les combats, les colonnes punitives sortirent déconfites. Les fascistes se vengèrent sur les pauvres paysans des villages, tuant, saccageant les maisons, violant les femmes. D'avril à septembre 1937, les fascistes redoublèrent d'activité dans les montagnes pour rompre le « front intérieur ». Il n'était pas rare de trouver dans la presse des informations de ce genre :

Il y a quelques jours, un groupe d'habitants et de gardes civils de Real de la Jara ont livré une bataille dans les environs immédiats de la localité. Ils surprisent une colonne d'une quarantaine de fugitifs de la Sierra qui marchaient deux par deux, le long de la route. Une fusillade éclata, qui fit des morts chez les fugitifs. Ceux-ci, qui disposaient de fusils, de mitrailleuses et de grenades, s'enfuirent dans la montagne, abandonnant des armes sur le terrain. (A. B. C., de Séville, 26-6-37.)

Huelva. — Le gouvernement militaire a reçu un télégramme de la garde civile de Rio Tinto communiquant que les forces de ce commandement, au cours d'une battue effectuée les 9 et 10 courant dans la Sierra d'Aznollcollar, ont détruit 450 abris de fugitifs, dont certains pouvaient recevoir une cinquantaine de personnes. En outre, 24 montures et 350 chèvres ont été récupérées, ainsi que des explosifs et des armes. Les groupes de rebelles se sont infiltrés dans la région de Castillo del Alamo en direction de la Sierra de Padre Caro et Pena Blanca. (F. E., de Séville, 15-4-37.)

Puis, c'est le silence. La presse fasciste ne parle plus de guérilleros. Les nouvelles relatives au « front intérieur » sont contrôlées directement par l'état-major de Salamanque. Toutes sont censurées. A de très rares occasions, la presse fasciste est autorisée à publier des nouvelles du genre de celle-ci :

Un jour, le général Queipo de Llano a été victime d'un accident d'automobile auquel il a miraculeusement échappé.

Les hauts commandements ont résolu d'offrir des primes pour la capture des francs-tireurs.

Sur le front d'Aragon, le commandement fasciste paie une prime de 60.000 pesetas pour un chef de francs-tireurs et 10.000 pesetas pour un guérillero, mort ou vif. En Estrémadure, le tarif est de 20.000 pesetas pour un chef et 5.000 pour un guérillero.

Sur certains fronts, ordre a été donné aux troupes de fortifier leurs positions sur le devant et sur le derrière (!), par crainte des embuscades. Sur des milliers et des milliers de kilomètres de voies ferrées, les fascistes sont obligés d'immobiliser des brigades entières pour prévenir les coups de main des guérilleros contre les voies, les ponts, les tunnels.

Malgré le silence observé par les fascistes, nous savons que le mouvement des guérilleros s'étend, qu'il rallie des milliers de paysans et d'ouvriers qui, las des humiliations, de la terreur et de la faim, viennent se joindre aux groupes déjà existants ou en forment de nouveaux. Tel est l'allié formidable que la République possède à l'arrière de l'ennemi. Loin de disparaître, le « second front » se développe, se consolide, s'organise toujours mieux. Les guérilleros nous aident puissamment à gagner la guerre.

Le peuple espagnol victorieux devra une gratitude éternelle à des héros qui, en territoire fasciste, environnés d'ennemis et traqués comme des bêtes sauvages, gardent bien haut le drapeau de la République et défendent l'indépendance de l'Espagne.

Madrid, exemple et orgueil de l'Espagne

par MARTINEZ CARTON

PAR son héroïsme, par sa conscience politique, par sa fermeté antifasciste, Madrid a amplement confirmé son titre de capitale de l'Espagne. Aujourd'hui, les regards de tous les antifascistes espagnols se tournent avec orgueil et admiration vers Madrid, la cité entourée de tranchées, bombardée sans cesse par l'artillerie et l'aviation étrangères, la cité qui, en novembre 1936, arrêta les hordes de Franco, montrant au monde que la force et l'héroïsme d'un peuple en armes résistent aux plus dures épreuves.

La grandeur du peuple madrilène luttant pour son indépendance est traditionnelle. En mai 1808 déjà, le peuple madrilène se dressa face à l'invasion de Napoléon. A cette époque, le peuple travailleur, avec des couteaux, des pics, des mousquets et une infinie variété d'armes se battit sur les barricades, portant un coup terrible à l'impérialisme napoléonien.

Madrid a sa tradition de lutte et de démocratie. Ses rues virent des émeutes, des mutineries et des soulèvements durant tout le XIX^e siècle. Madrid est en même temps une ville alerte et joyeuse. La dictature de Primo de Rivera qui dura de 1923 à 1930 s'écroula sous le coup de grâce que lui asséna une grandiose manifestation du prolétariat madrilène, où fut mobilisée la quasi-totalité de la population, pour protester contre l'assassinat d'un ouvrier; mais aussi sous le poids formidable des railleries du peuple. Le même enthousiasme se manifesta aux élections du 14 avril à la suite desquelles Alphonse XIII fut contraint d'abdiquer et la République instaurée. Transportées d'allégresse, les masses fraternisèrent dans la rue. Cette jubilation fut loin de modérer l'élan avec lequel on entama la lutte pour instaurer les améliorations sociales dont la République apportait les promesses et pour surveiller la réaction. En mai de la même année, à l'occasion d'une provocation monarchiste, les masses descendirent dans la rue et incendièrent des centres monarchistes, entre autres quelques églises et couvents, nids de conspiration contre la République. Au cours des mois suivants d'importantes grèves eurent également lieu à Madrid.

D'avril 1931 à novembre 1933, le parti communiste signale la nécessité d'en finir avec les vestiges de la féodalité dans les campagnes, d'élever le niveau d'existence des travailleurs, d'épurer l'armée des généraux et officiers monarchistes, d'en finir avec le pouvoir antipopulaire de l'Eglise. Et c'est à Madrid, centre politique de l'Espagne, que le prolétariat et les masses populaires, au cours de meetings, de manifestations et de grèves, témoignent clairement de l'influence qu'exercent ces justes mots d'ordre, qui signalent au peuple la route à suivre. Lorsqu'en novembre 1933, la réaction radicale-cédiste arrive au pouvoir, le prolétariat et tout le peuple de Madrid luttent contre le gouvernement par des puissantes grèves de front unique, et le 22 avril 1934, la grève générale est déclarée pour faire face à une concentration fasciste opérée à l'Escurial.

Ce même mois, 80.000 travailleurs font grève. Les métallurgistes, les ouvriers du bâtiment, des arts graphiques et autres corporations en grève, insufflent le courage et la volonté de vaincre à tout Madrid antifasciste. La grève des métallurgistes se prolonge trois mois durant et l'on collecte dans les rues des vivres pour les grévistes. Dans les « bas-faubourgs » (faubourgs ouvriers), les petits commerçants apportent leurs dons en argent et en nature sur des voitures qui parcourent toute la ville. Le peuple de Madrid se montre digne pendant cette grève de ses traditions populaires et démocratiques.

L'unité entre socialistes et communistes progresse à Madrid et, en septembre 1934, les jeunes organisent au Stadium la première manifestation d'unité. 90.000 personnes y accourent. Les milices aux chemises rouges et bleues forment le premier défilé des masses dont doivent se composer plus tard les glorieuses milices et la puissante Armée populaire. Les combats de rue entre fascistes et antifascistes se multiplient et c'est dans un de ces combats qu'est assassiné le jeune communiste De Grado. Des dizaines de milliers de travailleurs accourent à ses obsèques. Ils défilent, poing levé, devant son cercueil. La tension des masses contre le gouvernement réactionnaire Lerroux est énorme lorsqu'il prétend renforcer le gouvernement par des ministres qui, comme Gil Robles, représentent le fascisme clérical, et en octobre, les masses se soulèvent dans tout le pays, remportant leur plus grand triomphe dans les Asturies, où durant 15 jours les ouvriers détiennent le pouvoir.

A Madrid, toute activité est suspendue : les « senoritos » fascistes ramassent les ordures et font les garçons de salle. Dans les rues crépitent les mitrailleuses. Les pavés du peuplé faubourg ouvrier et révolutionnaire Cuatro Caminos sont une fois de plus arrosés du sang des travailleurs. Le mouvement dure huit jours à Madrid. Les syndicats et partis ouvriers sont déclarés illégaux. On procède à des arrestations en masse. En un mois, des milliers de brochures, de pamphlets, de tracts et de périodiques révolutionnaires illégaux inondent Madrid. Les syndicats continuent à fonctionner dans les ateliers et les usines et quand Madrid lance la noble idée de rendre hommage aux héros des Asturies torturés et fusillés, des milliers de brassards noirs apparaissent dans la capitale aux bras des antifascistes.

Le gouvernement est épouvanté par la prodigieuse vitalité de ce peuple.

Création et triomphe du Front populaire

L'activité des masses antifascistes oblige la coalition Gil Robles-Lerroux à relâcher un peu sa répression. Tirant profit de cette liberté, le parti communiste exprime pour la première fois, le 2 juin, dans une immense salle de Madrid, par la voix de son secrétaire, José Diaz, véritable révolutionnaire, énergique et calme, la nécessité du Front populaire pour sortir de la situation. L'idée se répand par tout le pays et c'est sous le signe du Front populaire que se réunissent aux environs de Madrid plus d'un million d'antifascistes, venus écouter l'actuel président de la République, Azaña.

Tout le peuple madrilène, exemplaire et vaillant, se leva pour assurer la victoire des élections de février. Comme tous les peuples d'Espagne, ses frères, il savait que ces élections signifiaient plus qu'une consultation électorale ordinaire; qu'elles étaient l'unique moyen de rejeter l'oppression réactionnaire. Avec une grande discipline, tous les militants des partis et organisations groupés au sein du Front populaire, et les masses tout entières, livrèrent bataille à la réaction préfasciste et infligèrent une cinglante défaite aux responsables de la sanglante répression d'octobre, aux banquiers, aux cléricaux, aux grands industriels, aux grands propriétaires fonciers, à tous ceux qui avaient rempli les cimetières de vic-times et les cachots de prisonniers.

A Madrid, c'est avec une grande émotion que le peuple exprima la joie de son triomphe électoral, qui lui ouvrait la voie de la liberté et du progrès, le grand chemin vers une République démocratique.

Animés d'un extraordinaire enthousiasme, des milliers et



BUENAVENTURA DURRUTI
Chef des milices de la C. N. T.
Tombé sur le front de Madrid
le 12 novembre 1936

des milliers d'hommes et de femmes accoururent le 17 février à la « Prison modèle », pour réclamer la liberté des prisonniers, et, dès ce jour, se manifestèrent ouvertement les projets criminels de la réaction, qui lança ses forces de répression contre les manifestants.

Au cours des mois suivants, Madrid fut un centre d'agitation politique. Les masses réclamaient que l'on mit un terme à l'impudence de la réaction, que l'on désarmât les bandes de « pistoleros » fascistes qui assassinaient dans la rue ouvriers et dirigeants du Front populaire. Mais la faiblesse des hommes qui assumaient le pouvoir rendit possibles de criminels actes de violence, effrontément répétés par les bandes fascistes, et jusqu'au Parlement, où les députés réactionnaires se livrèrent à toutes sortes de provocations.

Le peuple, las du spectacle de ces crimes, était décidé à faire valoir ses droits et à démontrer sa force; aussi, quand les hommes de main de la réaction assassinèrent Castillo et Farando, antifascistes notoires et officiers de l'armée, fit-on justice de Calvo Sotelo, leader des monarchistes, provocateur d'envergure, chef du soulèvement militaire, dont le cadavre fut trouvé dans un cimetière de Madrid. La trahison préparée par les généraux d'accord avec Rome et Berlin fut hâtée de ce fait et se produisit cinq jours après la mort de Calvo Sotelo.

Le soulèvement fasciste et la révolution démocratique

L'histoire du peuple espagnol enseigne que la plupart de ses progrès se sont réalisés sous l'impulsion des offensives de l'ennemi réactionnaire. Ainsi, à l'heure du soulèvement de Franco, le peuple n'a pas seulement défendu, mais aussi profondément élargi l'œuvre de la révolution démocratique, en lui donnant les formes modernes du progrès social.

Tenir Madrid signifiait vaincre rapidement le reste de l'Espagne. Dans ce but, les fascistes avaient minutieusement préparé leur attaque contre Madrid. Ils pensaient que seules interviendraient contre eux les forces militaires restées fidèles au gouvernement — faibles du point de vue numérique. Ils avaient compté sans le peuple.

Le plus fort noyau de la rébellion, celui qui décida de l'attitude des autres corps de garnison, était situé à la caserne dite de la Montagne, magnifique construction moderne, occupant une position élevée, dans les meilleures conditions stratégiques. C'est là que se barricadèrent les civils fascistes, en compagnie des militaires factieux, enfermant les soldats dans les caves. La lutte allait se livrer entre le peuple qui avait pris les armes et la caste des officiers et aristocrates fascistes.

L'assaut de la caserne fut donné avec un enthousiasme extrême. Quelques maigres canonnades, le tir et l'avance des miliciens brûlant d'ardeur en sentant les fusils entre leurs mains, suffirent à démontrer la lâcheté des classes parasites à l'heure où elles doivent lutter seules, sans mercenaires. Les factieux se rendirent avant même l'impétueux assaut du peuple qui entraînait en trombe.

On fit prisonniers tous les chefs et officiers, en particulier le général Fanjul alors qu'ayant quitté son uniforme, il tentait de s'enfuir. L'ennemi n'avait pas été totalement anéanti, car des maisons des riches et des couvents on tirait encore sur les miliciens. Pendant quelques jours, il fallut s'employer à débarrasser les rues de Madrid des éléments fascistes.

On vivait une vie intense de lutte et d'organisation. Les miliciens partaient pour la Sierra de Guadarrama, à 50 kilomètres de Madrid, où l'ennemi tentait d'avancer. Des bataillons furent organisés par les partis et syndicats; c'est ainsi que naquit le « V^e Régiment », dirigé par le parti commu-

niste, célèbre par sa parfaite organisation, son enthousiasme et son inlassable propagande et doté de chefs tels que le camarade Enrique Castro, aujourd'hui commissaire politique inspecteur à la Guerre. Ce V^e Régiment forma à la plus stricte discipline militaire des milliers d'hommes, qui coururent aux fronts les plus proches de Madrid, qui se constituaient à cette époque.

Une colonne factieuse composée à Séville de troupes marocaines de choc, des Maures pour la plupart, avançait avec un fort matériel de guerre à travers les territoires de l'Estrémadure, avec pour seul obstacle les fusils de chasse des paysans et les malheureux fusils des partisans. Elle s'empara de Badajoz et, aux Arènes, réalisa la plus honteuse tuerie de l'histoire de l'humanité. On disposa les mitrailleuses en cercle et on les déchargea sur plus de mille paysans antifascistes réunis sans armes et parqués là comme du bétail.

Ces succès faciles remportés sur un peuple en train d'organiser son armée après la trahison presque totale des militaires de caste, tournèrent la tête à la clique des généraux fascistes. Le général Mola — il se tua quelques mois plus tard dans un accident d'avion — annonça en de pompeuses déclarations internationalement connues qu'il attaquerait et prendrait Madrid avec quatre colonnes : une pour le Sud,

Tolède, Gétafé, sous les ordres de Yague, le bourreau de Badajoz; une autre pour l'Ouest, Maqueda, Navalcarnero, sous les ordres de Varela, général africain; une troisième pour le Nord, Guadarrama, sous les ordres de Mola en personne; une autre enfin pour le Nord-Est, sur le Jarama. Quant aux Madrilènes, on leur abandonnait « galamment » la sortie sur Valence pour qu'ils se replient vers la mer. Mola annonçait, fier comme un paon, qu'il existait de plus une *Cinquième colonne* composée de l'ennemi de l'arrière-garde, des fascistes et embusqués, des traîtres et des lâches.

La fanfaronnade du général Mola se brisa, le couvrant de ridicule, aux portes de Madrid. Surtout en ce qui concerne la *Cinquième colonne*. Le peuple madrilène la disloqua en quelques jours. On opéra un nettoyage de tous les fascistes qui conspiraient, abusant de la bienveillance du peuple. Mola, dont les fanfaronnades firent le plus grand tort à ses plans et à ses amis, avait inconsciemment lancé une expression qui fut reprise à Madrid, dans un sens plus large, et qui aujourd'hui s'est répandue par tout le pays. Sous le nom de *Cinquième colonne*, on désigne tous les ennemis de la République et de la victoire : les fascistes, les trotskistes, les militaires suspects, les saboteurs, les agitateurs, les spéculateurs, les provocateurs, les aventuriers, les incontrôlables et les indisciplinés forment la *Cinquième colonne*. Et l'expression commence à passer les frontières.

Attaque et défense de Madrid

La colonne de Yague avança par Cáceres, prit Talavera de la Reina, Tolède et arriva jusqu'à Gétafé. En même temps, Valera avançait par Navalcarnero et atteignait la Casa de Campo. Les miliciens avaient perdu pendant ces dures journées les meilleurs camarades, les plus vaillants volontaires. Ils étaient brisés, sans forces. On n'avait pas de réserves suffisantes à cause de la néfaste politique de Largo Caballero. On manquait de matériel de guerre et l'ennemi avançait avec des avions et du matériel allemand. Par la suite, ce furent des troupes qu'on envoya aux rebelles.

Les 5 et 6 novembre furent des jours d'angoisse à Madrid. L'ennemi avançait par la route vers Carabanchel (aux portes de Madrid) et Casa de Campo. Le 6, le gouvernement, devant la gravité de la situation, décida de se transporter à Valence. Le 7 novembre, une nouvelle courut dans Madrid : les Maures sont au pont de Tolède! S'ils passent l'humble mais bien aimé cours d'eau madrilène, le Manzanares, la situation est des plus graves! Un flot de haine jaillit. De mé-



MODESTO
Charpentier
Commandant du 5^e Corps d'armée
de l'Armée de la République

pris de la mort s'empare des hommes, des femmes et des enfants. Des centres communistes, des syndicats, de toute part, surgissent des centaines d'hommes. C'est en camion et en tramway qu'ils vont au front, car celui-ci se trouve à peu de distance du tramway de ceinture. Ils y vont en chantant. Des centaines de propagandistes — préfiguration des commissaires politiques — enflamment les combattants par leurs discours ardents. Ils n'en sont pas moins les premiers au combat. Dans les rues, on fait appel à tous ceux qui peuvent porter les armes. Le mot d'ordre : « Ils ne passeront pas ! » est devenu la chair et le sang du peuple. Madrid est en danger ! On entend le crépitement des mitrailleuses, les explosions des mortiers et des canons, les terribles explosions des bombes allemandes de 250 kilos. Hommes et femmes vont par la rue de Tolède armés de couteaux et de bâtons. D'autres attendent le fusil de celui qui va tomber. Se rappelant l'invasion napoléonienne, des femmes préparent de l'huile bouillante à jeter par les fenêtres, qu'elles calfeutrent de matelas ; on élève des barricades pour défendre Madrid pied à pied. Les quatre derniers bataillons du 5^e Régiment résistent encore aux hordes de Franco et les brèches qui s'ouvrent dans leurs rangs sont comblées par d'incessants renforts de volontaires. D'innombrables chansons de guerre vont rester immortelles, enrichissant le folklore madrilène :

Les quatre bataillons
Qui défendent Madrid
C'est la fleur de l'Espagne,
La plus noble fleur du peuple.

Du ministère de la Marine sort spontanément l'infanterie des aspirants de marine, qui résistent à Carabanchel aux plus rudes assauts. De leurs rangs surgit un héros de la lutte contre les tanks : Antonio Coll rampe, armé de grenades, comme le prolétariat madrilène, des centaines de fois déjà, l'a vu faire dans le film soviétique *Les marins de Cronstadt*, jusque sous les tanks fascistes qu'il fait sauter ; et, c'est l'essentiel, il élève le moral des combattants, détruit la terreur qu'inspirent les tanks. Après lui se révélèrent d'autres héros du combat antitank, mais Antonio Coll est le premier et le plus populaire. Antonio Coll, après avoir détruit bien des tanks, est mort en accomplissant son audacieuse mission, mais sa mémoire vivra bien des années dans les cours de tous les Espagnols.

Arrive alors à Madrid, en ces moments si critiques, la Brigade internationale. Des révolutionnaires de tous les pays, poursuivis, habitués à la lutte illégale, des hommes d'acier. Les meilleurs d'Europe, d'Amérique, du monde ! Ces volontaires de l'idéal, la flamme de l'abnégation dans les yeux, défilent martialement en se dirigeant vers le front et font pleurer de joie les Madrilènes devant cette manifestation de la solidarité internationale. Les internationaux combattent à la Cité Universitaire où s'est réfugié l'ennemi, mis en échec dans ses tentatives de pénétration par les ponts de Tolède et de Ségovie. Les volontaires internationaux soutiennent des corps à corps héroïques avec l'ennemi. Parmi ceux qui sont tombés dans la lutte se dresse une grande figure révolutionnaire : Hans Beimler, chef révolutionnaire allemand, échappé du camp de concentration de Dachau, qui mourut à la Cité Universitaire en luttant pour la liberté.

En décembre, les fascistes lancent une nouvelle offensive pour entrer dans Madrid par Las Rozas et Pozuelo. Nouvelle tentative infructueuse.

La défense est active et l'armée populaire, par un audacieux coup de main, prend Cerro Rojo, importante position, d'ailleurs reconquise par l'ennemi. Mais cette preuve de vitalité l'a déconcerté.

En février 1937, soigneusement préparée sur le fleuve Jarama, au Nord-Est, se dessine une autre offensive ennemie, dont l'objectif est Madrid : elle est repoussée avec la plus grande énergie et sans avoir suscité autant d'angoisses que les précédentes. L'ennemi ne veut pas renoncer à Madrid, car les maîtres étrangers de Franco sont impatients, et en mars une ultime offensive contre Madrid se dessine près de Guadalajara. On y emploie des divisions italiennes et c'est une des premières grandes victoires de l'Armée populaire, qui met en déroute les Italiens. Ceux-ci abandonnent tout

leur matériel et un grand nombre de prisonniers. De même que les « vagues » d'assaut et toute la technique militaire allemande s'étaient brisées dans les faubourgs madrilènes, de même le chef italien Bergonzoli voit écnouer son offensive contre Madrid. L'ennemi ne passe pas parce qu'un peuple est là qui préfère la mort à l'esclavage. Un peuple dont on n'avait pas tenu compte, comme l'avaient oublié les factieux de la caserne de la Montagne, et qui écrasa les quatre colonnes lancées contre lui, en même temps que la « Cinquième colonne ».

L'impuissance désespérée des fascistes s'exaspère contre Madrid et ils se livrent à de criminels bombardements. L'aviation républicaine combat et les Madrilènes assistent intrépides aux combats, poussant des cris d'enthousiasme quand apparaissent les « camaras », ainsi surnommés par l'affection populaire à cause de la forme aplatie de leur hélice. Des milliers d'enfants, de femmes, de vieillards périssent. On commence l'évacuation de la population civile vers les régions de Valence et la Catalogne. Des milliers et des milliers de Madrilènes — la majeure partie de la population — refusent obstinément de partir et préfèrent rester à ce poste d'avant-garde, au mépris de la mitraille et des privations.

Les hommes

Quand le gouvernement se rend à Valence, le 6 novembre 1936, on constitue à Madrid une Junte de défense composée de représentants de tous les partis du Front populaire et des syndicats. Cette Junte a sauvé la situation aux heures difficiles de l'approche ennemie. A sa tête est le général Miaja, vieux militaire antifasciste. Avec l'aide vaillante du lieutenant-colonel d'état-major Rojo — aujourd'hui passé général en raison de sa valeur — et l'appui politique du commissaire Anton, Miaja repousse l'envahisseur, organise l'armée du Centre, l'une des mieux équipées de tous les fronts, qui impose une sévère discipline militaire de lutte. Sa figure prend dans toute l'Espagne un tel relief qu'il est aujourd'hui le général le plus populaire et le plus aimé du peuple. Miaja est activement secondé par le secrétaire de la Junte, le camarade Maximo de Dios, du parti socialiste. Les camarades communistes Mije et Diequez sont conseillers à la Guerre ; à l'Ordre public, Santiago et Carillo, des Jeunesses socialistes unifiées ; au Ravitaillement, Yague et Nieto, de l'U.G.T., affiliés au parti communiste. La C.N.T., la Gauche républicaine, l'Union républicaine, le Parti syndicaliste et les Jeunesses libertaires ont également chacun deux représentants au sein de la Junte de défense.

Des militaires de carrière comme Ristori, mort au front, comme Burillon et Ortega, apportent l'appui de leur science à Madrid. Des chefs militaires issus du peuple, aussi populaires que Modesto et Lister, dirigent des corps d'armée et des divisions avec une précision et une fougue dignes des meilleurs stratèges. Ces hommes sont secondés par une infinité de collaborateurs admirables, de chefs, d'officiers, de soldats, d'ouvriers des usines de guerre et de ravitaillement, qui rivalisent d'efforts et d'abnégation. Grâce à leur union, Madrid est imprenable pour le fascisme !

L'exemple de Madrid

Les mois s'écoulent, la défense se poursuit, la population civile de Madrid conserve son héroïque force de résistance, grâce à laquelle elle surmonte toutes les difficultés de la guerre. Durant les premiers mois de la défense de Madrid, c'est dans la capitale, en dépit de la proximité des fronts, en dépit des bombardements continus, que le Front populaire organise le plus de meetings, le plus de réunions, afin de mettre le peuple en garde contre les manœuvres de la Cinquième colonne, de tirer le meilleur parti possible de l'effort collectif, de l'intensifier, et, d'une manière générale, de résoudre au mieux tous les problèmes que soulève la guerre.

Sans relâche, un ardent travail politique est déployé parmi les masses, qui les tient en haleine, leur fait comprendre à chaque instant les particularités de la situation et contribue à maintenir vivant l'esprit de Novembre.

Ce travail politique consiste à éclaircir devant les masses

toutes les questions posées, à les consulter à tout moment, à solliciter leur collaboration pour trouver une solution à tous les problèmes, si bien que chaque jour l'abnégation et l'esprit de sacrifice de Madrid se fortifient davantage, que les manœuvres de la Cinquième colonne sont déjouées et que l'esprit combatif de la Cité s'affermir davantage à chaque bombardement, à chaque dure épreuve à laquelle la guerre la soumet.

En juin 1937, la défense de la ville se trouve fortement consolidée, et on lance une grande offensive pour libérer Madrid des canons fascistes. L'attaque est menée par Brunete, dans le dessein de couper la pointe la plus avancée des troupes ennemies. Ce but n'est pas atteint, mais on gagne néanmoins du terrain. Les secondes lignes fascistes sont surprises et bousculées; l'efficacité des moyens dont disposent les troupes républicaines pour mettre en échec le puissant appareil de guerre de l'ennemi est prouvée.

C'est alors que se livrèrent les plus forts combats de la guerre enregistrés jusqu'à ce moment, en même temps que se révèle la capacité de l'armée du Centre.

La haine du fascisme est décuplée par les bombardements de Madrid. Mais sous les obus, les Madrilènes se sont accoutumés à rechercher leurs biens sous les décombres, à changer de domicile et à continuer leur vie, une vie de lutte, d'effort quotidien, d'héroïsme.

Au milieu de l'année 1937 s'institue une intense campagne pour augmenter la production de la naissante industrie de guerre espagnole. Tout Madrid est sur pied. La voix la plus ardente dans ce concert, la voix de l'avant-garde, est celle du parti communiste. Elle s'élève dans toutes les fabriques, elle retentit dans toutes les rues, elle se fait entendre dans tous les foyers : « Les femmes à la production ! »

Des milliers de femmes se mettent à l'œuvre. La plupart n'ont jamais travaillé dans les usines. Néanmoins, elles donnent dans les ateliers un magnifique exemple d'abnégation et de capacité auprès des machines qu'ont dû abandonner les hommes appelés sous les armes par la mobilisation.

Sur bien des lieux de travail, les femmes ne se contentent pas de rivaliser avec leurs camarades masculins les plus qualifiés; elles arrivent à dépasser les chiffres antérieurs, découvrent ceux qui sabotent la production et augmentent constamment leurs connaissances techniques.

En même temps, ce travail politique a pour effet qu'en aucun moment les soldats qui défendent la ville ne sont isolés du peuple, qui travaille à accroître leur puissance militaire et œuvre sans relâche à la construction de fortifications.

Parmi toutes les villes d'Espagne — et c'est naturel étant données les circonstances auxquelles la capitale a dû faire face et la force qu'y a prise le parti communiste — c'est à Madrid que le stakhanovisme s'est développé avec le plus d'enthousiasme et d'efficacité. Dans de nombreuses fabriques travaillent de vaillantes brigades de choc; elles augmentent la production, bien que les ateliers soient menacés par l'artillerie fasciste et que celle-ci ait, en bien des cas, creusé des vides parmi les ouvriers et les ouvrières. En même temps sont créés des restaurants collectifs, des clubs d'usines, etc.

Malgré quelques difficultés politiques, nées de malen-

tendus, le Front populaire de Madrid reste en contact direct avec le peuple, grâce en premier lieu au travail d'unité conséquent et inlassable du parti communiste.

Les dirigeants du Front populaire visitent les fabriques et les tranchées. Les masses populaires souhaitent que se multiplient ces manifestations si propres à resserrer toujours davantage les liens qui unissent les ouvriers et les soldats, le front et l'arrière.

Le difficile problème du ravitaillement en combustible et en vivres est une occasion de plus pour le peuple madrilène de manifester sa ferveur antifasciste et son attachement au Front populaire. Les vivres dont dispose cette ville de plus d'un million d'habitants ne sont certes pas abondants. Pourtant, une distribution régulièrement organisée, et la disparition totale des profiteurs, ont permis d'éviter les inégalités excessives et facilité dans une grande mesure la répartition des produits alimentaires.

Durant ces derniers mois, le parti communiste a mobilisé les masses populaires par l'intermédiaire des assemblées municipales, pour discuter des problèmes du ravitaillement en vivres et en combustible, des questions de logement, etc. En discutant ces problèmes avec le peuple, les communistes ont toujours reçu de lui d'heureuses initiatives et de justes solutions. Cet exemple a été suivi par les autres fractions du Front populaire au sein des conseils municipaux, de façon à ce qu'en toute occasion le peuple puisse collaborer avec les autorités et participer à tout ce qui intéresse la vie de Madrid.

A différentes reprises, le secrétaire général du parti communiste, le camarade José Diaz, a cité Madrid en exemple à toute l'Espagne, ce qui n'est que justice. Madrid est un exemple de combativité, d'organisation, d'esprit antifasciste. Et il est juste de dire que le travail politique tenace et inlassable qui a été mené et que le parti communiste, au côté de tous les partis et organisations du Front populaire, a toujours dirigé, comme le lui dictait son devoir, a contribué dans une large mesure à maintenir et renforcer les vertus du peuple madrilène.

Pour toutes ces raisons, l'Espagne est aujourd'hui convaincue que si la situation du 7 novembre se répétait, Madrid revivrait ces journées glorieuses et ferait de nouveau mordre la poussière aux envahisseurs fascistes.

D'autre part, plus se perfectionne chaque jour son organisation de guerre, et plus Madrid dispose de temps pour couvrir ses monuments de forts revêtements de briques, pour qu'ils ne soient pas détruits par les obus des ennemis de l'art et de la culture, de ceux qui brûlèrent des livres de science sur les places de Berlin. Parmi ces monuments se trouvent les populaires statues du dieu Neptune et de la déesse Cybèle. Et comme le peuple madrilène sait alléger ses peines, se moquant de ces statues couvertes, il les nomme plaisamment « le crépuscule des dieux ».

Des poètes et des musiciens révolutionnaires ont consacré à Madrid leurs meilleures œuvres. Mais l'œuvre définitive n'est pas encore écrite. Madrid, cœur de l'Espagne, épopée des Espagnols, orgueil des Madrilènes, défend en ses tranchées la démocratie mondiale.

LE mouvement ouvrier international dispose de forces et de moyens suffisants pour faire cesser l'intervention du fascisme allemand et italien en Espagne et l'invasion de la clique militaire japonaise en Chine, pour assurer la paix internationale. Mais il est nécessaire, pour cela, que les énormes forces et moyens du mouvement ouvrier international soient unifiés et orientés vers une lutte effective et inébranlable contre le fascisme et la guerre.

(GEORGES DIMITROV. Le fascisme, c'est la guerre. Correspondance Internationale, 7 août 1937.)

Les masses antifascistes et les héros du peuple espagnol

par EUSEBIO CIMORRA

DANS les rues de Madrid, la radio annonçait : « Un mouvement insurrectionnel a éclaté en quelques points de l'Afrique. Cependant, le gouvernement considère les forces dont il dispose comme suffisantes pour le réprimer. »

C'était le début de l'insurrection militaire-fasciste.

Le prolétariat comprit que la seule possibilité de salut résidait en sa force, en son héroïsme. Le peuple n'hésita pas un instant et réclama pour se défendre le seul moyen qui permit d'opposer une résistance efficace à la rébellion fasciste armée : des fusils !

Le Parti communiste espagnol exprima de la façon la plus pressante cette revendication lors de l'assemblée du Front populaire, convoquée en toute hâte ; il s'en fit l'interprète auprès du gouvernement, dont l'inquiétude croissait à chaque minute, qui se sentait entouré de trahison et se montrait à chaque heure plus hésitant et irrésolu.

Il faut armer les ouvriers ! Il faut armer les masses populaires, organiser la défense de la République, en faisant appel à ceux qui, seuls, peuvent la sauver, qui constituent son véritable soutien : les masses ouvrières et antifascistes.

Le 18 juillet, les masses populaires n'avaient pas encore reçu d'armes.

La nervosité politique a atteint son point culminant à Madrid. Les ouvriers accourent d'un commun accord au local de leurs organisations. Ils supplient qu'on leur donne des armes, ils exigent des armes. Une délégation du Front populaire se rend au ministère de l'Intérieur pour insister sur la nécessité d'agir vite. Et, ce soir-là, les premiers camions chargés d'ouvriers se hâtent vers les centres de distribution d'armes : Ventas, Cuatro Caminos, Pacifico et parc d'artillerie.

C'est au parc d'artillerie que sont distribuées les premières dizaines de fusils et de carabines. Des mains inexpertes caressent les armes et s'efforcent de déchiffrer le secret de leur fonctionnement. Ceux qui savent rayonnent, tout fiers de leur science :

— Tu vois, comme ça... Tu tires en arrière avec la main droite, tu armes... et voilà, tu peux tirer.

On écoute avidement les dernières nouvelles de la situation dans les casernes de Madrid. La caserne de la Montagne, principal centre de la rébellion, est entièrement aux mains des insurgés. Le général Fanjul, qui a fait pénétrer en fraude quelques centaines de phalangistes, a provoqué la rébellion des troupes. Il faut agir. Et le peuple passe à l'action.

Au réveil, le 19 juillet, on entend le ronflement d'un avion républicain, qui jette sur la caserne de la Montagne des tracts appelant les mutins à se rendre. On entend le bruit sourd d'un canon, qui martèle les murs de la vieille caserne.

Le peuple, les masses, avec un prodigieux héroïsme, un courage incomparable, une force gigantesque, se lancent comme une avalanche à l'assaut de la citadelle, d'où l'on tire sans trêve sur la foule.

Les premiers rangs sont fauchés par le feu des mitrailleuses actionnées par les officiers, pâles de fureur et de haine.

Les gardes d'assaut — seule force armée qui reste réellement fidèle au gouvernement — tentent d'organiser l'attaque. Ce n'est pas facile. Le peuple brûle d'en venir aux mains avec les traîtres infâmes. Les assiégés ont ainsi beau jeu à massacrer l'avant-garde des masses. Mais peu importe. On saute par-dessus les blessés, par-dessus les morts. On se lance en avant, sous le feu nourri des balles. C'est avec quelques misérables espingoles, quelques pistolets antiques, la poitrine découverte et les mains nues, qu'il faut forcer la défense de la caserne. On se hisse par-dessus les grilles du grand portail. L'avalanche humaine atteint l'escalier de pierre. Les insurgés tentent vainement d'arrêter l'élan de la foule en l'inondant d'un feu serré, parti de toutes les embrasures.

Les premiers soldats accourent, brandissant leurs fusils et criant : « Vive la République ! » Ils embrassent avec effusion les ouvriers madrilènes venus conquérir une caserne. Dans les dortoirs et les réfectoires, de terribles com-

bats corps à corps continuent à se dérouler entre le peuple et les insurgés, officiers et phalangistes. Les militaires parjures tombent aux mains des masses. Voici le chef des insurgés de la caserne, Fanjul, que la peur rend aussi pâle qu'un mort. Il est environné de cigarettes à demi consommées, d'ampoules de morphine et de bouteilles de cognac. Ses officiers, pistolet au poing, montent la garde à sa porte. En vain. Les masses sont déjà là. Le peuple se précipite sur ces misérables, effrayés par le bruit du combat, et arrache au général Fanjul ses épaulettes.

L'insurrection avait été préparée dans les districts militaires de Madrid à Alcalá, El Pardo et Carabanchel. Les forces du peuple, les masses, en dépit de leur organisation militaire encore embryonnaire, s'élançèrent sans hésiter à l'assaut des repaires des traîtres.

L'uniforme des milices antifascistes naissantes, ce fut la salopette bleue, tachée d'huile de machines. C'est ce vêtement de travail, surnommé le « singe », qui devint le glorieux uniforme du peuple à l'heure où il saisit les armes pour défendre sa liberté. Les combattants des gardes d'assaut avaient eux aussi revêtu une sorte d'overall bleu, et ils apparaissaient ainsi plus que jamais comme les frères des ouvriers, comme la force armée du peuple.

A la caserne d'Alcalá de Henares, le peuple se rendit maître en quelques heures du bataillon cycliste qui s'était mutiné. A la caserne d'El Pardo, on vint à bout d'une colonne insurgée qui — comme la chose se produisit du reste dans plusieurs cas — tentait de dissimuler sa véritable nature en criant cyniquement : « Vive la République ! »

Les bataillons populaires vainqueurs à la caserne d'Alcalá se dirigèrent alors vers Guadalajara. Drapeaux rouges et républicains déployés, brandissant leurs fusils, les milices populaires prirent place dans les camions qui portaient vers le combat. Quelques chefs militaires loyaux, entre autres le capitaine Ristori, l'un des plus valeureux et des plus populaires héros de la lutte du peuple espagnol, avaient pris la tête des opérations.

Guadalajara fut assiégée. D'importantes forces insurgées étaient concentrées dans la ville, mais elles n'eurent pas le courage de résister. Leur supériorité en armes, en organisation et en possibilités naturelles de défense fut sans effet devant l'audace et le courage des masses, la valeur des chefs militaires restés fidèles à la République et au peuple. Guadalajara tomba après quelques heures de bombardement. Quand elles pénétrèrent dans la ville, les forces populaires ne trouvèrent que des maisons criblées de balles de mitrailleuse et une poignée de misérables, qui furent faits prisonniers. Ristori informa par téléphone le premier ministre. On raconte aujourd'hui encore la suggestive anecdote suivante.

A l'autre bout du fil, on s'exclame :

— Mais d'où appelez-vous donc ? N'avez-vous pas reçu mes ordres ?

Ristori s'excuse :

— Pardon, monsieur le ministre, je me suis permis, avec l'aide des forces populaires, de prendre la ville de Guadalajara.

— ... ? !

— Oui, je vous parle du bâtiment du gouvernement de Guadalajara.

Le plus grave danger approchait. Les colonnes de Mola, avançant sur les routes de la Sierra, étaient parvenues aux abords du village de Guadarrama, à 50 kilomètres à peine de la capitale de la République, jusqu'à la chaîne de Somosierra.

Les masses en armes se battirent avec un courage inouï contre une armée puissante, une armée de métier. Et c'est l'assaut de cette armée qu'elles parvinrent à repousser, de Guadarrama jusqu'au Haut-Léon. Elles exercèrent une pression opiniâtre, qui coûta des flots de sang aux forces républicaines, sur les positions dominantes occupées par l'ennemi.

A cette lutte livrée pour la cause des travailleurs participèrent au premier rang les meilleurs fils du peuple, les chefs des partis et des organisations : Francisco Anton, le secrétaire du P. C. de Madrid, avec sa carabine et sa salo-

ette; Montoliu, également membre de la direction du P. C. madrilène; Francisco Galan, frère du héros de Jaca, membre actif du parti communiste, retourné à son métier, le métier des armes, pour défendre la République.

Les meilleurs ouvriers, les meilleurs antifascistes, luttèrent et tombèrent dans les combats de la Sierra. Là se déploya le plus prodigieux héroïsme; l'héroïsme des masses, se donnant tout entières, avec un indicible courage, pour arracher la victoire.

Déjà, l'ennemi se trouve acculé, et par une force qu'il ne peut plus, désormais, mépriser : le peuple en armes.

Des centaines d'autres miliciens s'élancent à la conquête de Tolède, où les occupants de l'Académie militaire et toutes les forces de la Garde civile de la province concentrées dans la ville se sont joints à l'insurrection. Tolède semble imprenable, en raison de sa situation géographique. Le flot populaire ne se laisse pas arrêter dans sa progression par le feu de barrage de l'adversaire. Les insurgés doivent céder devant cette force inconcevable pour eux, la force du peuple, qui pénètre jusqu'au centre de la ville, jusqu'à la Plaza de Zocover. L'ennemi se retranche dans la citadelle de Tolède, l'Alcazar, emportant avec lui tout un arsenal d'armes, de formidables réserves de vivres, plusieurs centaines de femmes et d'enfants en bas âge.

Tolède est entièrement au pouvoir de la République. L'Alcazar est sous le feu des armes républicaines.

La situation de la Catalogne inquiétait vivement le gouvernement. En effet, la Catalogne est la plus importante région industrielle de l'Espagne. La conserver ou la perdre, c'était là l'un des enjeux primordiaux de la lutte.

Le peuple de Barcelone, bien qu'il eût connaissance de l'insurrection au Maroc et dans certaines provinces de l'Espagne, était privé d'informations précises sur les événements qui se déroulaient à Madrid. Pourtant, il profita de l'instant, comme les travailleurs de Madrid, pour saisir les traîtres à la gorge. Au début, c'est à peine s'il possédait quelques armes. Le prolétariat et les masses n'avaient pour eux que leur héroïsme.

Le soir du 19 juillet, des corps de l'armée sortent des casernes et attaquent la ville. Comme à Madrid et ailleurs, la grève générale a été proclamée. Le prolétariat est descendu en masse dans la rue. Des patrouilles ouvrières s'organisent déjà. Le gouvernement de la Généralité peut compter sur un appui fidèle : celui des gardes d'assaut.

Les premiers coups de feu éclatent. Les ouvriers édifient en hâte des barricades dans les principales rues. Les mains nues, ils se jettent sur les soldats pour les désarmer. La poitrine découverte, ils se ruent à un sauvage combat, à la mort, pour conquérir des armes. Un fusil se paie au prix de deux ou trois vies ouvrières.

Les masses populaires s'élancent à l'assaut des casernes où la situation est la plus grave. On sait que le quartier général de l'insurrection se trouve à la caserne d'Atarazanas, d'où Goded dirige les opérations. On comprend qu'en s'emparant de ce général félon, on peut briser le mouvement insurrectionnel en Catalogne.

Aussi la prise d'Atarazanas est-elle le but que le peuple se pose en tout premier lieu. Déjà, les masses encerclent la caserne. Les ouvriers, qui se sont emparés des armes des soldats, parviennent aussi, tel est leur héroïsme, à leur arracher leurs canons. Les camions chargés d'ouvriers foncent sur les batteries factieuses qui crachent la mitraille.

Les forces populaires cernent la caserne et, au cri de « Vive la Catalogne ! Vive la République ! », le signal de l'assaut est donné. C'est là que tombe, percé de balles, un véritable héros, un noble combattant de la classe ouvrière, membre révolutionnaire de la C.N.T., qui commande un important détachement, l'anarchiste Francisco Ascaso.

Les gardes d'assaut et les travailleurs s'élancent au tra-

vers des cours de la caserne. Comme Fanjul, Goded apprend à connaître la force du peuple. Il est arrêté.

Ce même jour, qui marquait pour la Catalogne l'un des épisodes capitaux de la lutte, on se préoccupait déjà d'organiser les milices qui devaient partir pour l'Aragon.

En Catalogne aussi, l'héroïsme des masses était vainqueur.

Ici comme à Madrid, c'est des meilleurs fils de la classe ouvrière et du peuple que furent constituées les milices catalanes. Les postes de commandement militaire furent assumés par les combattants révolutionnaires les plus éprouvés.

Les milices catalanes se mirent en marche en direction du Haut-Aragon, d'où les troupes de Cabanella, chef des insurgés de Saragosse, s'avançaient dans l'intention d'occuper la Catalogne.

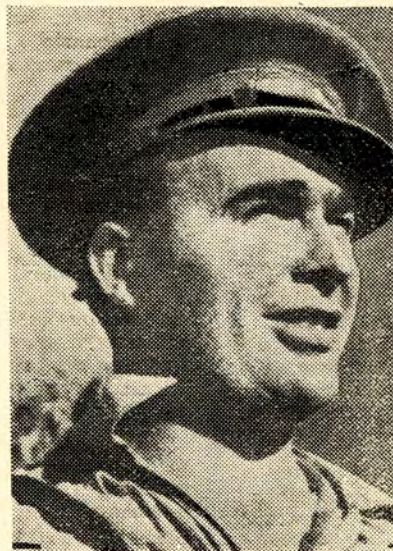
Ces premiers jours furent placés sous le signe du plus prodigieux élan et de l'ardent héroïsme des masses. Ce qui, en théorie, et à en juger d'après un examen raisonné des possibilités concrètes, paraissait irréalisable, le peuple le réalisa, grâce à la force créatrice, à l'imbrisable volonté, à l'énergie souveraine et à la confiance inaliénable qui émanaient de lui.

Les colonnes catalanes prirent Alcaniz, Bujaralos et la grosse bourgade aragonaise de Caspe.

Elles luttèrent avec tant de valeur, tant d'héroïsme, qu'elles parvinrent à briser la progression des bataillons fascistes et à restituer à la République une grande partie du Haut-Aragon.

La Catalogne était libérée grâce à l'héroïsme de son peuple. L'ennemi était contenu bien loin des frontières géographiques du pays.

Et des rangs des formes armées ouvrières et républicaines qui avaient réprimé l'insurrection fasciste à Barcelone et chassé l'ennemi de Catalogne, un nom surgit, de plus en plus célèbre, parmi les combattants et dans le peuple tout entier : celui du héros national Buena Ventura Durruti, l'un des dirigeants de la C. N. T.



ENRIQUE LISTER
Colonel de l'Armée populaire
Ancien maçon

En d'autres points de l'Espagne également, le peuple écrasa dans leur germe les tentatives de soulèvement des militaires fascistes.

L'Andalousie fut l'un des foyers où le mouvement insurrectionnel éclata avec la plus grande violence. Après une brève, mais héroïque lutte, une bataille de barricades où de nombreux prolétaires perdirent la vie, Séville tomba. Là, comme

à Cadix, à Cordoue, en Galice et en Navarre, les ouvriers, les masses populaires étaient sans armes. La lâcheté et la trahison des autorités républicaines de l'époque furent les meilleures alliées des rebelles.

A Malaga, la lutte fut particulièrement héroïque.

Là aussi, l'insurrection éclata le 18 juillet. Les troupes insurgées défilèrent dans les paisibles artères de la ville. Des détachements de gardes civils, dont on ignorait l'attitude, patrouillaient dans les rues.

Au siège du gouvernement provincial, les dirigeants des partis prolétariens et démocratiques s'assemblèrent pour mettre la ville en état de défense. Les gardes d'assaut, ici aussi, étaient restés fidèles à la République et ils participèrent au côté du peuple à la défense de la ville. Et quelle défense ! Des barricades, des fusils de chasse, de vieux pistolets quasi inutilisables, quelques carabines...

Les premières salves retentissent. Le régiment mutin tente de parvenir jusqu'au palais du gouvernement provincial.

Des fenêtres du bâtiment, on tient en échec les rebelles. Et pendant ce temps, des pelotons serrés de gardes civils attendent pour prendre part à l'issue de la lutte...

Le sort en est rapidement décidé. Le peuple escalade les barricades et se rue sur les chefs mutins. Les soldats républicains sont libérés. L'insurrection est mâtée.

La lutte héroïque que le peuple espagnol mène depuis bientôt deux ans non seulement contre la clique des militaristes et des castes réactionnaires de son pays, mais aussi contre les armées d'invasion de deux puissances étrangères, abonde en exemples de l'héroïsme des masses, qui ont prouvé ainsi de quelle puissance un peuple dispose lorsqu'il s'unit pour défendre sa liberté, les armes à la main. Et l'héroïsme individuel de tant de combattants exceptionnels est venu enrichir la gloire de toute la nation espagnole. Ces héros sont tout imprégnés des plus nobles traditions révolutionnaires, formés par les luttes incessantes pour la liberté; ce sont des membres actifs des partis et organisations antifascistes qui constituent le Front populaire espagnol.

Il est difficile, devant cette galerie de héros de la lutte du peuple espagnol, d'évoquer ici le passé et les exploits de tous. Aussi devons-nous nous borner à ne parler que de quelques-uns, mais notre pensée va à tous ceux qui ont combattu et qui sont morts sur la terre d'Espagne pour écraser les forces barbares du fascisme international.

Lina Odena était une jeune communiste, couturière de son métier. Jeune encore, elle participa en Catalogne à l'organisation des Jeunesses communistes. Elle était remarquablement courageuse et douée. Cette jeune fille allait de fabrique en fabrique, à Barcelone, pour y porter les justes mots d'ordre de lutte; elle était de tous les combats de l'avant-garde prolétarienne et sut supporter avec dignité les persécutions et la prison. En octobre 1934 déjà, Lina Odena acquit le renom d'une héroïne. Puis elle travailla à Madrid. Les jeunes ouvriers madrilénes avaient pour cette jeune femme intelligente, énergique et infatigable, douée d'extraordinaires dons d'organisatrice, le plus profond attachement.

L'insurrection de Juillet la surprend à Almería, où elle travaille pour son organisation. Lina se place aussitôt à un poste de combat. Avec l'ardeur qui lui est propre, cet esprit de décision qui est la meilleure expression de son courage, elle organise l'une des colonnes de milices qui doivent aller combattre en Andalousie. Lina assume le commandement de ce détachement, qui prend position sur le front de Grenade. Et là, une poignée d'ouvriers et de paysans andalous combattent avec l'héroïsme que sait leur insuffler leur commandant.

Lina Odena a l'habitude d'aller inspecter les postes les plus avancés. Elle s'avance sans crainte en territoire ennemi. Son audace lui est un jour fatale. Un matin, elle part pour effectuer elle-même une dangereuse reconnaissance en territoire adverse. Elle est seule avec le chauffeur dans une petite auto. Elle n'est armée que du revolver dont elle ne se sépare jamais. La voiture a déjà dépassé les premières lignes républicaines et continue à rouler à travers le *no mans land* ravagé par les combats. Soudain, un coup de feu retentit et l'auto est obligée de stopper.

Plusieurs dizaines de Marocains entourent la voiture. Lina est prête à se défendre. Elle se sert de l'auto comme d'une cuirasse, et décharge son arme contre ses assaillants. Le chauffeur se rend, les mains levées, aux Africains. Mais Lina ne veut pas se rendre. Les Kabyles du Rif sont stimulés par sa célébrité, par son courage et sa jeunesse. Ils cherchent à s'emparer d'elle vivante. L'état-major de Grenade a mis une forte prime sur la tête de la jeune communiste. Lina ne peut contenir l'approche des Maures avec son seul revolver. Il n'y a plus qu'une balle dans le chargeur. Cette dernière encore, et puis elle devra se rendre. Mais Lina ne veut pas se livrer à ces brutes. Elle ne veut pas être la proie de leurs tortures, jouer le rôle de butin de guerre. Et la dernière balle de son revolver, elle la garde pour elle-même, la jeune, la glorieuse, l'indomptable Lina Odena.

Les Maures s'emparèrent de ce corps — on voyait encore briller sur la vareuse les étoiles à cinq branches — au visage inondé de sang. Ils arrachèrent la poitrine de la morte, lui fracassèrent le crâne. Et le bourreau de Grenade, Varela, reçut les profanateurs de cadavres par ces mots :

— Il eût mieux valu que vous lui fassiez subir ce traitement alors qu'elle était encore en vie.

En ce jour, les ouvrières et les ouvriers, les antifascistes et tout le peuple de la ville, soumis à la plus terrible terreur,

saluèrent, le cœur meurtri, la dépouille profanée de Lina, comme un symbole appelant à la lutte et à la vengeance.

D'autres femmes encore sont tombées dans le combat. Des jeunes filles qui, aux premiers jours, avaient pris leur poste de lutte. Parmi ces héroïnes, il faut citer Antonia Portero, membre dévoué de la Jeunesse socialiste unifiée. Tous les ouvriers de Madrid connaissaient cette militante intelligente et énergique, cette révolutionnaire consciente et vaillante. Elle tomba dans la Sierra, durant les combats de Juillet. Elle défendait une mitrailleuse. Frappée par une balle, elle mourut, la main crispée sur son arme. La jeunesse de Madrid a gravé dans sa mémoire le nom de cette héroïne de la cause républicaine.

C'est durant la retraite de Talavera que tomba Andres Martin, dirigeant de la Jeunesse socialiste unifiée et membre du parti communiste. Il était au nombre des jeunes représentants les plus aimés de la nouvelle génération révolutionnaire. La vie d'Andres Martin est faite de luttes admirables, de persécutions vaillamment endurées. Ouvrier, il adhéra très jeune au mouvement révolutionnaire. En juillet 1936, il fut des premiers combats et organisa le bataillon « Pasionaria », incorporé au V^e Régiment, dont il était l'un des commandants. Lors des combats autour de Sigüenza et sur le front d'Estrémadure, il se couvrit de gloire. Il tomba devant Oropesa, blessé d'une balle dans la poitrine.

Il perdit beaucoup de sang. Malgré les soins dont il fut l'objet, son état ne permit pas que les troupes républicaines l'emmenent dans la retraite à laquelle les contraignait l'intervention massive des tanks italiens. Quelques heures plus tard, les barbares font irruption dans l'hôpital, la baïonnette au poing, et se livrent au plus répugnant massacre d'hommes incapables de se défendre, de mourants et d'infirmes. Mais le jeune Andres Martin est l'objet de toute leur fureur. Comme on lui demande qui il est, il répond calmement, avec la fierté du révolutionnaire qui se sont plus fort que ces brutes qui s'apprêtent à l'égorger :

— Je suis le commandant du bataillon « Pasionaria ». Je suis un soldat blessé du peuple espagnol.

On l'arrache à son lit, en le frappant à coups de crosse, on lui ordonne de s'habiller et on le conduit devant le commandant rebelle, qui espère arracher à Martin des renseignements. Mais ni les tortures, ni les souffrances que lui cause sa blessure encore fraîche, ne parviennent à briser la fierté, la fermeté du jeune antifasciste. Il est à l'agonie quand ses bourreaux le conduisent au poteau d'exécution.

Et devant le peloton, il trouve encore la force de crier :
— Vive la République ! Vive le parti communiste !

L'intelligence espagnole a elle aussi ses héros et ses martyrs. Les plus éminents représentants de la science, de l'art et de la littérature sont restés fidèles au peuple. Ils comprennent que les fusils républicains défendent l'avenir de la civilisation et du progrès.

Parmi ces martyrs, Federico Garcia Lorca, le plus grand poète contemporain d'Espagne, apparaît comme le symbole des victimes de la brutalité fasciste. Garcia Lorca ne s'occupait pas activement de politique. Il lui suffisait d'être un grand poète. Son crime impardonnable, aux yeux de ses bourreaux, fut d'avoir écrit un poème où il stigmatisait en traits ineffaçables le rôle de la Garde civile, force de répression traditionnelle de la plus sombre réaction.

Garcia travaillait à Grenade, dans la retraite où il se complaisait, lorsque éclata l'insurrection. Les « petits maîtres » fascistes, ivres de haine, l'arrêtèrent et le fusillèrent. En la personne du poète, avec une sauvagerie médiévale, ils assassinèrent l'un des plus brillants représentants de l'intelligence espagnole.

Nombre d'intellectuels espagnols ont combattu dans les rangs du peuple. Ils ont pour héros le sculpteur Emiliano Barral, qui lutta, l'arme en main, sur les fronts de Madrid. Barral est l'auteur d'une effigie du fondateur du Parti socialiste espagnol, Pablo Iglesias.

Emiliano Barral était l'un des plus remarquables sculp-

teurs d'Espagne. Mais ce fut aussi un combattant révolutionnaire. Il savait que c'est son art que les troupes républicaines défendaient dans les tranchées de Madrid. Aussi, alla-t-il les rejoindre pour combattre et mourir dans leurs rangs. Le peuple espagnol se souviendra de son œuvre et de sa mort.

Parmi les intellectuels espagnols, il faut souligner les magnifiques services rendus à la cause du peuple par les instituteurs. On a vu des bataillons composés exclusivement d'instituteurs, dont la majorité étaient militants de leur syndicat. Les instituteurs ont eux aussi leur héros : Felix Barzana, commandant d'un bataillon qui prit son nom lorsqu'il mourut au combat. Barzana était un membre dévoué du parti communiste et, aux jours historiques de Novembre, il fut au nombre des défenseurs de Madrid. C'est là qu'il devait trouver la mort. Son bataillon se battit glorieusement aux portes de la capitale. Felix Barzana tomba sous la grêle des projectiles ennemis, dans les tranchées républicaines.

L'Armée populaire, l'armée de la République espagnole, a été édifiée sur les milices que les masses, les partis et les organisations créèrent à l'heure des premiers combats et qui, par leur vaillance, surent protéger la liberté du peuple espagnol. Au premier rang de ces colonnes populaires, il faut citer le V^e Régiment.

Les masses en armes eurent pour chefs, outre les militaires de métier restés fidèles au gouvernement légitime de leur pays, ceux qui sortirent du peuple même, les commandants issus des rangs de la classe ouvrière et des antifascistes.

Jusqu'au 18 juillet, Enrique Lister avait exercé le métier de carrier. Cet ouvrier, fils d'ouvriers, a dû souvent, au cours de son existence, goûter au pain amer de l'émigration. Presque un enfant encore il émigra à Cuba. Il était tout jeune quand il prit place comme membre actif dans les rangs communistes. Il n'échappa pas aux poursuites de la bourgeoisie. En 1934, il dut émigrer à nouveau et se rendit en Union soviétique. A son retour, il se consacra de toutes ses forces au travail du parti. En juillet, il est dans la Sierra de Guadarrama, où il combat dans les milices populaires. Il est au nombre des organisations du V^e Régiment, cette colonne qui servit d'exemple et de pépinière de chefs pour la constitution de l'Armée populaire. C'est dans ses rangs que fut formé le meilleur noyau de l'armée régulière de la République.

Les bataillons de Lister, en raison de leur héroïsme et de leur force, acquièrent bientôt une popularité quasi légendaire.

Par la suite, Enrique Lister prit le commandement d'une brigade composée de quatre glorieux bataillons. Deux d'entre eux, les bataillons « Victoria » et « Amanecer », ne sont plus qu'un ineffaçable souvenir dans la mémoire de tous les antifascistes. Ils sont tombés, presque jusqu'au dernier homme, face à l'ennemi. La brigade de Lister devint la troupe de choc à laquelle on faisait appel dans toutes les circonstances difficiles, pour qu'elle vienne donner un exemple d'ardeur combative et d'opiniâtreté. Elle lutta héroïquement à Tolède. Aux sombres jours de la retraite de Talavera, c'est avant tout Lister et ses hommes qui réussirent à couvrir le recul en bon ordre des troupes républicaines. Sur le front de Guadalajara, quand les légions italiennes furent écrasées, à la prise de Brunete, partout Lister a écrit de nouvelles pages de la glorieuse lutte du peuple espagnol. Lorsque l'ennemi lança ses meilleures troupes de choc, comme un bélier, contre les positions républicaines de Brunete, c'est Lister qui essaya le premier l'avalanche de feu de l'ennemi, pour se frayer bientôt après un passage

avec ses troupes à travers les rangs serrés des mercenaires fascistes. Personne n'eût cru, à voir cet homme, qui, vêtu comme un simple soldat, appuyé par quelques fusils, s'élançait sous la pluie drue des projectiles, qu'il fût le chef d'une division. Mais tels sont les chefs de l'Armée populaire.

Lister, toujours Lister. Il n'y a pas d'épisode de la guerre où ce nom n'apparaisse. Les exploits de Lister et de sa brigade atteignirent leur point culminant à la bataille de Teruel. Là, ce ne fut plus seulement l'héroïsme de Lister, mais ses capacités militaires, l'enthousiasme, le courage et la discipline qu'il a su inculquer à ses soldats, qui firent que l'une des offensives les plus violentes de Franco put être brisée grâce à la brillante stratégie et à la vaillance de la IX^e division. Ce jour-là, le plus important de toute la guerre, le commandement républicain conféra au major Lister le grade de lieutenant-colonel. Et cette promotion vint annuler un décret du gouvernement Caballero, qui limitait au grade de major la carrière militaire des chefs issus des rangs du peuple.



VALENTIN GONZALES
« El Campesino »
Major de l'Armée populaire

Avant la guerre, le commandant Modesto était charpentier. Il est membre du parti communiste. En juillet, il est l'un de ceux qui organisent le V^e Régiment. Dès les premiers jours, il est au plus fort du combat, à la tête du glorieux bataillon « Thälmann », troupe de choc des milices populaires. Le commandant Modesto sait tremper la vaillance de son bataillon à la manière bolchéviste. De la série de ses exploits, nous nous bornerons à citer les hauts faits suivants :

C'était à Aranjuez, à 50 kilomètres de Madrid. L'ennemi cherchait à s'emparer de la route où l'organisation était encore absolument déficiente. Les forces qui avaient pour mission de défendre Aranjuez, trahies par leurs chefs et par la lâcheté et l'irrésolution des militaires de métier, avaient battu en retraite. Les provocateurs ne restaient pas inactifs et tentaient de semer la démoralisation dans les rangs de l'armée du peuple. Mais le bataillon « Thälmann » resta à son poste. Son commandant, Modesto, avec une calme résolution, avait dit : « Ici, ils ne passeront pas. » Le bataillon occupait un petit monticule devant Aranjuez. L'artillerie ennemie bombardait à bout portant les positions. On pouvait entendre les voix des Maures et le galop de la cavalerie. Modesto n'eut que ces mots : « Ils sont déjà là. Baïonnette au canon ! »

Car le bataillon avait épuisé ses munitions. Les héroïques combattants bondissent hors de leurs retranchements et, personne ne sait comment, parviennent à mettre en déroute les troupes marocaines. Le bataillon « Thälmann » est décimé, mais Aranjuez sauvée. Un exemple de plus des stupéfiants effets du véritable héroïsme.

Modesto lutta aussi lors de la défense de Madrid. Il fut chargé du commandement du V^e corps d'armée, la plus vaillante division de l'armée du Centre. On accorda entière confiance au commandant Modesto, dont on connaissait la science militaire et la magnifique énergie. S'aidant des grandes cartes d'état-major, il traça le plan des opérations de Brunete, et c'est lui qui dirigea cette offensive, destinée à forcer l'ennemi à diminuer la pression qu'il exerçait sur le front du Nord.

Modesto, l'ancien et glorieux commandant du bataillon « Thälmann », est aujourd'hui à la tête du V^e corps d'armée. Il est parvenu à ce grade, comme la plupart des chefs militaires issus du peuple, au feu même de la lutte, dans le vacarme de la canonnade et dans des flots de sang. Il est aujourd'hui l'un des principaux chefs militaires de l'armée républicaine.

« El Campesino », ce qui signifie « le paysan », s'est acquis un grand renom comme chef militaire. Son pseudonyme dit bien quels liens étroits l'unissent à la population paysanne. Campesino appartient, lui aussi, au parti communiste. Au début de la guerre, il combattit au côté de Galan dans la région de Somosierra. Il a mené des batailles aussi importantes, pour la défense de la capitale de la République, que celle de Goscones. L'héroïsme des hommes du Campesino est réputée à juste titre. Il combattit avec Lister pour défendre Madrid. Nous le retrouvons dans les tranchées les plus avancées de Carabanchel. Plus tard, il est à Guadalaajara et s'empare de Brihuega. Puis il prend part aux combats de Brunete, où il emporte Quijorna. Aujourd'hui, la légende populaire fait du Campesino et de ses soldats des héros en quelque sorte invulnérables. Le Campesino joue un rôle de premier plan dans la direction de l'Armée populaire

Au nombre de ces chefs issus du peuple, une place éminente revient à Cipriano Mera. Aujourd'hui, il est à la tête d'un corps d'armée. Avant la guerre, il était maçon. Il a donné dans d'innombrables combats les preuves de sa vaillance et de ses capacités. Il a été l'un des héros de Guadalaajara, où il sut fortifier de la plus remarquable façon ses positions et inculquer le sens de la discipline militaire à ses hommes qui, en raison de leur passé anarchiste, s'opposaient à leur enrôlement dans l'armée régulière. Cipriano est un membre révolutionnaire de la C. N. T. et il lutte aujourd'hui comme chef d'armée pour la victoire de la République espagnole

Les commissaires politiques furent institués pour entretenir l'ardeur combative de l'Armée populaire, pour instruire sans relâche les soldats et les faire collaborer avec leurs supérieurs hiérarchiques. Avant que les commissaires politiques n'eussent pris un caractère officiel, les milices avaient déjà des sortes de délégués, dont la tâche était d'élever le niveau politique des soldats et d'appuyer les chefs militaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Le travail des commissaires est une véritable école d'héroïsme. Combien de commissaires sont tombés aux premières lignes! Par leur exemple, par leurs paroles ardentes, ils ont résolu les situations les plus critiques. Ils ne cessent d'expliquer aux soldats la signification de leur lutte. Le corps des commissaires politiques est la charpente de l'armée de la République espagnole.

Le commissaire Belmonte, membre du parti socialiste, a laissé derrière lui, comme expression de sa dernière volonté, cette magnifique injonction à ses camarades : « *Les premiers à l'assaut, les derniers à la retraite!* » Il est tombé devant Madrid, alors qu'il stimulait le courage de ses hommes, et son souvenir reste comme un vivant symbole de la mission du commissaire politique.

Des hommes comme Santiago Alvarez, rattaché aux troupes de Lister, Marquina, adjoint du Campesino, Delage, etc., expriment magnifiquement l'héroïsme des commissaires politiques.

La liste des commissaires tombés au champ d'honneur est infinie. Les commissaires ont été l'âme de la résistance qui sauva Madrid de l'invasion fasciste. Les commissaires espagnols ont fait leur profit des expériences de l'histoire des commissaires qui, dans l'Armée rouge de l'Union soviétique, ont su forger l'inébranlable foi bolchéviste en l'invincibilité des forces armées de la classe ouvrière.

Tout comme le peuple donne ses héros sur les champs de bataille, il suscite ceux qui, à la sueur de leur visage, gagnent les batailles de la production, auprès de leurs machines.

Le parti communiste a lutté dès le premier instant en faveur de l'accroissement de la production de guerre et de

la nationalisation des usines travaillant pour la défense, afin que soit assuré l'approvisionnement des armées républicaines. Et c'est à son appel que se sont constituées ces brigades de choc qui ont supprimé de leur calendrier les jours fériés et qui ne s'accordent pas d'autre repos que celui qui est indispensable pour entretenir la vie.

Madrid, exemplaire en tout, a pris ici aussi la tête de ce mouvement. Les femmes de Madrid ont remplacé pour une grande part les hommes dans les industries de guerre. C'est ainsi, par exemple, que la fabrique de matériel électrique « Standard » a été transformée en une usine de guerre. Les jeunes ouvrières de la « Standard » ont dû s'assimiler une difficile et pénible technique. Mais l'héroïsme de l'âme populaire, son ardente volonté de travailler pour la guerre et pour la victoire, produisent ce miracle, qu'on apprend en quelques heures ce que, normalement, on eût mis des mois à acquérir. La production de l'entreprise a fortement augmenté. Des groupes d'ouvrières stakhanovistes ont été formés. Des primes ont été instituées pour récompenser le meilleur travail. Les jeunes ouvrières de la « Standard » sont elles aussi des héroïnes de la cause antifasciste et démocratique.

Dans de nombreuses fabriques de munitions, par exemple au Parc central d'artillerie, des femmes sont venues prendre la place des hommes. Elles ont leurs maris et leurs frères sur le front et elles savent que par leur travail dans les usines, c'est la victoire de ceux du front qu'elles assurent.

Cet enthousiasme populaire, dont on peut dire, dans la plus noble acception du terme, qu'il apparaît comme une vertu nationale, les ouvriers et leur travail de choc, les masses populaires urbaines, les antifascistes et tous ceux qu'animent des idéaux de liberté et de progrès ne sont pas les seuls à le manifester. La paysannerie, elle aussi, opprimée durant des siècles, ne veut pas rester en arrière. Des masses compactes de paysans ont saisi les armes pour défendre leur terre et leur liberté. Ils vont aux travaux des champs, le fusil à l'épaule. Ils défendent le sol dont le ministre de l'Agriculture, Vicente Uribe, représentant du parti communiste au sein du gouvernement de Front populaire, leur a assuré la jouissance, par la loi du 7 octobre 1936. Les masses paysannes espagnoles ont aussitôt compris la signification profonde de la lutte.

L'un des chefs de ces héroïques laboureurs a été le communiste Cicuendez. Il était maire d'un village riche d'une longue tradition révolutionnaire, Villadonadrique, situé au cœur de la province de Tolède, livrée aux exactions des caciques. Cicuendez organisa les milices paysannes de la province de Tolède, dont les trois quarts tombèrent sous les balles des fascistes. Cicuendez lui-même mourut en héros en défendant les côtes de son pays.

Les campagnes, à peine libérées de la servitude, furent défendues par ceux qui, dès les premiers mois de la guerre, ont reçu la terre pour qu'ils la travaillent et servent la grandeur de l'Espagne. Et ceux qui poussent leur charrue mettent aujourd'hui la même ardeur à leur œuvre que ceux qui combattent sur les fronts. Ils veulent que les soldats de la République et le peuple de leur pays ne manquent de rien.

Tels sont les inoubliables héros du peuple espagnol. Voilà ceux qui ont pris les armes pour lutter jusqu'à la victoire finale de la République. Ceux qui, dans le concert de tous les travailleurs du monde, occupent une place d'honneur. Ceux qui, par leur lutte, sont résolus à empêcher que l'humanité ne sombre dans une mer de sang. Ceux qui ont forgé la puissante Armée populaire, condition première de la victoire de la République, les fils de la classe ouvrière, des campagnes, des couches intellectuelles, les enfants du peuple.

Aujourd'hui déjà, ils sont les héros du monde entier, car, par leur vaillance, ils ont insufflé un nouveau courage au monde du travail, de la dignité humaine et du progrès. Car ils luttent pour l'avenir de l'humanité, pour empêcher qu'elle ne tombe dans la barbarie fasciste.

Le rôle de la femme dans la lutte pour l'indépendance et la liberté de l'Espagne

par EMILIA ELIAS

Au nombre de tous les éléments incorporés à la lutte que mène actuellement le peuple espagnol contre le fascisme, figurent les masses féminines d'Espagne qui, dès le premier moment de cette guerre pour notre liberté et notre indépendance, se sont mises sans restriction au service de la cause du peuple. Elles vouèrent à la lutte tous leurs efforts matériels, qui allèrent bien des fois jusqu'au sacrifice de leur vie. Mais elles surent aussi exalter par leurs paroles, par leur sentiment élevé des nécessités de la guerre, l'ardeur de leurs fils, de leur compagnons, les poussant à s'incorporer à la masse immense des hommes qui, saisissant les armes, se sont dressés pour défendre le sol de l'Espagne contre l'invasion fasciste.

Il ne faudrait pas croire cependant qu'avant le 18 juillet 1936 les femmes ne fussent pas intervenues activement dans la lutte révolutionnaire. Au contraire, en organisant des grèves de caractère économique et des manifestations féminines de masse, les femmes n'ont cessé de proclamer publiquement leur haine de la tyrannie et leur opposition à la tyrannie et à tous les ennemis du véritable peuple espagnol.

Lorsqu'en 1931, avec la proclamation de la République, on vit se déployer un mouvement de masse qui tendait à abattre complètement et définitivement un régime d'opprobre et de tyrannie, les femmes participèrent elles aussi à cet éveil des masses populaires et contribuèrent, dans une mesure importante, à secouer l'indifférence de certaines couches de la population. Et lorsque la République, dans un élan de justice, accorda aux femmes une partie des revendications défendues par le mouvement pour l'émancipation féminine (droit d'élire et d'être élues, égalité de droits pour les enfants légitimes et naturels, reconnaissance de la personnalité civile, etc.), les femmes se sentirent renforcées et aidées par les pouvoirs publics, et cela suffit pour que, conscientes de leurs responsabilités et sûres de travailler à leur complète émancipation, elles se lancent dans la lutte politique.

C'est ainsi qu'en 1934, avec son tragique cortège d'iniquités, les femmes luttèrent vaillamment contre la réaction, qu'elles constituèrent un élément puissant lors des héroïques journées de la révolution d'Octobre. Dans la rue, dans les syndicats, dans les partis, les femmes travaillèrent avec une ardeur pleine de foi pour écraser la réaction barbare qui, dans les rues d'Oviedo, mitraillait les femmes qui défendaient leur droit et celui de leurs enfants à une vie de liberté et de justice. Aida Lafuente, l'héroïque jeune fille asturienne qui mourut à son poste de combat en octobre 1934, est le symbole de cette lutte magnifique, et son souvenir vivra éternellement dans le cœur de toutes les femmes.

Au mois d'août de la même année eut lieu à Madrid la I^{re} Conférence nationale des femmes antifascistes, où celles-ci déclarèrent publiquement leur opposition ouverte à la tyrannie. Quelques jours plus tard, les femmes organisèrent la grande manifestation présidée par la Pasionaria et dont le but était de protester contre le décret du gouvernement Samper relatif à la mobilisation des réservistes.

A l'aube de 1936, l'approche des élections qui devaient voir le triomphe du Front populaire donna aux femmes de nouvelles occasions de lutter. Elles surent les mettre à profit et la lutte électorale leur permit d'apporter de nouvelles preuves de leur sentiment des responsabilités et de leur maturité politique. Des centaines de meetings, d'assemblées, de réunions furent organisés avec la collaboration des femmes et eurent pour effet de mobiliser et d'enthousiasmer les masses de la ville et des champs. Et, le 16 février, le triomphe du Front populaire fut dû pour une bonne part à la vigilance des femmes qui, tant comme électrices que comme gardiennes spontanées de la régularité des opérations du suffrage, surent rendre sans effet les innombrables illégalités

auxquelles la réaction eut recours pour empêcher la victoire du Front populaire.

La date tragique du 18 juillet 1936 vint compléter la préparation politique des femmes et donner son plein essor à leur participation aux luttes révolutionnaires. A cette heure, comme toujours, le souffle ardent de la Pasionaria vint nous animer, nous les femmes d'Espagne. Elle qui sait si bien trouver le mot d'ordre et le geste qu'exige chaque situation, face à l'insurrection fasciste et à l'assaut des troupes d'invasion, elle lança le défi à l'ennemi, ce « *No pasaran!* » que le monde entier, moins de vingt-quatre heures après qu'ait éclaté la rébellion, entendit sur les ondes de l'Union Radio, ce cri qui est devenu depuis lors le cri de guerre des antifascistes espagnols et que les femmes, avec le peuple tout entier, ont fait leur, dont elles ont fait un mot d'ordre inébranlable, travaillant inlassablement à en faire une réalité. Il l'a été. La foi de la Pasionaria pénétra les âmes de toutes les femmes, qui s'incorporèrent à la lutte avec une ardeur combative. Aussi, la guerre que vit l'Espagne a-t-elle été pour les masses féminines une gigantesque école, une immense source d'expériences. Et le résultat a été qu'à la guerre et à ses problèmes se sont intégrées non seulement les femmes placées à l'avant-garde du mouvement féminin, mais une grande quantité de femmes indifférentes aux problèmes politiques et sociaux. Car toutes ont clairement vu qu'aujourd'hui, au prix du sang des masses populaires espagnoles, au prix du sacrifice quotidien des hommes venus de tous les pays se joindre au peuple espagnol dans sa lutte, se décide sur notre sol l'avenir de tous les opprimés, comme se décide aussi l'avenir des femmes, asservies et humiliées par la misère, l'inculture et l'injustice.

Et, dès les premiers moments, elles luttèrent ; dès les premiers moments, leurs voix s'élevèrent pour réclamer leur part des tâches de la guerre et participer ainsi à la victoire.

L'effort déployé par les femmes a revêtu toutes les formes de l'activité. D'une façon générale, l'on peut dire que les femmes ont tout fait pour collaborer à la victoire. Elles ont créé des ateliers, elles y ont travaillé ; elles ont fondé des homes pour arracher les enfants aux tourments des villes sauvagement bombardées par l'aviation fasciste ; elles apportent leur aide sur les fronts ; elles travaillent dans les hôpitaux comme infirmières et comme visiteuses sociales ; durant les tragiques journées du siège de Madrid, elles ont collaboré à l'approvisionnement de la ville ; elles ont été miliciennes ; elles collaborent aux services culturels sur les fronts ; enfin, elles mènent un travail qui prouve leur maturité politique et leur compréhension des questions syndicales en prenant une part directe à la direction des partis et des syndicats. De plus, les femmes ont réalisé un intense travail de propagande et d'agitation et elles sont parvenues ainsi, jusque dans les régions de l'arrière moins éprouvées par la guerre, à élever magnifiquement le moral de la population et à inculquer à tous la conscience de la nécessité de vivre en accord avec les exigences de la lutte.

Il convient de souligner également l'esprit de sacrifice et la haute conscience politique manifestés par les femmes dans l'accomplissement d'une tâche dont elles s'acquittent avec la plus grande simplicité et la plus émouvante modestie : nous voulons parler des services de transfusion de sang aux blessés. Dans ce domaine, ce sont les femmes qui ont apporté la collaboration la plus active et la plus dévouée. Et elles le font non seulement dans un généreux sentiment d'humanité, bien conforme à la nature spécifique de la femme, mais aussi pour des raisons plus complexes, qui donnent plus de prix encore à leur sacrifice. Elles savent, et elles le disent, que la vie d'un blessé est sacrée ; elles savent qu'arracher ses victimes à l'ennemi équivaut à gagner une bataille. Nous voudrions pouvoir citer toutes ces femmes, dire avec quelle abnégation elles s'acquittent de

ce devoir sacré, mais trop nombreuses sont celles dont nous ne connaissons jamais le nom, tellement grande est la modestie dont elles font preuve en restant dans l'anonymat. Mais nous connaissons le cas d'Eloïsa Cano, qui a donné son sang trente-deux fois; nous connaissons celui de Catalina Mayoral, cette infirmière qui, elle aussi, a donné son sang à de nombreuses reprises, et celui d'une jeune femme, presque une adolescente, fille de service avant l'insurrection, qui a fourni neuf fois déjà son sang et est prête à continuer lorsque ce sera nécessaire. Elle est très fière de sa qualité de « donneuse universelle », qui lui permettra de prêter son concours dans un très grand nombre de cas.

Les femmes ont également joué un rôle actif dans l'aide aux évacués et aux réfugiés. Qu'elles collaborent à l'évacuation des enfants et des femmes de Madrid, de Malaga, d'Almería et autres villes victimes de l'agression fasciste, pour les installer dans d'autres localités plus éloignées du front, ou qu'elles offrent leur maison, leurs services, leur aide pour améliorer la vie des réfugiés, les femmes ont tout fait pour mener à bien cette tâche. Nombreux sont les cas où des femmes ont cédé jusqu'à leur lit et leurs vêtements, jusqu'à leur maison tout entière, pour accueillir des femmes et des enfants maltraités par la guerre. Nous connaissons une femme qui, bien qu'elle n'occupât qu'un petit logement, exigu même pour les besoins des siens, installa chez elle une famille composée de deux femmes et de trois enfants. Elle rayonnait en parlant de sa joie lorsque, la nuit, elle pouvait contempler le bien-être des petits couchés dans son lit, bien qu'elle même dormit sur le sol. Cette aide aux enfants, les femmes l'apportent également dans des garderies et des homes où elles vivent auprès des enfants, les soignent et en prennent soin avec un zèle et une abnégation véritablement maternels. On trouve dans ces services des éducatrices remarquables, et d'autres qui, avant le 18 juillet, étant à la retraite, ont repris leur profession pour diriger des homes d'enfants évacués, travail d'ordinaire épuisant, mais qui apporte la satisfaction d'accomplir un devoir imposé par la guerre.

En octobre 1937 eut lieu, à Valence, la II^e Conférence nationale des femmes antifascistes. Ouvrières, paysannes, intellectuelles vinrent rendre compte de leur activité et nous comprimes alors qu'il n'y en a pas, si spéciale soit-elle, à laquelle les femmes n'aient pas participé. Des paysannes des provinces de Cordoue, Guadalajara, Cuenca et Valence montèrent à la tribune. Presque toutes venaient de villages tout proches de la ligne de feu et nous apprîmes d'elles comment la récolte d'olives, et toutes les récoltes en général, avaient pu être sauvées en maints endroits, malgré l'absence des hommes, tous partis pour le front, grâce au travail intense des femmes. Nous nous souvenons d'une paysanne de la province de Cordoue qui nous disait, enthousiaste : « A quelques kilomètres du front, nous avons sauvé la récolte d'olives, parce que nous savions qu'à chaque olive que nous cueillions, nous gagnions une bataille sur l'ennemi. » Nous entendons aussi la voix des ouvrières de choc de plusieurs ateliers de Madrid, qui réalisent des prouesses semblables à celles de l'ouvrière Soler, qui a réussi à intensifier sa production dans une mesure telle qu'au lieu des cinq pantalons qu'elle confectionnait par jour, elle a atteint le chiffre de dix-huit. Et les ouvrières de l'atelier d'intendance « Pasionaria » (créé et organisé par le Comité national des femmes antifascistes) ont établi des journées de choc et certaines ouvrières, comme la camarade Maria Martinez Carton, arrivent à faire vingt-cinq uniformes par semaine. Les ouvrières de ces ateliers rivalisent d'ardeur au travail, ce qui a pour effet d'augmenter considérablement la production.

Dans l'industrie de guerre, les femmes réalisent également un magnifique effort, qui démontre combien les masses féminines ont raison de demander leur rapide et totale incorporation à la production. Car ces femmes, aujourd'hui ouvrières consommées, n'ont pas toujours travaillé à la fabrique. Nombre d'entre elles étaient des domestiques misérablement exploitées dans des milieux bourgeois et toutes souffraient de l'oppression et de l'obscurantisme auxquels la réaction a soumis la femme espagnole durant des siècles. Leur activité présente est d'autant plus remarquable. Elles ont vu dans la guerre l'occasion de satisfaire leurs aspirations et celles de toutes les victimes de l'oppression. Elles comprennent que prendre une part active à l'élaboration de notre victoire est pour elles un devoir dont l'accomplissement leur permettra de conquérir leur liberté et celle de leurs enfants, en même temps que l'indépendance de leur patrie.

Citons à l'appui de cette affirmation le cas de Maria Acon, tourneuse à la fabrique « Ferrobellum », responsable de sa section de travail, qui fut bonne d'enfants jusqu'au 18 juillet; l'exemple magnifique de Margarita Sanchez, de la fabrique Moreno, à Madrid, qui, au bout de deux semaines à peine de travail, était parvenue à dépasser de 100 % la norme de production. Il ne s'agit naturellement pas là de cas fortuits, d'une simple question d'habileté professionnelle, mais bien du résultat de toute une conception du problème politique que pose la guerre et que les femmes ont su comprendre : les héros de la production participent aussi activement que les héros du front à la victoire finale.

Dans leur ascension à cette maturité de conscience civique, les femmes n'ont pas lutté seules. Elles se sont senties aidées, soutenues par le parti communiste et ses dirigeants qui les ont constamment stimulées, qui les ont accompagnées dans la voie de leur développement. Aucune femme n'a oublié et n'a manqué de faire son profit des paroles de José Diaz dans son rapport à l'assemblée plénière élargie du Comité central du parti communiste :

Il faut que les communistes intensifient et amplifient le travail parmi les femmes. Il faut consolider l'organisation des Femmes antifascistes, déjà existante, mais cela ne suffit pas. Il faut mobiliser toutes les femmes d'Espagne pour la défense de la patrie et de l'indépendance nationale; il faut créer un mouvement des femmes de l'Espagne nouvelle, auquel s'incorporent toutes celles qui veulent contribuer à l'écrasement du fascisme et se sacrifier, s'il le faut, pour que leurs enfants puissent vivre dans une Espagne cultivée, prospère et heureuse. Il faut renforcer notre travail en ce qui concerne les femmes, car, si nous considérons la combativité et l'abnégation admirables dont font preuve les héroïques femmes de notre peuple, nous devons reconnaître que la proportion des femmes affiliées à notre parti n'est pas ce qu'elle devrait être et ce qu'elle pourrait être.

Et non seulement dans ce document, guide et stimulant puissant pour notre travail, mais dans tous ses articles, dans tous ses rapports, le secrétaire général du parti communiste trouve toujours l'expression exacte pour rendre compte de la situation des femmes.

Avec cet ardent appui, avec l'exemple merveilleux de la Pasionaria, les femmes d'Espagne sauront continuer à marcher de l'avant, à contribuer de toute leur énergie, au prix même de leur vie, s'il le fallait, à l'écrasement du fascisme barbare et au triomphe de la démocratie et de l'indépendance de l'Espagne.

L'ACTION unie de la classe ouvrière dans le monde entier assurerait à la République espagnole et à ses combattants héroïques, non seulement une aide morale immense, mais aussi une aide matérielle formidable. Tout cela hâterait incontestablement la victoire du peuple espagnol. Enfin, la pression unie des forces progressives du monde entier pourrait juguler les fauteurs de guerre.

(GEORGES DIMITROV. Les leçons d'Almería. Correspondance Internationale, 12 juin 1937.)

Le Parti socialiste unifié de Catalogne

par JUAN COMORERA

Secrétaire général du Parti socialiste unifié de Catalogne



JUAN COMORERA
Membre de la Généralité
de Catalogne

LE Parti socialiste unifié de Catalogne est fils de notre révolution démocratique, fils de la lutte que mène notre peuple contre les généraux traités à la patrie, fils de la guerre pour l'indépendance de notre pays.

C'est peu de jours après le soulèvement des forces réactionnaires, aussitôt que le mouvement insurrectionnel militaire-fasciste eut été écrasé par le peuple à Barcelone et dans les autres villes de Catalogne, le 24 juillet, que se constitua, par la fusion des quatre partis ouvriers qui existaient auparavant en Catalogne, le Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.).

Les relations entre les quatre partis qui fusionnèrent, c'est-à-

dire le Parti communiste de Catalogne, l'Union socialiste de Catalogne, la Fédération catalane du Parti socialiste ouvrier espagnol et le Parti catalan prolétarien, étaient très cordiales dès longtemps avant le soulèvement fasciste. Il existait un Comité de liaison entre les quatre partis dont deux, l'Union socialiste de Catalogne et le Parti catalan prolétarien, ne faisaient partie d'aucun organisme international, tandis que la Fédération catalane du Parti socialiste ouvrier espagnol appartenait, par l'intermédiaire de son organisme central, à l'Internationale socialiste et que le Parti communiste de Catalogne, par le Parti communiste d'Espagne, était affilié à l'Internationale communiste.

Malgré la différence de leur affiliation internationale, les quatre partis, avant le soulèvement militaire-fasciste déjà, étaient unis par leur absolue identité de vues en ce qui concerne les décisions du VII^e Congrès de l'Internationale communiste, et en particulier par leur accord parfait avec le rapport capital du camarade Dimitrov. Ils étaient unis par leur conviction commune de la nécessité absolue de l'unité prolétarienne et d'un solide Front populaire pour faire face à l'attitude, chaque jour plus agressive et provocante, du fascisme en Espagne, dont les sombres manœuvres ne cessaient de se manifester. Ils étaient unis, de plus, par la ferme volonté de défendre sans réserve l'U. R. S. S., patrie des travailleurs du monde entier. Ils étaient unis par la conviction que, seule, la voie montrée par la glorieuse Internationale communiste, la création d'un parti prolétarien de masse d'un parti révolutionnaire marxiste-léniniste, permettrait de barrer la route au fascisme et de conduire par la suite à l'émancipation totale du prolétariat et du peuple de Catalogne et de toute l'Espagne.

Ce qui, avant le soulèvement fasciste était un vœu commun, devait devenir une réalité dans la nouvelle situation. C'était là l'exigence catégorique du moment historique. Aussi la fusion des quatre partis fut-elle réalisée une semaine à peine après le début de l'insurrection. Elle le fut sans qu'il soit besoin de longues conversations, de marchandages, ni même d'assemblées ou de congrès solennels. Elle se fit parce que la chose était indispensable dans l'intérêt du prolé-

riat du peuple, de la révolution populaire et de la guerre d'indépendance. L'unité fut réalisée sans formalités compliquées, mais dans la pleine liberté et avec le plein accord de tous, et toute l'activité ultérieure du parti a eu pour but de consolider systématiquement cette unité sur la base d'une ligne politique claire.

Les quatre partis qui fusionnèrent au sein du P. S. U. C. décidèrent d'adopter entièrement le programme et les statuts de l'Internationale communiste et d'adhérer à celle-ci par l'intermédiaire au Parti communiste d'Espagne. L'adhésion à l'Internationale communiste à travers le Parti communiste d'Espagne a marqué la profonde conviction des auteurs de l'unité de la nécessité d'une union étroite avec la force politique la plus conséquemment révolutionnaire du pays, union où ils voient l'expression et le moyen de l'union du prolétariat et du peuple catalans avec le prolétariat et le peuple espagnols.

Les quatre partis qui constituèrent le P.S.U.C. comptaient, au moment de la fusion, conjointement, environ 6.000 militants. Aujourd'hui, un an et demi après sa fondation, le Parti socialiste unifié de Catalogne a plus de 60.000 adhérents et exerce une influence décisive sur l'U.G.T. de Catalogne, qui groupe actuellement plus de 500.000 travailleurs. L'écrasante majorité des militants du P.S.U.C. sont des Catalans. Nombre d'entre eux sont venus au parti en passant par le mouvement nationaliste, parce qu'ils se sont convaincus, par la lutte et par leur propre expérience, que ce n'est que dans les rangs et sous la direction d'un parti révolutionnaire marxiste-léniniste que peuvent être satisfaites en même temps les aspirations nationales du peuple catalan et les aspirations de liberté et de justice sociale de la classe ouvrière. Au sein du P.S.U.C., les ouvriers industriels représentent la majorité absolue des effectifs (62 % environ), les paysans constituent une importante minorité avec 20 %, puis viennent les catégories de salariés non manuels, employés, fonctionnaires, instituteurs, etc., avec 16 %, tandis que les autres couches de la population ne représentent qu'une infime minorité (2 % à peine).

Le grand accroissement des effectifs du parti et l'augmentation chaque jour plus considérable de son influence dans les masses populaires des villes, des campagnes et de l'armée, s'expliquent avant tout par la justesse de la position qu'il a adoptée face à presque tous les grands problèmes que pose la guerre d'indépendance et la révolution populaire, par son ardeur à la lutte, par l'esprit de sacrifice qu'il met au service de la cause commune et par l'efficacité des méthodes d'organisation auxquelles il a recours pour mettre en pratique sa ligne politique.

Le P. S. U. C. est apparu, dès d'aube de son existence, comme le parti de la guerre d'indépendance, comme le parti de la révolution populaire. Alors que d'autres secteurs politiques opposaient encore une résistance acharnée à la militarisation des milices, à la création de l'Armée populaire régulière, de l'armée unique de la République, le parti socialiste unifié, non seulement lança le mot d'ordre de la création d'une telle armée, mais lutta ardemment, en collaboration avec le Parti communiste espagnol, pour sa réalisation. Le P.S.U.C. fut le premier à transformer, sur le front d'Aragon, les colonnes de miliciens qu'il avait créées, et en premier lieu la colonne « Karl Marx », en véritables divisions, qu'il mit à la disposition du gouvernement de la République.

Comprenant dès les premiers mois de la guerre que sans un ordre antifasciste à l'arrière, sans un gouvernement qui gouvernât véritablement, il n'était pas possible d'entraîner à la lutte contre le fascisme toutes les énergies du pays, le parti socialiste unifié engagea une lutte décisive contre les éléments « incontrôlables », qui paralysaient l'organisation des forces du pays et, par leur activité néfaste, mettaient en

danger la guerre et la révolution et aidaient ainsi Franco et ses amis, Hitler et Mussolini.

Partant de la conception que la lutte contre le fascisme, contre les envahisseurs, intéresse non seulement le prolétariat, mais le peuple entier, tous les antifascistes, le Parti socialiste unifié s'opposa résolument aux tendances de ceux qui voulaient exproprier la petite bourgeoisie et collectiviser par la force les terres des paysans, et en même temps qu'il défendait les conquêtes révolutionnaires, il défendit également les paysans et la petite bourgeoisie, travaillant à les organiser sous la direction du prolétariat.

Né lui-même de l'unité, le parti a lutté et continue à lutter pour l'unité de la classe ouvrière, pour l'union de tous les antifascistes en un solide Front populaire. La création du Comité de coordination des forces prolétariennes de Catalogne (P.S.U.C., U. G. T., C. N. T., F. A. I.) fut célébrée à Barcelone le 26 octobre 1936 par un meeting monstre. Cependant, ce Comité de coordination n'a pas donné tous les résultats désirables. Le parti, en grande partie du fait de sa jeunesse, n'a pas su vaincre toutes les difficultés et résistances qui ont fait obstacle à la consolidation de l'unité prolétarienne et il n'est pas parvenu, grâce à une politique suivie et tenace, à élargir cette unité jusqu'à la cristallisation d'un véritable et solide Front populaire.

Le parti n'a compris qu'avec un certain retard la nécessité d'une lutte implacable contre le trotskisme en Catalogne, représenté par le parti ouvrier d'unification marxiste (P. O. U. M.). Cela explique que le P. O. U. M. ait pu durant de longs mois poursuivre légalement, sous le couvert de fonctions officielles responsables, son œuvre de division, de provocation et d'espionnage, et que son activité ait pu aboutir au sanglant « putsch » de mai 1937, à l'heure où les armées de Mussolini et de Hitler accentuaient leur offensive contre le pays basque.

Un des plus grands mérites du parti est d'avoir, dès le début de la guerre d'indépendance, proclamé avec force la nécessité d'une union étroite entre la Catalogne et la République. A l'heure où, par suite du soulèvement militaire-fasciste, le pouvoir central se trouvait fortement ébranlé et que l'appareil de l'Etat était presque complètement détruit, alors qu'en raison d'une politique fautive suivie par Largo Caballero à la tête du gouvernement de la République, la Catalogne vivait isolée du reste du pays et que surgissait d'une manière concrète le danger du séparatisme, atout de la politique fasciste destiné à rompre le front de la République, le parti socialiste unifié s'éleva avec la plus grande énergie et la plus grande clarté contre cette tendance néfaste. La première assemblée plénière élargie du Comité central du P. S. U. C. (30 janvier-1^{er} février 1937) posa de la manière suivante la question des relations de la Catalogne avec la République :

La République de 1873 a péri à cause de l'aventure cantonaliste. On pourrait dire que ce fut là la raison décisive de sa perte. Il ne faut pas que nous répétions cette aventure, car la répéter signifierait aboutir à la même conclusion. Le cantonalisme de 1937 finirait comme a fini le cantonalisme de 1873.

Il faut fortifier le gouvernement de la République, non seulement collaborer avec lui, mais le fortifier. Le fortifier économiquement, financièrement et moralement, afin qu'il exerce sur tous l'autorité maxima pour organiser l'économie de guerre et créer l'armée dont nous avons besoin pour vaincre. Il faut le faire loyalement et sans jouer avec l'équivoque du séparatisme.

La première Conférence nationale du P. S. U. C. (24-26 juillet 1937) formula en un mot d'ordre clair la position du parti sur la question nationale :

La Catalogne ne peut être libre si le fascisme gagne en Espagne, l'Espagne ne peut être libre sans l'aide de la Catalogne.

Elle exprima à nouveau la nécessité de mener une lutte implacable contre le séparatisme, arme directe du fascisme.

La lutte menée par le P.S.U.C. pour réaliser pleinement en Catalogne le Front populaire n'a pas donné jusqu'ici tous les résultats désirables, mais le parti, qui a obtenu certains succès partiels dans ce domaine, est fermement résolu à poursuivre ses efforts jusqu'à ce que le Front populaire, qui doit unir toutes les forces antifascistes de la Catalogne, devienne une réalité vivante.

Le Comité central du Parti socialiste unifié de Catalogne, dans sa dernière assemblée plénière tenue les 8 et 9 janvier 1938, a défini comme étant les trois conditions fondamentales de la victoire, l'unité ouvrière, la réalisation complète du Front populaire et l'union étroite de la Catalogne avec la République. Cette triple unité est indispensable pour que soient réalisées les tâches urgentes de l'heure, desquelles dépend essentiellement que la République remporte de nouvelles victoires sur les fronts de combat. La première de ces tâches fondamentales du moment présent est la création d'une puissante industrie de guerre, dont la base essentielle doit être la Catalogne, qui possède une classe ouvrière avancée et des ouvriers techniquement qualifiés, et qui doit développer son industrie métallurgique, chimique et textile.

Le parti socialiste unifié est représenté au sein du gouvernement de la Généralité, où il détient les portefeuilles de l'Economie (industrie, commerce, transports et services publics), du Travail et des Travaux publics.

La situation pose au P.S.U.C. des tâches immenses qui exigent du parti un effort beaucoup plus grand encore que celui qu'il a accompli jusqu'ici. Le parti, en tant que seul grand parti prolétarien de Catalogne, a une grande responsabilité devant les masses, devant le peuple tout entier, et il doit être le principal moteur de l'unification du prolétariat, de l'unité d'action entre l'U. G. T. et la C. N. T., de l'unité du Front populaire, de l'union de la Catalogne et de la République. Il n'y a pas de doute qu'en étroite collaboration avec le Parti communiste d'Espagne, le P.S.U.C. saura faire honneur à la confiance que les masses travailleuses de Catalogne ont placée en lui.

EN face de ces pirateries des agresseurs fascistes qui menacent directement la cause de la paix universelle, l'existence et l'indépendance de tout un nombre de pays, la politique pratiquée par les gouvernements des Etats démocratiques-bourgeois revêt un caractère tout particulièrement infâme. Il faut dire tout net que les diehards anglais et leurs congénères des milieux réactionnaires des autres pays bourgeois se font en fait les complices des agissements criminels des envahisseurs allemands, italiens et japonais.

Est-ce que cela fait encore l'ombre d'un doute que sans leur politique de laisser-faire, le fascisme italien n'aurait pu écraser ni conquérir l'Abyssinie ? Que sans le blocus imposé par eux à la République espagnole, le peuple héroïque d'Espagne aurait depuis longtemps chassé de son pays les envahisseurs fascistes ? Que sans l'appui direct des conservateurs anglais, le fascisme allemand n'aurait pas osé annexer l'Autriche ? N'est-il pas évident qu'une action décidée des grandes puissances contre la clique militaire japonaise aurait rendu impossible son invasion scélérate en Chine ?

(GEORGES DIMITROV. De l'article : « Le gage de la victoire ». *Correspondance Internationale*, 7 mai 1938.)

Vers le parti unique du prolétariat

par PEDRO CHECA

EN Espagne, la marche vers l'unité entre socialistes et communistes s'amorça avec force aussitôt après les élections de novembre 1933, alors que la victoire des droites obligeait le prolétariat, à la tête de toutes les masses populaires, à engager la lutte contre la réaction qui, à peine arrivée au pouvoir, lançait une offensive à fond contre les conquêtes politiques et économiques que le peuple avait arrachées au prix de luttes grandioses et durant les deux premières années de la République.

Les grèves de caractère économique, les formidables actions de masse déclenchées tout au long de 1934 pour faire front aux provocations fascistes de l'Escorial, de Cavadonga, de l'assemblée du cinéma « Monumental », etc. ; la grève des paysans et, enfin, la glorieuse épopée d'Octobre, unirent dans l'action, en particulier dans les montagnes des Asturies, les socialistes et les communistes, à l'avant-garde du peuple espagnol, dans la lutte contre le fascisme et ses alliés au pouvoir.

Le parti communiste, pionnier infatigable de l'unité du prolétariat, s'adressa à diverses occasions à la direction du parti socialiste, en particulier à la veille des combats d'Octobre, pour l'inviter à réaliser l'unité d'action entre les socialistes et les communistes, arme décisive dans la lutte contre les sombres forces de la réaction et du fascisme, seul instrument propre à assurer la victoire, mais malgré tous ses efforts, on n'aboutit à aucun accord d'unité.

Mais après Octobre, en pleine période de répression sanglante du mouvement révolutionnaire, l'idée de l'unité entre socialistes et communistes se développa dans les fabriques et aux champs, dans les villages et dans les villes. Communistes et socialistes, objets de la même répression, travaillèrent unis contre elle, développant le travail des Comités d'aide aux victimes de la réaction, qui déploierent de si admirables efforts, et se préparant à de nouvelles luttes.

Le VII^e Congrès de l'Internationale communiste, le rapport historique du camarade Dimitrov, eurent une répercussion immense en Espagne, en particulier auprès des ouvriers socialistes, dont la volonté d'unité s'en trouva renforcée et qui comprirent toujours mieux la justesse de la lutte pour l'unité menée par le Parti communiste d'Espagne.

Chacun comprenait que si l'unité antifasciste, et en particulier l'unité de la classe ouvrière avaient existé, la défaite électorale de 1933 aurait été impossible et que le glorieux mouvement d'Octobre n'aurait pas été écrasé.

C'est cette idée, en plein développement, qui motiva la formation d'un fort courant de gauche en faveur de l'unité au sein du parti socialiste et des Jeunesses socialistes, courant qui sympathisait avec la lutte conséquente du parti communiste pour l'unité et la soutenait.

Ce grand courant en faveur de l'unité qui se développa après l'écrasement du mouvement d'Octobre fut puissamment stimulé par la fusion, en 1935, de la C.G.T.U. (Confédération générale unitaire du travail, dirigée par le parti communiste) et l'U.G.T., la vieille centrale syndicale qui devint ainsi la grande organisation syndicale du prolétariat, grâce au vigoureux renfort que lui apporta le mouvement syndical rouge et à l'incorporation de nombreux syndicats autonomes. L'U.G.T. fut dès lors le lien qui unit plus fortement les deux partis, permettant un rapprochement et une collaboration plus étroite, au sein des syndicats, entre les militants socialistes et communistes.

Les pourparlers menés entre les Jeunesses communistes et les Jeunesses socialistes, où la volonté d'unité était très vive, aboutirent à la fusion des deux organisations sous la forme des Jeunesses socialistes unifiées, à la veille de l'insurrection du 18 juillet. C'est grâce à cette fusion qu'il a été possible d'organiser les masses fondamentales de la jeunesse espagnole, et elle a été un exemple, un stimulant puissant pour l'unité des socialistes et des communistes.

Tous ces facteurs, la lutte tenace et persévérante du parti communiste pour l'unité, l'ardente volonté d'unité des masses socialistes et communistes, conduisirent à la grande victoire du 18 février sur la réaction et le fascisme, grâce au Front populaire, à l'union du peuple tout entier, dont le

front unique des communistes et des socialistes constitue la base fondamentale.

Mais c'est surtout le soulèvement des généraux traitres, alliés au fascisme allemand et italien, qui apporta un facteur décisif au rapprochement des socialistes et des communistes, unis dans le combat au premier rang du peuple, et qui, en Catalogne, où le mouvement d'unité était fortement développé, détermina, dès les premiers jours de l'insurrection, la formation du parti socialistes unifié, nouvel exemple magnifique d'unité, jalon décisif sur la voie qui conduit au parti unique du prolétariat.

C'est dès le début de la lutte du peuple espagnol contre les traitres et les envahisseurs, et particulièrement après la constitution du gouvernement Caballero, que l'unité entre socialistes et communistes s'affirme et se développe extraordinairement. Les deux partis partagent la responsabilité du gouvernement, c'est à eux qu'incombe essentiellement la direction du pays. Dans les tranchées, dans les syndicats, dans les fabriques, dans toute l'Espagne républicaine, communistes et socialistes, conscients de leurs nouvelles et grandes responsabilités, discutent en commun tous les problèmes et font front, unis, aux terribles difficultés que comporte la situation du pays.

Les efforts des deux partis convergent dans le sentiment commun qu'ils ont de la nécessité d'assurer le gouvernement du maximum d'autorité, de l'affection et de l'attachement inébranlable des masses ; et le parti communiste est particulièrement ardent dans les efforts qu'il déploie dans ce but. Toute la presse, tous les meetings communistes constituent de chaleureux appels à l'union et à la discipline sous l'autorité du gouvernement.

Les deux partis travaillent énergiquement à transformer les héroïques milices des premiers temps, qui ne répondent plus à la situation du moment, en troupes régulières, placées sous le commandement unique du gouvernement ; le P. C. transforme le « V^e régiment », fort de plus de 70.000 combattants, en unité de l'armée régulière. Cet acte, le premier de cette nature, revêt une très grande importance et, par lui, le P. C. montre la voie que doivent suivre toutes les organisations ; il donne une preuve concluante de l'extrême justesse du jugement politique qu'il porte sur la situation, de sa fidélité à la politique de l'unité antifasciste ; il met aux mains de Caballero, ministre de la Guerre, l'arme la plus efficace pour la victoire.

Au lieu de voir dans le gouvernement de Front populaire l'expression de la volonté collective des partis et des organisations qui le constituent et d'unir les efforts pour hâter la victoire, au lieu d'utiliser l'expérience et l'appui des différents ministres pour résoudre les divers problèmes, d'encourager leur initiative, Caballero se proclame lui-même, arbitrairement, comme le seul responsable de toute la politique du gouvernement. Et malheur au ministre qui réclamait l'examen du problème de la guerre ou s'occupait d'une question qui ne fût pas strictement de son ressort.

La haine de Caballero contre le parti communiste ne cessa de croître jusqu'à ce qu'elle s'exprimât, sous une forme grossière, dans le trop célèbre manifeste connu sous le titre de « Dégoût et serpent ». Ce manifeste servit de signal à l'explosion d'une campagne éfrénée contre les communistes, dans le but de les éliminer des postes dirigeants dans l'armée, l'industrie, les institutions publiques, etc., d'écraser le parti communiste, créateur du Front populaire, principal garant de la victoire et de la sauvegarde des conquêtes de la révolution populaire.

Et l'immense majorité du propre parti de Caballero, du parti socialiste, qui voyait clairement la nécessité de rompre avec des agissements aussi désastreux, se joignit au parti communiste dans sa lutte contre la politique néfaste de Caballero.

Les éléments les plus conscients du parti socialiste renforcèrent leur unité avec le parti communiste. La phase difficile créée par cette situation fut surmontée (en union avec les organisations républicaines) grâce à l'unité des deux partis qui, dans le cadre du Front populaire, mirent fin à l'étape

caballeriste en constituant un gouvernement de Front populaire, solidement appuyé sur les deux partis.

La solution de cette crise, le rôle immense joué à cette occasion par l'unité des deux partis, de même que l'opposition acharnée menée par Caballero et son groupe contre le nouveau gouvernement, déterminèrent une collaboration beaucoup plus étroite encore entre socialistes et communistes, résolus à aider le gouvernement dans la réalisation de ses grandes tâches.

Après la crise du gouvernement Caballero, le problème de l'unité se trouva posé sur un plan nouveau.

La prolongation de la guerre, sa violence, la nécessité de consentir aux plus grands sacrifices, les responsabilités accrues des socialistes et des communistes, enfin l'expérience de la lutte en commun, ont scellé une unité indissoluble entre les masses combattantes des deux partis qui ont conscience, en considérant le chemin déjà parcouru, de ce que seule cette unité a permis à notre peuple de surmonter les dangereux obstacles qui se sont dressés devant lui, que seule l'unité permettra d'obtenir la victoire.

Les masses des deux partis comprennent qu'une grande part des situations difficiles qu'il a fallu traverser eussent été évitées, ou eussent été résolues sans qu'il fallût recourir aux sacrifices inouïs accomplis, si cette unité d'action avait été portée rapidement jusqu'à ses conséquences finales : l'unité organique des deux partis. Et c'est pourquoi aujourd'hui les masses socialistes et communistes réclament la constitution du parti unique, comme moyen de résoudre les immenses difficultés existantes et de hâter l'écrasement des envahisseurs fascistes.

Fidèle interprète des intérêts et des aspirations des masses, le parti communiste réunissait à Valence, en juillet 1937, son Comité central, afin d'étudier le problème de l'unité des deux partis prolétariens. Après avoir entendu le rapport de la camarade Pasionaria, il décida de s'adresser à la Commission exécutive du parti socialiste pour lui proposer la constitution d'un Comité d'unification, sur la base d'un programme d'action immédiate comprenant les points essentiels suivants, relatifs à la guerre et aux autres problèmes nationaux :

Renforcement de la puissance combattive de l'Armée régulière populaire de la République. Création d'une puissante industrie de guerre. Contribution active à l'organisation et au fonctionnement rapide des transports au service des fronts et de l'armée. Concours actif à l'organisation des travaux de fortifications et à la construction de refuges. Coordination et planification de l'économie. Politique pratique d'amélioration sérieuse et systématique de la situation matérielle, des conditions de travail, d'existence, des possibilités culturelles, de la classe ouvrière urbaine et rurale. Politique agraire visant à l'intensification de la production agricole et renforcement de l'union du prolétariat urbain et rural avec les paysans travailleurs. Reconnaissance aux Catalans, aux Basques et aux Galiciens du droit démocratique à l'indépendance nationale. Politique tendant à maintenir les bonnes relations d'alliés avec la petite bourgeoisie urbaine et industrielle et commerciale. Politique de guerre et de ravitaillement attachée avant tout à assurer le ravitaillement des combattants et des ouvriers des transports et de l'industrie de guerre. Ordre public rigoureux sur tout le territoire de la République. Défense de l'Union soviétique. Unité syndicale et internationale.

Aussitôt après la réunion du Comité central, le Bureau politique du parti communiste s'adressa à la Commission exécutive du parti socialiste et lui communiqua la proposition officielle et concrète de réaliser l'unification du parti communiste avec le parti socialiste.

Cette proposition fut examinée au Comité national du parti socialiste, réuni à Valence en juillet 1937. L'assemblée décida de reprendre en l'élaborant le programme d'action commune soumis par le parti communiste et d'amplifier les représentations réciproques au sein du Comité national de coordination, de façon à ce qu'il mette au point également le projet de programme d'unification.

Effectivement, le 17 août 1937, le Comité national de coordination publiait un programme d'action commune dont les points essentiels concordaient avec la proposition, rapportée plus haut, du parti communiste. (1)

Cette identité de programme répond à l'existence, dans les deux partis, d'une ardente volonté d'unité, fruit de l'expérience de la guerre, du travail et de la lutte en commun.

Depuis cette époque, soit depuis août 1937, date à laquelle fut publié le programme d'action commune, les partis socialiste et communiste ont agi en parfaite union dans une série de domaines conformément aux directives du Comité national de coordination.

L'organisation même de l'unité a fait d'immenses progrès.

Comme le réclame le programme d'action commune élaboré par le Comité national de coordination, les comités de coordination locaux, dans les provinces, dans les villes, dans les syndicats et dans l'armée, dans les fabriques et dans les campagnes, ont pris un développement considérable. Socialistes et communistes étudient et résolvent en commun les problèmes de la guerre et de la production. Dans les syndicats, les fractions des deux partis fusionnent. Dans les conseils municipaux et provinciaux, les représentants communistes et socialistes s'unissent pour ne plus former qu'un seul groupe.

La volonté des masses d'aboutir aussitôt que possible à la fusion s'exprime abondamment, par exemple, à Jaen, où socialistes et communistes, en août 1937, lors d'un congrès provincial, ont décidé de fusionner en un parti unique, sur la base du programme d'action du Comité national de coordination.

Relevant les magnifiques conditions réunies pour la réalisation de l'unité, l'assemblée plénière du Comité central du parti communiste, tenue en novembre passé, déclara dans ses résolutions :

Le Comité central constate avec satisfaction la cordialité des relations politiques et de travail existant entre le parti communiste et le parti socialiste ouvrier, et affirme sa volonté de poursuivre dans cette voie jusqu'à la fusion des deux grands partis politiques du prolétariat espagnol et à la création du parti unique de la classe ouvrière d'Espagne.

Cette politique d'unité entre socialistes et communistes permettra de marcher rapidement à l'unité totale du mouvement ouvrier espagnol et de repousser toute tentative tendant à diviser les forces antifascistes.

Le Comité national de coordination envoie des délégations sur les fronts, dans les provinces, dans les usines, aux champs, pour resserrer plus encore les liens qui unissent les combattants espagnols du front et de l'arrière. Ces délégations sont reçues avec le plus vif enthousiasme par les soldats et les chefs de la glorieuse Armée populaire, comme par les héros de la production. Tous expriment une volonté unanime :

« Il faut accélérer l'unification pour accélérer la victoire. »

A l'occasion de la prise de Teruel par les forces républicaines, le secrétaire général du parti communiste, le camarade Diaz, reprit avec force cette revendication, posant devant toutes les masses de notre peuple, et en particulier devant les socialistes et les communistes, cette question :

Combien l'armée serait renforcée si tous nos camarades et frères socialistes comprenaient la nécessité de hâter la fusion de nos deux partis, en réalisant le mot d'ordre qui jaillit des tranchées de Madrid et du champ de bataille de Teruel : « Une même carte d'adhérent pour socialistes et communistes ! »

A l'heure actuelle existent en Espagne toutes les conditions précises requises pour la création du parti unique du prolétariat, comme en témoigne l'existence de centaines de comités de coordination, dans tout le pays, qui assurent le travail commun entre socialistes et communistes, en particulier au sein de l'U. G. T., où la collaboration entre les militants des deux partis, tant dans les sections syndicales que dans les fédérations nationales d'industries et qu'au Comité national, a mis en échec toutes les manœuvres du groupe scissionniste pour diviser la grande centrale syndicale.

C'est ce dont témoignent également la collaboration quotidienne des deux partis, la solution commune donnée aux problèmes de la guerre par les deux directions et, surtout, l'identité des conceptions idéologiques, d'appréciation et d'attitude manifestée par les socialistes et les communistes face aux problèmes de la guerre et de la révolution.

Une autre preuve en est l'unification des deux partis telle qu'elle a été réalisée en Catalogne, où socialistes et communistes sont déjà unis en un seul parti, artisan de la puissante U. G. T. catalane qui, en un an et demi de guerre, a réussi à porter le nombre de ses membres à plus

(1) Nous publions par ailleurs ce document dans ses points essentiels. — La Réd.

d'un demi-million et qui déploie un immense travail pour appuyer le gouvernement et servir la cause de la victoire. Un autre exemple encore en est la constitution des Jeunes-socialistes unifiées, où les jeunes des deux tendances, indissolublement unis, luttent au côté des masses immenses de la jeunesse, attirées grâce à l'unification. Ce sont là des expériences qui démontrent ce que l'unité apporte au peuple et ce qu'on obtient grâce à elle. Tous les peuples et toutes les organisations antifascistes doivent saluer avec enthousiasme un fait aussi important que l'unité politique et organique des partis socialiste et communiste. Cette unité, qui exerce une immense influence sur le développement de la lutte commune, ne sert cependant pas seulement les intérêts des deux partis, mais aussi ceux de tous les secteurs antifascistes du peuple tout entier.

La situation de l'U. G. T. exige elle aussi l'unification des deux partis. Les tentatives scissionnistes menées par les ennemis de l'unité ont été déjouées, mais l'U. G. T. doit être renforcée plus encore pour faire front aux tâches immenses qui se posent à elle. L'unité des deux partis mettra un terme à la dualité de la direction et dotera l'U. G. T. d'une politique ferme, en même temps qu'elle constituera un facteur puissant (le plus puissant sans doute) du succès de l'unité entre l'U. G. T. et la C. N. T., de la réalisation de l'unité syndicale des travailleurs d'Espagne.

Mais plus encore, la prompte réalisation du parti unique du prolétariat apparaît comme une nécessité absolue en présence de la situation actuelle, qui est lourde de dangers et de difficultés et exige que soient accomplies des tâches aussi immenses que :

La création de nouvelles et puissantes réserves pour renforcer notre armée en vue des grandes batailles en perspective.

La création d'une puissante industrie de guerre, capable de répondre aux besoins des forces armées de la République ;

L'intensification du travail politique sur les fronts et à l'arrière, afin d'élever au maximum le moral héroïque de notre peuple et d'insuffler partout la plus inébranlable volonté de vaincre ;

Le renforcement du Front populaire, afin de souder plus étroitement encore toutes les organisations et les masses populaires tout entières.

Ces tâches, il n'est possible de les réaliser que s'il existe une parfaite union entre socialistes et communistes, une direction unique, une organisation unique, bref, un parti unique du prolétariat, qui non seulement représentera les forces immenses que comptent aujourd'hui les deux partis, mais verra de plus accourir à lui des milliers et des milliers d'antifascistes sincères.

On se trouve donc, actuellement, en Espagne, à une phase décisive de l'unité. Toutes les conditions requises pour sa réalisation sont réunies. Les masses la réclament et la situation l'exige. Les directions des deux partis doivent donner satisfaction à cette ardente volonté et entrer résolument dans la voie de la constitution immédiate du parti unique du prolétariat espagnol, arme fondamentale de la victoire du peuple d'Espagne sur Franco et les envahisseurs, garantie du triomphe complet et de la consolidation de la révolution populaire.

Le problème des nationalités dans la guerre espagnole de libération

par ARLANDIS

Le problème des nationalités revêt une grande importance dans la lutte épique qui se livre en Espagne entre les masses populaires et le conglomerat d'exploiteurs, de réactionnaires et de fascistes qui tendent de les soumettre par la terreur à leur domination politique, économique et culturelle.

Au nombre des causes essentielles qui contribuèrent au soulèvement fasciste, il faut compter la haine que les réactionnaires espagnols ont toujours ressentie à l'égard des revendications nationales de la Catalogne et du pays basque. La proclamation des statuts d'autonomie servit de prétexte aux fascistes et à tous les réactionnaires de la péninsule pour tenter de dresser le peuple espagnol contre la République en présentant les Catalans et les Basques comme des séparatistes et des ennemis de l'intégrité nationale de l'Espagne. Le caractère furieusement centraliste et totalitaire du fascisme ne pouvait que renforcer la lutte de la réaction contre les libertés autonomes de la Catalogne et de l'Euzkadi, telles que les reconnaît la Constitution de la République.

Le fascisme prétend rétablir le despotisme des propriétaires fonciers d'Andalousie, de Castille et d'Estrémadure sur les masses populaires, et en particulier sur les peuples catalan, basque et galicien, tel qu'il s'exerçait par l'entremise du vieil Etat centraliste et autoritaire de la monarchie. Réactionnaires et fascistes espagnols nient l'existence du problème national en alléguant que les mouvements de libération en Catalogne et en Euzkadi sont des phénomènes artificiels, fomentés par quelques renégats traitres à la patrie, contre lesquels il s'agit de sévir d'une main ferme.

Quiconque a quelque idée de l'évolution historique de l'Espagne et de sa situation actuelle comprend à quel degré d'absurdité atteint la thèse fasciste. L'Espagne n'a jamais été une entité, ni ethnique, ni politique, ni linguistique. Tous les efforts déployés par les armes de l'oppression et de la terreur, par les monarques centralisateurs, de Ferdinand II à Alphonse XIII, pour détruire les nationalités et les fondre en un Etat autocratique, se sont révélés vains et n'ont pas obtenu d'autre résultat que de faire obstacle au développement économique et culturel du pays et de provoquer de perpétuelles rébellions et guerres civiles.

Durant cinq siècles, Catalans et Basques, Navarrais, Galiciens et Valenciens luttèrent contre l'assimilation forcée et la suzeraineté des monarques castillans. La résistance acharnée opposée par ces nationalités leur a permis de conserver leur langue propre, leurs caractères économiques et culturels, leurs traditions et leurs coutumes, les particularités nationales que reconnaît le code civil, bref tout ce qui détermine ce « fait différentiel » que Catalans, Basques et Galiciens invoquent avec tant de force lorsqu'ils défendent leurs droits et leurs libertés, brutalement attaqués par les hordes fascistes.

Quelques traits caractéristiques du mouvement national basque

L'Euzkadi, si l'on y comprend la Navarre, occupe un modeste territoire de 17.482 kilomètres carrés, avec une population de 1.355.000 habitants. Les Basques, tant au point de vue ethnologique qu'au point de vue linguistique, constituent une nationalité absolument distincte, non seulement dans le cadre de la péninsule, mais à l'échelle mondiale. C'est l'une des rares nationalités dont les origines et la filiation n'ont pu jusqu'ici être établies. La situation géographique de l'Euzkadi, sa topographie montagneuse, la richesse de son sol, la résistance et l'énergie de ses habitants, leur caractère laborieux et indomptable, ont fait que ce peuple, dont l'origine se perd dans la nuit des temps, a pu résister tant aux nombreuses invasions qui se sont succédées sur le sol de l'Espagne, qu'aux tentatives d'absorption de la monarchie centralisatrice.

De tous les peuples hispaniques, les Basques sont les plus attachés à leurs traditions, à leur croyance et à leurs libertés. Si, au cours des guerres civiles du XIX^e siècle, les Basques servirent la cause du carlisme réactionnaire et absolutiste, c'est qu'ils étaient mus par l'amour de leurs libertés, de leurs traditions et de leurs privilèges, que le prétendant Charles de Bourbon, par démagogie, promettait de défendre. Lorsque les Cortès de Cadix tentèrent de soumettre tout le pays à une même législation, elles se heurtèrent à la résistance des Basques, qui voyaient dans les libéraux

ies ennemis de leurs libertés nationales. Le décret du 25 novembre 1839 abolissait virtuellement les libertés autonomes de l'Euzkadi. Cette politique unitariste fut imitée postérieurement par les conservateurs et les libéraux dynastiques, d'Esparto aux hommes de la République de 1873, ce qui eut pour effet de renforcer l'orientation réactionnaire du mouvement national basque, qui fut durant un demi-siècle le soutien le plus sûr du mouvement clérical-carliste.

L'économie basque révèle des caractéristiques propres, diverses du reste de l'Espagne. On y voit coexister une grande industrie sidérurgique et métallurgique, la plus importante de l'Espagne, une petite et moyenne industrie très développée, une riche agriculture, étendue à l'élevage du bétail, de type semi-patriarcal, et une industrie de la pêche et de la navigation prospère.

Les privilèges basques sur lesquels repose le mouvement nationaliste remontent à la plus haute antiquité et incarnent une tradition essentiellement démocratique, où la suprématie est réservée au pouvoir civil.

À la fin de 1904, en réponse à une tentative faite pour abroger l'accord économique fixant les droits basques, se constitua la puissante « Ligue pour la défense des privilèges » (*Ligal Foral*), à laquelle adhérèrent, outre les nationalistes basques, les partis républicain, libéral, carliste et intégraliste. Cette formation obtint des succès retentissants aux élections communales de 1906 et aux élections législatives de 1907, où tous ses candidats furent élus.

Le mouvement nationaliste basque, auparavant diffus et divisé, prit une grande homogénéité après la constitution du Parti nationaliste basque, fondé en 1894 par Sabino de Arana, qui établit les bases de la doctrine, en soulignant clairement la démarcation entre le carlisme, qui se bornait à réclamer une certaine autonomie administrative, et le nationalisme, qui défend les principes essentiels des droits de la nation basque. Depuis lors, carlistes et nationalistes se combattirent avec acharnement, à telle enseigne que les premiers ont constitué les forces de choc de l'insurrection fasciste en Euzkadi, alors que les nationalistes, en dépit de leur catholicisme intransigeant, ont lutté sur tous les fronts au côté du Front populaire pour la défense de la République et des libertés nationales d'Euzkadi.

Le nationalisme basque, de caractère étroitement catholique à ses débuts, a évolué sous l'impulsion des ouvriers, employés et paysans qui, en grand nombre, ont rallié ses rangs. Il a exercé son influence sur des milliers de paysans et d'ouvriers, ceux-ci organisés au sein de la « Solidarité des ouvriers basques », puissante formation qui représentait 40 % des ouvriers et employés organisés de Biscaye, Guipuzcoa et Alava. Fondée par les grands industriels nationalistes dans le but de soustraire les ouvriers basques à l'influence socialiste et communiste et de se servir d'eux comme de briseurs de grève, cette organisation s'est émancipée de la tutelle patronale, se transformant en une association de caractère syndical, qui a lutté pour ses revendications au côté des ouvriers révolutionnaires de l'U.G.T. et de la C.N.T.

Le Parti communiste d'Euzkadi a joué un rôle extrêmement important dans l'incorporation aux luttes de classe et au mouvement antifasciste de ces ouvriers basques. Malgré les déviations sectaires de certains de ses dirigeants, il s'efforça d'appliquer la doctrine et la tactique de Lénine et de Staline et réussit ainsi à pénétrer dans les larges masses nationalistes, qu'il contribua à mobiliser dans la lutte armée contre le fascisme centraliste et totalitaire, pour la défense de la République démocratique et du Front populaire, qui a permis que soit confirmé le Statut autonome du pays basque.

Ce statut a été approuvé par l'assemblée des communes d'Euzkadi, réunie à Pampelune le 19 juin 1932, par 400 voix contre 10. Les suffrages opposés émanant tous de délégués navarrais, il fut décidé d'exclure la Navarre du bénéfice du Statut jusqu'à ce qu'elle se décide à y adhérer. Une année plus tard, le 6 août 1933, le Statut était accepté définitivement par l'assemblée des communes, tenue à Vitoria, et le 5 novembre suivant, soumis à un plébiscite populaire, il était approuvé par 86 % du corps électoral. À la fin de décembre 1933, le document était soumis à la ratification des Cortès de la République, mais le gouvernement réactionnaire de Lerroux y opposa son veto.

Finalement, le Statut basque, à nouveau présenté aux Cortès le 15 avril 1936, après le magnifique succès du Front populaire aux élections de Février, fut approuvé par le Parlement le 1^{er} octobre de la même année. Le 7 octobre, le gouvernement autonome d'Euzkadi était constitué, avec la

participation d'un conseiller communiste. Les principes essentiels qui régissent le Statut basque sont les suivants :

- a) Système parlementaire;
- b) Indépendance de l'administration judiciaire;
- c) Absence de « pouvoir modérateur » (Chambre haute, Sénat, etc.);
- d) Démocratie directe;
- e) Décentralisation des services;
- f) Corps autonomes de droit public et conseils techniques pour l'examen des problèmes économiques;
- g) Enseignement unifié et libre;
- h) Bilinguisme;
- i) Finances indépendantes, avec accords économiques et coordination dans le domaine financier.

Sans la force énorme du mouvement nationaliste basque, il n'est pas douteux que l'insurrection fasciste aurait trouvé auprès des masses catholiques d'Euzkadi un appui du même genre que celui dont elle bénéficia de la part des carlistes et catholiques navarrais. C'est là ce qui explique également que l'immense majorité du clergé basque se soit dressée contre les factieux et que nombre de prêtres aient combattu sur les fronts au côté des ouvriers communistes et socialistes. Des milliers et des milliers de nationalistes catholiques ont payé de leur vie leur amour pour les libertés de l'Euzkadi et leur fidélité au Front populaire dans la lutte contre le fascisme.

Le mouvement national en Galice

Le peuple galicien est d'origine celte. Le territoire de la Galice occupe 29.151 kilomètres carrés et comprend un grand périmètre de côtes, qui s'étendent de la frontière portugaise jusqu'aux Asturies. La population est extrêmement dense, puisque, avec 2.362.000 habitants, et bien qu'elle ne possède pas de villes très importantes, la Galice, qui représente à peine 5,8 % du territoire national, comprend près de 10 % de la population globale de l'Espagne. De plus, on compte un million de Galiciens en Amérique, à Cuba et à Porto-Rico.

En Galice, la prédominance revient à l'économie naturelle basée sur l'agriculture, l'élevage du bétail et la pêche (la Galice est le principal centre de pêche de la péninsule). On y trouve en outre une industrie métallurgique moyennement développée, en particulier en ce qui concerne les constructions navales, à El Ferrol, La Corogne et Vigo. En bref, on peut dire que la Galice entre dans la catégorie des pays de type pré-capitaliste.

Les revendications nationales de la Galice sont basées en premier lieu sur l'origine celtique de sa population, sur les particularités de sa langue néo-latine, moins marquée par l'influence arabe que les idiomes castillan ou catalan, sur des conditions historiques nées de la structure de l'Espagne à l'époque féodale, sur son autonomie séculaire, sur sa structure municipale particulière.

La Galice est régie par le système de la petite propriété, laquelle détermine l'existence d'une masse immense de petits paysans, propriétaires et fermiers, qui, quels que soient leurs efforts, ne parviennent pas à suffire aux besoins de leur famille, toujours nombreuse.

Ces masses paysannes, vouées à une vie misérable, sont obligées d'avoir recours à l'émigration, tandis que d'autres membres de la famille s'incorporent à l'industrie, au petit commerce, se font pêcheurs ou marins.

Placés dans des conditions aussi précaires, les paysans doivent recourir en définitive aux usuriers. Ils hypothèquent leurs récoltes et leur bétail, afin d'obtenir de quoi manger, acheter des semences et faire face aux exigences du fisc.

Il est certain que la Galice n'a jamais été indépendante, mais la chose n'enlève rien au fait qu'on y observe toutes les conditions — telles qu'elles ont été énoncées par Lénine et Staline — qui déterminent le caractère national d'un peuple. À ce propos, l'un des plus conséquents et des plus perspicaces autonomistes galiciens, Alfonso R. Castelao, écrivait :

Nous basons notre nationalisme sur le fait que, bien que la Galice ait toujours été soumise au joug des monarchies centralistes, nous avons su créer, et conserver indéfectibles, les attributs d'une nationalité bien définie.

La division provinciale instituée par Ferdinand VII en 1833 abolit la « Junte supérieure du royaume de Galice », dernier vestige de l'autonomie galicienne. Les lois centralisatrices de 1839 et de 1876 firent le reste.

Mais le peuple devait réagir. Dès 1840, l'assemblée de

Lugo proclamait les droits de la Galice et réclamait pour elle une indépendance totale. Les nationalistes galiciens fusillés à Carral à la suite du soulèvement de 1846 se proposaient d'« annuler tous les actes du gouvernement de Madrid ». L'assemblée de Lugo, en 1868, élaborait un « projet de Constitution pour le futur Etat de Galice », et, lors de l'assemblée de Saint-Jacques de Compostelle, en 1873, 555 délégués présentèrent un document tendant à assurer à la Galice « le droit d'initiative » au sein d'un Etat fédéral espagnol.

Cependant, le mouvement nationaliste galicien restait extrêmement confus. Alfred Branas fut le premier à lui donner un contenu politique dans son livre intitulé *Le régionalisme* (1869). C'est sur la base de sa doctrine que fut organisée la première « Ligue galicienne » (1897), à laquelle succéda, en 1911, la « Solidarité galicienne ». Mais ce n'est que plus tard, en particulier à l'assemblée de Lugo de 1918, que se dégagèrent définitivement les aspirations du mouvement nationaliste galicien contemporain.

Durant la dictature de Primo de Rivera, le mouvement autonomiste galicien subit une certaine éclipse malgré l'existence d'une vive agitation en faveur de l'abolition des taxes qui pesaient sur les paysans depuis l'époque médiévale. Mais, en 1929-1930, le mouvement prit un nouvel essor. Au début de 1931, peu avant la proclamation de la République, les autonomistes galiciens élaborèrent un projet de statut dont le premier article déclarait : « La Galice est un Etat libre au sein de la République fédérale espagnole. »

Le 19 décembre 1932, l'assemblée des représentants des conseils municipaux de Galice approuvait le projet de Statut destiné à être soumis au vote populaire. C'est le 28 juin 1936 qu'eut lieu le plébiscite. Le Statut fut adopté par 80 % des votants. Le 15 juillet 1936, trois jours avant l'insurrection fasciste, le Statut approuvé par le peuple de Galice fut soumis aux Cortès de la République. Ce projet est conforme, dans ses lignes générales, aux Statuts catalan et basque actuellement en vigueur, bien que certaines attributions et certains droits y soient spécifiés de manière moins catégorique, en particulier en ce qui concerne l'ordre public et le droit des Galiciens de se servir de leur langue devant les tribunaux.

La Section galicienne du Parti communiste d'Espagne qui est en train de se transformer en Parti communiste de Galice, a mené une intense campagne en faveur de l'autonomie, réussissant ainsi à se lier étroitement aux masses de tout le peuple galicien, si bien que la Jeunesse nationaliste de Galice et une grande partie des masses nationalistes travaillent en parfait accord avec les communistes, en qui ils voient les meilleurs et les plus actifs défenseurs des libertés autonomes de la Galice.

Des milliers et des milliers d'ouvriers, de paysans, d'employés, d'intellectuels, communistes, nationalistes, républicains, socialistes et syndicalistes, ont été fusillés, assassinés, torturés par les fascistes. Mais la résistance du peuple galicien reste acharnée. Avec des armes de fortune, de vieux fusils, des milliers de travailleurs poursuivent la guérilla dans les montagnes et les villages. Des milliers de jeunes recrues incorporées de force dans l'armée factieuse, saisissent toutes les occasions pour passer dans les rangs de l'Armée populaire, malgré les représailles exercées par les fascistes sur les familles des déserteurs.

Le mouvement national en Catalogne et sa participation à la lutte antifasciste

Le caractère national de la Catalogne repose sur des bases historiques et linguistiques bien définies.

Du point de vue culturel, la Catalogne possède sa langue propre, dont les origines littéraires remontent au IX^e siècle, tout comme le castillan, dont les premiers documents écrits datent de la même époque.

Le territoire de l'ancienne principauté de Catalogne, sous le règne de Ramon Berenguer IV, comprenait, en plus de la Catalogne actuelle, le Roussillon français et toute la Sardaigne. Le mariage de Ramon Berenguer IV avec Petronille d'Aragon unit la Catalogne et l'Aragon, et, au XIII^e siècle, sous les règnes de Jaimes et de Pierre IV, les territoires des Baléares et de la région valencienne furent incorporés à la Confédération catalane aragonaise. Valence y constituant un royaume autonome. Aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, l'expansion territoriale et commerciale de l'Etat catalan s'étendit à la Corse, à la Sardaigne, à la Sicile, à Naples,

pour atteindre même la Grèce et la Turquie. A partir de 1410, date de l'élection, par les Cortès de Caspe, de Fernando de Antequera au trône de la Confédération catalane-aragonaise, nomination qui fut à l'origine de la guerre civile, l'Etat catalan commence à décliner, jusqu'à ce que Philippe IV lui porte un coup mortel durant les sanglantes journées de 1640.

La Catalogne perdit définitivement ses libertés nationales en 1714, après une lutte acharnée et inégale contre les hordes de Philippe V. Mais la sujétion brutale de la Catalogne ne tua pas l'esprit national catalan, ni les espoirs du peuple de recouvrer sa liberté. Les Catalans, soumis à l'oppression du pouvoir central, surent conserver leur langue et l'amour de leurs libertés. Cependant, la terreur déchainée en Catalogne par l'impérialisme espagnol et les ruines accumulées par l'Inquisition, collaboratrice du despotisme centralisateur, affaiblirent à tel point le mouvement national, qu'en 1792, les masses catalanes ne surent pas profiter de l'aide de la Convention française pour se libérer du joug de la monarchie espagnole.

L'un des arguments invoqués le plus fréquemment par les impérialistes et les réactionnaires anticatalans est le suivant : « La Catalogne vit et prospère grâce à son commerce avec le reste de l'Espagne et parce qu'elle reçoit de l'Etat central beaucoup plus qu'elle ne donne. »

Il suffit, pour démontrer le caractère grossièrement erroné de cette affirmation, de citer quelques chiffres :

La Catalogne couvre une superficie de 32.193 kilomètres carrés, soit moins de 6 % de celle de l'Espagne, et sa population est de 2.780.000 habitants (trois millions et demi avec les réfugiés), c'est-à-dire 11 % de la population globale du pays.

Comme on le sait, c'est en Catalogne qu'on observe la plus grande concentration industrielle et commerciale de l'Espagne, et son prolétariat représente 40 % de toutes les masses ouvrières espagnoles. De même, la Catalogne occupe le premier rang, proportionnellement à l'étendue de son territoire, dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

On comptait en Catalogne 23.132 entrepreneurs industriels, qui payaient au Trésor 13.750.500 pesetas. Sur les 523 millions d'impôts prélevés pour l'ensemble de l'Espagne en 1930, la part de la Catalogne était de 218.500.000 pesetas, dont plus de 170 millions provenaient des droits perçus sur des articles de consommation. La Catalogne acquitte 40 % de la somme globale des taxes sur les transports. Sur 4.324 sociétés par actions totalisant un capital de 10 milliards 927 millions de pesetas, pour l'ensemble de l'Espagne, la part de la Catalogne est de 1.650 sociétés avec un capital de 3 milliards 800 millions, soit plus de 35 %. La Catalogne produit une rente annuelle de 3 milliards de pesetas, ce qui représente, par tête d'habitant, un coefficient de 1.200 pesetas, alors que le reste de l'Espagne produit une rente annuelle de 7 milliards, qui, répartis sur ses 20 millions et demi d'habitants, donnent un coefficient de 333 pesetas par personne. L'agriculture et l'élevage catalans assurent plus de 12 % de toute la production agricole de l'Espagne, et la production globale de l'industrie catalane dépasse la valeur de 5 milliards 294 millions. La valeur de la production de l'industrie textile catalane, à elle seule, se chiffre à 2 milliards 294 millions.

Toutefois, c'est de la statistique suivante que ressort le plus éloquemment le rôle joué par la Catalogne dans le cadre de l'Espagne :

Exportations de Catalogne en Espagne (paiements à terme) :

Tissus de laine, 200 millions. Cotonnades, 192 millions. Soie, 125 millions. Autres tissus, 100 millions. Meubles, 80 millions. Jouets, 25 millions. Filé, 75 millions. Marchandises en commission, 60 millions. Textiles manufacturés, 90 millions. Teintures et apprêts, 25 millions. Trusts et exploitations, 105 millions. Divers, 270 millions. Contributions de l'Etat, 97 millions. Métallurgie, 150 millions. Total : 1.523 millions.

Importations d'Espagne en Catalogne (paiement comptant) :

Laine brute, 135 millions. Liège, 70 millions. Huile, 250 millions. Vin, 220 millions. Charbon, 370 millions. Pêche, 230 millions. Fer, 240 millions. Fruits, 270 millions. Céréales, légumes, grains, 200 millions. Or, argent, mercure, 100 millions. Plantes et bois, 175 millions. Bétail, 430 millions. Douanes, 400 millions. Monopoles, 1.300 millions. Télé-

phones, 200 millions. Chemins de fer, 1.100 millions. Navigation, 100 millions. Impôts directs et indirects, 100 millions. Total : 6.780 millions.

Différence en faveur de l'Espagne : 5.257 millions de pesetas.

La Catalogne couvre ce déficit de sa balance commerciale grâce à ses exportations à l'étranger et aux bénéfices des capitalistes catalans sur les entreprises industrielles, commerciales et de transports, réparties sur le reste du territoire de la péninsule et que la bourgeoisie catalane exploite conjointement avec la bourgeoisie espagnole.

En Catalogne, le problème national prend une extension et une force de tout premier ordre, et son influence sur les événements politiques et militaires qui se déroulent actuellement en Espagne est de la plus haute importance.

La Catalogne, par sa grande concentration industrielle, son commerce, son agriculture riche et prospère, par le nombre et la conscience révolutionnaire de son prolétariat, par l'acuité du problème agraire qui se pose dans ses campagnes, est depuis de longues années le théâtre de luttes sociales extrêmement violentes et de phénomènes révolutionnaires fréquents, qui ont placé ses vastes organisations de masses à la tête du mouvement politique et révolutionnaire de l'Espagne.

Le nationalisme catalan, comme le nationalisme basque et galicien, s'appuie sur les traditions nationales, la langue particulière de la Catalogne, son histoire de nation indépendante, sa culture nationale et les luttes armées que les Catalans ont fréquemment livrées pour la défense de leurs libertés menacées par l'invasion des armées de l'impérialisme espagnol, français et autrichien.

En 1873, le mouvement national catalan, encore sans structure, tenta, sous la conduite d'Almirall, de proclamer l'Etat catalan comme indépendant de la première République espagnole, dans l'intention toutefois de s'unir à elle en tant qu'Etat fédéré. Cette tentative échoua, le mouvement nationaliste n'étant pas alors appuyé par les larges masses.

En 1892, le mouvement catalan s'unifia et s'organisa au sein de l'« Union catalaniste », qui élaborait les fameuses thèses de Manresa, qui contenaient les principes sur lesquels se base le nationalisme catalan et les revendications immédiates présentées par la Catalogne à l'Etat central.

Le mouvement nationaliste s'accrut considérablement après la perte des colonies, en 1898, et en 1901, les catalanistes remportèrent la victoire aux élections de Barcelone.

Le mouvement national catalan, qui absorbait sans cesse des masses plus importantes issues de toutes les couches sociales, était cependant dirigé par la grande bourgeoisie nationaliste et par les réactionnaires groupés au sein de la « Ligue catalaniste ». Le gros des masses ouvrières et les couches les plus avancées de la population agricole, qui voyaient dans les dirigeants nationalistes leurs exploités de classe, industriels et propriétaires fonciers, restèrent en marge du mouvement national, qu'elles privèrent ainsi des forces démocratiques et révolutionnaires du prolétariat, de son ardeur combattive. C'est ce qui permit à la ploutocratie industrielle et financière catalane, qui dirigeait la « Ligue régionaliste », de pactiser avec le pouvoir central de la monarchie et de freiner ainsi durant plus de quarante ans l'essor du mouvement national.

Pendant les sept années de la dictature de Primo de Rivera, le mouvement nationaliste, sous le fouet des persécutions, prit une nouvelle envergure. Mais les magnats de la Ligue régionaliste abdiquèrent entièrement devant la dictature qui, si elle persécutait les nationalistes, défendait en revanche les intérêts de classe des grands capitalistes en instituant une sanglante terreur contre les ouvriers et les rabassaires (métayers). La misérable attitude des dirigeants bourgeois de la Ligue régionaliste accentua le processus de radicalisation des masses nationalistes vers la gauche. La Ligue se scinda et l'« Action catalane » fut constituée. L'organisation de l'« Etat catala », dirigée par Macia, représenta en outre le nationalisme intransigeant, auquel se rallièrent des masses importantes d'employés et des couches les plus laborieuses de la petite bourgeoisie urbaine et rurale.

A l'instauration de la République, la coalition de tous les courants nationalistes républicains donna naissance à la « Gauche républicaine de Catalogne », à laquelle se joignit plus tard l'Action catalane. Seule la Ligue catalane (ancienne Ligue régionaliste), représentant la ploutocratie industrielle et foncière, resta à l'écart de cette coalition afin de seconder, sous le masque du nationalisme catalan, les

plans impérialistes de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers espagnols.

Le 14 avril 1931, avant même que la République espagnole ne fût proclamée à Madrid, la République catalane (la seconde en date dans l'histoire de la Catalogne) était proclamée à Barcelone, sous la présidence provisoire de Francisco Macia. Cette République eut une existence éphémère (trois jours), ceux-là mêmes qui l'avaient instaurée ayant renoncé à leur souveraineté dès les premières pressions du gouvernement provisoire. Il faut reconnaître toutefois que le manque d'ardeur manifesté par le prolétariat en faveur de la République catalane contribua à la faire échouer, ni les anarcho-syndicalistes, ni les socialistes n'ayant compris l'extrême importance qu'il y aurait eu à approfondir la révolution démocratique bourgeoise en imposant le droit d'autodétermination pour les nationalités catalane, basque et galicienne.

Le Statut de Catalogne, accepté par le peuple catalan, le 2 août 1932, par 93 % des suffrages, fut approuvé le 15 septembre de la même année par les Cortès constituantes, non sans qu'en aient été atténués certains aspects essentiels de façon à restreindre les droits autonomes.

La campagne déchaînée dans toute l'Espagne par la réaction contre le Statut de Catalogne ne fut pas combattue avec une égale énergie par les partis démocratiques et les organisations prolétariennes. On ne comprenait pas que la bataille livrée au Statut servait de prétexte pour réorganiser, sur une base légale, les forces contre-révolutionnaires, pour mobiliser et dresser contre la République des milliers et des milliers de petits bourgeois et de cultivateurs, auxquels on faisait croire que Basques et Catalans cherchaient à démembrer l'Espagne. Cependant, il convient de souligner le rôle brillant joué par le Parti communiste espagnol et les Partis communistes de Catalogne et d'Euzkadi dans la campagne en faveur des libertés nationales catalanes et basques. C'est à l'activité des communistes qu'est dû le changement profond qui s'est opéré au sein des masses populaires espagnoles, chez les républicains, les socialistes et les syndicalistes, quant à leur compréhension du problème national et de la nécessité de défendre les Catalans et les Basques contre les violentes attaques et l'explosion de haine de la réaction impérialiste et fasciste. Les résultats de cette campagne furent les grandioses mouvements de masse qui se produisirent lors de l'arrivée à Madrid des grands propriétaires fonciers catalans venus réclamer l'abolition de la loi du Parlement catalan sur les contrats de culture. De même, le mouvement déployé pour défendre l'Assemblée des communes basques. Enfin, le soulèvement insurrectionnel du 6 octobre 1934, dont le motif essentiel était de défendre le Statut de Catalogne brutalement attaqué par le gouvernement réactionnaire Samper-Gil Robles.

La Catalogne, comme l'Euzkadi, prend une part de la plus haute importance à la guerre ainsi qu'à l'organisation des industries de guerre. Ses soldats, qui ne sont pas moins de 220.000, combattent sur tous les fronts de la République, dans la conviction que la lutte pour la défense des libertés catalanes se livre aussi bien sur le front de Madrid que sur le front de l'Est.

Seuls les magnats de l'industrie et du commerce ont fui pour se faire les valets des généraux factieux qui tentent d'anéantir jusqu'aux racines le mouvement nationaliste catalan. Ceux qui ont ainsi voulu vendre la Catalogne au fascisme envahisseur sont précisément les grands maîtres de la Ligue catalane, qui se prétendaient de si ardents catalanistes : les Cambo, Ventosa, Calvell, les Puig et les Cadafalc, etc., etc...

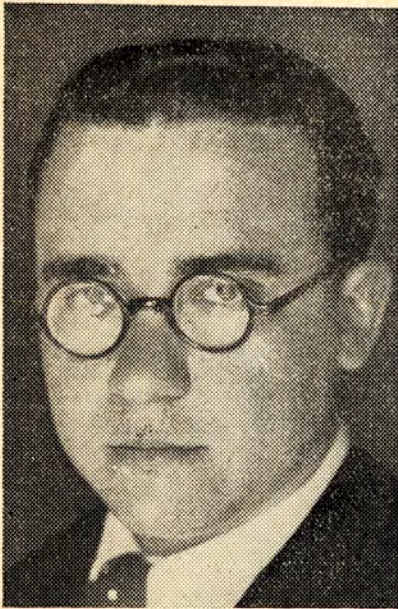
Aujourd'hui, Catalans, Basques et Galiciens comprennent que leurs libertés nationales ne peuvent être séparées des libertés du peuple espagnol tout entier et ils combattent avec enthousiasme au côté des Castellans, des Andaloux, des Aragonais, des Estréménins, car ils savent que les intérêts qui les dressent contre le fascisme sont communs et que la victoire n'est possible que par l'union étroite de tous les peuples de l'Espagne sous le drapeau du Front populaire.

Les traîtres à la Catalogne, les hommes de la Ligue catalane et les trotskistes, ont tenté de briser cette admirable union entre Catalans et Espagnols, en préconisant la séparation immédiate de la Catalogne et la conclusion séparée de la paix avec les hordes de Franco.

Mais ces tentatives se sont brisées contre le mépris des masses catalanes et leur volonté de vaincre, unies aux autres peuples de l'Espagne, le fascisme et ses alliés, les trotskistes et les séparatistes du type de Dencas.

La jeunesse espagnole occupe un poste d'honneur dans la lutte contre les envahisseurs fascistes

par SANTIAGO CARRILLO



SANTIAGO CARRILLO
Secrétaire général
de la Jeunesse socialiste unifiée

DE larges masses de la jeunesse espagnole participèrent à la lutte insurrectionnelle d'octobre 1934. Plusieurs centaines de jeunes ont figuré dans la liste de ceux qui furent assassinés, torturés et emprisonnés par la répression. La brutale action policière menée contre la jeunesse ne réussit cependant pas à briser son courage. Durant la période qui succéda aux combats d'octobre, des milliers de jeunes entrèrent à de nombreuses reprises en action contre les gouvernements réactionnaires qui préparaient la guerre civile.

La jeunesse ouvrière comprit alors que la tâche immédiate qui lui incombait était d'unifier ses forces

afin de créer, par sa propre union, les bases de celle de la jeunesse antifasciste espagnole tout entière. La campagne pour l'unité se déploya activement durant les derniers mois de 1935. Jeunes socialistes et jeunes communistes se lièrent de plus en plus fraternellement. La constitution du Front populaire, en janvier 1936, vint donner un nouvel essor à ce mouvement pour l'unité, qui trouva son reflet le plus significatif dans la publication en commun de *Juventud Roja* et *Renovación*, organes, respectivement, des Jeunesses communistes et des Jeunesses socialistes.

Le 1^{er} avril 1936 est la date historique de l'unification des Jeunesses socialistes et communistes. De nombreuses grandes manifestations de masse, à Madrid et en province, marquèrent solennellement la constitution de la Jeunesse socialiste unifiée d'Espagne. Des comités provinciaux commencèrent aussitôt à s'organiser. Aux heures de grand essor révolutionnaire qui suivirent la victoire du Front populaire, les jeunes socialistes et communistes unirent passionnément leurs forces afin de rendre fécond leur exemple. Surmontant tous les différends et les malentendus du passé, ils surent comprendre que seule l'unité pouvait sauver la jeunesse et empêcher qu'elle ne subisse l'oppression et la terreur du fascisme.

Actuellement, c'est au feu de la guerre contre le fascisme que se forge la jeunesse espagnole, nouvelle génération d'acier, qui s'éduque dans l'amour et la fidélité à la cause du peuple, dans la haine du fascisme, dans l'esprit de l'audace et de la combativité révolutionnaires.

Plus d'un demi-million de jeunes Espagnols sous les armes, des milliers et des milliers qui suivent les cours de préparation militaire, des centaines d'aviateurs, de tankistes, de marins, fils d'ouvriers et de paysans, qui se sont assimilés la technique militaire au feu même de la guerre, montrent que la jeunesse espagnole sait tenir avec honneur son poste dans la lutte.

Dès le premier jour, au côté du V^e Régiment, forgé par l'héroïque Parti communiste d'Espagne, les bataillons organisés par la Jeunesse socialiste unifiée se sont révélés au nombre des forces les plus valeureuses dans la lutte contre

le fascisme envahisseur. Sur les crêtes de la Sierra Guadarama, à Talavera, devant Madrid, les jeunes soldats des bataillons « Pasionaria », « Octobre », « Aida Lafuente », « Tomas Meabe », ont écrit de leur sang quelques-unes des plus glorieuses pages de la lutte de l'Espagne contre l'invasion.

Au moment de la création de l'Armée populaire régulière, les bataillons de jeunes organisés militairement se transformèrent systématiquement en unités régulières.

Comment cette participation de la jeunesse, en tant que telle, à la lutte, a-t-elle été possible ?

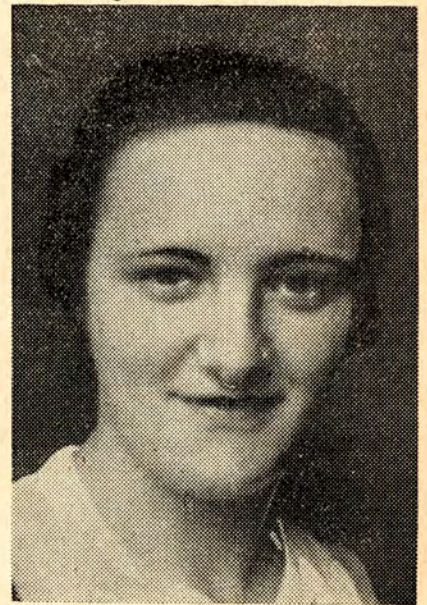
Parce que l'expérience des combats d'Octobre et de la répression qui leur fit suite avait enseigné aux jeunes socialistes et communistes la nécessité de s'unir ; parce que, à l'heure de l'insurrection fasciste, il existait une seule organisation de la jeunesse socialiste et communiste : la Jeunesse socialiste unifiée, forgée dans l'esprit des résolutions du VI^e Congrès de l'Internationale communiste des Jeunes, capable de mobiliser des masses énormes de la jeunesse ouvrière et paysanne du pays, de développer et de stimuler le mouvement pour l'unité de toute la nouvelle génération antifasciste et révolutionnaire.

La J. S. U., organisation de plus d'un demi-million de membres, joue un rôle important dans la guerre contre le fascisme. La moitié de ses militants sont soldats ou officiers de l'armée, de l'aviation et de la marine.

On connaît des exemples magnifiques du courage et de l'héroïsme des jeunes socialistes unifiés.

A côté de figures aussi populaires que l'est déjà celle d'un Cornejo, le célèbre « antitankiste » qui se couvrit de gloire lors de la défense de Madrid et qui est aujourd'hui l'un des dirigeants de l'organisation des J. S. U., on cite l'exemple de sections de quartiers de l'organisation de Madrid qui, le 7 novembre, durent être dissoutes, tous les militants étant partis pour le front. On compte plusieurs centaines d'officiers, membres de la J. S. U., qui remplissent avec héroïsme et valeur leur devoir et dont l'âge varie entre 17 et 20 ans. Le chef de l'une des brigades de la division du commandant « El Campesino », le si populaire héros, est un camarade de 19 ans, sorti des rangs de la J.S.U.

Durant les derniers temps de la lutte sur le front du Nord, un jeune socialiste unifié, **Antuna**, réussit à abattre avec son fusil quatre avions allemands et italiens, lançant ainsi le mouvement « antiavioniste », qui se développe aujourd'hui dans toute l'armée républicaine. Nombreux sont les soldats de l'infanterie qui, guidés par cet exemple, organisent des groupes de tireurs spécialisés dans le tir contre les avions. C'est surtout après que l'ennemi eut repris Teruel que ce mouvement commença à se dévelop-



LINA ODENA
Membre du Comité central
de la Jeunesse socialiste unifiée
Major des milices
Tombée sur le front de Grenade

per avec vigueur. Mais auparavant déjà, en deux mois de lutte, l'infanterie, avec les armes dont elle dispose, avait abattu huit avions fascistes sur le front de Teruel.

On cite le cas d'une localité de la province de Cuenca — l'un des bastions de la réaction en Espagne — qui montre bien quel enthousiasme anime les jeunes Espagnols. Dans ce village paysan où au début de la guerre existait une petite organisation de la J.S.U., il fallut la dissoudre dès les premiers jours : tous ses membres étaient partis pour le front.

Au mois de février de l'année passée, quand parvinrent au village les premières nouvelles de la Conférence nationale de la jeunesse, un groupe de jeunes décidèrent de reconstituer l'organisation. A la première réunion, on discuta de la situation et un camarade lut quelques extraits des résolutions de la Conférence, qui disaient que la tâche d'honneur des membres de la Fédération est de défendre les armes à la main la patrie envahie par le fascisme. Aussitôt, le groupe qui venait d'être réorganisé décida de partir collectivement pour le front.

La section fut réorganisée une troisième fois, et une fois de plus ses membres prirent une décision semblable.

Et cet exemple n'est pas un cas isolé en Espagne. Nombreux sont les groupes de la J.S.U. qui se sont organisés pour se dissoudre bientôt après, afin de partir collectivement au front, et ceci plusieurs fois de suite.

Au cours de la lutte, la J.S.U. a réalisé un vaste travail d'éducation. Sur tous les fronts, jusque dans les tranchées même, aux premières lignes, fonctionnent des écoles et de petites bibliothèques. Sous la direction des commissaires à la guerre, auxquels la J.S.U. a apporté la plus grande aide dans ce travail et parmi lesquels on compte de nombreux membres de l'organisation, des dizaines de milliers de jeunes paysans ont appris à lire et à écrire. A ce sujet, il faut souligner le rôle éminent joué par les milices de la culture, créées par le ministère de l'Instruction publique. Ces volontaires de l'enseignement, avec un infatigable dévouement, au mépris du danger, accomplissent la plus noble des missions et ont fait diminuer dans une proportion merveilleuse le nombre des analphabètes.

A quel point la J.S.U. a pris à cœur la tâche d'éduquer la jeunesse, on s'en rend compte lorsqu'on visite les moindres villages. Dans chaque maison de la jeunesse, on trouve des bancs d'école, sous les photographies de Lénine, Staline, Pasionaria et d'autres dirigeants du Front populaire espagnol. Les écoles créées dans les villages par la J. S. U. se comptent par centaines. Les jeunes paysans y apprennent à lire et à écrire, mais aussi le fonctionnement du moteur à explosion. On leur explique le caractère de la lutte que livre le peuple espagnol. La guerre et la révolution ont fait naître dans la jeunesse une prodigieuse soif de savoir. Chaque jeune veut être plus capable, mieux préparé pour se rendre plus utile, pour mieux servir la cause commune de la libération de l'Espagne de l'invasion fasciste.

La guerre et la révolution populaire ont également accéléré le processus d'unification et d'organisation de la jeunesse espagnole. L'un des caractères les plus importants du mouvement des jeunes à l'heure actuelle réside dans le fait que, sous des formes diverses, des masses immenses de la nouvelle génération, auparavant inorganisées, insouciantes des problèmes vitaux de notre peuple, commencent à s'organiser, à participer activement au travail et à la lutte. Sans compter les centaines de milliers de nouveaux membres de la J.S.U. et le développement, moins intensif mais pourtant considérable, des Jeunesses libertaires et républicaines, une grande importance revient à de nouvelles et vastes organisations de caractère populaire et révolutionnaire, comme l'« Alerte », organisation d'éducation physique et pré-militaire où se retrouvent unis sur un programme d'unité les membres des Jeunesses socialistes unifiées, libertaires et républicaines, au côté de jeunes inorganisés, ou l'« Union des jeunes filles », qui jouit de plus en plus de la sympathie de toutes les jeunes femmes espagnoles. D'innombrables clubs, cercles et maisons de la jeunesse commencent à apparaître jusque dans les villages les plus reculés.

Par l'intermédiaire de toutes ces organisations, des mas-

ses innombrables de jeunes femmes et de jeunes gens restés à l'écart des mobilisations quittent leur passivité et se vouent à une série d'activités diverses, utiles à la cause de la victoire sur le fascisme.

Prenons par exemple la ville d'Alicante. L'Union des femmes s'y est mise en relation avec les syndicats et, dans les fabriques, les ateliers, les trams, de jeunes femmes viennent s'initier au côté des ouvriers. En général, durant la période d'apprentissage, elles ne touchent pas de salaire. Quand les jeunes gens sont mobilisés, les femmes prennent leur place et touchent le salaire correspondant à leur travail. De cette manière, l'Union des jeunes filles d'Alicante développe un travail positif d'incorporation des femmes dans la production et, pour la première fois en Espagne, on voit des ouvrières dans les imprimeries, les trams et, en général, tous les services publics.

L'Union des jeunes filles et l'Alerte, organisations ouvertes à la jeunesse tout entière, constituent les magnifiques réserves du peuple espagnol qui lutte pour conquérir le droit à une vie libre et heureuse.

Mais la plus grande œuvre accomplie par la jeunesse espagnole, c'est son unité, l'Alliance des jeunes antifascistes (Alianza Juvenil Antifascista), qui unit jeunes socialistes unifiés, jeunes anarchistes et jeunes républicains. Cette formation se consolide chaque jour davantage et fortifie au sein de la jeune génération le sentiment de son union et de sa fidélité au Front populaire.

L'Alliance des jeunes antifascistes dirige aujourd'hui, avec la force que lui confère sa fonction d'organe de l'unité, des millions de jeunes Espagnols. La J.S.U. a joué un rôle décisif dans sa création.

C'est lors de la conférence historique organisée à Valence par la J.S.U. que fut lancé le mot d'ordre de la constitution de l'Alliance des jeunes. Après dix-huit mois de guerre, ce mot d'ordre est devenu celui de toute la jeune génération, malgré les criminelles menées des fascistes-trotskistes, qui ont tenté de semer la division dans les rangs de la J. S. U., elle-même, puis, devant l'inanité de leurs efforts, ont cherché à dresser les jeunes anarchistes contre l'Alliance, mais sans succès. La jeunesse espagnole, qui a appris ce que signifie son union, sait aussi, par l'éloquence des faits, que les plus grands ennemis de cette union et, par là, de la participation victorieuse de la jeunesse à la lutte, sont les trotskistes de la Cinquième colonne internationale, dont le principal détachement a été anéanti par la justice implacable de l'Union soviétique.

Chaque jour, l'Alliance prend davantage de force et elle constitue la meilleure garantie de ce que la jeunesse espagnole, unie, aux côtés du Front populaire, saura lutter sans relâche jusqu'à l'écrasement de Franco, jusqu'à ce que le dernier fasciste ait été expulsé du territoire de l'Espagne. La victoire du peuple, à laquelle la jeunesse espagnole contribue par son travail et par son sang, rendra impossible l'instauration en Espagne d'un régime de terreur fasciste : elle assurera à la jeunesse un avenir de bonheur. En luttant farouchement contre les traîtres et les armées de l'invasion étrangère, la glorieuse jeunesse espagnole pose les bases d'un proche avenir où les jeunes Espagnols pourront travailler et étudier dans la liberté, où aucun obstacle ne sera mis à l'épanouissement des capacités intellectuelles et créatrices de la jeunesse.

CHAQUE nouvel acte d'agression fasciste éveille dans la classe ouvrière et dans les grandes masses populaires le désir plus ardent encore d'accélérer la réalisation du Front populaire unique de lutte contre le fascisme et la guerre.

(GEORGES DIMITROV. De l'article : « Le gage de la victoire ». *Correspondance Internationale*, 7 mai 1938.)

Le mouvement syndical en Espagne

par ANTONIO MIJE

LE mouvement ouvrier syndical espagnol, organisé sur le plan national, remonte à 1888, date à laquelle fut constituée l'Union générale des Travailleurs (U.G.T.).

L'influence de l'U.G.T. au sein du mouvement ouvrier espagnol s'est fait sentir en d'importantes étapes de la lutte, et son action a contribué à développer la conscience de classe du prolétariat, grâce en particulier à l'activité de fortes organisations syndicales, telles celles de Madrid, de Biscaye, des Asturies, etc., qui devinrent sans tarder de véritables organisations de masse. L'U.G.T. prit une part très active à la grève générale révolutionnaire d'août 1917, engageant la lutte contre la monarchie qui représentait le despotisme féodal de type militaire et constituait le principal appui des forces des propriétaires fonciers et du clergé.

Durant la dictature de Primo de Rivera, dans la période comprise entre 1923 et 1930, l'U.G.T. voua avant tout son activité à s'appuyer sur les organismes de conciliation de classe (comités paritaires, délégations provinciales du travail, tribunaux industriels, etc.), tandis que la direction lançait une offensive brutale contre les syndicats et les syndiqués qui préconisaient la lutte de classe et non la « conciliation des classes », offensive qui aboutit à des radiations individuelles et collectives, et jusqu'à l'expulsion de syndicats entiers. La direction de l'U. G. T. n'était pas seule à recourir à ce procédé. Il en allait de même pour la C. N. T. Si la direction de l'U. G. T., dès 1922, prenant prétexte d'un incident surgi lors d'un congrès, décida d'exclure tous les communistes, et même les organisations qui refusaient d'accepter ces radiations imposées « par en haut », la C. N. T. usa de procédés analogues, en particulier en Catalogne et en Andalousie, où les communistes furent expulsés sous l'accusation d'« être politiques ». La conséquence fut qu'il se forma en Espagne un grand nombre de syndicats en marge des deux grandes centrales syndicales. L'idée de l'unité gagna du terrain, et en été 1931 eut lieu à Madrid une Conférence d'unité qui décida la constitution d'une centrale syndicale unitaire, chose réalisée en 1932. La C.G.T.U. engloba la plupart des syndicats autonomes et des syndicats expulsés de l'U.G.T. et de la C.N.T.

C'est surtout après l'instauration de la République que le mouvement de l'U.G.T. prit un développement considérable. Elle conquit en particulier de fortes positions à la campagne.

La lutte des classes s'aggrava dans tout le pays, et les forces de la réaction commencèrent à s'organiser activement, mettant à profit le mécontentement existant dans des couches importantes de paysans pauvres, auxquels la législation agraire de la République n'apportait pas de solution aux problèmes vitaux pour eux.

Les élections de novembre 1933 donnèrent le pouvoir à des éléments réactionnaires qui, dès le premier instant, en usèrent contre les revendications et les conquêtes des ouvriers. Le Parlement réactionnaire commença aussitôt à abroger les quelques avantages apportés à la classe ouvrière par la législation promulguée de 1931 à 1933 par les Cortes Constituantes.

La conséquence fut que, durant tout le premier semestre de 1934, on assista à de vastes mouvements de lutte livrés par la classe ouvrière pour améliorer ses conditions de vie. Rappelons la lutte des métallurgistes de Madrid, celle des ouvriers de la construction de cette même ville, le mouvement général des ouvriers agricoles qui souleva, le 5 juin, les ouvriers agricoles de toute l'Espagne, les grèves générales de Madrid contre les propriétaires terriens catalans, contre la concentration de l'Escorial, etc.

Le mouvement d'Octobre 1934 trouva son expression la plus résolument révolutionnaire dans les combats des Asturies. Les syndicats participèrent activement au mouvement, mettant en œuvre leur puissance économique, puis décrétant la grève générale dans tout le pays. Cependant, si ce mou-

vement n'eut pas plus d'efficacité révolutionnaire, c'est pour une bonne part en raison du fait que le travail pour l'unité d'action n'était pas assez avancé encore, malgré la conscience de classe manifestée par le prolétariat au travers de toutes ses luttes, et qu'il manqua une véritable direction unique de toutes les forces révolutionnaires. La conséquence en fut que des forces importantes des syndicats ne participèrent pas activement au mouvement, ainsi la C.N.T. en Catalogne.

C'est après Octobre 1934 que s'amorça le rapprochement entre les syndicats de l'U.G.T. et de la C.G.T.U. et que s'engagèrent des relations entre les représentants des deux centrales syndicales. A la suite de larges discussions et de multiples réunions dans tout le pays, les forces de la C.G.T.U. rentrèrent dans le sein de l'U.G.T., en même temps que celle-ci décidait d'accepter également l'adhésion de fédérations nationales d'industries qui se trouvaient jusque-là à l'écart, telles que la Fédération des télégraphistes, celle des ouvriers des tabacs, celle des employés des postes, etc. De même, de nombreux syndicats autonomes, dans tout le pays, rejoignirent les rangs de l'U.G.T., de telle sorte que celle-ci se vit transformée en centre d'unification des forces syndicales espagnoles.

Au milieu de 1935 débuta une période de réorganisation des forces de l'U.G.T. dans tout le pays, action qui se déploya avec beaucoup de retard à la campagne. Les syndicats commencèrent à manifester leur conformité de vues avec l'idée du Front populaire, lancée par le parti communiste, pour lutter contre la réaction et le fascisme.

Et, au cours du second semestre de 1935, les syndicats soutinrent résolument les forces politiques du Front populaire qui commençaient à s'organiser et à travailler en vue d'une nouvelle consultation électorale. De grands meetings, constituant de puissantes mobilisations de masse, eurent lieu à Madrid, Malaga, etc. Les syndicats de l'U.G.T. contribuèrent fortement à ranimer l'esprit antifasciste du peuple.

Après le triomphe du Front populaire, l'U.G.T. acquit une force considérable. Par suite du rattachement de la C.G.T.U., de plusieurs fédérations nationales d'industries et de centaines de syndicats autonomes, l'U.G.T. devint une organisation de masse énorme, jouissant d'une importance considérable dans tout le pays. En même temps, le travail des socialistes et des communistes au sein de la classe ouvrière permettait d'intensifier le recrutement des syndicats de l'U.G.T., qui réussit à compter dans ses rangs plus d'un million de membres.

Lorsque survint le soulèvement militaire-fasciste, l'U.G.T. proclama la grève générale dans tout le pays et prit partout sa place dans la lutte contre les militaires traîtres. Elle organisa des bataillons, envoya au front de nombreux cadres dirigeants de syndicats et de fédérations et veilla dès le premier instant dans les fabriques, les ateliers, le commerce et l'agriculture à ce que la production ne soit pas paralysée par la fuite de l'immense majorité des patrons et des propriétaires fonciers.

Ce qu'est actuellement l'U.G.T.

Actuellement, l'U.G.T. est la plus forte organisation syndicale d'Espagne. On estime approximativement à plus de deux millions le nombre de ses membres, pour le seul territoire sous le contrôle de la République. Elle se compose de 44 fédérations nationales d'industries, dont les plus importantes sont : la Fédération des travailleurs de la terre, avec plus de 700.000 adhérents; la Fédération des métaux (plus de 70.000 membres); la Fédération des transports (plus de 80.000 syndiqués), la Fédération du textile (plus de 100.000 adhérents), enfin la Fédération du bâtiment (environ 85.000 membres).

Par suite de l'insurrection militaire-fasciste, un grand nombre de confiscations de fabriques, d'ateliers, de commerces et de propriétés, abandonnés par leurs propriétaires, ont été effectuées par les syndicats. L'U.G.T. a participé à cette

action au côté de la C. N. T. Dès lors, la production, dans la plupart des industries et des fabriques, fut dirigée par des comités des deux centrales syndicales. L'U. G. T. fut également, dans certains cas, amenée à participer à des « socialisations » de fabriques et d'autres centres de production. Mais le fait est dû avant tout à ce que l'ancien Comité exécutif de l'U. G. T. omit de donner à ce sujet des directives claires, de sorte que les syndicats durent résoudre ces problèmes par leurs propres moyens. C'est pour cette même raison que de nombreux syndicats de l'U. G. T. acceptèrent le « salaire unique » pour tous les ouvriers, méthode qui a été notablement modifiée sous la pression des communistes et des ouvriers eux-mêmes, qui repoussent un pareil système de rémunération qui ne tient aucun compte de la compétence et de la qualification de chacun d'eux.

C'est encore pour ces mêmes motifs que les syndicats des travailleurs agricoles en vinrent dans de nombreux villages, les premiers temps, à imposer aux paysans des collectivisations forcées, sans tenir compte du préjudice qu'ils portaient ainsi à la production, d'autant plus que les paysans eux-mêmes se montraient souvent opposés à ce que fut collectivisé leur lopin de terre. Un travail politique d'explication capable de convaincre les paysans fut en nombre de cas remplacé par des mesures de coercition.

C'est la même tendance « socialisante » qui eut pour effet que de nombreux syndicats ugétistes, rejetant dans l'ombre le rôle des partis politiques, s'adjugèrent l'hégémonie dans la direction des conseils communaux, travail que les éléments anarcho-syndicalistes mirent à profit dans leur lutte contre les partis politiques de la classe ouvrière et leur rôle de direction politique.

Ce fut là un des caractères les plus accusés de l'action des partisans de Caballero au sein de l'U.G.T. durant la période qui va de juillet 1936 à octobre 1937. Agissant en accord avec les anarcho-syndicalistes, et bien souvent à la remorque de ces derniers, ils préféraient transformer les syndicats en instruments du pouvoir, cherchant même à les opposer aux forces politiques organisées de la classe ouvrière, parti socialiste et parti communiste. Cette attitude des caballeristes au sein de la direction de l'U.G.T. créa un divorce non seulement entre ce groupe de la direction et la masse des ouvriers syndiqués, mais aussi entre ce groupe, fort restreint, et le Comité national de l'U.G.T. lui-même.

Ce divorce apparut clairement lors de la crise gouvernementale de mai 1937. Le représentant du Comité exécutif de l'U.G.T. (caballeriste) déclara alors au président de la République que l'U.G.T. ne soutiendrait pas d'autre gouvernement qu'un gouvernement présidé par Largo Caballero et dans lequel celui-ci conserverait le portefeuille de la Guerre, point de vue que partageait la direction de la C. N. T., mais que combattit et condamna le Comité national de l'U. G. T. lors de son assemblée plénière de mai 1937.

Lors de cette même assemblée, la majorité du Comité national décida que l'U.G.T. devait être au côté du gouvernement pour gagner la guerre et se prononça en faveur du maintien des relations traditionnelles avec le parti socialiste et de l'amélioration des rapports existants avec le parti communiste, décisions qui ne furent pas mises en vigueur par le Comité exécutif caballeriste.

La majorité des fédérations d'industries (22) demanda alors la convocation d'une session extraordinaire du Comité national, chargée d'exiger l'application des décisions prises par la précédente assemblée plénière. Le Comité exécutif caballeriste répondit à cette demande parfaitement justifiée et réglementaire en excluant « pour non payement des cotisations » neuf fédérations nationales d'industries.

Convoquée par la majorité des fédérations nationales, une assemblée plénière nationale eut lieu le 1^{er} octobre 1937. L'assemblée destitua le Comité exécutif dirigé par Largo Caballero et nomma un nouveau Comité présidé par Gonzalez Peña.

Le nouveau Comité exécutif décida de réintégrer dans l'U.G.T. avec tous leurs droits, les fédérations expulsées par Largo Caballero; de rétablir les relations de tout temps entretenues avec le parti socialiste et d'établir des relations fraternelles avec le parti communiste; enfin d'élaborer un pro-

gramme d'unité d'action propre à permettre un accord avec la C.N.T.

La Commission exécutive destituée se rebella; elle refusa de reconnaître l'autorité du Comité national et tenta de convoquer un congrès qu'elle se vit contrainte par la suite de décommander.

Le 27 octobre, le Comité national de l'U.G.T. se réunit à nouveau. Etaient présents les représentants de 33 fédérations et ceux de l'organisation catalane de l'U.G.T. Pour la première fois, le C.N. de l'U.G.T. aborda de front tous les problèmes fondamentaux qui se posent aux travailleurs face aux nécessités de la guerre et du mouvement révolutionnaire : nécessité de créer une industrie de guerre et nationalisation de celle-ci sous le contrôle du gouvernement; Armée populaire et commandement unique; aide au gouvernement dans tous les problèmes de la production et de la guerre; unité d'action avec la C.N.T. pour activer la production et appuyer le gouvernement; rétablissement des relations traditionnelles — rompues par le groupe caballeriste — avec le parti socialiste et établissement de relations cordiales avec le parti communiste, dont le Comité national de l'U.G.T. reconnut le travail et les efforts en faveur de l'unité syndicale et politique. En outre, le Comité national se prononça pour la fusion des deux partis de la classe ouvrière, par qui il déclara se considérer comme représenté au sein du gouvernement, etc.

Mais la « querelle » de l'U.G.T. avait passé les frontières. La direction de la Fédération syndicale internationale (F. S.I.) se crut obligée d'intervenir, à n'en pas douter pour favoriser le Comité exécutif destitué. Une première réunion, tenue à Paris, ne donna pas les résultats espérés. Une délégation de la F.S.I., présidée par le camarade Jouhaux, se transporta en Espagne. Après quelques réunions préliminaires, on décida la convocation d'une nouvelle assemblée plénière nationale, à laquelle assistèrent des représentants des « deux » Comités exécutifs, les membres du Comité national ainsi que les représentants des fédérations provinciales, et locales pour les régions où n'existe pas de fédération provinciale. L'accord se fit sur une formule présentée par le camarade Jouhaux et prévoyant l'adjonction de quatre sièges au Comité exécutif, ainsi porté au nombre de 11 membres. Ces quatre sièges furent occupés par quatre membres de la Commission exécutive antérieurement destituée. Cette solution s'accompagna de l'engagement pris de mettre en vigueur des décisions prises par le Comité national lors de ses sessions de mai et d'octobre.

La C.N.T.

La Confédération nationale du travail, sous forme de centrale syndicale, fut fondée en 1910, bien que son influence en tant qu'organisation de masse ne se soit développée qu'à partir de 1917. La situation créée par la guerre et le formidable enthousiasme suscité par la révolution russe susciterent un état d'agitation et de révolutionnement des masses que la C. N. T. mit à profit pour attirer dans son sein d'importants noyaux du prolétariat révolutionnaire, résolus à lutter pour améliorer leurs conditions de vie.

Au cours de cette période, la C.N.T. manifesta sa sympathie à l'égard de la révolution russe, à laquelle elle apporta son adhésion, envoyant une délégation en Union soviétique. Mais par la suite, les groupes spécifiquement anarchistes parvinrent à modifier cette attitude, lors de la conférence de Saragosse, en 1922, et à fixer pour tâche l'organisation de l'Association internationale des travailleurs, de tendances anarcho-syndicalistes, dépourvue de tout poids, soit politique soit révolutionnaire, dans les luttes des travailleurs du monde entier.

Durant ces années, la C.N.T. poursuivit son développement avec des chances diverses. Elle eut à supporter de dures répressions de la part des différents gouvernements réactionnaires.

La dictature militaire de Primo de Rivera s'institue durant la seconde moitié de 1923.

A la fin de cette année, la C.N.T. est dissoute, de par la volonté de ses dirigeants. Durant la dictature, l'activité de la C.N.T. est extrêmement réduite. Elle se borne à manifester son existence par la publication de quelques hebdomadaires, édités en Catalogne, aux Asturies et en Galice. Les groupes

spécifiquement anarchistes se replient sur eux-mêmes et s'abstiennent de toute activité dans les syndicats autonomes qui conservent une existence légale dans nombre de provinces.

C'est durant la période de la dictature que les groupes spécifiquement anarchistes parviennent à se réunir et à constituer la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.).

A partir de 1930, après la chute de la dictature et sous le gouvernement du général Berenguer, les syndicats de la C.N.T. commencent à se réorganiser.

Cette réorganisation se poursuit sous le signe de grandes luttes qui s'étendent au pays entier et qui constituent le prologue à l'avènement de la République : grève générale de cinq jours en Galice, grève générale à Séville, à Malaga et dans d'autres provinces. Le mouvement du 12 décembre et le soulèvement de Galan et de Garcia Hernandez à Jaca précèdent de peu l'instauration de la République, le 14 avril 1931.

A ce moment se dessinent deux tendances au sein de la C.N.T. Celle des anarchistes « purs », qui veulent transformer la C.N.T. (chose à laquelle ils parviennent en partie) en une simple succursale de la F.A.I. et celle de ceux qui veulent maintenir les syndicats à l'écart de toute influence politique ou philosophique. Ce dissentiment donne naissance au sein de la C.N.T. à une opposition connue sous le nom d'opposition « trentiste », du fait que le manifeste où étaient exposées les divergences des opposants avait été signé par trente militants en vue de la C.N.T., dont Pestaña, Peiro et Juan Lopez. Exclues de la C.N.T., les signataires du manifeste, les « trentistes », constituent leur propre mouvement syndical.

De 1932 à 1934, la C.N.T. organise de grandes grèves de masse pour améliorer les conditions économiques des ouvriers. Le degré de radicalisation des masses est alors considérable, et la C.N.T. en profite pour organiser un certain nombre de mouvements putschistes, notamment en janvier 1932, en janvier 1933 et en décembre de cette même année, tentatives qui provoquent une vague de répression et de déportations de la part des autorités, qui interdisent des syndicats, procèdent à la fermeture de leurs locaux, etc...

La C.N.T. participe à l'insurrection d'octobre 1934, surtout dans les Asturies où elle fait partie de l'Alliance ouvrière au côté de l'U.G.T. et des partis ouvriers. Cependant, en Catalogne, où, du fait de sa force et de ses bonnes troupes de choc, on eût été en droit d'espérer que la C.N.T. prit à l'action une part importante, susceptible de soutenir efficacement le mouvement révolutionnaire lancé contre la coalition réactionnaire radicale-cédiste alors au pouvoir, la C.N.T. freine l'action des masses, ordonnant aux ouvriers qui étaient descendus dans la rue de regagner le travail et permettant ainsi à la réaction de concentrer le gros de ses forces contre le centre insurrectionnel des Asturies. L'affaire suscite de grandes luttes intérieures au sein de la C.N.T. entre les éléments partisans de l'Alliance ouvrière et du front unique et ceux qui se montrent franchement antiunitaires. Après le mouvement d'Octobre, la C.N.T. fut l'objet d'une violente répression, ses syndicats sont interdits et nombre de ses dirigeants emprisonnés par le gouvernement réactionnaire de Lerroux. Ce n'est qu'au milieu de 1935 que les syndicats recouvrent la possibilité d'agir et que la vie syndicale de la C.N.T. reprend son développement. Durant la période électorale qui aboutit au triomphe du Front populaire, la campagne antiélectorale des anarchistes est loin d'avoir le caractère d'agressivité qu'elle avait pris lors des élections de 1933. Bien que la C.N.T. ne manifeste pas publiquement son adhésion aux candidatures du Front populaire ni ne recommande la participation au scrutin, les masses de la C.N.T., dans leur majorité, votent pour les candidats du Front populaire.

Lors du Congrès national de la C.N.T. tenu à Saragosse en mai 1936, les problèmes de l'unité interne et de l'unité avec l'U.G.T. furent l'objet de discussions approfondies. Le Congrès décida de reconstituer l'unité intérieure de la C.N.T. sur la base de la réintégration des syndicats qui constituaient alors l'opposition anarcho-sindicaliste et syndicaliste. Quant à l'unité avec l'U.G.T., le Congrès se prononça en faveur de l'alliance révolutionnaire C.N.T.-U.G.T.

Ce qu'est la C.N.T. à l'heure actuelle

Actuellement, on peut estimer à 1.200.000 le nombre des membres de la C.N.T., bien que son assemblée plénière économique, tenue récemment à Valence, ait publié le chiffre de 1.700.000 adhérents. Ces effectifs se répartissent approximativement comme suit : 450.000 en Catalogne, 250.000 dans le Levant et le reste dans la région centrale, l'Aragon et l'Andalousie.

Les forces de la C.N.T. ont participé activement à la lutte contre l'insurrection militaire-fasciste, elles ont organisé des bataillons et se sont attachées aux problèmes de la production.

Dès le premier moment, elles ont donné une grande extension aux confiscations de fabriques et d'usines, et ont pratiqué les collectivisations à la campagne. Dans le domaine de la production, la C.N.T. s'est livrée à de nombreux essais économiques, socialisant les fabriques, établissant le salaire unique pour tous les ouvriers, créant, comme en Catalogne, des « comités économiques » qui étaient, en fait, les véritables maîtres des entreprises. Sous l'influence de la C.N.T., les comités de contrôle, changeant complètement de fonctions, devinrent dans de nombreux cas les organes économiques dirigeants des fabriques, prenant la haute main sur la production, morcelant ainsi l'économie du pays et augmentant de façon en général préjudiciable les frais.

Le passage de la C.N.T. au gouvernement eut pour effet que nombre d'éléments dirigeants de cette organisation syndicale comprirent que si l'on poursuivait dans la voie des socialisations, si l'on ne limitait pas l'action des comités de contrôle, on aboutirait à une véritable catastrophe économique dont les répercussions seraient d'une extrême gravité pour la guerre.

L'assemblée plénière élargie, réservée à l'examen des problèmes économiques, récemment tenue à Valence, a montré la volonté que certains dirigeants de la C. N. T. ont de rectifier nombre de postulats qu'ils défendaient autrefois. Ainsi l'assemblée a décidé d'organiser la C. N. T. en 14 puissantes fédérations nationales d'industries et d'apporter des rectifications à l'organisation corporative, ce que commande du reste la constitution, dans nombre de provinces, de syndicats uniques. L'assemblée s'est en outre prononcée en faveur de l'établissement du salaire différencié, avec supplément pour charges de famille et autres.

Néanmoins, dans le plan ainsi élaboré, se sont manifestées des tendances dangereuses, de type syndicaliste, dont certaines ont trouvé bon accueil auprès des syndicats de la C. N. T. Il s'agit en particulier de la proposition de créer une économie confédérale, constituée grâce aux bénéfices de l'exploitation des fabriques, usines et autres centres de production et de consommation confisqués.

Perspectives

Le travail pour l'unité d'action entre l'U.G.T. et la C.N.T. est en cours. Son renforcement est la condition de l'unité syndicale de la classe ouvrière espagnole. L'unité d'action a pour base un programme de mesures concrètes relatives à la solution des principales préoccupations ouvrières : amélioration et renforcement de la production de guerre, lutte contre la spéculation sous toutes ses formes, garantie du minimum de vie nécessaire pour les ouvriers et leur famille, intensification de la production industrielle et agricole par la fixation de plans minimums, nationalisation des industries de base en les adaptant aux nécessités de la guerre, dans le cadre de laquelle elles jouent un rôle primordial.

Réglementation des salaires conformément au niveau de vie, de telle sorte que les travailleurs soient rétribués en raison de leur effort, selon le principe : à production accrue, salaire accru.

A l'issue de pourparlers qui durèrent quelques semaines et au cours desquels l'U.G.T. et la C.N.T. eurent l'occasion de présenter leurs programmes respectifs en vue d'actions communes, on aboutit, au milieu de mars, à un accord, et un programme commun, qui constitue la base pour une

étroite collaboration, fut signé. Les deux organisations ont formé un Comité de liaison, qui comprend des représentants de l'U.G.T. et de la C.N.T., et elles ont rendu tous les syndicats attentifs à la nécessité de constituer partout des comités analogues.

Cet accord prend à l'heure actuelle une extrême importance politique. L'U.G.T. et la C.N.T., qui englobent dans leurs rangs la presque totalité du prolétariat espagnol, jouent un rôle capital dans la vie du pays : les questions relatives à la mobilisation pour l'Armée populaire, les questions de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, etc., tous ces problèmes ne peuvent être résolus rapidement et positivement que par une participation directe et active des organisations syndicales, que ne doit diviser aucune opposition intérieure. C'est la première fois que les grandes centrales syndicales d'Espagne ont conclu un accord visant à l'unité d'action et à une étroite collaboration.

Présentement, après que certains éléments du P.O.U.M. trotskiste ont ouvert le front d'Aragon aux hordes italo-allemandes, les syndicats, unis aux partis politiques, se sont mis à la tête du peuple espagnol qui mobilise toutes ses forces pour assurer la défaite finale de l'ennemi. Et d'innom-

brables exemples, ces derniers temps, sont venus prouver ce que peuvent les efforts coalisés de la classe ouvrière.

C'est ainsi, par exemple, qu'à la manifestation qui eut lieu le 16 mars à Barcelone, participèrent, outre les partis communiste et socialiste d'Espagne, et le Parti socialiste unifié de Catalogne, la Fédération des anarchistes ibériques, l'U.G.T. et la C.N.T. A l'issue de la manifestation, les délégués de la C.N.T. et de la F.A.I. se rendirent aux côtés de représentants des autres organisations ouvrières, auprès du président du Conseil, D^r Negrin, pour lui faire part de la volonté du peuple de lutter jusqu'à l'écrasement définitif du fascisme et de s'opposer à toute tendance quelconque à la capitulation.

Depuis la signature du programme d'unité d'action, la C.N.T. est entrée dans le Front populaire et elle s'est déclarée prête non seulement à soutenir le gouvernement, mais à y participer.

La réalisation de l'unité d'action entre la C.N.T. et l'U.G.T., puissant facteur de l'union du peuple d'Espagne, est de plus appelée à faciliter dans une grande mesure la création d'un parti unique du prolétariat espagnol.

L'intervention fasciste en Espagne

par V. STERN

UN regard sur la carte suffit à montrer l'importance stratégique de l'Espagne dans une guerre entre l'Allemagne et la France. C'est par ces mots que commence le mémorandum secret qui fut saisi à Barcelone après qu'eut été réprimée la mutinerie en Catalogne, en même temps que quelques milliers d'autres pièces révélatrices, au siège des nationaux-socialistes allemands de l'endroit. Ces documents, dont l'authenticité n'a jamais pu être contestée par les fascistes hitlériens, sont aujourd'hui plus actuels que jamais. Ils montrent par le menu comment le fascisme allemand a travaillé en Espagne à la préparation du putsch fasciste, comment il avait constitué dans tout le pays sa propre organisation, véritable Etat dans l'Etat, dont le rôle était d'influencer l'opinion publique, de corrompre systématiquement la presse, d'introduire en fraude du matériel de propagande fasciste et des armes, sous le couvert des privilèges diplomatiques, d'espionner tout et quiconque (un intéressant document montre avec quel soin l'ambassade allemande et l'ambassadeur eux-mêmes étaient épiés), de se livrer à l'espionnage, en particulier à l'espionnage militaire, sur une grande échelle, d'organiser des actes terroristes, des enlèvements, de poursuivre un travail de sappe au Maroc français, depuis le Maroc espagnol, et d'orienter les conditions politiques en Espagne dans le sens des intérêts de l'impérialisme allemand et de ses buts guerriers.

Ces documents ne constituaient qu'une partie des nombreuses preuves irréfutables d'un fait qui éclate aux yeux de tout homme de bonne foi : les fascismes allemand et italien ont sciemment préparé et déchaîné le terrible incendie qui ravage l'Espagne, qui a infligé à ce malheureux pays de si cruelles souffrances et dont les flammes s'étendent déjà au delà des frontières, menaçant le monde entier. Longtemps avant le début de l'insurrection, au cours de nombreuses entrevues entre les généraux factieux espagnols et les potentats d'Allemagne et d'Italie, tous les détails du soulèvement avaient été arrêtés, des armes et des subsides assurés aux mutins. On convint qu'en cas de victoire, les fascistes espagnols mettraient leur politique extérieure au service des plans de guerre fascistes, qu'ils livreraient à l'Allemagne et à l'Italie les richesses naturelles de l'Espagne et les principales positions stratégiques. Le fait de ces entretiens est universellement connu. Le général Sanjurjo qui, à l'origine, devait devenir le dictateur de l'Espagne, séjourna un mois durant au « Kaiserhof » de Berlin, l'hôtel où Hitler installe ses hôtes. Sanjurjo fut officiellement reçu par le Führer au printemps 1936. en compagnie du chef monarchiste espagnol Calvo Sotello. Le grand exploiteur et multimillionnaire espagnol bien connu,

Juan March, prit également part à plusieurs de ces conférences. Aux premiers jours de juillet 1936 déjà, 6 gros avions de bombardement et 12 avions légers provenant des usines Heinkel étaient embarqués à Hambourg à destination de l'Espagne. Avant même le début de l'insurrection, et aussitôt après, des pilotes allemands et italiens arrivèrent en Espagne. Le fait n'a pu être contesté par les fascistes, ne serait-ce que parce qu'un certain nombre de ces appareils tombèrent au Maroc français et que quelques-uns atterrirent même dans le camp républicain, les pilotes ignorant que le putsch était déjà réprimé à Barcelone.

A mesure qu'il apparut plus clairement que la victoire rapide qu'espéraient les insurgés leur était refusée et qu'au contraire, malgré la supériorité de leurs armements, de leur organisation et de leur expérience militaire, ils étaient voués à une sûre et proche défaite s'ils ne recevaient pas d'aide extérieure, les puissances fascistes intensifièrent leur intervention, qu'ils accompagnèrent d'une campagne d'excitations et de mensonges d'une violence inouïe. Pour favoriser leur intervention, ils eurent recours aux services de leurs bandes criminelles trotskistes. Des quantités formidables d'armes et de matériel de guerre ultra-modernes furent envoyées de manière ininterrompue d'Allemagne et d'Italie en Espagne. Au début de la guerre, si l'on ne compte que leurs propres avions, les insurgés ne possédaient que 18 appareils, y compris 3 venus du Maroc. Aujourd'hui, ils ont à leur disposition des centaines d'avions italiens et allemands. Un seul bateau, par exemple, parti le 14 octobre 1937 de Livourne pour l'Espagne, avait à bord 250 petits tanks rapides et tracteurs à chenilles et plus de 100 lance-flammes. Des secteurs toujours plus importants des fronts sont garnis de troupes allemandes et italiennes, dont les effectifs atteignent aujourd'hui près de 200.000 hommes. Finalement, Hitler et Mussolini eux-mêmes ont jugé superflu de contester le fait de leur intervention, que leurs représentants diplomatiques persistent à nier obstinément. C'est ainsi que Mussolini, dès le 26 juin 1937, déclarait dans le *Popolo d'Italia* :

La victoire de Franco sera en partie la victoire de l'Italie, car l'Italie n'est pas restée neutre, elle a pris sa part des combats.

Des navires de guerre allemands et italiens ont été envoyés dans les eaux espagnoles, où ils ont rendu de très importants services à la flotte insurgée. L'Allemagne envoya entre autres à l'aide des rebelles le *Deutschland*, l'*Amiral-*

Scheer, le *Panther*, l'*Albatros*, le *Seeadler*. Ce sont ces unités fascistes qui permirent, en les protégeant, les transports en Espagne de troupes marocaines. Elles servirent aux rebelles de flotte de reconnaissance et de blocus, elles protégèrent les navires insurgés menacés par la flotte républicaine et assurèrent aux rebelles la liberté de manœuvre sur mer. Les sous-marins allemands et italiens — les insurgés eux-mêmes, à l'origine, ne possédaient aucun submersible — ont pris une part directe aux combats. La partie des Baléares que les rebelles ont réussi à conquérir grâce à l'aide des Italiens, a été occupée par ces derniers, qui l'ont transformée en base pour leur flotte de guerre. Les troupes allemandes ont pris possession de la même manière du territoire espagnol de l'Afrique du Nord. L'insurrection militaire espagnole s'est ainsi transformée en une véritable guerre de rapine et d'oppression de l'Allemagne et de l'Italie en Espagne.

Cette guerre a été et continue à être menée selon les meilleures traditions fascistes, bien entendu sans déclaration de guerre quelconque et même en souscrivant solennellement à la « non-intervention », en violant de la façon la plus brutale toutes les règles du droit des gens et avec une si monstrueuse barbarie que le monde entier en frémit. Partout où ont passé les bandes fascistes elles se sont livrées à d'épouvantables massacres de la population civile. Qui ne se souvient de l'horrible boucherie qui suivit la prise de Badajoz ? Les paisibles cités de l'arrière sont impitoyablement bombardées ; vieillards, femmes, enfants sont massacrés. Onze mille enfants, selon les données officielles, ont été tués de cette manière par les fascistes depuis le début de la guerre, et 15.000 blessés. Des aviateurs allemands ont chargé l'Allemagne de la honte indélébile de la sauvage destruction de Guernica, et la flotte allemande a inscrit à son actif le lâche forfait du bombardement de la ville ouverte d'Almeria. Sous-marins allemands et italiens se sont livrés, en Méditerranée, à d'innombrables actes de piraterie, tandis que l'Allemagne et l'Italie prenaient l'« engagement » de poursuivre les pirates.

L'intervention italo-allemande a pris une prodigieuse extension dans les premiers mois de 1938, avant et pendant l'offensive fasciste sur le front d'Aragon. A l'heure même où les interventionnistes négociaient au sein du tristement célèbre Comité de « non-intervention » du « retrait » d'Espagne de leurs troupes, ils envoyaient à Franco des quantités formidables de matériel de guerre le plus moderne et de nouvelles divisions. Le pilote allemand Kurt Kettner, fait prisonnier en mars dernier, a déclaré qu'à la fin de février 40 bombardiers lourds du type Heinkel 101 avaient fait leur apparition sur le front d'Aragon. Ces appareils avaient survolé la France pour atteindre Majorque et de là l'Espagne. La flotte aérienne allemande qui combat en Espagne est connue sous le nom de « Légion Condor », et elle comprend huit escadrilles de bombardiers Heinkel 101, deux escadrilles de Dornier de reconnaissance et une escadrille de Heinkel 45. Elle dispose, en outre, de trois batteries lourdes et de deux batteries légères de D.C.A.

Le lieutenant Mario Minvervi, arrivé sur le front d'Aragon le 14 mars, a déclaré que le chiffre des avions allemands et italiens qui combattent en Espagne atteint 700, dont 150 Fiat et 100 Savoia. Au cours du mois de janvier, 600 wagons chargés de matériel de guerre sont arrivés à Séville et à Cadix. En février et pour le début de mars, ces livraisons ont atteint le volume de 1.000 wagons et 200 camions.

Le pilote italien Antonio Ussaro, fait prisonnier le 12 avril, a révélé que de nombreux groupes d'avions de bombardement italiens sont arrivés en Espagne au début d'avril encore, entre autres 8 bombardiers ultra-rapides du plus récent modèle Savoia-Marchetti, armés de cinq mitrailleuses, capables d'atteindre 480 kilomètres à l'heure et d'emporter un chargement de 600 bombes. La flotte aérienne italienne en Espagne comprend 120 appareils de bombardement et 200 avions de chasse. Sur le front d'Aragon combat une armée italienne formée des divisions « 23 mars », « Littorio » et « Flèches noires », auxquelles sont adjoints des régiments d'artillerie et des bataillons de tanks. Les divisions italiennes comprennent des compagnies de chars d'assaut, et chacune a son propre régiment d'artillerie pourvu de batteries lourdes et légères de 65, 75, 127 et 149. Selon les déclarations d'Ussaro, la division « 23 mars » a opéré sur la rive droite de

l'Ebre, la division « Littorio » entre Gardesa et Tortosa, et les « Flèches noires » au nord de l'Ebre. Le haut commandement est assumé par le général Bergonzoli, et l'état-major comprend les généraux Berti, Frusci, Fabrogosa, ainsi que les colonels Pescarcho et Babbini. Le *Daily Telegraph and Morning Post* lui-même, l'organe de Chamberlain, annonce que, sans tenir compte des « volontaires », 60.000 hommes de l'armée régulière italienne prennent part actuellement à la guerre espagnole. Ce journal précise que l'ensemble de la flotte aérienne italienne en Espagne est sous le commandement du général Garda, que le colonel Mari dirige la flotte qui, venue de Palma de Majorque, bombarde Barcelone, et que la base allemande d'aviation de Pollensa est sous les ordres du major Hellinghausen.

Il faut se souvenir de ces faits, si l'on veut mesurer pleinement l'héroïsme dont font montre, sur le front d'Aragon, les troupes de la République espagnole, qui opposent à cette écrasante supériorité technique la résistance la plus acharnée. Comment ne pas être saisi d'émotion à la pensée que des milliers de ces héros, qui se sacrifient sans hésiter pour la liberté de leur pays, sont condamnés à périr parce qu'on ne permet pas au gouvernement légal de l'Espagne de se procurer les armes dont elle a besoin pour se défendre !

Est-il rien de plus honteux que la façon dont les grandes puissances démocratiques, et en particulier l'Angleterre, tolèrent et même favorisent ces crimes, bien que l'intervention fasciste en Espagne menace de la façon la plus grave les intérêts vitaux de ces Etats et de ces peuples eux-mêmes ? En sa qualité de membre de la Société des Nations, l'Espagne avait le droit d'attendre aide et protection. Au lieu de cela, la politique dite de « non-intervention » l'a frustrée même du droit élémentaire que possède tout gouvernement d'acheter des armes.

C'est cette attitude des démocraties bourgeoises, attitude acceptée par les chefs réactionnaires de la 11^e Internationale, qui a permis aux Etats de proie fascistes d'intensifier à l'extrême leur intervention, ces derniers temps. Les magnifiques victoires républicaines, telles que celles de Guadalajara et de Teruel, ont détruit la légende de l'invincibilité des troupes fascistes et démontré que, même dans les circonstances les plus difficiles et malgré l'intervention italo-allemande, le peuple espagnol sait défendre victorieusement sa liberté, que sa capacité de résistance s'accroît et constitue le gage de sa victoire. Les fascistes mettent tout en œuvre pour l'empêcher. Ils multiplient dans des proportions formidables leurs envois d'armes et de troupes. Ils veulent arracher la victoire à tout prix, pour achever l'encerclement de la France par le sud, pour menacer ses liaisons africaines, pour pouvoir attaquer et anéantir Gibraltar depuis l'Afrique du Nord et disposer des matières premières de l'Espagne, de son matériel humain en temps de guerre comme en temps de paix. Tous ces desseins menacent d'ébranler fortement la position de l'Angleterre en Méditerranée. Le fascisme italo-allemand cherche à créer les conditions de la grande guerre, en laquelle il voit la seule issue à ses difficultés intérieures croissantes. L'Espagne est pour lui le premier pas dans la voie qui a déjà été marquée par l'annexion brutale de l'Autriche et qui menace de conduire à l'agression contre la Tchécoslovaquie. Le spectacle qui se déroule depuis près de deux ans en Espagne, cette mer de sang et de larmes, est une vivante image de ce que le fascisme apporte au monde et de ce qui attend celui-ci si les démocraties bourgeoises, en continuant à céder devant la violence du fascisme, lui permettent de poursuivre jusqu'au bout dans cette voie.

Même s'il parvenait ainsi à mettre le feu au reste du monde, comme il a mis en feu l'Espagne et la Chine, le fascisme ne vaincrait pas. C'est ce que viennent prouver les coups qu'il reçoit en Chine comme en Espagne, et même en Abyssinie ; c'est ce dont est garante l'existence de l'Union soviétique et du prolétariat international révolutionnaire. Mais cet écrasement du fascisme devrait être acheté au prix du plus terrible chaos mondial, au prix de ruines infinies, dont des générations entières porteraient le deuil. Il est temps encore d'épargner au monde cette catastrophe.

L'aide à l'Espagne est un élément décisif de ce combat historique, et tout doit être mis en œuvre pour assurer à cette solidarité, par l'union de tous, le maximum d'efficacité.

La cause de l'Espagne est la cause commune de l'humanité progressive

par T. MAYO

La lutte contre le fascisme en Espagne est une lutte pour la liberté et la paix dans toute l'Europe. Staline a exprimé l'avis et le sentiment du monde entier lorsque, dans le télégramme par lequel il répondit au salut de José Diaz, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne, il écrivait :

La libération de l'Espagne de l'oppression des réactionnaires fascistes n'est pas une affaire privée des Espagnols, mais la cause commune de toute l'humanité avancée et progressive.

Il n'y a pas de pays au monde où les amis de la paix et de la démocratie n'apportent les preuves de leur solidarité envers l'Espagne républicaine, où n'aient pas lieu des meetings et des manifestations en faveur de l'Espagne, où on ne procède pas à des collectes pour secourir les femmes et les enfants des combattants républicains, où les travailleurs ne réclament pas la cessation de la comédie de la « non-intervention » et ne lancent ce cri : « Des armes et des avions pour l'Espagne ! »

Il n'y a pas de pays où l'on ne puisse observer une puissante vague d'indignation contre la barbarie fasciste, contre le bombardement de villes ouvertes, l'assassinat des femmes, des enfants et des vieillards, où il n'y ait pas d'antifascistes pour prendre part, dans les rangs de la Brigade internationale, à la lutte du peuple espagnol pour sa liberté — cette Brigade internationale qui est devenue le symbole de l'union des masses populaires de tous les pays en lutte pour la liberté, la paix et le pain.

L'ardent message de Staline fut un puissant stimulant au déploiement de la solidarité internationale. Des hommes des tendances politiques les plus diverses et dont beaucoup s'étaient même tenus jusque-là à l'écart de la politique, répondirent à cet appel et comprirent que la cause de l'Espagne républicaine est leur propre cause. Ils comprirent qu'une victoire des insurgés signifierait un nouveau renforcement du fascisme et un nouveau carnage impérialiste.

Dans tous les pays du monde naquirent des comités de secours à l'Espagne républicaine, où se trouvèrent côte à côte les représentants de toutes les organisations antifascistes, et qui se réunirent par la suite pour former le Comité international de coordination pour l'aide à l'Espagne.

Les meilleurs écrivains du monde, des savants mondialement connus, des académiciens, des parlementaires, des avocats, des médecins, des professeurs : Upton Sinclair, Jean-Richard Bloch, André Malraux, professeur Langevin, Victor Basch, William Dodd, sénateur Branting, Norman Angell, duchesse d'Atholl, Léon Jouhaux, Zyromski, Isabelle Blume, Cachin, Duclos, etc., dirigent ce Comité, qui s'est donné pour tâche d'apporter l'aide la plus large et la plus multiple à l'Espagne républicaine. Il envoie en Espagne des vêtements, des vivres, des médicaments, des hôpitaux de campagne, etc. Il organise l'envoi d'équipes d'infirmières et de médecins. Il aide le gouvernement républicain à évacuer la population civile des régions menacées et il a mis à cet effet à sa disposition une grande quantité de camions, en même temps qu'il organise le placement des enfants à l'étranger. Il mobilise l'opinion publique du monde entier et stigmatise la barbarie des interventionnistes fascistes.

Les manifestations de la solidarité internationale sont singulièrement variées et impressionnantes. Il n'existe pas de groupement de travailleurs qui ne tienne à apporter d'une manière ou d'une autre son aide à l'Espagne républicaine.

Refus de charger du matériel de guerre sur des bateaux qui s'approprient à ravitailler les rebelles, immobilisation de bâtiments suspects, grèves de dockers — telles sont quelques-unes des formes particulières que prend la solidarité des marins et des dockers. Confection de vêtements et de linge — c'est ainsi que tant de femmes, dans tous les pays, manifestent la leur. Des bombes lâchées par les avions italiens sur Madrid, et qui n'explorent pas, à l'intérieur desquelles on trouve des messages pour les combattants antifascistes, des

obus de l'artillerie allemande, qui eux non plus n'explorent pas — telles sont les preuves de la solidarité des ouvriers italiens et allemands.

Cette solidarité envers le peuple espagnol, des travailleurs la manifestent aussi, dont les fascistes l'eussent le moins attendu. Quelques exemples en feront foi. Dans le port polonais de Gdynia, les dockers avaient refusé de charger des armes sur un bateau destiné aux rebelles espagnols. On fit alors appel à une organisation de briseurs de grève. Mais les éléments ouvriers de cette organisation jaune refusèrent à leur tour de participer au chargement des armes et menacèrent de déclarer une grève de protestation. A Naples, les ouvriers mettent le feu à un hangar de l'aérodrome, où se trouvent trois trimoteurs destinés aux insurgés espagnols. A Hambourg, la Gestapo arrête l'équipage d'un navire parce qu'il refuse de se rendre en Espagne rebelle. Et les marins du vapeur allemand *Henrik* se mettent en grève à leur arrivée à Rotterdam parce qu'ils refusent de transporter des armes et du matériel de guerre pour Franco. L'équipage du bateau danois *Karl*, qui doit charger à Bordeaux de la benzine destinée aux rebelles, refuse d'effectuer ce travail et quitte le bord. Un autre bâtiment de la même compagnie devait se rendre dans un port de la Méditerranée pour y prendre une cargaison de benzine. L'équipage réclame une déclaration écrite, comme quoi le chargement n'est pas destiné aux fascistes d'Espagne. La compagnie refusant de donner cette assurance, l'équipage arrête le travail.

L'Association internationale des marins et dockers a organisé dans de nombreux ports des postes d'observation, chargés de contrôler toutes les entrées et les sorties de bâtiments et de donner des informations précises sur tous les bateaux suspects.

Ces postes d'observation communiquent régulièrement des informations qui permettent aux dockers d'agir en connaissance de cause. Dans un de leurs communiqués, par exemple, on pouvait lire :

Les dockers de Marseille et d'Anvers, en collaboration avec l'équipage du bateau français *Belle-Isle*, ont empêché le départ d'un convoi suspect pour les rebelles.

Ouvriers des transports, dockers, marins, suivez cet exemple ! Tous les bateaux et toutes les cargaisons destinés aux rebelles doivent être retenus...

Surveillez les bateaux suivants : ... (suit une liste de noms). Les bâtiments sus-nommés ont à bord des cargaisons suspectes, ou supposées telles.

Prouvez votre solidarité ! Tout pour la victoire du Front populaire espagnol ! Les navires et les cargaisons destinés à des ports espagnols qui se trouvent au pouvoir du gouvernement du Front populaire, doivent parvenir le plus rapidement possible à destination !

Les marins antifascistes de l'Allemagne hitlérienne profitent eux aussi des moindres possibilités pour témoigner de leur solidarité fraternelle avec la République espagnole. A Anvers, des marins allemands se sont rendus au comité du Secours rouge pour apporter des dons. A New-York, un matelot d'un bateau de la « Hapag » est venu apporter 10 mark au Comité pour la défense de l'Espagne, avec la promesse de donner à nouveau lors de ses prochains voyages. Un docker de Hambourg remet à un marin américain, pour qu'il le transmette aux organisations d'aide à l'Espagne, la valeur de son salaire hebdomadaire, soit 25 mark. Et pourtant, ces travailleurs, en apportant ces témoignages de leur solidarité, risquent la prison, et peut-être pire !

L'appel à l'aide de l'Espagne républicaine a trouvé un écho jusque dans les contrées les plus reculées du globe. Les comités pour l'Espagne reçoivent aussi bien des bank-notes que de petites pièces de cuivre. Les dons d'intellectuels français et anglais voisinent avec ceux d'ouvriers américains et de coolies indochinois.

Des lettres touchantes dans leur simplicité accompagnent les envois :

« Nous, travailleurs de Saïgon, vous envoyons 100 francs. Nous avons collecté cet argent en dépit de la misère. »

« Nous vous envoyons la première part de la somme promise, 2.500 francs, qui sont destinés à l'achat de matériel sanitaire. Tâchez d'employer cet argent au mieux. Nous voudrions qu'on indiquât qu'il a été collecté à Tunis. »

« Nous vous ferons parvenir l'argent sans retard. Bien que la somme ne soit pas grosse, l'envoi vient du cœur, pour aider dans leur lutte les ouvriers espagnols. Nos ouvriers s'intéressent beaucoup aux affaires d'Espagne, et presque tous, y compris les S.A. instruits par une amère expérience, souhaitent la victoire des ouvriers et des paysans. » (Lettre des ouvriers d'une mine allemande.)

« Les nouvelles des succès des troupes républicaines qui parviennent de Madrid et de Barcelone sont pour nous notre pain quotidien, notre espoir. Nous voudrions aider dans la mesure de nos forces et de nos possibilités les ouvriers espagnols qui donnent leur vie pour la République démocratique, la liberté et le pain. » (Lettre d'un groupe d'ouvriers liguriens, qui ont collecté 612 lire.)

Les collectes pour l'Espagne dans les pays fascistes se heurtent à d'immenses difficultés. Pourtant, les ouvriers ne se laissent pas arrêter.

A la suite d'une collision armée entre ouvriers et police à la fabrique d'armes de Tarni, de nombreux travailleurs ont comparu devant le tribunal d'exception pour avoir « répandu des tracts et collecté en faveur de la République espagnole ». Le tribunal spécial a condamné ces ouvriers à mort ou à 30 ans de prison. A Milan, Turin, Gênes, Livourne, Venise et d'autres villes, des centaines de travailleurs ont été arrêtés comme « suspects d'avoir aidé le Front populaire espagnol et pour avoir manifesté leur sympathie à son égard ». Aux usines électro-techniques d'Aachen, des arrestations ont été opérées parmi les ouvriers, accusés d'avoir collecté pour l'Espagne républicaine. Quatorze ouvriers ont été condamnés à des peines allant de 4 à 6 ans de prison. Aux fabriques Krupp de Rheinhausen, la Gestapo a arrêté un grand nombre d'ouvriers sous l'inculpation d'avoir récolté de l'argent pour l'Espagne.

On pourrait allonger à l'infini la liste de ces exemples. Ni la terreur, ni les arrestations de masse et les lourdes condamnations n'ont pu empêcher l'extension du mouvement de solidarité dans le monde entier.

Ce sont là quelques traits de cette solidarité internationale dont la classe ouvrière et son avant-garde, le parti communiste, sont les pionniers et les organisateurs dans le monde entier. Il n'y a pas un pays au monde où l'aide à l'Espagne républicaine ne se soit manifestée, sous une forme ou sous une autre.

Nous vivons actuellement des journées décisives de la lutte de la démocratie espagnole contre les interventionnistes fascistes.

Un puissant mouvement de protestation contre l'effroyable barbarie fasciste, contre la comédie de la « non-intervention », s'amplifie dans le monde entier. C'est ce qu'ont démontré la manifestation de Paris, qui réunit 200.000 personnes, celle de Londres, à laquelle participèrent 100.000 manifestants, celle d'Anvers, où accoururent 25.000 amis du peuple espagnol. C'est ce dont ont témoigné les ouvriers français lorsqu'il se sont déclarés prêts à faire chaque jour des heures supplémentaires gratuites pour fabriquer des armes pour l'Espagne républicaine.

« Des armes pour l'Espagne républicaine ! »

« A bas la comédie de la non-intervention ! Tout pour l'aide à la République espagnole ! » Ces mots d'ordre retentissent avec une force accrue sur tous les points du globe.

C'est le cri du prolétariat français qui se fait de plus en plus puissant : « Ouvrez la frontière ! A bas le blocus ! » Ce mot d'ordre est proclamé par les organisations du Front populaire, socialistes, communistes et syndicales, en particulier par le Congrès régional des syndicats de la région parisienne, fort de 1.200.000 membres.

La Centrale sanitaire internationale a envoyé en Espagne 82 ambulances, représentant une valeur totale de 3.200.000 francs. Les Etats-Unis et la Suède ont envoyé à cet effet 1 million chacun, la France et la Norvège 500.000 francs, et la Suisse 150.000. En plus des collectes incessantes de vivres et de vêtements, le Comité international d'aide à l'Espagne a pris l'initiative d'une collecte pour l'achat de camions, de bèches et de pioches pour l'Espagne républicaine. La Fédération des ouvriers métallurgistes français a acheté 15 000

bèches et pioches et deux camions de quatre tonnes ; les jeunesses communistes de Paris, 500 bèches ; le syndicat des ouvriers du bâtiment de Paris a donné 20.000 francs, et l'Union des syndicats de la région parisienne, 40.000 francs pour cette collecte.

Cette pression des masses, cette volonté unanime de voir apporter à l'Espagne une aide active, trouve également son expression dans les paroles du radical-socialiste Albert Bayet, qui écrivait dans *l'Œuvre* du 12 avril :

Nous demandons du nouveau gouvernement ce que nous n'avons cessé de demander depuis vingt mois : des armes pour le gouvernement régulier de la République espagnole... Le trahir signifierait nous trahir nous-mêmes !

Le sentiment des masses en Angleterre se traduit par l'essor toujours plus grand que prennent les actions d'aide à l'Espagne et les protestations qui s'élèvent dans les milieux bourgeois (libéraux, associations estudiantines d'Oxford, etc.).

Le Comité des amis de l'Espagne, dont font partie les députés Henderson, Sinclair (libéraux), duchesse d'Atholl (conservatrice), le pacifiste Norman Angell, etc., ont lancé un appel en faveur d'une collecte de 1.000 livres et d'une grande campagne de manifestations.

De nombreuses organisations syndicales (Conseil syndical d'Ecosse, Fédération des mineurs de la Galles du Sud, du Northumberland, etc.) ont appelé au boycottage de Franco et à l'aide active en faveur de la République espagnole.

Le succès des collectes organisées par les organisations d'aide à l'Espagne les plus diverses est extrêmement satisfaisant. Le Comité écossais pour l'achat d'ambulances annonce dans la *News Chronicle* qu'il a reçu 1.100 livres. La presse libérale publie sans cesse de nouveaux appels, ainsi que le *Manchester Guardian* en faveur du Comité local d'aide à l'Espagne.

Le *Daily Worker* publie chaque jour de nombreuses informations relatives à l'action de secours à l'Espagne, des lettres de lecteurs, des appels.

Le peuple chinois en lutte est de pensée et de cœur avec l'héroïque peuple d'Espagne qui, sur un autre secteur du front, mène le plus dur des combats. Mao Tsé Toung, chef du Parti communiste chinois et pionnier du mouvement de front unique antijaponais, exprimait cette profonde et intime solidarité, lorsqu'il écrivait, dans un manifeste adressé à l'Espagne républicaine :

Nous croyons que la lutte du peuple chinois ne peut être séparée de votre lutte en Espagne... Nous savons que votre victoire nous sera d'un secours direct dans notre lutte contre le fascisme japonais. Votre cause est aussi la nôtre. Nous lisons avec enthousiasme les nouvelles relatives aux volontaires internationaux, émissaires des peuples de tous les pays, et nous nous réjouissons que dans leurs rangs se trouvent également des Chinois et des Japonais.

Solidarité internationale active, pratique, envers l'Espagne, c'est là le devoir de tous les hommes honnêtes. Il ne faut pas oublier, comme Dimitrov l'écrivait dans un de ses articles, que

pour hâter et faciliter la victoire au peuple espagnol qui, au prix de son sang, défend non seulement sa liberté et son indépendance, mais encore les libertés démocratiques des autres peuples, ainsi que la cause de la paix, il est nécessaire de renforcer encore davantage les actions de solidarité du prolétariat international et de toutes les forces démocratiques. La sympathie platonique passive pour le peuple espagnol est loin d'être une véritable assistance... Pour le prolétariat international, pour les masses populaires de tous les pays, *il n'est pas aujourd'hui de devoir plus élevé que de renforcer par tous les moyens le secours au peuple espagnol dans le but d'assurer sa victoire*. Il n'est pas de devoir plus pressant que d'agir sur l'opinion publique et sur les gouvernements pour faire cesser la politique de l'autruche cachant sa tête dans le sable, à l'égard des interventionnistes fascistes déchainés. Il n'est pas de tâche plus essentielle que de soutenir, en fait, la politique de paix de la démocratie soviétique qui tend à arrêter l'intervention fasciste, à dompter les agresseurs, à défendre l'indépendance, les droits démocratiques, les libertés de tous les peuples.

L'Union soviétique et l'Espagne

par A. CLAIRE

DE bon matin, on prend son journal. Un rapide regard sur les dernières nouvelles, et aussitôt, la préférence va aux nouvelles d'Espagne. Pour des millions d'hommes, en Union soviétique, ce geste instinctif est devenu une habitude, un besoin. Pas de maison où l'on ne voie une carte d'Espagne. Beaucoup de filles sont appelées Dolores. Dans les rues de Moscou ou de Kiev, des vendeuses offrent aux passants des oranges : « Oranges d'Espagne ! ». Les enfants jouent aux Espagnols. Le général Miaja est le principal personnage et ce gamin là-bas, avec ses lumineux yeux bleus, sauve femmes et enfants ensevelis sous les décombres d'une maison détruite par les bombes fascistes. Le calot des miliciens espagnols est le couvre-chef préféré des enfants. La radio rend compte de meetings à Barcelone. Aussitôt, le silence règne dans la chambre, les yeux se détachent du livre, tout le monde écoute ardemment. Chaque livre, chaque brochure sur l'Espagne est épuisée presque aussitôt. N'importe quel kolkhozien, quel ouvrier, quel enfant, en Union soviétique, connaît les noms, pourtant difficiles à prononcer, des villes, des fleuves et des montagnes d'Espagne.

Il en est ainsi, littéralement, depuis le premier jour de l'insurrection fasciste, le 18 juillet 1936. L'Espagne qui, pour des millions de citoyens soviétiques, n'était autrefois qu'une simple notion géographique, fut placée aussitôt au centre de l'intérêt, ses contours schématiques prirent la forme d'hommes vivants, d'un peuple luttant pour sa liberté. Les distances. Les frontières, furent comme abolies. L'Espagne, qui se dressait telle une muraille contre les puissances d'intervention, Italie et Allemagne, est l'objet de l'amour et du respect de tous les peuples de l'Union soviétique. Ils ont reporté sur l'Espagne toutes les expériences de leur propre lutte libératrice, toute leur haine contre les oppresseurs et les exploités, tout l'amour et toute la tendresse d'un frère aîné, qui a souffert et a vaincu, pour son cadet, qui prend pour la première fois le fusil en main. L'amour pour le jeune frère qui est venu se joindre aux rangs de ceux qui combattent contre le fascisme et la guerre, pour le peuple travailleur, pour l'indépendance et pour la liberté.

Comment a-t-il été possible de si bien éveiller ce sentiment de solidarité fraternelle dans un peuple de 170 millions d'habitants, de façon à ce que chaque individu en prenne conscience ? C'est là le résultat d'une longue évolution, c'est l'effet de l'éducation des masses dans l'esprit de la solidarité. C'est le résultat de l'abolition des discordes nationales qui déchirèrent durant des siècles les nombreuses nations de la Russie tsariste et qui ont disparu parce qu'a été écrasé l'instigateur et le principal responsable de ces luttes fratricides : l'exploiteur, qui excite les peuples les uns contre les autres, pour mieux régner dans cette atmosphère de sang et d'ivresse chauvine.

L'Union soviétique reste fidèle à la politique qu'elle poursuit année après année, jour après jour, sans que rien puisse l'en détourner : sa politique de paix, la politique d'aide et de soutien aux peuples en lutte, la lumineuse politique de la vérité et de la solidarité prolétariennes.

Début d'août 1936. 200.000 personnes s'assemblent sur la Place Rouge de Moscou en un meeting de solidarité pour l'Espagne républicaine. Partout des drapeaux, des banderoles : « A bas les rebelles fascistes, les traîtres au peuple espagnol ! » « Bas les pattes devant l'Espagne révolutionnaire ! » Ouvriers et ouvrières prennent la parole. Puis l'écrivain Fadéiev, et aussi l'académicien Fersman. Au nom des 25 millions de membres des syndicats soviétiques, Chvernik fait appel à la classe ouvrière et aux masses travailleuses du monde entier pour qu'elles organisent l'aide active au peuple espagnol dans sa lutte contre les généraux fascistes et leurs inspirateurs — les fascistes italiens et allemands. Sur toute l'étendue de la place, jaillit ce cri : « A bas le fascisme sanglant ! Pour le Front populaire des combattants de la République démocratique espagnole ! »

La voix de la capitale prolétarienne exprimait ainsi la volonté du pays tout entier. Qui lança le premier l'idée d'ouvrir des collectes pour les travailleurs d'Espagne ? Personne et tout le monde ! Et aussitôt, l'argent afflua. Le 5 août déjà, les 36 premiers millions de francs rassemblés par les travailleurs de l'Union soviétique étaient transmis au chef du gouvernement de la République espagnole. Deux semaines à peine s'étaient écoulées depuis l'insurrection fasciste. Mais il ne s'agissait pas là d'un simple mouvement de sympathie passager, d'un geste sentimental. Non, c'était le début de l'aide puissante et ininterrompue apportée par l'Etat des ouvriers et des paysans et par le peuple soviétique au peuple espagnol en lutte...

Dès les premiers jours d'août, le pays put lire, avec une attention passionnée, les correspondances d'Espagne de Mikhaïl Koltzov. Mikhaïl Koltzov ne rapportait que la vérité. Il montrait l'héroïsme du peuple, son enthousiasme, le courage des femmes et des enfants, l'abnégation partout manifestée, mais il parlait aussi de l'inexpérience, des fautes commises, il dépeignait le processus compliqué de la création d'une Armée populaire efficace et éprouvée. Cette vérité ne pouvait effrayer le lecteur soviétique, car il sait quelle foi il faut avoir dans les forces du peuple.

Le peuple espagnol possède des millions d'amis, d'amis sincères et dévoués, dans tous les pays du monde. Mais nulle part, dans aucun pays, le peuple espagnol ne bénéficie d'un appui moral, politique et matériel aussi unanime qu'en Union soviétique — unanimité qui englobe aussi bien le peuple et l'opinion publique du pays que le gouvernement de l'Etat le plus puissant du monde.

Partout, dans tous les pays, il y a un abîme entre les sentiments, la volonté des masses travailleuses, et la politique de l'Etat envers l'Espagne républicaine. Partout la diplomatie, par ses hypocrisies, ses mensonges et son cynisme, est en contradiction absolue avec l'ardente et noble volonté des masses populaires qui veulent aider l'Espagne, qui veulent qu'on lui restitue le droit d'acheter librement des armes, qui veulent qu'on mette fin à la honteuse comédie de la « non-intervention », qui met en danger la paix et représente une politique d'encouragement aux agresseurs et aux fauteurs de guerre.

Seule, la diplomatie soviétique, une diplomatie telle que le monde n'en avait jamais connue, a refusé de faire sienne la célèbre formule de Talleyrand : la parole a été donnée au diplomate pour cacher sa pensée. Seule la diplomatie soviétique exprime face au monde entier, sans détours et sans compromissions, la pensée et la volonté du peuple, ses buts et ses aspirations. Seule la diplomatie soviétique est au service de son peuple.

C'est avec la plus grande clarté, et sans arguties diplomatiques quelconques que le commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Litvinov, expliqua, en septembre 1936, lors de la session de la S.d.N., pourquoi le gouvernement soviétique s'était associé à la déclaration sur la non-intervention en Espagne :

Le gouvernement soviétique a adhéré à la déclaration de non-intervention dans les affaires espagnoles uniquement parce qu'un pays ami appréhendait autrement le danger d'un conflit international. Nous avons agi ainsi quoique nous considérions le principe de neutralité comme non applicable à une insurrection contre un gouvernement légitime et, au contraire, comme une infraction aux règles du droit des gens. Le gouvernement soviétique comprend que cette décision injuste a été imposée par ces pays qui, tout en se considérant comme le rempart de l'ordre, ont établi un principe nouveau, lourd de conséquences incalculables, selon lequel il serait loisible d'aider ouvertement les rebelles contre leur gouvernement légitime.

Les événements suivent leur cours. C'est avec toujours plus d'impudence que les interventionnistes allemands et ita-

liens envoient à Franco des avions, des troupes et des armes. Madrid est dans un cercle de feu. Villes et villages d'Espagne se couvrent de ruines. Des milliers de femmes et d'enfants restent sans foyer et ont faim. Mais, à travers l'infurnal vacarme des bombes, par delà la mort et de la destruction, la voix de Dolores Ibarruri, la voix du peuple espagnol, parvient au peuple soviétique : *No pasaran !*

Et, de toute sa puissance, fort de toute son autorité, du soutien unanime du peuple, de son aide matérielle, fort aussi du discrédit où est tombée la politique de favoritisme de l'agresseur, le pays des Soviets vient à l'aide de l'Espagne.

Un soir de septembre 1936, les tisseuses de l'usine « Trekhornaïa », lisant les nouvelles d'Espagne, se souvinrent comment, en décembre 1905, l'artillerie tsariste avait massacré les ouvriers et les ouvrières de cette fabrique, sur les barricades. Elles pensèrent à leurs enfants, si heureux, si joyeux, et leur cœur se serra à la pensée des orphelins espagnols. Et le jour suivant déjà, un petit tract se répandait dans tout le pays, appelant en termes ardents les travailleuses à secourir les femmes et les enfants d'Espagne.

Aussitôt, les millions affluèrent au compte Nr. 15.000 I, le compte des syndicats. Ouvrières, kolkhoziennes, actrices, techniciennes, intellectuelles : Géorgiennes, Ukrainiennes, femmes du petit peuple Komii ; des côtes du Pacifique aux frontières occidentales de l'Union, du Sud ensoleillé aux contrées les plus reculées de l'Arctique, — toutes et de partout, les travailleuses apportèrent leur contribution.

« Mes chères sœurs, je n'ai jamais été en Espagne. Mais de toute mon âme et de tout mon cœur, je suis sans cesse à vos côtés et au côté de votre peuple héroïque, sur les barricades. En moi comme en vous bout la même haine pour les scélérats fascistes. Vous savez, cela a été dur pour nous aussi, durant les premières années de lutte... Comme premier envoi, je vous transmets mon unité de travail : 8 kgs de céréales, 9 kgs de pommes de terre, 3 kgs de légumes et 5 roubles en espèces. » Voilà ce qu'écrivait la kolkhoziennne Hanna Roubanka.

« Enfants d'Espagne, je vous envoie 10 roubles. On m'avait donné cet argent pour que je m'achète un cadeau. Mais j'ai décidé d'attendre jusqu'à ce que vos parents aient complètement battu les fascistes. » L'auteur de cette lettre est âgé de 8 ans.

À l'administration d'un journal de Moscou, c'était l'heure de la fermeture et le caissier baissait la vitre de son guichet lorsqu'il entendit une voix d'enfant qui chuchotait :

— Dis-le, toi, mets-toi sur la pointe des pieds et dis-le...

Et le caissier entendit alors une claire voix enfantine :

— Nous avons 12 roubles et 24 kopeks, moi et Alik. Alik, c'est mon frère. Voilà l'argent, enveloppé dans du papier. Prenez-le, c'est pour les enfants espagnols. Nous l'avions dans notre tirelire. Nous économisons pour nous acheter une bicyclette, mais ce n'est pas si pressé. Nous avons fait sortir les pièces avec un couteau. Ça a été très long. C'est pour ça que nous sommes venus si tard.

Le 15 octobre, le premier bateau de vivres partait pour l'Espagne. La pensée du pays entier accompagna le navire sur sa route, l'Espagne entière salua son arrivée avec des transports de joie.

Ce premier bateau fut suivi de bien d'autres. Avec une ardeur inouïe, les usines soviétiques se mirent à fabriquer les vêtements, le linge, les souliers destinés aux enfants d'Espagne. Les ouvriers faisaient plus que fabriquer des marchandises, ils travaillaient comme s'il se fût agi de cadeaux personnels, préparés pour leurs propres enfants. Les fascistes poursuivaient de leur fureur cette solidarité populaire, ils tentèrent par tous les moyens de contrecarrer cette aide au peuple espagnol. Le bateau soviétique *Komsomol* fut coulé, son équipage emprisonné, d'autres bateaux furent arraisonnés et coulés par les pirates fascistes. C'était là l'expression de l'impuissance où se trouvait l'ennemi de s'opposer à cette solidarité active, toujours plus puissante, des travailleurs soviétiques.

À la fin de 1936 déjà, 47.595.000 roubles avaient été versés au compte Nr. 15.000 I.

Mais cet appel court dans les masses : nous aidons le peuple espagnol en paroles et en actes. Jamais la parole ne doit être séparée des actes. Il faut en finir avec la honteuse

politique de « non-intervention » ! Dans les usines et les fabriques, dans les kolkhoz et les universités, dans les assemblées de femmes, dans les journaux soviétiques, avec leurs milliards d'exemplaires, partout, le même cri : il faut en finir avec la politique de « non-intervention » ! Des armes pour l'Espagne ! Rétablissement des droits légitimes du gouvernement légal de l'Espagne !

Le peuple soviétique et son gouvernement parlaient un langage identique. Seule parmi tous les Etats, l'Union soviétique, de la tribune du Comité de non-intervention de Londres, dénonça à la face du monde entier le pharisaïsme, l'hypocrisie de cette politique et le sens pris par la survivance de ce trop célèbre Comité. Le 23 octobre 1936, le représentant de l'Union soviétique au Comité de Londres déclara :

L'Union soviétique n'étant pas disposée à rester dans la situation d'hommes qui, sans le vouloir, soutiennent une œuvre d'injustice, elle ne voit qu'une issue à la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui : restituer au gouvernement espagnol le droit et la possibilité d'acheter des armes en dehors de l'Espagne, droit et possibilité dont jouissent actuellement tous les gouvernements du monde, et laisser aux participants de l'accord le soin de décider s'ils veulent ou non vendre des armes à l'Espagne.

En tout cas, le gouvernement soviétique, qui n'est pas disposé à porter plus longtemps la responsabilité de la situation créée, qui est de toute évidence injuste à l'égard du gouvernement légitime de l'Espagne et du peuple espagnol, se voit contraint de déclarer aujourd'hui... qu'il ne se considère pas lié à l'accord de non-intervention dans une plus grande mesure qu'aucun autre des pays participant à cet accord.

L'Union soviétique tendit à l'Espagne républicaine sa main secourable et fraternelle et offrit ainsi une fois de plus au monde entier le magnifique exemple de sa politique de paix conséquente et imprescriptible.

Par la bouche de Litvinov, l'Union soviétique dénonça devant le monde entier la véritable signification du Comité de Londres :

Le Comité de Londres a compris le mot « non-intervention » en ce sens que lui-même n'avait pas à intervenir au sujet des interventions dans les événements espagnols ! Le Comité de Londres a compris sa tâche en ce sens qu'il devait se contenter de veiller à ce que les Etats qui avaient, au terme de l'accord de non-intervention, pris des engagements précis, n'avouassent pas eux-mêmes qu'ils y eussent porté atteinte, et à ce que leurs déclarations, aussi longtemps qu'il leur plairait de nier toute infraction, fussent reconnues comme satisfaisantes — à cela se bornent les fonctions du Comité... (Discours de Litvinov au VIII^e Congrès des Soviets.)

Comment l'Union soviétique a-t-elle été amenée à cette politique hardie et résolue ? « La parole a été donnée au diplomate pour cacher sa pensée »... Que dissimulent donc les paroles du diplomate de l'Union soviétique ?

Nos ennemis prétendent que nous aspirerions à créer dans la péninsule ibérique un Etat soviétique communiste, que nous aurions même l'intention d'inclure dans l'Union soviétique... De pareils contes pour petits enfants et grands nigauds sont évidemment répandus dans le but d'obscurcir le sens de notre intérêt véritable pour les événements d'Espagne.

Ce qu'est ce véritable intérêt pour les événements d'Espagne, le représentant de l'Union soviétique l'exprimait en octobre 1936 déjà, au Comité de Londres. Il déclara que les peuples de l'Union soviétique

n'ont aucun motif de chercher à s'excuser pour l'ardente sympathie qu'ils portent aux forces du Front populaire de l'Espagne républicaine.

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit :

Les peuples de l'Union soviétique sont d'avis que se

livre présentement un *duel d'une extrême importance entre les forces de guerre et les forces de paix. Le gouvernement espagnol incarne les forces de la paix, les généraux rebelles les forces de la guerre.*

Si le gouvernement espagnol réussissait à réprimer la rébellion, le fait ne signifierait pas seulement qu'un pays de plus reste dans le camp des partisans de la paix, mais il exercerait également une forte influence sur la situation générale, renforcerait partout la conviction de la force de la démocratie et de la possibilité d'un règlement pacifique des problèmes internationaux. Dans ce cas, le danger de guerre, qui s'élève aujourd'hui à l'horizon tel un lourd nuage, serait considérablement diminué et le ciel politique de l'Europe en serait considérablement éclairci.

Si, au contraire, la victoire revenait aux généraux rebelles, qui, contrairement à l'accord de non-intervention, sont soutenus par certains Etats, non seulement l'Espagne souffrirait gravement des suites de cette catastrophe intérieure, mais aussi toute la situation européenne s'assombrirait extrêmement. *Car la victoire des généraux rebelles en Espagne signifierait un tel stimulant au déchaînement de toutes les forces d'agression, de haine et de destruction en Europe, que la nouvelle guerre serait portée au seuil même de nos maisons.*

C'est là, et uniquement là, que réside la raison essentielle qui fait que le gouvernement soviétique et les peuples de l'Union soviétique ressentent si vivement les événements d'Espagne. C'est la politique de paix résolument poursuivie par les peuples de l'Union soviétique qui inspire présentement l'attitude de l'Union soviétique envers les événements d'Espagne.

Il y a plus d'un an et demi que ces paroles ont été prononcées. Qui oserait dire qu'elles n'ont pas été confirmées en tout point? La guerre de rapine du Japon en Chine dure depuis neuf mois déjà. Le fascisme hitlérien a occupé l'Autriche. La Tchécoslovaquie est menacée d'une agression fasciste. L'Union soviétique ne s'est pas bornée à se mettre seule, ouvertement, au côté de l'Espagne républicaine. Elle a mis solennellement en garde les peuples contre la néfaste politique des concessions aux agresseurs fascistes, elle a montré au monde entier la signification réellement internationale de la guerre d'Espagne.

...Le premier ministre espagnol Negrin a dit ici la vérité, il y a quelques jours — déclara Litvinov à la S.d.N. —, la vérité, c'est-à-dire que l'Union soviétique, durant toute la durée du conflit espagnol, n'a rien demandé à l'Espagne, ni n'a poursuivi ou ne poursuit aucun intérêt particulier en Espagne. L'Union soviétique n'a en Espagne ni intérêts minéralogiques, ni économiques, ni stratégiques, ni même de considérations dites d'« équilibre ». Ce qui l'intéresse exclusivement, c'est affirmer le droit de chaque peuple de déterminer de sa propre autorité son régime intérieur, sans immixtion d'Etats étrangers, et encore moins de troupes étrangères, c'est ne pas tolérer que se forme en Espagne un nouveau point d'appui pour l'agression contre toute l'Europe.

L'Union soviétique ne voulait rien de l'Espagne et elle ne lui a rien demandé. Les ouvriers des milliers d'usines de l'Union soviétique, qui saluèrent avec enthousiasme les déclarations de Litvinov et proposèrent à la Fédération syndicale internationale, par l'intermédiaire de leurs représentants, Chvernik et Nikolaiéva, la constitution du front unique international de lutte contre le fascisme et la guerre, pour l'Espagne républicaine, ces ouvriers étaient animés d'une seule pensée : sauver la paix, servir la cause de la démocratie et de la liberté. Les kolkhoziens de l'Union soviétique, qui donnaient si généreusement leur blé, leurs produits, leur argent, n'avaient qu'un seul désir : aider les ouvriers et les paysans espagnols dans leur lutte pour le pain, pour la paix, contre les oppresseurs étrangers. Le gouvernement soviétique, en élevant sa grande voix pour l'Espagne républicaine, en lui apportant un puissant soutien politique et matériel, était pénétré de cette seule pensée : accomplir la volonté de son peuple, défendre la paix et sauver le monde d'une nouvelle et terrible guerre.

Tout ceci, quelques brèves paroles l'ont exprimé. Et ces mots se répandirent dans le monde entier, allèrent au cœur de tous les démocrates honnêtes, de tous les exploités et de tous les opprimés, de chaque mère et de chaque combattant.

Ces quelques mots si clairs et si compréhensibles pour les travailleurs du monde entier :

Les travailleurs de l'Union soviétique ne font qu'accomplir leur devoir en accordant l'assistance dont ils sont capables aux masses révolutionnaires d'Espagne. Ils se rendent compte que la libération de l'Espagne de l'oppression des réactionnaires fascistes n'est pas une affaire privée des Espagnols, mais la cause commune de toute l'humanité avancée et progressive. Salut fraternel. — STALINE.

Le 7 novembre 1936, le général Franco voulut étonner le monde en donnant l'ordre à ses troupes de prendre Madrid le jour même.

Ce même 7 novembre 1936, devant le Mausolée de Lénine, à Moscou, défilent les rangs serrés de l'infanterie, les impétueux escadrons de cavalerie, les tanks puissants. Le ciel s'obscurcit du vol des escadrilles d'aviation, dont le bruit couvre celui des innombrables fanfares. Puis les ouvriers en armes pénètrent sur la place, qui étincelle de toute part de l'éclat des drapeaux rouges des interminables cortèges de manifestants. Et parmi ces millions d'hommes, il n'y en a pas un seul qui, en cette Fête d'Octobre à Moscou, ne crie pas son salut aux combattants et aux femmes d'Espagne qui, le poing tendu, se tiennent sur l'aile gauche du Mausolée. Moscou et Madrid, U.R.S.S. et Espagne — un seul cœur. Et lorsque Staline étreint et embrasse les uns après les autres les membres de la délégation espagnole, c'est comme l'étreinte fraternelle du peuple soviétique, qui tend sa main secourable, la main de la solidarité prolétarienne, au peuple espagnol en lutte dans des conditions d'une indicible dureté.

Combien d'ordres le « glorieux » général Franco, ce pantin aux mains de Hitler et de Mussolini, a-t-il signés depuis pour commander la prise de Madrid! Les forces de l'intervention augmentent en Espagne. Mais la volonté de résistance, la cohésion et la force combative du Front populaire croissent elles aussi. Les relations entre le peuple soviétique et le peuple espagnol deviennent toujours plus étroites et plus solides. Des milliers d'enfants espagnols ont trouvé en l'Union soviétique un foyer, les soins les plus dévoués, la tendresse. Des milliers d'enfants espagnols sont élevés en l'Union soviétique en attendant qu'ils puissent rentrer dans leur patrie libérée des oppresseurs et des interventionnistes fascistes. L'aide du pays des Soviets à l'Espagne républicaine est inchangée. Le peuple espagnol tout entier sait l'ampleur et la signification de cette aide que lui apportent le peuple frère et l'Etat soviétique. Mieux, le monde entier la connaît. L'Union soviétique reste le foyer de la paix, l'amie de l'humanité, l'espoir de tous les travailleurs.

Jamais le peuple espagnol, jamais l'humanité n'oublieront ce que l'Union soviétique a fait pour la cause de la paix. Jamais ils n'oublieront l'éclatante vérité des paroles par lesquelles Litvinov dénonçait ceux qui voudraient dissimuler les crimes sanglants qu'ils commettent contre le peuple espagnol et l'humanité au moyen de mensonges sur la « croisade contre le communisme » :

Il est temps que ceux qui ont vraiment à cœur les intérêts de la paix déclarent à ces perroquets haut placés qu'une absurdité, répétée jour après jour, n'en cesse pas pour cela d'être une absurdité. Qu'une bêche est une bêche et une agression une agression, quel que soit le cri de guerre dont on puisse la décorer ; que, quelque signification qu'on puisse donner à l'anticommunisme — minéralogique, commerciale, stratégique ou autre —, il n'y a aucune justification internationale à l'agression, à l'intervention armée, à l'invasion d'autres Etats et à la rupture des traités internationaux, quel que soit le masque qu'on donne à ces actes. Il est temps de dire à ces furieux prédicateurs de haine qu'ils n'ont aucun droit de parler au nom des intérêts de l'humanité, qu'ils n'ont aucun droit, eux qui ont réveillé les plus sauvages et les plus périmées des théories du paganisme et du moyen âge, de parler au nom de l'Europe contemporaine, et qu'eux qui ont brûlé les plus nobles œuvres de l'esprit humain, qui persécutent les plus brillants représentants de la science, des arts et de la littérature, eux que le monde civilisé tout entier méprise, ils se rendent ridicules lorsqu'ils prétendent sauver la civilisation et appeler en son nom à une croisade contre d'autres peuples.

Brigades internationales

par A. MARTY

D'OCTOBRE 1936 à février 1937, des milliers d'antifascistes de tous les pays sont accourus en Espagne. Environ 15.000 hommes de tous âges et de toutes conditions. Ils venaient de tous les pays d'Europe et d'Amérique. Pays démocratiques et pays fascistes. Ils représentaient toutes les tendances du mouvement ouvrier, du mouvement démocratique, même les plus modérées. L'ancien combattant de la grande guerre 1914-1918 y voisinait avec les jeunes lutteurs antifascistes. Ils venaient en Espagne mettre leurs capacités militaires, leur expérience de la lutte antifasciste au service du peuple d'Espagne, au service de son gouvernement de Front populaire.

Leurs buts ? Un seul : aider le peuple d'Espagne à gagner la guerre. Chacun d'eux comprenait fort bien que se jouait en Espagne le sort de « toute l'humanité avancée et progressive ».

Leurs revendications ? Un seul : être envoyés aux points les plus dangereux, les plus décisifs. Sans plus.

Le monde entier sait aujourd'hui ce qu'ils ont accompli. Le bilan des seize derniers mois de bataille établit le rôle considérable des Brigades internationales dans la guerre d'indépendance du peuple d'Espagne. Leur épopée ? Elle est partie de Madrid ! Madrid ! dont le Comité de Défense, avec son président : le général républicain Miaja et son commissaire : l'ouvrier communiste Anton, animait, soulevait, lançait ses soldats, ses ouvriers, tout son peuple, heure après heure, sur tel ou tel point à renforcer, à fortifier, à approvisionner. C'est alors, à Madrid, le 7 novembre 1936, qu'ils entrèrent dans la lutte et dans l'histoire. L'ennemi du genre humain, assoiffé de sang, de vols, de viols et de carnage, touchait déjà au Manzanarès et à la Cité Universitaire. Les six premières Brigades de l'armée espagnole, dans la bataille depuis six jours, atteignaient à l'extrême limite de l'épuisement physique. C'est alors que Madrid vit défiler les trois premiers bataillons internationaux : *Edgar André* (allemand), *Commune de Paris* (français), *Dombrowski* (polonais), fermes, impassibles, sachant ce qu'est une bataille. Leur aspect seul inspirait confiance. Et tandis que leur petite artillerie, dans le fracas de ses camions lancés à fond de train, allait prendre position, l'infanterie de la XI^e Brigade Mixte brisait net l'attaque de l'ennemi. Trois jours après, la XII^e Brigade — Bataillons *Thälmann*, *Franco-Belge*, *Garibaldi* — conduite par notre glorieux Lukacs, attaquait au sud de Madrid, puis venait épauler la XI^e. Et tandis que sans arrêt, les bataillons internationaux étaient jetés à chaque point faible du front du Centre, la XIII^e Brigade soulageait la capitale par ses quatorze attaques sur Teruel et la XIV^e brisait net l'avance fasciste sur le front de Cordoue. Puis, c'est février 1937, la terrible bataille du Jarama. Le front ébranlé, les fascistes dévalent vers la route Madrid-Valence. Alors, la division *Lister*, puis successivement la XI^e, la XII^e, la XIV^e Brigades internationales bouchent le passage. Puis arrive la XV^e (les Américains) qui y reçoivent le baptême du feu avec d'autres : Français, et d'autres : Balkaniques.

Tandis que la XIII^e était expédiée défendre Almeria, mise en péril par la chute de Malaga. Ils furent à Guadalajara, portant un coup terrible aux chemises noires de Musso-lini. Ils furent à Pozoblanco, avançant de trente kilomètres, débloquent Almaden ; à Brunete, à Belchite, à Cuesta de la Reina, enfin à Teruel, face à la contre-attaque fasciste.

Du Nord au Sud, ils ont été de toutes les batailles, sur tous les fronts. Ils ont été parmi les meilleurs combattants de la nouvelle armée populaire d'Espagne. Ils ont été parmi les Brigades d'élite qui ont à maintes reprises barré victorieusement la route ou refoulé en désordre les bandes fascistes.

Mais ils ont rendu de plus grands services encore au peuple espagnol, à la cause antifasciste. Quel est, en effet, le secret de l'action victorieuse des Brigades internationales ? Pourquoi ont-elles combattu et combattent-elles avec tant d'efficacité ? Elles n'avaient guère de grands spécialistes militaires. Très peu nombreux étaient les anciens officiers de métier. Leur force, leur énorme capacité de combat rési-

dait dans leur organisation et leur absolue unité antifasciste. Ce fut là le secret de leurs victoires.

On sait, c'est aujourd'hui constaté, que si les fascistes ont pu atteindre Badajoz, Talavera, Tolède, puis arriver aux portes de Madrid, c'est avant tout parce que chaque bataillon de milices appartenait à un parti, à un syndicat, à une organisation et n'acceptait que bien peu les ordres des autres.

Les officiers professionnels restés fidèles à la République étaient paralysés par ces multiples divisions.

La force des Brigades internationales, c'est que, dès les premiers jours, elles furent un bloc homogène. Tous leurs combattants, communistes et socialistes, républicains et anarchistes, libéraux même, étaient indissolublement unis, sans distinction de tendances et de nationalités, par le ciment du front populaire. Et parce qu'ils étaient unis si étroitement, luttant et se soutenant en frères pour une cause bien comprise, leur discipline fut de fer.

Ils venaient de vingt-cinq nations différentes. Ils en représentaient toutes les tendances politiques. Aux ouvriers, majorité écrasante des combattants, étaient mêlés des intellectuels et parfois quelques anciens officiers. Or, en dépit des différences de tendances politiques et de langue, l'unité antifasciste, immédiatement constituée, a toujours été étroitement maintenue. Le commandant républicain, son adjoint socialiste, le commissaire communiste, chacun d'un pays différent, sont des cas fréquents. Et cependant, jamais, au sein des états-majors ou des unités, n'ont éclaté de conflits politiques.

Cent fois, des volontaires français et allemands découvrirent qu'ils furent face à face quelque part durant la guerre de 1914-1918. Aujourd'hui, ils sont dans la même armée populaire antifasciste et leur seule rivalité est celle de l'émulation dans le combat. Un ancien marin anglais, dirigeant de la mutinerie d'Invergordon, était le supérieur du fils d'un amiral britannique. Des Français, anciens mutins de la mer Noire ou du bague de Calvi, sont des chefs de sections modèles de discipline. La haine du monstrueux fascisme, la grande idée qui guide les combattants d'Espagne — *Paix et Liberté* — a soudé en un bloc impénétrable ces hommes intrépides accourus de tous les pays du monde et de tous les horizons politiques. Et encore, ces hommes se font plus chaque jour avec le peuple espagnol ; entre deux combats, fourbissant leurs armes, leurs blessures à peine pansées, ils se sont toujours penchés sur les tout-petits des villages, les enfants, dont les pères étaient au combat et qui leur rappelaient les leurs, par centaines de fois ; après la distribution de jouets et de douceurs prélevés sur leur maigre solde, ils trouvaient le temps d'organiser pour eux de brillantes fêtes.

Unité d'action inébranlable ! Tel fut donc le second exemple donné par eux, le plus important de l'heure. Les volontaires internationaux ont montré que le secret de la victoire réside dans l'union antifasciste. Union sans distinction de tendances politiques et de pays.

Ainsi, le plus grand service qu'aient rendu les Brigades internationales à la cause antifasciste du peuple d'Espagne est d'avoir concrétisé dans la vie ce que réclamait sans cesse le Parti communiste d'Espagne avec de nombreuses organisations nettement antifascistes : la constitution d'une armée populaire, dirigée par un commandement unique et strictement obéi. Au moment où furent engagées les premières Brigades internationales, il n'en était pas ainsi. La discussion était passionnée entre organisations politiques et syndicales sur ce problème capital. Elle était d'ailleurs avivée par la campagne ouverte et masquée du P. O. U. M. contre la création de l'armée populaire. Elle était combattue par le P. O. U. M. organisant ouvertement le sabotage.

Aussi, les organisations antifascistes et avant tout le Parti communiste d'Espagne, qui ne cessa de lutter avec acharnement pour la création de l'armée populaire avec le commandement unique, utilisèrent efficacement la réalisation de leur mot d'ordre par les Brigades internationales pour convaincre toutes les organisations et tous les hommes de bonne foi que là, et là seulement, était la voie du succès.

Et c'est ainsi que furent créés dans la lutte et au cours de la lutte, ces brigades, divisions et corps d'armée de ma-

œuvre qui viennent de se révéler au monde par la prise de Teruel. Teruel, victoire de l'armée populaire espagnole avec son commandement unique. Teruel, où, pour la première fois, les Brigades internationales ne participèrent pas à la première bataille. Mais Teruel, victoire de la préparation à laquelle les Brigades internationales ont directement participé.

Car cette armée populaire ne s'est pas bâtie avec un cadre envoyé d'en haut ; ils étaient si peu nombreux les officiers restés fidèles à la République, que leur loyauté et leur valeur ne pouvaient suppléer à leur petit nombre !

La seule façon de créer cette armée indispensable à la victoire, était de convaincre les organisations antifascistes de sa nécessité, afin que toutes collaborent effectivement à cette création formidable.

L'action et l'exemple donnés par les Brigades internationales, leur caractère antifasciste, de front populaire, au-dessus des partis, ont été un des facteurs les plus décisifs qui ont convaincu de la nécessité et de la possibilité d'organiser la grande armée populaire d'Espagne.

Tout cela a aidé à hâter la constitution de l'armée populaire. Par cela même, les Brigades internationales ont été un élément moteur pour la constitution de la grande armée républicaine.



Nous l'avons dit et démontré maintes fois. Les Brigades internationales ont été des organisations du Front populaire international. Mais il faut le souligner parce que c'est la vérité. C'est la masse des ouvriers constituant la grande majorité des volontaires qui constituèrent les équipes de choc dans le combat ; c'est cette masse qui fournit en même temps les ardents commissaires animateurs politiques de ses combattants, forgerons et gardiens vigilants de l'unité antifasciste. Cette masse ouvrière, au sein de laquelle luttèrent étroitement unis communistes et socialistes, ce corps de commissaires qui en surgit, fut le roc inébranlable sur lequel furent bâties ces magnifiques Brigades internationales.

Le prolétariat de tous les pays peut donc être fier de ses enfants accourus sur la terre d'Espagne. Il a raison de populariser leurs actions héroïques.

La conscience antifasciste des prolétaires soldats avait surmonté toutes les difficultés.

Maintes et maintes fois, dans les moments les plus difficiles, parfois tragiques, cette haute conscience politique antifasciste, sans cesse maintenue et élevée, a été la force créatrice, animatrice, qui a réalisé de vrais miracles. Aujourd'hui, le grand bonheur de ces militants est de voir que, dans tout le pays et dans toute l'armée espagnole, cette force des prolétaires unis monte, se soude et assure la victoire.

Bien des nôtres sont couchés à jamais, sans vie sur la terre d'Espagne, autour de Beimler, de Picelli, de Lukacs, de Brugères, de Ralph Fox, de Parovic, qui resteront à jamais les preuves de la solidarité effective des travailleurs avec le peuple d'Espagne contre le fascisme. Ils rappellent au peuple espagnol que les gouvernements démocratiques, qui furent les initiateurs de la « non-intervention », c'est-à-dire du blocus de la République démocratique d'Espagne, en violation du droit international, ont agi et agissent contre la volonté des peuples qu'ils gouvernent.

Aujourd'hui, les Brigades internationales ont changé de structure. La fermeture de la frontière française, du côté républicain, les mesures prises par les gouvernements démocratiques ont empêché toute arrivée effective de renforts, alors que débarquent ouvertement chez Franco les divisions de chemises noires et de soldats, officiers fascistes italiens et allemands avec un énorme matériel. Aussi le gouvernement de la République a-t-il comblé avec des recrues espagnoles les vides creusés par la mitraille italienne et allemande dite de « non-intervention » au sein des Internationales. Mais les Brigades internationales existent toujours. Au contact des vieux lutteurs internationaux, les jeunes soldats de l'armée espagnole s'éduquent et se forment. Ils apprennent le maniement de la mitrailleuse et la tactique du combat moderne en même temps que la solidarité internationale et la lutte ouvrière et antifasciste de tous les pays.

Aussi les Brigades internationales constituent-elles une immense école antifasciste. C'est pourquoi leur rôle n'est pas achevé. Et sur leurs glorieux drapeaux s'inscriront les noms de grandes victoires de la cause antifasciste, de la cause prolétarienne.

L'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité internationale en faveur de la solidarité avec l'Espagne républicaine

par F. DAHLEM

LES masses populaires de tous les pays se rendent compte toujours davantage que la guerre d'Espagne n'est pas uniquement l'affaire des seuls Espagnols, mais qu'il s'agit de la cause commune de l'humanité progressive tout entière.

L'Espagne, c'est la cause de tous les peuples. L'Union soviétique, par sa solidarité active et pratique avec l'Espagne, a prouvé une fois de plus qu'elle est le rempart de toutes les forces de paix et de liberté du monde. Mais pourquoi la classe ouvrière internationale, en cette heure décisive, n'intervient-elle pas sur le plan de l'histoire et ne prend-elle pas dans sa forte main, en présence de la capitulation et de la trahison des gouvernements face au fascisme, les intérêts menacés des peuples ? Le peuple espagnol, qui lutte à l'avant-garde contre le fascisme mondial, doit-il être abandonné à son sort et sera-ce demain le tour d'autres peuples ?

L'admirable Armée populaire espagnole, forcée par l'écrasante supériorité technique en aviation et en artillerie des envahisseurs allemands et italiens à abandonner ses positions d'Aragon, continue à lutter héroïquement, appuyée sur l'indomptable volonté de liberté et l'abnégation des masses et espérant la solidarité des autres peuples, pour la paix et la liberté desquels elle verse son sang à flots. Mais tout homme

de bon sens doit reconnaître qu'aujourd'hui des résolutions sur le papier, de simples actes de sympathie et d'humanité envers l'héroïque peuple espagnol ne sont pas ce que l'heure exige impérieusement. Face à un ennemi décidé à imposer à bref délai une décision sur les fronts, la République espagnole a besoin de canons, d'avions, de tanks, qui ne peuvent lui être donnés que si de puissants mouvements populaires, en Angleterre, en France et dans d'autres pays, imposent le changement du cours de la politique des gouvernements, si les frontières de l'Espagne sont ouvertes et que l'armée espagnole de la liberté recouvre enfin le droit d'acheter des armes pour pouvoir se défendre et vaincre.

Mais la condition de la mobilisation des masses dans tous les pays, de la constitution d'un inébranlable front de paix des peuples, contre lequel les fauteurs de guerre fascistes se briseraient les reins, c'est la réalisation de l'unité d'action de la classe ouvrière. C'est de là, aujourd'hui, que tout dépend.

Aussi, dans la situation actuelle, devant toutes les organisations de la classe ouvrière de tous les pays, se pose d'une façon plus impérieuse que jamais la tâche de surmonter tous les obstacles et toutes les résistances qui empêchent la réalisation de l'action unie du prolétariat mondial. La responsa-

bilité des hommes qui sont à la tête de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale, qui sont responsables de ce que, jusqu'ici, tous les efforts de l'Internationale communiste en faveur de la réalisation de l'unité d'action internationale ont été rendus vains, leur responsabilité serait terrible s'ils persistaient dans leur fatal refus.

Un mal infini a été causé jusqu'ici par la survivance de la division de la classe ouvrière. Des fautes qui, ces dernières années, ont empêché la réalisation d'une politique internationale unie de la classe ouvrière, il convient de tirer les leçons, de tirer de ces expériences les conclusions qui imposent la mobilisation immédiate de toutes les forces et de toutes les réserves de la classe ouvrière et des peuples dans le grand combat contre le fascisme qui menace la liberté et la paix des peuples. C'est dans ce but que nous nous proposons ici de jeter un regard en arrière sur l'histoire des efforts déployés par l'Internationale communiste pour réaliser l'unité d'action en faveur de la solidarité avec le peuple espagnol.



Aussitôt après le VII^e Congrès mondial de l'Internationale communiste, où Georges Dimitrov montra que la politique de rassemblement de toutes les forces de démocratie et de liberté au sein du Front populaire est la seule voie possible qui conduise à la lutte victorieuse contre le fascisme, l'Internationale communiste s'adressa à l'Internationale ouvrière socialiste pour lui proposer de constituer, pour faire face à l'agression menaçante de l'Italie contre l'Abyssinie, une unité d'action commune contre le fascisme dans les différents pays et à l'échelle internationale.

Aujourd'hui, chacun voit clairement quel effet d'encouragement pour les fauteurs de guerre a eu par la suite le fait que Mussolini ait pu accomplir impunément son expédition de rapine. Mais il apparaît à présent tout aussi clairement quelle possibilité historique a été manquée alors d'opposer une solide digue aux agressions ultérieures du fascisme international en assurant l'action coordonnée de la classe ouvrière mondiale.

Dans sa lettre du 25 septembre à l'I. O. S., Dimitrov écrivait :

Mais tout ce qui a été fait jusqu'ici de votre côté et du nôtre est insuffisant devant l'ampleur du danger. Il faut unir les efforts des deux Internationales pour sauver la paix. Elles doivent agir de concert et arrêter par leurs efforts communs le bras des fauteurs de guerre fascistes.

L'action commune des deux Internationales mettrait sur pied la classe ouvrière, qui entraînerait à sa suite les partisans de la paix parmi les autres classes de la population. Elle entraînerait des peuples entiers dans la lutte pour la paix. Elle provoquerait contre la guerre un mouvement international d'une puissance telle que, sous sa pression, la Société des nations serait obligée de recourir à une action plus efficace contre l'agression du fascisme italien et du fascisme allemand.

Il n'est pas encore trop tard pour prévenir la redoutable catastrophe dans laquelle les criminels fascistes veulent précipiter l'humanité. Demain, ce sera peut-être impossible.

La réponse, qui ne vint que le 15 octobre, après une nouvelle démarche effectuée le 7 octobre, et à la suite d'une réunion commune de l'I. O. S. et de la F. S. I., fut négative. Les raisons invoquées font voir où résident les motifs de la résistance manifestée, par la suite également, par les dirigeants de l'I. O. S. et de la F. S. I. et de leur politique de refus de l'unité d'action. La lettre de Friedrich Adler déclarait notamment :

En ce qui concerne l'invitation de l'Internationale communiste en vue d'une conversation avec quatre représentants désignés par elle, les partis socialistes de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Suède, de Danemark et de

Tchécoslovaquie ont déclaré qu'ils ne peuvent souscrire à l'acceptation de cette invitation, d'une part, en raison de la composition de la délégation de l'Internationale communiste, d'autre part, parce qu'ils repoussent toute action commune avec le parti communiste de leur pays, de même que toute action commune des deux Internationales.

Le Comité exécutif de l'I. O. S. étant obligé de tenir compte de la position de ces grands partis de la classe ouvrière, il n'est pas en mesure d'accepter l'invitation de l'Internationale communiste.

Le seul résultat obtenu fut que la F. S. I. communiqua que son président et son secrétaire étaient prêts à rencontrer des représentants de l'I. C. à des fins d'information. Cette rencontre entre Vandervelde, Friedrich Adler, Cachin et Thorez eut lieu, mais resta sans résultats pratiques. Le 27 octobre 1935, dans une lettre à l'I. O. S., Dimitrov déclara que l'I. C. restait malgré tout « prête à engager à quelque moment que ce soit des pourparlers sur l'unité d'action ».

Ainsi donc, les intérêts généraux de la classe ouvrière et des peuples avaient été sacrifiés aux considérations électorales et à la politique de coalition des dirigeants social-démocrates avec la bourgeoisie de leur pays. Hitler et Mussolini pouvaient passer à l'organisation de leur expédition commune de brigandage pour asservir le peuple espagnol et préparer les conditions stratégiques de leur guerre pour un nouveau partage du monde.



Après l'insurrection fasciste du 18 juillet 1936 en Espagne, dans cette situation angoissante, alors que les rebelles marchaient sur Madrid, Cachin et Thorez, au nom de l'I. C., s'adressèrent à l'I.O.S. pour solliciter une rencontre, qui eut lieu le 14 octobre entre eux et de Brouckère et Fritz Adler. Mais la proposition de l'Internationale communiste, tendant à la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner la question d'une action internationale de toutes les organisations ouvrières pour l'aide à l'Espagne, fut repoussée par les représentants de l'I.O.S., de même que la proposition visant à réaliser une action unie des deux Internationales pour l'Espagne. L'opinion des représentants de l'I.O.S. était que chaque partie devait agir séparément et indépendamment.

Durant les semaines critiques qui décidèrent du sort de Madrid, l'I.C. s'adressa à nouveau, le 25 octobre, à l'assemblée du Bureau de l'I.O.S. et de la F.S.I. qui se tenait à Paris. Mais en vain. Le 7 novembre 1936, alors que les Maures avaient déjà passé le Manzanares, l'I.C., dans une nouvelle lettre, conjura les dirigeants de l'I.O.S. d'abandonner leur résistance. De même le 28 décembre, lorsqu'une offensive de Franco enserra Madrid par l'Ouest et le Nord-Ouest. En vain.

S'appuyant sur elles seules, les milices de l'Armée populaire en formation, les héroïques bataillons du V^e Régiment et les volontaires des Brigades internationales, aidés par la classe ouvrière de Madrid, défendirent victorieusement la ville. Les meilleurs militants communistes et les ouvriers antifascistes de tous les pays du monde, qui avaient répondu à l'appel lancé par l'Internationale communiste pour une aide active à l'Espagne, versèrent devant Madrid et, dans le cours de la guerre, sur d'autres fronts, leur sang pour la cause de la paix et de la liberté. La II^e Internationale avait également refusé d'inviter ses partis à envoyer des volontaires en Espagne.



Le 11 mars 1937 eut lieu à Londres cette conférence internationale pour l'Espagne de l'I.O.S. et de la F.S.I. qui restera dans l'histoire du mouvement ouvrier comme une sombre tache, à l'égal de la trahison du 4 août 1914.

Le 8 mars, les troupes italiennes avaient déclenché leur grande offensive sur le front de Guadalajara. Les divisions de Mussolini progressaient encore lorsque le ministre socialiste des Affaires étrangères d'Espagne, del Vayo, réclama l'aide de la conférence pour son pays. Au nom des syndicats espagnols (U.G.T.), le socialiste Pascual Thomas demanda

la convocation d'une conférence mondiale avec la participation de l'I.O.S., de la F.S.I., de l'I.C. et des syndicats de l'Union soviétique et des Etats-Unis. Au nom de la C.G.T. française, le socialiste Jouhaux transmit à la conférence la résolution de cette organisation réclamant que

l'unité d'action pour la paix de toutes les organisations de la classe ouvrière soit enfin réalisée.

Mais Sir Walter Citrine déclara que ce front unique était « indésirable ». Ernst Bewin alla plus loin encore en déclarant que

le mouvement ouvrier britannique n'entend laisser influencer en aucune manière ses décisions et sa tactique par la guerre d'Espagne.

Il prononça un discours anticommuniste et défendit la politique de « non-intervention » du gouvernement Baldwin. Vandervelde lui-même dut constater qu'« une douche froide était ainsi venue refroidir tous les espoirs d'une aide véritable à l'Espagne ». Une résolution insignifiante fut élaborée.

Les Espagnols quittèrent la conférence et déclarèrent à leurs compatriotes : « Nous demandions des armes, on nous a donné de la littérature. »

Si alors le sort du peuple espagnol avait dépendu de la II^e Internationale, c'en était fait de l'Espagne. Mais la jeune Armée populaire, et dans ses rangs les Brigades internationales, témoins de la solidarité des peuples, remportèrent la première grande victoire de la République sur le fascisme international, à Guadalajara.

C'est en vain que par la suite des membres de l'I.O.S. elle-même, qui se trouvaient en Espagne, Pietro Nenni, Julius Deutsch, Delvigne, ont signé des appels communs avec Marty, Gallo, Dahlem, pour réclamer une action internationale résolue en faveur de la République espagnole.

L'Internationale communiste mobilisa dans tous les pays un mouvement de solidarité active. Des milliers de communistes, mais aussi des socialistes et des démocrates, vinrent grossir, mois après mois, les rangs des Brigades internationales. Le 21 avril 1937 eut lieu à Paris une conférence internationale à laquelle prirent part vingt et un partis communistes et où fut fixée l'organisation coordonnée de l'action d'aide à l'Espagne. A cette occasion aussi, la question de la réalisation de l'unité d'action fut à l'ordre du jour.

En avril 1937, Schevenels et Friedrich Adler se rendirent en Espagne. Ils furent notamment les hôtes des Brigades internationales. Dans le salut qu'il adressa à la XIV^e Brigade la « Marseillaise », Friedrich Adler déclara que

les volontaires internationaux, par le front unique qui règne en leur sein, donnent aux peuples un exemple digne d'être imité.

Et Schevenels, constatant l'armement insuffisant d'un bataillon franco-belge, s'écria : « Camarades, je vous le jure, vous recevrez des armes ! »

Mais après le départ des deux secrétaires de l'I.O.S. et de la F.S.I., Caballero renforça sa lutte contre les communistes, sabota la question de la constitution du parti unique du prolétariat espagnol et menaça de rompre le Front populaire. Etait-ce là l'effet du voyage en Espagne de Schevenels et Friedrich Adler ?



Le 31 mai 1937 eut lieu le sauvage bombardement d'Almería par la flotte de guerre allemande, suivi de la déclaration des fascistes allemands selon laquelle ils agiraient contre l'Espagne comme bon leur semblerait. Il était clair pour tout le monde que cette provocation était le point de départ du renforcement de l'intervention du fascisme allemand et italien en Espagne. Dans tous les pays, la colère

populaire s'enfla contre les bandits qui réduisent en ruines de paisibles villes, assassinent sauvagement femmes et enfants. En France et en Angleterre, le mouvement des masses contre la criminelle politique de « non-intervention » prit un nouvel essor.

C'est dans cette situation que les partis socialiste et communiste d'Espagne, auxquels se joignit l'U.G.T., adressèrent un appel à l'aide aux trois Internationales. Dimitrov reprit l'initiative et proposa au nom de l'Internationale communiste au président de l'I.O.S., de Brouckère, la convocation d'une conférence et la création d'un Comité commun de contact des trois Internationales en vue de la réalisation de l'unité d'action internationale contre l'intervention militaire de l'Allemagne et de l'Italie en Espagne.

Dans sa réponse à cette proposition, de Brouckère déclara qu'en tant que président de l'I.O.S., tout comme le secrétaire de cette dernière, Friedrich Adler, ils « n'avaient pas les pleins pouvoirs nécessaires pour s'associer au nom de l'Internationale au comité que vous proposez ». Dimitrov adressa alors à de Brouckère un télégramme qui déclare notamment :

On ne saurait considérer non plus que le fait de ne pas avoir officiellement les pleins pouvoirs puisse jouer un rôle décisif lorsqu'il s'agit de la vie et de l'indépendance du peuple espagnol qui subit l'agression des envahisseurs allemands et italiens. Nous ne pouvons non plus partager votre opinion selon laquelle l'Internationale ouvrière socialiste remplit pleinement son devoir, puisqu'elle continue à refuser l'union de toutes les forces du prolétariat international pour la défense du peuple espagnol.

Le mouvement de solidarité en faveur du peuple espagnol est encore loin d'être suffisant, surtout parce que les actions des organisations internationales sont désunies. La force de ce mouvement serait décuplée si, malgré toutes les difficultés, on avait réussi à établir l'unité d'action internationale.

Après un nouvel échange de télégrammes, cédant à la pression, de Brouckère consentit à rencontrer les délégués de l'I.C. aux fins d'un échange de vues.

Ce fut la conférence d'Annemasse.

Une grande espérance emplit le cœur de millions d'hommes dans tous les pays. Le peuple espagnol attendit avec confiance les résultats de cette première rencontre des représentants des Internationales.

Les représentants de l'I.C. soumirent des propositions dont le but était que les deux Internationales mènent *unies* et en commun l'action pour l'Espagne républicaine. Les représentants de l'I.O.S. — son président de Brouckère et son secrétaire Friedrich Adler — déclarèrent ne pas avoir les pouvoirs nécessaires pour conclure une telle entente. Toutefois, on aboutit à Annemasse à un accord sur les trois points suivants :

1. On constatait qu'en ce qui concerne l'Espagne les deux Internationales, dans l'essentiel, énoncent des revendications semblables.

2. On déclarait qu'il fallait s'efforcer de poursuivre *d'un commun accord*, partout où la chose était possible, l'action en faveur du peuple espagnol.

3. La résolution déclarait (et c'était là le point le plus important sur lequel les délégués s'étaient mis d'accord) :

Ils (les délégués) ont été d'accord pour souhaiter que de nouveaux contacts se produisent à bref délai pour l'étude plus détaillée des moyens concrets d'aide matérielle et morale à l'Espagne qui ont été envisagés.

Il semblait qu'une base fût créée pour une action unie de la classe ouvrière internationale. Mais alors intervinrent

les vieux ennemis du front unique, qui auparavant déjà avaient subordonné les intérêts de la classe ouvrière à ceux de leur propre bourgeoisie. Les dirigeants travaillistes anglais désavouèrent le président et le secrétaire de l'I.O.S. de sorte que de Brouckère et Friedrich Adler offrirent leur démission. Le 24 juin, la conférence de Paris de l'I.O.S. les maintint néanmoins dans leurs fonctions, mais les chefs réactionnaires poursuivirent leur campagne contre l'accord d'Annemasse. Les dirigeants des partis socialistes hollandais et tchécoslovaque menacèrent ouvertement de provoquer une scission dans l'I.O.S. Les faits ne tardèrent pas à prouver que le refus de la démission de de Brouckère et d'Adler n'était qu'un compromis dont l'unité d'action internationale faisait les frais.

Le 26 juin, après la chute de Bilbao, en présence de la menace qui pesait sur les Asturies, Dimitrov ayant adressé à nouveau à l'I.O.S. des propositions concrètes pour une action commune rapide d'aide à l'Espagne, de Brouckère qualifia ces propositions de rupture des conventions d'Annemasse. Il s'agissait des propositions suivantes :

1° Que les organisations ouvrières internationales s'adressent ensemble aux Parlements et aux gouvernements de tous les Etats non fascistes, avant tout aux gouvernements d'Angleterre, de France, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique, leur demandant de prendre des mesures communes rapides pour le retrait immédiat d'Espagne des forces armées des interventionnistes d'Italie et d'Allemagne, pour la levée du blocus de l'Espagne républicaine et la reconnaissance de tous les droits internationaux pour le gouvernement légal espagnol ;

2° Que les organisations ouvrières internationales s'adressent ensemble à la Société des nations pour exiger l'application du Pacte de la S.d.N. contre les agresseurs fascistes qui ont attaqué l'Espagne républicaine ;

3° Qu'en même temps, les organisations ouvrières internationales s'adressent ensemble à la classe ouvrière de tous les pays et à l'opinion publique mondiale, les appelant à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'aboutissent ces revendications, ainsi que pour empêcher de nouvelles agressions de la part des interventionnistes et pour liquider au plus vite la guerre criminelle contre le peuple espagnol.

La délégation de l'Internationale communiste est également chargée d'étudier toutes propositions émanant de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale en vue de l'action commune ou coordonnée des organisations ouvrières internationales pour la défense du peuple espagnol.

Dimitrov déclarait une fois de plus que l'I.C. était prête à examiner n'importe quelle autre proposition de l'I.O.S. en faveur d'une action d'aide au peuple espagnol.

Le 3 juin eut lieu une rencontre entre de Brouckère et Friedrich Adler d'une part, Cachin et Thorez de l'autre. Les représentants de l'I.C. développèrent et motivèrent les propositions de Dimitrov, qu'ils complétèrent dans le sens suivant : 1. Les deux Internationales soutiendront l'action annoncée pour le 18 juillet, anniversaire de la rébellion fasciste, par le Comité international d'aide à l'Espagne républicaine et par la Commission internationale des jeunes pour l'Espagne républicaine. 2. Les deux Internationales conviennent de la nécessité de favoriser dans toute la mesure du possible l'activité du Comité international d'aide à l'Espagne républicaine. 3. Les deux Internationales envoient une délégation commune à la Société des nations pour réclamer la convocation immédiate de l'assemblée de la S.d.N. dans le but d'examiner la question espagnole. 4. Les deux Internationales conviennent de l'urgente nécessité de mesures communes ou coordonnées tendant au renforcement dans tous les domaines de l'aide matérielle au peuple espagnol, en particulier en ce qui concerne l'assistance aux enfants et aux femmes évacués et la garantie des nouvelles évacuations né-

cessaires, principalement pour les femmes et les enfants du Nord de l'Espagne.

A la suite de cet entretien, un communiqué fut publié qui déclarait :

L'échange de vues a fait apparaître un accord général des deux parties sur l'action à réaliser en faveur de l'Espagne républicaine.

Il ressort clairement des faits que nous avons cités que l'Internationale communiste, pour sa part, a tout fait pour faciliter à l'Internationale socialiste une action commune en faveur du peuple espagnol.

Mais tout nouveau pas sérieux en avant échoua en raison de la passivité de la II^e Internationale, du sabotage des dirigeants social-démocrates réactionnaires et de l'irrésolution de la direction de l'I.O.S. Les décisions d'Annemasse restèrent lettre morte.

Les chefs de l'I.O.S. portent devant l'histoire la responsabilité d'avoir manqué une occasion décisive où il était possible, en utilisant et en amplifiant les grands mouvements populaires en France et en Angleterre, d'imposer un changement de la politique des gouvernements de ces pays.

Pendant ce temps, l'Armée populaire espagnole, appuyée sur ses seules forces, exécutait sa première action offensive, dans le secteur de Brunete, afin de soulager le Nord et de sauver les Asturies. A cette époque, de Brouckère se rendit en Espagne. Nous avons pris part ensemble à de nombreuses assemblées, à Albacete, à Madrid, devant les bataillons des Brigades internationales. De Brouckère prononça beaucoup de paroles justes et fit beaucoup de promesses. Mais jusqu'ici ces paroles ne sont pas encore devenues des actes.

Le Nord avait succombé. Les offensives victorieuses de l'Armée populaire, la récupération de Quinto et de Belchite n'avaient pu l'empêcher. La disponibilité où se trouvait dès lors l'armée du Nord fasciste, les fournitures toujours plus intensives à Franco de matériel de guerre par l'Allemagne et l'Italie, tandis que la politique de « non-intervention », la fermeture de la frontière française et la piraterie en Méditerranée mettaient l'Espagne républicaine dans la quasi-impossibilité de se procurer les armes à l'extérieur, faisaient prévoir une grande offensive fasciste contre Madrid. Dans cette situation lourde de menaces, le 20 novembre 1937 Cachin et Thorez, au nom du Comité exécutif de l'I.C., s'adressèrent de nouveau à de Brouckère et à Friedrich Adler pour solliciter une rencontre. Tout comme six mois auparavant, lors du bombardement d'Almería, les partis socialiste et communiste d'Espagne s'étaient adressés encore une fois aux deux Internationales pour leur demander d'organiser sur la base des décisions d'Annemasse et au cri de « Pas d'aide pour Franco ! » une conférence commune des deux Internationales. La lettre des organisations ouvrières espagnoles sollicitait l'aide suivante : qu'on empêchât les terribles représailles dans les Asturies, qu'on assurât l'évacuation des populations civiles, qu'on permit le rétablissement de la liberté commerciale pour le gouvernement ainsi que l'ouverture des frontières. Elle suggérait le boycott de toutes les marchandises en provenance du territoire occupé par les fascistes et une campagne pour le retrait de toutes les troupes étrangères, y compris les Maures et la Légion, qui se trouvent sur le sol de l'Espagne.

Tout cela en vain. L'I.O.S. refusa. Ainsi s'écoula un temps précieux. Le fascisme devint de plus en plus impudent et audacieux ; il envoya des quantités toujours plus considérables de matériel de guerre et de troupes en Espagne. Mais la force gigantesque du prolétariat n'était pas mobilisée et engagée dans toute sa puissance. Et pourtant, le Front populaire en Espagne et en France, l'union nationale du peuple chinois contre le fascisme militaire nippon, prouvent quelle force formidable l'unité donne aux peuples. Quelle ne serait pas la puissance coalisée du Front populaire international, si son noyau prolétarien s'unissait pour l'action internationale !

L'héroïque peuple espagnol, qui sacrifie ses enfants sur les champs de bataille, dont les femmes et les enfants sont massacrés par les aviateurs fascistes, résista ainsi victorieu-

sement; bien que la grande aide internationale ne vint toujours pas. L'Armée populaire, grâce à sa vaillance et à la valeur de ses chefs, réussit à prendre Teruel, à enrayer l'offensive ennemie contre Madrid et à infliger de lourdes pertes aux fascistes.



Aujourd'hui, l'Espagne républicaine, comme lors des critiques journalières de novembre 1936, aux portes de Madrid, livre à nouveau un combat suprême pour son existence. Ce peuple, dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance, donne tout ce qu'il est possible de donner. Les femmes retrouvent les corps déshabillés ou carbonisés de leurs enfants, mais leur pensée est celle qu'a exprimée la grande Pasionaria : Plutôt la mort que l'esclavage !

Tout eût été différent, et eût pu être différent, si les dirigeants responsables de la II^e Internationale n'avaient pas conservé si longtemps leurs illusions sur les gouvernements, sur la maudite « non-intervention », sur la S.d.N. paralysée dans son action, et s'ils avaient basé la politique des organisations ouvrières à la tête desquelles ils sont placés, sur la force de la classe ouvrière.

Mais il n'est pas encore trop tard !

Les faits dénoncent si violemment la faillite de cette politique, que les masses ouvrières et les peuples, qui sentent aujourd'hui déjà l'odeur de poudre de la guerre qui vient, entrent en action et commencent à entraîner ceux qui jus qu'ici avaient fait obstacle au mouvement des masses.

Les conservateurs anglais ont jeté bas le masque. Ils se moquent du droit international et de la Société des nations et ils ont ouvertement conclu leur maquignonnage avec Mussolini, auquel ils sont prêts à livrer l'Espagne. Mais les grands capitalistes britanniques ont oublié le peuple anglais qui, indigné par tant de cynisme et de bassesse, se dresse en un puissant mouvement de masse. Ce ne sont plus seulement les communistes qui interviennent activement pour l'Espagne, ce n'est plus seulement le vaillant bataillon britannique de la XV^e Brigade internationale. Le mouvement d'aide à l'Espagne organisé par le parti travailliste, la puissante manifestation de Hyde-Park, à laquelle participèrent 200.000 personnes, le fait qu'aujourd'hui des syndicats collectent pour les Brigades internationales, tout cela prouve que les masses populaires anglaises comprennent qu'il faut lutter pour la paix.

En France, dont le gouvernement se met servilement à la remorque des conservateurs anglais, les masses sont alarmées du fait que, de l'autre côté des Pyrénées, s'établissent des batteries et des aérodromes allemands. Le mouvement syndical, fort de 5 millions de membres, réclame la cessation du blocus et la liberté de commerce pour l'Espagne républicaine. Le 10 avril, 200.000 manifestants ont parcouru les rues de Paris au cri de « Ouvrez la frontière ! Des canons, des avions pour l'Espagne ! » La XIV^e Brigade internationale, la brigade française la « Marseillaise », a davantage le sentiment de la sécurité et de la liberté de la France que ceux qui ont aujourd'hui pour mission de veiller sur le destin de ce pays.

Il est temps encore d'arrêter Hitler et Mussolini dans leur expédition de rapine contre l'Espagne.

Aussi le solennel avertissement de l'Internationale communiste dans son appel pour le Premier Mai 1938 est-il plus actuel que jamais :

La République espagnole est en danger. Les féroces ennemis du peuple espagnol ont percé le front d'Aragon. Sans cesse, ils dépêchent en Espagne de nouvelles troupes et des armes. La réaction mondiale veut provoquer la défaite du peuple espagnol. Mais des millions d'ouvriers, dans le monde entier, veulent la victoire du peuple espagnol. Ils sont prêts aux plus grands sacrifices pour contribuer activement à cette victoire.

Il y a les voies et les moyens, il y a les possibilités pour aider effectivement et sans délai le peuple espagnol.

Dans l'intérêt de la défense du peuple espagnol, l'Internationale communiste, au nom de millions d'ouvriers, propose de nouveau à l'Internationale ouvrière

socialiste et à la Fédération syndicale internationale de constituer le front unique international de la classe ouvrière.

Aider l'Espagne républicaine, défendre la Chine, c'est lutter contre la guerre mondiale, c'est défendre vos foyers, la liberté et l'indépendance de vos pays contre les bourreaux fascistes. Les peuples, s'ils permettaient que fût étranglée la République espagnole ou la Chine, prépareraient pour eux-mêmes, de leurs propres mains, le joug fasciste; ils renforceraient l'exploitation capitaliste dans leur propre pays.

Quand les dirigeants de la II^e Internationale et de la F.S.I. seront-ils disposés à remplir le devoir que leur imposent leurs fonctions à la tête d'organisations ouvrières internationales? Où sont les initiatives de ces chefs de partis social-démocrates qui savent si bien, par leur propre jugement, ce dont a besoin le peuple espagnol? Où sont les promesses faites par les Schevenels, les Attlee, les Friedrich Adler, les de Brouckère devant le peuple espagnol et en présence des combattants des Brigades internationales? Il ne dépend que d'eux qu'ait lieu aussitôt une conférence commune des trois Internationales, ce à quoi l'Internationale communiste a déclaré depuis deux ans déjà « être prête à quelque moment que ce soit ». Comment pourraient-ils se présenter devant les masses, ceux qui, en cette heure tragique, oseraient saboter l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme !

Aujourd'hui, le salut ne peut venir que de mesures résolues et rapides. Vivres, médicaments, ambulances, toutes les formes de l'aide philanthropique, cela reste d'une extrême importance, aujourd'hui comme hier. Mais il n'y a là que de quoi calmer la faim et guérir les plaies. Pour vaincre le fascisme, ce qu'il faut à l'Armée populaire espagnole, ce sont des canons, des avions de bombardement et des tanks; pour protéger ses enfants et ses femmes, il faut à l'Espagne des avions de chasse rapides et des canons antiaériens. Donner 500 avions et 500 canons, par les frontières enfin ouvertes, aux héroïques combattants de l'Armée populaire, et une victoire décisive pour la paix du monde sera gagnée.

On trompe cyniquement la classe ouvrière, comme le dit l'appel du Premier Mai de l'I.C.,

quand on affirme que les gouvernements d'Angleterre, de France et des Etats-Unis sont impuissants à arrêter le brigandage international des fascistes. Ils peuvent bien l'arrêter. Pour cela il est nécessaire qu'ils acceptent la proposition faite par l'U.R.S.S. d'une action commune de tous les Etats intéressés à la paix, contre les fomentateurs de guerre. Ils doivent appuyer cette action par des mesures de pression économique. Qu'ils privent les bandits fascistes de crédits; qu'ils leur refusent les matières premières indispensables à la guerre; qu'ils rompent les relations commerciales avec eux; qu'ils appliquent le blocus non pas à la République espagnole, mais à ceux qui l'ont attaquée; qu'ils ouvrent les frontières et permettent au peuple espagnol d'acheter librement des armes; et cela suffira pour que le fascisme recule comme un chien battu.

Que cette solidarité active se réalise ou non, c'est de là que dépend non seulement le sort de l'Espagne, mais aussi, demain, celui de dizaines de millions d'hommes, en Europe et dans le monde, qui pourraient être précipités dans l'angoisse et dans la terreur, dans la mort et la destruction par les monstres fascistes.

C'est avec raison que le président du gouvernement de la République, le D^r Negrin, soulignait avec une juste fierté, dans son allocution au peuple espagnol, que sans l'héroïsme des Espagnols, certains pays, aujourd'hui déjà, n'auraient plus le loisir de discuter du destin mouvementé de la « non-intervention », car ils seraient forcés de rassembler toutes leurs énergies pour repousser l'invasion de leur sol.

Quiconque veut la paix doit lutter pour le peuple espagnol !

Quiconque veut la paix doit tout faire pour que se réalise l'unité internationale de la classe ouvrière !

III

José Diaz, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne

Il était à peine âgé de onze ans qu'on pouvait le voir tous les matins traverser les rues de Séville pour se rendre à la boulangerie où il travaillait. Fils d'un ouvrier boulanger et d'une cigarière, Pepe Diaz subit dès sa plus tendre enfance les effets de la brutale exploitation de la bourgeoisie. La faim et la misère, lot commun de la vie des prolétaires andalous, éveillèrent bientôt l'esprit de rébellion de l'enfant.

A dix-huit ans, il fait partie de la direction de la société des ouvriers boulangers « L'Aurore » qui, lors de la constitution de la C.N.T. de Séville, rejoint les rangs de cette organisation. Son activité révolutionnaire va en s'amplifiant ; il est l'animateur de nombreuses actions de grève et de mouvements révolutionnaires qui marquent la seconde décennie du siècle dans la capitale et la province d'Andalousie. Ses camarades de lutte admirent déjà et respectent les traits caractéristiques du jeune révolutionnaire : son calme, sa fermeté, son intelligence. Quelque difficile que soit la situation à laquelle il doit faire face — et l'on sait que les luttes du prolétariat andalou constituent l'un des épisodes les plus héroïques de l'histoire révolutionnaire de l'Espagne — Diaz reste toujours calme, serein, avec un sourire affable qui inspire le courage à tous ceux qui l'approchent.

A la fin de 1920, après une grève générale écrasée dans le sang avec une féroce bestialité, Pepe Diaz, avec un sentiment élevé de sa responsabilité et une sage prudence, organise le départ de Séville de plusieurs camarades qui avaient dirigé le mouvement, et se rend lui-même à Madrid et à Barcelone, où il s'occupe à organiser le travail en faveur de la libération des prisonniers. Grâce à lui, la protestation populaire contre les détentions et les tortures en masse est si puissante qu'aucune peine de mort, aucune détention à vie, et même aucune peine importante ne sont prononcées.

Rentré à Séville, il voue son activité à la réorganisation des syndicats.

1923. Dictature de Primo de Rivera. José Diaz organise le travail illégal d'aide aux innombrables travailleurs jetés en prison. Il dirige la lutte contre la dictature.

Un matin ensoleillé à Madrid. Par les rues des quartiers populaires, un jeune homme, une corbeille au bras, offre aux passants des « roscos » (gâteaux en forme de couronne) de Séville. C'est José Diaz. L'organisation l'a chargé de se rendre à Madrid pour y mener la lutte contre la dictature. Tant pour gagner de quoi se nourrir que pour dissimuler son activité, il vend des « roscos » qu'il confectionne lui-même. Mais la police surveille étroitement le jeune révolutionnaire et elle l'arrête dans un café de Madrid.

Les premiers jours de sa détention, on le conduisit à l'aube dans les champs aux environs de Madrid en le menaçant de le tuer s'il refusait de parler. Le directeur de la Santé, à cette époque, était le sinistre Arlegui.

Après huit mois de prison durant lesquels il fut soumis à de cruelles tortures, José Diaz se retrouve dans la rue avec un esprit révolutionnaire renforcé, plus décidé que jamais à lutter jusqu'au bout contre les bourreaux du peuple.

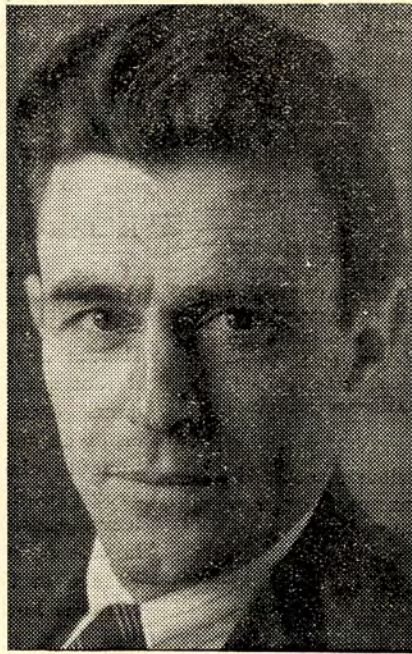
Mais sa santé a gravement souffert. C'est de ces huit mois de tortures subies en prison que date le mal dont souffre aujourd'hui encore le secrétaire général du Parti communiste espagnol.

Le voici de nouveau à Séville. José Diaz a beaucoup appris en prison. Une transformation profonde commence à s'opérer en lui. Il a appris que les méthodes de la lutte anarchiste, l'action directe, peuvent être fort héroïques, mais qu'elles ne conduisent pas au but poursuivi par les travailleurs. Pour renverser la dictature, il fallait l'action des masses, une action qui unisse la lutte à la

défense des revendications ouvrières. C'est en s'inspirant de cette idée que José Diaz commença à orienter son travail. A cette époque, il a l'occasion de lire de la littérature communiste et, enthousiasmé par la ligne politique qui s'en dégage, il entre en contact avec les quelques rares communistes qui se trouvaient alors à Séville. Il adhère au Secours rouge, entraînant avec lui de nombreux camarades anarchistes, et intéresse les masses des syndicats au soutien matériel des emprisonnés.

Peu après, la direction locale du parti communiste ayant été arrêtée, Diaz, d'accord avec les dirigeants communistes de Madrid et de Bilbao, se charge de réorganiser le P.C. de Séville. Quelque temps après il organise une conférence régionale qui le nomme secrétaire général du Comité révolutionnaire de la région d'Andalousie.

Alors s'institua une grande agitation révolutionnaire, particulièrement à Séville. Grèves, mouvements révolutionnaires, répression, assassinats d'ouvriers, trouvèrent leur aboutissement tout d'abord dans la chute de Primo de Rivera, et peu après, en 1931, dans le renversement de la monarchie.



JOSE DIAZ
Secrétaire général du P.C. d'Espagne

En grande partie grâce au travail de Diaz, l'organisation andalouse devint bientôt la plus forte de tout le Parti communiste espagnol. Mais Pepe Diaz ne lutta pas seulement contre la brutale oppression semi-féodale qui régnait en Andalousie ; il lutta également, implacablement, contre le sectarisme du groupe Bullejos, qui détenait alors la direction centrale du P. C. Il lutta contre la direction personnelle et sectaire de ce groupe qui empêchait que le parti ne se développe et que les masses ouvrières n'accourrent à lui. Il lutta également contre l'analyse politique erronée que ce groupe donnait de la situation révolutionnaire. Le groupe Bullejos montrait une incompréhension totale du caractère démocratique de la révolution espagnole ; il sautait les étapes de la révolution, lançant le mot d'ordre de : « A bas la République ! » à l'heure où les masses populaires, enthousiasmées par le renversement de la monarchie, envahissaient les rues au cri de : « Vive la République ! »

1932. Congrès du P.C. à Séville. Victoire de la position de José Diaz et de tous les camarades qui condamnent le groupe sectaire de Bullejos. Quelques mois après, l'ancienne direction est destituée, un nouveau Comité central est constitué et José Diaz devient secrétaire général du P.C. espagnol.

L'orientation et les méthodes de travail du parti changent radicalement. Le sectarisme est liquidé et, aussitôt, le parti

connaît un développement extraordinaire, d'innombrables travailleurs rejoignent ses rangs ainsi que de petits partis et groupes de gauche, rebetés jusque-là par l'attitude intransigeante et sectaire du groupe Bullejos.

La politique d'organisation du parti poursuivie par Diaz lui donne une magnifique impulsion. Diaz aime profondément le parti et ses hommes. Avec un sentiment prolétarien élevé, il sélectionne les cadres du parti, confie aux divers éléments les postes qu'ils sont le plus aptes à remplir, ne se désintéresse jamais d'eux, les décharge de leurs fonctions lorsqu'elles sont trop lourdes pour eux, afin de leur éviter l'échec, découvre avec audace les dirigeants et prend soin de leur formation, bref, construit le parti communiste comme seul pouvait le faire un chef ouvrier intimement lié aux masses et aimé d'elles.

Sous la direction de José Diaz et du nouveau C.C., le parti corrige sa ligne politique et commence à travailler activement pour l'unité du prolétariat. En septembre 1934, le parti communiste, au cours d'une assemblée plénière extraordinaire, décide d'adhérer aux Alliances ouvrières organisées par les socialistes, bien qu'elles fussent loin de constituer l'expression achevée du front unique, mais dans la volonté de les convertir en véritables organisations du front uni des ouvriers et des paysans. Au cours de cette assemblée plénière, José Diaz, parlant de la menace fasciste, déclara : « Le problème n'est pas une question de mois, mais de jours. » Et en effet, quelques jours après, au début d'octobre, fut constitué un gouvernement comprenant trois ministres fascistes ; les ouvriers entrèrent en action, proclamant la grève générale dans la plus grande partie de l'Espagne, grève qui se transforma aux Asturies en une insurrection armée. On sait quelles glorieuses pages du mouvement révolutionnaire les mineurs asturiens écrivirent durant les journées d'Octobre.

Juin 1935. La réaction sévit, brutale, après qu'a été étouffé dans le sang le mouvement d'Octobre. Mais le peuple ne se laisse pas arrêter et les plus terribles tortures auxquelles la police soumet ses plus vaillants lutteurs ne parviennent pas à le faire reculer. Le parti communiste n'a pas cessé un seul instant d'animer le courage des travailleurs, et il montre avec fermeté la voie à suivre. José Diaz, à sa tête, calme, sûr, ferme, parle devant plus de 10.000 travailleurs au cinéma « Monumental » de Madrid :

Aujourd'hui comme hier, de cette tribune, nous renouvelons notre appel aux ouvriers, aux paysans, aux hommes libres, aux antifascistes, aux républicains de gauche, pour que tous, nous qui avons un but commun en cette heure grave, nous nous unissions en un bloc populaire antifasciste qui déjoue les desseins de ce gouvernement fasciste et réactionnaire.

Après l'historique VII^e Congrès de l'I.C., auquel Diaz assista à la tête de la délégation espagnole, un meeting de masse eut lieu à Madrid au Coliseo Pardinás. Diaz rendit compte du Congrès de l'I.C. et exposa la politique de Front populaire, appelant les partis antifascistes à unir leurs forces contre le fascisme :

Il faut aujourd'hui que nous concentrions toutes nos forces pour lutter contre ce gouvernement ennemi du peuple et provoquer sa chute avant qu'il ne soit trop tard. Il s'agit de lutter pour obtenir la dissolution des Cortès contre-révolutionnaires et la fixation de nouvelles élections auxquelles les forces antifascistes doivent se présenter unies, avec l'assurance de mettre en déroute la réaction et le fascisme. Je répète une fois de plus que le gouvernement ne tombera pas de lui-même. C'est à nous, les prolétaires, à nous, les antifascistes, de le renverser par notre lutte unifiée.

À la tête du parti communiste, Pepe Diaz lutte inlassablement, sans une minute de répit, pour obtenir la constitution du Front populaire. Tous les jours surgissent des obstacles, des polémiques, des manœuvres. Mais Diaz sait qu'il faut vaincre tous les obstacles et créer le Front populaire pour pouvoir combattre la réaction et le fascisme. Et le Front

populaire espagnol est créé. Un gouvernement réactionnaire procède à des élections générales et le Front populaire, le 16 février 1936, triomphe à une majorité écrasante

Comment cette victoire a-t-elle été possible ? — dira Diaz quelques jours après dans un discours prononcé au Théâtre Barbieri, à Madrid. Elle a été possible en premier lieu parce que la ligne politique de notre parti était juste. Au début, quand nous montrions la nécessité du bloc populaire, après les événements d'Octobre, quand nous montrions la nécessité de l'unité d'action entre le parti communiste et le parti socialiste pour assurer le rôle dirigeant du prolétariat dans ce bloc, nous nous heurtions à des résistances. Mais la réalité, les arguments et la ligne politique de notre parti ont fait comprendre la nécessité de cette unité d'action et la nécessité des blocs populaires.

Triomphe du Front populaire sur la réaction. Mais Pepe Diaz ne perd pas la tête :

Il faut que nous nous rendions compte — écrit-il dans un article du *Mundo Obrero* le 1^{er} juin 1936 — que subsiste en Espagne le danger réactionnaire et fasciste. Pour mieux comprendre ce que signifie ce danger, il nous faut tenir compte du passé, afin de ne pas renouveler les erreurs du 14 avril 1931 (avènement de la République). Nous devons empêcher que la révolution s'engage dans une voie de garage, qu'elle s'amortisse et s'enlise.

Et Diaz ajoutait :

Le gouvernement doit agir contre la réaction et le fascisme, qui s'enhardissent en ce moment. Il faut passer à l'offensive contre les forces de la contre-révolution. Il faut affermir les forces de la démocratie. Pour cela, il faut que le gouvernement en finisse avec les commandants réactionnaires, avec les chefs monarchistes et fascistes au sein de l'armée, avec les juges fascistes et avec toute la classe des ennemis de la République, qui sont avec plus d'acharnement encore les ennemis des travailleurs. Aussi est-ce une honte qu'on continue à trouver à la tête de régiments des monarchistes aussi notoires que Franco et Goded, et il faut épurer l'armée de ces éléments si l'on ne veut pas répéter les erreurs de 1931.

Mais le gouvernement républicain est faible. Il craint les masses populaires, il ne veut pas se mettre en leur pouvoir. Mais il a peur aussi des fascistes, contre lesquels il ne veut pas engager la bataille, préférant tenter de se les concilier en leur abandonnant des commandements militaires et des postes dirigeants dans l'Etat.

18 juillet 1936. Soulèvement militaire-fasciste. Dès cet instant, José Diaz, bien que sérieusement malade, ne prend plus une minute de repos. La responsabilité du parti communiste est énorme. Le peuple comprend — selon les paroles de Diaz — que le parti communiste sait ce qu'il veut et où il va, qu'il fait ce qu'il promet et qu'il ne promet pas plus que ce qu'il est en mesure de tenir. Diaz fait appel aux communistes et les exhorte à être partout les premiers dans la lutte ; les communistes répondent comme un seul homme. Diaz va aux fronts, il parle aux miliciens et ne s'accorde pas un instant de repos. Il travaille avec les autres camarades du Bureau politique et du Comité central, inculquant une ferme direction au parti, qui se développe avec une rapidité vertigineuse. Les masses populaires accourent rejoindre les rangs du parti communiste, qui reflète la foi inébranlable dans la victoire, la fermeté, le calme de son secrétaire général.

C'est alors l'épopée des journées de novembre devant Madrid. L'ennemi est aux portes de la capitale. Les hommes et les femmes du parti communiste, José Diaz en tête, savent mobiliser la ville jusque dans ses entrailles et faire mordre la poussière à l'ennemi Pepe Diaz saisit lui-même un pic

et va creuser des fortifications, au côté de milliers de travailleurs, hommes, femmes et enfants, qui suivent son exemple. Il n'y a pas de jour qu'il n'aille sur la ligne de feu — parfois même, il doit s'y rendre en tank — pour rappeler aux communistes que « leur vie appartient au parti et qu'ils ne doivent pas la marchander pour écraser l'odieux fascisme envahisseur ».

Lors de la session parlementaire du 1^{er} décembre, tenue à Valence, José Diaz, au nom de la fraction communiste, signale comment la victoire serait acquise :

Je crois nécessaire de souligner que nous ne gagnerons la guerre que pour autant que nous serons capables de mobiliser toutes nos ressources nationales en hommes, en armés et en vivres, pour autant que nous aurons une direction ferme, unique, une direction de fer, un commandement militaire unique, une armée unique et disciplinée. Pour gagner la guerre, il faut une direction unique de la production nationale des armes et des munitions. Il faut que nous puissions satisfaire non seulement les nécessités locales, mais encore les nécessités générales de tous les fronts, qui doivent être approvisionnés conformément à un plan. Pour gagner la guerre, il faut produire, inlassablement, sans limitation d'heures, tout ce dont nous avons besoin... Si nous ne gagnons pas la guerre, tous les essais doctrinaux s'écrouleront comme des châteaux de cartes sous les bottes dominatrices du militarisme et du fascisme. Aussi nous, les communistes, sans renoncer à une virgule de notre idéologie et de notre programme, nous disons qu'à l'heure actuelle il ne peut y avoir qu'un seul programme, une seule idée, un seul but : gagner la guerre !

Armée régulière et commandement unique, création de réserves, épuration foncière de l'armée, épuration de l'arrière, écrasement de la V^e colonne fasciste et de ses plus fidèles agents, les trotskistes; fortifications, création d'une puissante industrie de guerre, aide aux paysans, en s'opposant aux collectivisations forcées et en poursuivant les « incontrôlables » qui pillaient les campagnes, unité syndicale, parti unique du prolétariat, politique de Front populaire — jour après jour, sans relâche, sans jamais se laisser décourager par l'incompréhension de certains dirigeants d'autres partis, José Diaz répète, dans les meetings, dans la presse, dans les assemblées du parti, ces conditions qui, seules, permettront d'emporter la victoire.

Voici à nouveau novembre. Une année s'est écoulée depuis les inoubliables journées de Madrid. Une année de lutte et de travail intense du parti communiste sur les fronts et à l'arrière. Au feu de cette lutte quotidienne, le parti s'est considérablement développé et, ce qui est plus important encore, il a forgé des cadres nouveaux, des centaines de dirigeants jeunes et fermes, disciples directs de José Diaz, formés dans ce style de travail bolchévique qu'il tient de Lénine, de Staline, de Dimitrov.

Au début de novembre 1937, l'ennemi avait réussi à semer une certaine confusion dans les secteurs antifascistes les plus faibles, les moins résolus, ceux qui ont le moins de foi dans le peuple, dans le prolétariat. Des rumeurs commençaient à courir sur la possibilité d'un armistice, et même d'un compromis avec l'ennemi. Le parti communiste réagit immédiatement. José Diaz réunit le Comité central en assemblée plénière pour qu'il

proclame une orientation ferme, catégorique, afin que chaque communiste dans la rue, chaque soldat montant au front, chaque ouvrier, chaque antifasciste, puisse dire avec un enthousiasme fervent, avec une assurance souveraine, que, malgré toutes les difficultés et malgré la gravité de la situation..., le peuple espagnol triomphera des envahisseurs et du fascisme intérieur.

Il faut être vigilant — déclara Diaz au cours de cette assemblée. Notre parti a le devoir, en présence de ces manœuvres, de proclamer ouvertement sa position, qui est celle de tout le peuple d'Espagne. Il ne peut y avoir de paix tant qu'il restera un seul soldat des armées d'in-

vasion sur le sol de notre patrie. Il ne peut y avoir de compromis d'aucune sorte avec les généraux traîtres à leur pays, ni avec l'envahisseur étranger. Chasser l'envahisseur, écraser Franco, détruire pour toujours le fascisme dans notre pays : tel est l'unique compromis possible.

Et plus loin :

Lutter contre la V^e colonne, qui répand dans les masses le bruit d'un compromis, cela signifie lutter contre le principal ennemi du peuple à l'arrière : les trotskistes. A quel travail les trotskistes se livrent-ils à l'arrière ? Ils cherchent à miner les bases de l'union antifasciste, à démoraliser les ouvriers, à servir d'espions. Les relations des trotskistes avec Franco, les services d'espionnage et de provocation que rend le P.O.U.M. au fascisme, ont été suffisamment démontrés déjà. Les nombreuses découvertes faites par la police en ont apporté la preuve. Les provocateurs du P.O.U.M. ne sont pas seulement accablés par les preuves politiques que constituent les articles de leur presse, leurs discours, les tracts clandestins qu'ils distribuent ; il y a les preuves criminelles, les codes secrets, les lettres et les documents que détenaient les dirigeants trotskistes et trouvés dans leurs locaux. Pour ces criminels, il ne peut y avoir aucune pitié... Les découvertes effectuées par la police ont prouvé que les phalangistes et les « poumistes » agissaient en étroit accord dans le travail d'espionnage et l'illégalité. Fort bien : s'ils travaillent ensemble, il faut donc les écraser ensemble.

Face aux manœuvres de l'ennemi, pour hâter la victoire, il faut renforcer la politique du Front populaire.

Il faut — déclare Diaz — que tous les militants du parti se souviennent toujours que la politique du Parti communiste espagnol est et doit être une politique ferme et conséquente de Front populaire. Cela signifie essentiellement deux choses : que le parti doit maintenir à tout moment le contact le plus étroit avec les masses, qu'il doit être le défenseur le plus énergique de leurs intérêts et de l'intérêt général de notre peuple dans sa lutte contre le fascisme et l'invasion étrangère. En second lieu, le parti ne doit rien faire qui aille à l'encontre de l'union de toutes les forces antifascistes.

José Diaz montra enfin à tous les militants du parti la nécessité d'éviter que les succès ne montent à la tête, leur recommandant de procéder à une autocritique plus sévère et plus fréquente et de pratiquer la modestie qui doit être celle des bolchéviques, même lorsqu'ils occupent des postes civils ou militaires élevés.

De cette maison à moitié en ruine de Valence où se tenait l'assemblée plénière du Comité central du parti communiste, la voix de son secrétaire général s'est ainsi élevée, ferme et sûre, et elle s'est répandue par toute l'Espagne loyale, sur les fronts comme à l'arrière laborieux, insufflant au peuple une foi plus inébranlable encore dans la victoire, orientant les masses populaires, les éduquant, rappelant aux communistes que la situation actuelle exige d'eux

une tension maxima de toutes leurs forces, de toute leur capacité politique et de travail, de toute leur volonté de résistance et de lutte.

Les rumeurs contre-révolutionnaires concernant un compromis se sont évanouies totalement après l'assemblée plénière de novembre. Elles ont été anéanties par la force née de la volonté populaire, exprimée par le secrétaire général du parti communiste, éducateur et guide des masses antifascistes.

Depuis le mois de novembre et l'assemblée plénière du C. C. du parti communiste, jusqu'à aujourd'hui, l'atmosphère s'est considérablement clarifiée. Les relations d'unité sont plus étroites et plus solides entre les partis ouvriers, entre les syndicats, entre toutes les organisations du Front populaire. La victoire de Teruel est la preuve patente de l'efficacité et de la capacité offensive de l'armée de la République. Les masses populaires marchent plus fermement vers la victoire finale, sous la sûre conduite du parti communiste et de son secrétaire général, José Diaz.

Dolores Ibarruri, la « Pasionaria »

ELLE est fille de mineurs ; sa mère travailla à la mine jusqu'à ce que ses nombreux enfants l'aient obligée à se confiner dans son humble logis. La Pasionaria est née en décembre 1895, à Gallarta, petit village minier de Biscaye.

Son enfance fut celle, triste et douloureuse, de tous les enfants de mineurs. Dès ses premières années, elle connut la rudesse et l'angoisse de la vie des corons, ses luttes et ses soucis, ses aspirations et ses espérances.

Le socialisme, dès les premiers temps de sa diffusion en Espagne, trouva en Biscaye l'un de ses plus solides bastions. Et ceux qui se distinguaient le plus dans la lutte, les ouvriers les plus ardemment révolutionnaires, c'étaient les mineurs. Les grèves des mineurs basques constituent l'un des plus admirables et édifiants chapitres de l'histoire révolutionnaire du prolétariat espagnol. Durant les grèves, les femmes des mineurs, suivies de leurs enfants, attaquaient les « jaunes » à coups de pierres, et la petite Dolores était toujours de ces expéditions. Quand la lutte s'aggravait, les gardes tiraient ; mais les gosses avaient déjà l'habitude. Ils se jetaient à terre, pour reprendre le combat aussitôt après.

C'est dans cette atmosphère de lutte que se déroula l'enfance de la Pasionaria. Son ardent désir était de devenir institutrice. Elle aimait par dessus tout l'étude ; les livres étaient sa passion. Mais elle ne pouvait étudier. Ses parents étaient pauvres. A quinze ans, elle entra dans un atelier de couture, qu'elle quitta une année après pour entrer comme domestique chez un riche commerçant. Le travail était harassant. Elle devait se lever à six heures du matin pour ne se coucher qu'à deux heures après minuit. Pas un instant de repos, et pas même assez à manger. Son salaire était de vingt pesetas par mois. Laver, frotter, servir les clients, soigner le bétail...

Dolores voulut protester ; elle tenta de quitter sa place. Mais ses parents l'obligèrent à continuer... Avec vingt pesetas par mois, on pouvait payer le loyer, et la vie était difficile.

A vingt ans, elle épouse un mineur. La dure, la terrible vie des mineurs ravive en elle avec violence le sentiment de la nécessité de protester, de lutter... Il s'agit pour elle d'extirper tous les préjugés conventionnels, de détruire jusqu'aux racines les craintes ataviques qui paralysent l'action et étaient la digue qui, jusqu'alors, avait contenu l'indignation et la révolte qu'elle avait ressenties depuis son enfance.

Puis c'est la révolution russe, qui projette sa puissante lumière sur le monde entier des exploités. Elle a une grande répercussion en Espagne. Tout son enthousiasme passionné porte Dolores vers les héroïques combattants du lointain pays.

Les travailleurs espagnols, en 1917, tentent de renverser la monarchie. Une grève générale est préparée, qui doit donner le signal du mouvement. Les mineurs travaillent fébrilement. Dolores les aide. Elle assure les liaisons entre diverses localités ; elle apporte et répartit les armes et la dynamite... Pourtant, elle n'est pas socialiste.

Le mouvement est écrasé et la répression s'acharne sur les travailleurs et fait des dizaines de morts dans toute l'Espagne. Le compagnon de Dolores est jeté en prison ; c'est pour elle de longs mois de faim et de privations. La révolution russe continue à se développer, les ouvriers et les paysans conquièrent le pouvoir. Un souffle d'espérance anime les travailleurs espagnols. La répression est dure, mais qu'importe !

A la fin de 1917, Dolores entre au parti socialiste ; elle collabore à plusieurs publications sous le pseudonyme de « Pasionaria », bien vite populaire chez les mineurs. En 1920, elle adhère aux premiers groupes communistes, entraînant par son exemple, par son travail et son enthousiasme, les 400 ouvriers socialistes de la localité où elle vit, Somorrostro,

qui entrent au parti communiste au moment où celui-ci se constitue. Dolores est élue à la direction du parti de Biscaye. Elle est nommée déléguée au premier Congrès du Parti communiste espagnol.

La jeune Pasionaria lutte dans tous les domaines ; elle collabore à la presse du parti, elle aide dans le travail syndical, elle se charge de la diffusion de la littérature du parti ; dans les grèves, elle lutte contre les « jaunes ».

Les années de la dictature de Primo de Rivera (1923-1929) donnent une trempe plus forte encore à l'esprit de Dolores. Ce sont des années de dures épreuves, de constantes persécutions, de perquisitions domiciliaires par la garde civile. Il n'y a pas de travail ; la faim et la misère sont les hôtes permanents de son logis. Quatre de ses enfants tombent malades et Dolores, mère admirable, les voit mourir faute d'avoir les moyens qui lui permettraient de les sauver ! Mais elle ne se laisse pas briser par la douleur. Elle sait qu'il y a des millions d'enfants pour lesquels il faut lutter ; des millions de mères qu'il faut aider...

Le troisième Congrès du parti, en 1929, doit être tenu à Paris. Dolores est désignée comme déléguée. Il lui faut traverser la frontière clandestinement. Laisant ses enfants aux soins d'une amie, elle part avec un groupe de camarades. Les chemins qu'ils doivent suivre sont quasi impraticables. Ils passent la frontière à la faveur de la nuit. La garde civile les poursuit, les découvre. Quelques camarades sont arrêtés. Dolores parvient à échapper.

En 1930, à la conférence de Pampelune du parti communiste, Dolores est nommée membre du Comité central du parti. Deux ans après, le parti l'appelle à Madrid pour qu'elle y participe activement à la direction centrale. Elle travaille un certain temps comme rédactrice au *Mundo Obrero*, organe central du Parti communiste espagnol.

Quinze jours après son arrivée dans la capitale de la République, elle est arrêtée ; elle reste quelques jours détenue à la Direction de la Sûreté, mêlée aux prostituées, et elle est l'objet de la part de la police des traitements les plus grossiers et les plus brutaux. Enfin, elle est transférée en prison. Son arrivée est attendue avec curiosité. Une communiste ! En quelques jours, Dolores devient le défenseur de ces malheureuses femmes. Elle proteste contre l'inique exploitation à laquelle sont soumises les détenues, qu'on oblige à travailler à l'atelier pour un salaire de quelques centimes. Les femmes la prennent en grande affection, lui demandent conseil, l'écoutent. Son influence devient trop dangereuse aux yeux des religieuses qui étaient alors les gardiennes de la prison. On la sépare des autres recluses et, un mois plus tard, elle est conduite à la prison de Bilbao.

Libérée, elle revient à Madrid, où elle intervient activement dans la lutte contre le groupe sectaire de Bullejos qui détenait alors la direction du parti. Au Congrès de Séville, en 1932, qui condamne la politique de ce groupe, Dolores est nommée membre du Bureau politique du parti. Dès lors, elle travaillera au côté de José Diaz, inlassablement, au développement du parti.

La police ne peut laisser tranquille cette femme, tant chérie par les masses. Elle est arrêtée à nouveau. Après dix mois de prison à Madrid, elle est transférée à Bilbao, où elle comparait en tribunal. Le jour des débats, une grande mobilisation des travailleurs a lieu. Des milliers d'entre eux accourent pour tenter d'assister au monstrueux procès où l'on réclame contre la vaillante dirigeante communiste dix-huit ans de travaux forcés et la détention perpétuelle pour ses camarades. Dolores se dresse devant ses juges, qu'elle écrase de toute sa grandeur, avec toute la majesté prolétarienne qui la caractérise. Elle affronte les juges, qu'elle convoque pour une date prochaine devant le tribunal du peuple. Les magistrats restent confondus ; ils ne savent que répondre devant la fermeté et les arguments de cette femme extraordin-

naire. Ils retirent l'accusation contre elle. Mais Dolores refuse de quitter la salle si ses compagnons doivent y rester. La police l'oblige brutalement à sortir.

A son retour d'Union soviétique, en 1933, où elle a assisté à la XIII^e session plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Dolores est à nouveau arrêtée.

Un jour, le bruit se répand que les fascistes préparent un coup d'Etat. La Pasionaria parcourt les rues des quartiers ouvriers et va aux lieux de travail pour mettre en garde les travailleurs. La police la poursuit et elle est une fois de plus arrêtée.

Inlassablement, jour après jour, Dolores montre aux camarades l'importance qu'a pour le parti le travail auprès des femmes. Elle-même organise et donne vie au mouvement des femmes contre la guerre et le fascisme. Toutes les femmes qui travaillent avec elle, qu'elles soient du parti ou non, l'adorent. Sa présence même est le meilleur stimulant pour le travail des femmes; il suffit qu'elles la voient pour que les femmes prennent foi en leurs propres forces. Après avoir assisté au Congrès mondial des femmes à Paris, en 1934, Dolores organise à Madrid une manifestation des femmes contre le décret de mobilisation des réservistes que prétend mettre en vigueur le ministre de la guerre d'alors, Diego Hidalgo, qui fait partie du gouvernement Lerro. Cette magnifique manifestation, à laquelle prennent part des milliers de travailleuses (c'est la première fois en Espagne), paralyse les intentions du gouvernement, et la mobilisation n'a pas lieu.

Après le mouvement révolutionnaire d'octobre 1934, la répression s'abat sur les organisations prolétariennes, ou simplement de caractère progressif. La police surveille constamment la Pasionaria.

Aux Asturies, la répression atteint à un degré de brutalité inouï; personne ne peut s'y rendre sans être aussitôt arrêté. Pourtant, il faut y aller, il faut aider les camarades, animer leur courage. Dolores trouve un moyen; ses relations, par l'intermédiaire de l'organisation des Femmes antifascistes, avec des militantes républicaines de la petite-bourgeoisie, vont lui permettre de le réaliser. Elle crée une organisation de bienfaisance, « Pour l'enfance ouvrière », dont l'objet est de secourir les enfants pauvres et, comme à ce moment c'est les enfants asturiens qui ont le plus besoin d'assistance, on décide de déléguer quelqu'un aux Asturies. Dolores obtient du bourreau Aranda un sauf-conduit pour une représentation de l'association et, avec ce document, qui est de caractère général, elle parvient à se rendre aux Asturies à l'heure où la répression est la plus terrible. Elle apporte de l'argent aux familles des emprisonnés, elle apprend le sort de nombreux camarades, elle organise la sortie des Asturies de ceux qui sont compromis.

Elle est arrêtée et conduite à la prison d'Oviedo; lors de sa détention est connue à Madrid, un grand mouvement de protestation se déchaîne et elle est remise en liberté, avec défense de revenir aux Asturies. Malgré cette défense et au prix de grands risques, elle y est néanmoins retournée toutes les fois que la chose a été nécessaire.

En avril 1935 a lieu à Paris une conférence pour l'aide aux victimes de la répression. Nommée déléguée, elle doit passer la frontière clandestinement, dans des conditions très dangereuses. Ce sont deux jours de marche dans la montagne. Il faut tromper la vigilance des carabiniers. Dolores n'hésite pas. Elle part, avec un autre délégué et le guide. Ils marchent de nuit. Ils sont surpris par les carabiniers qui les poursuivent avec des chiens. Grâce à la connais-

sance que le guide a des moindres sentiers, ils réussissent à échapper à leurs poursuivants; après mille difficultés, ils arrivent à Paris. La conférence terminée, ils faut revenir en Espagne. Il n'y a pas de moyen légal de le faire. Il faut reprendre le même rude chemin...

En juin, Dolores participe, avec José Diaz, au meeting du cinéma « Monumental », au cours duquel le parti communiste montre la nécessité de créer le Front populaire.

En juillet, elle est déléguée au VII^e Congrès de l'Internationale communiste. La route est la même que pour aller à la conférence de Paris. Les Pyrénées, les sentiers rocailleux, presque impraticables... Le retour de Moscou est moins accidenté, toutefois. Les camarades de San Sebastian savent que le marquis de Luca de Tena, propriétaire du journal réactionnaire *A. B. C.*, a un yacht de plaisance dans le port; un soir, les camarades s'en emparent et vont chercher Dolores dans un petit port français; et c'est en toute tranquillité qu'ils débarquent la nuit en Espagne, sous les yeux des carabiniers, qui les prennent pour les domestiques de l'aristocrate propriétaire du bateau.

Aussitôt rentrée à Madrid, la Pasionaria commence à expliquer aux masses les décisions historiques du VII^e Congrès. Elle parle dans un grand meeting. La police tente d'arrêter les orateurs, mais les travailleurs l'en empêchent.

Le Front populaire commence à prendre corps. C'est le parti communiste qui le défend avec le plus de chaleur. Le gouvernement Gil Robles commence à chanceler. Le mécontentement du peuple grandit. De nombreuses grèves éclatent et une grande campagne se déploie pour la libération des prisonniers antifascistes. Dolores prend activement part à la direction de tous ces mouvements. Au début de 1936, elle retourne aux Asturies pour y aller chercher des enfants de mineurs. A son retour à Madrid, elle est arrêtée. Le gouvernement Gil Robles est renversé. Portela Valladares fixe de nouvelles élections. Dolores sort de prison pour aller en tournée électorale aux Asturies, où le parti l'a désignée comme candidate du Front populaire.

La gauche triomphe, Dolores est élue députée des mineurs des Asturies, de ces hommes qui laissent chaque jour un peu de leur vie dans les entrailles de la terre. Ils ont placé leur confiance et leur foi en cette fille de mineurs, pour qu'elle lutte pour eux, qu'elle les défende. Deux jours après la victoire électorale du peuple, celui-ci réclame la libération des 30.000 combattants populaires jetés en prison par la réaction. Le Front populaire a triomphé en prenant pour mot d'ordre la libération de tous les antifascistes emprisonnés à la suite du mouvement révolutionnaire d'Octobre.

Dolores se rend à la prison d'Oviedo, où sont enfermés 940 détenus. Beaucoup sont condamnés à mort; la majorité à la détention perpétuelle. Les autorités se refusent à les mettre en liberté sans des ordres supérieurs. La garde de la prison a été renforcée. Les gardes civils ont ordre de tirer sur le peuple. Les mitrailleuses, prêtes à tirer, sont en position face aux guichets de la prison. Dolores se fraie un passage à travers les gardes. Les prisonniers demandent qu'elle leur parle, qu'elle leur dise ce qui en est. Elle harangue les détenus, leur dit qu'ils ont raison d'exiger leur libération, que le peuple est décidé à l'imposer, qu'elle-même, en tant que députée, va faire tout son possible pour qu'ils soient libérés le jour même. Les prisonniers se confient à elle. Quelques pourparlers restent sans résultats. Elle revient à la prison, que le peuple menace d'assaillir; les gardes manifestent de plus



DOLORES IBARRURI
« Pasionaria »

en plus de nervosité. Dolores pénètre dans la prison et informe les prisonniers de l'inutilité de ses démarches. Leur indignation est terrible; dans un élan formidable, ils forcent les grilles; l'instant est tragique. Les soldats attendent l'ordre de tirer. Dolores est au milieu des prisonniers; des groupes de soldats, baïonnette au canon, forcent les détenus à reculer. Dans la rue, le peuple s'échauffe; la rumeur lui parvient de ce qui se passe dans la prison. Quelques députés tentent de calmer l'indignation des masses, qui exigent que la Pasionaria sorte. Dolores a une entrevue avec le chef des troupes et avec le directeur de la prison, qui lui demandent si elle assume la responsabilité de la mise en liberté des prisonniers. Dolores répond affirmativement. Ils lui donnent alors les clés. La Pasionaria court aux prisonniers. « Tous dans la rue! », crie-t-elle, rayonnante de joie.

Le moment est inoubliable. La prison reste vide; l'enthousiasme est prodigieux. On étreint la Pasionaria, on la couvre de baisers. on l'accable de témoignages d'affection...

Le jour suivant, Dolores part pour Madrid. A la nouvelle de son arrivée, une manifestation s'organise. Elle ne peut pénétrer dans la gare; tout le peuple veut exprimer à celle qu'il a élue tout l'amour qu'il ressent pour elle, toute sa reconnaissance.

L'arrivée des députés communistes au Parlement fait sensation, en particulier la présence de la Pasionaria. Elle sait bien vite se gagner la sympathie et l'affection de tous les députés de gauche, ainsi que le respect de la droite.

Sa première intervention est pour attaquer l'action gouvernementale de Gil Robles; son attaque contre le chef de l'Action populaire fait une grande impression sur les travailleurs, qui trouvent en elle l'ardent défenseur des libertés populaires.

Un mois avant le soulèvement fasciste, la Pasionaria, dans un discours historique, détruit tous les arguments des deux chefs de la droite, Calvo Sotelo et Gil Robles, qui tentaient de provoquer une crise par leurs attaques contre le gouvernement républicain présidé par Cesares Quiroga. L'intervention de la Pasionaria sauve le gouvernement et met complètement en déroute les deux chefs de l'opposition.

18 juillet 1936. Le soulèvement militaire-fasciste éclate. Le peuple se dresse en un gigantesque barrage et crie, par la voix de la Pasionaria, ce « *No pasaran!* » qui fait trembler l'ennemi et exalte le courage de tous les antifascistes, pénètre jusque dans les régions les plus reculées de l'Espagne et montre au monde entier la volonté d'airain du peuple espagnol de ne pas laisser passer le fascisme.

La Pasionaria et le peuple, en ces jours épiques, s'unissent plus étroitement que jamais. Elle est la figure la plus représentative de cette lutte du peuple espagnol contre le fascisme, pour l'indépendance de sa patrie, pour la liberté. La Pasionaria est sortie du sein même des masses exploitées. Elle a souffert dans sa propre chair les misères, la faim, les angoisses atroces qui étaient depuis des siècles le lot du peuple espagnol. Elle a vu mourir sous ses yeux les êtres qu'elle aimait le plus au monde, ses enfants, faute d'avoir de quoi acheter les médicaments. Et combien d'autres enfants de travailleurs a-t-elle vu mourir pour la même cause!

La lutte d'aujourd'hui signifie la révolte de ces masses populaires exploitées et affamées contre le fascisme criminel qui prétend augmenter encore ses misères. L'incarnation physique de la glorieuse lutte actuelle du peuple espagnol, c'est cette femme communiste, objet de l'admiration du monde entier.

Dès le premier instant de la lutte, Dolores a compris la gravité de l'heure, et elle a su se mettre à la hauteur que les circonstances exigent d'un chef communiste. Elle n'est plus seulement la femme héroïque, le brillant orateur de renommée mondiale, le défenseur des opprimés. Dolores est plus que tout cela. Elle est la dirigeante d'un grand parti communiste, fort, puissant, nerf des masses qui luttent contre

le fascisme et l'intervention. Avec Diaz et le Bureau politique, Dolores élabore la ligne politique du parti, applique les doctrines politiques émanées directement du peuple, éduque les militants. Dès le début, Dolores contribue activement à la construction de l'armée. Premièrement, elle aide à créer les milices et elle est l'une des plus actives organisatrices du glorieux Cinquième régiment. Puis elle lutte pour la transformation des milices en une armée régulière.

Dans ces jours inoubliables de juillet et d'août, Dolores va sur le front, elle partage la vie des soldats, elle sait mieux que personne ranimer les esprits abattus, enflammer les hommes qui vont au combat, à la mort.

Aux jours de novembre, alors que l'ennemi est aux portes de Madrid. Dolores parcourt les rues de la capitale à la tête des femmes, appelant le peuple à aider à la construction des fortifications, disant aux hommes que leur poste est sur la ligne de feu, parlant à la radio, exaltant le courage de la population, intervenant dans les meetings. Elle prend elle-même le pic et, en compagnie de José Diaz, elle travaille aux fortifications, entraînant par son exemple des milliers de personnes. Elle va dans les tranchées, appelant les miliciens à avancer malgré tout, à ne pas reculer d'un pas, à ne pas permettre que les criminels fascistes souillent la capitale de l'Espagne. Aucun Madriléne ne pourra oublier jamais la figure de Dolores en ces journées de novembre.

Le meilleur ambassadeur que l'Espagne ait jamais eu au-delà de ses frontières, c'est Dolores Ibarruri qui, en diverses occasions, s'est rendue à Paris au nom du Front populaire, mobilisant par ses discours des milliers et des milliers de citoyens européens en faveur de la cause de l'Espagne.

Chaque jour, Dolores reçoit un abondant courrier de France, d'Angleterre, de Tchécoslovaquie, d'Amérique. Hommes et femmes progressistes, amis de la paix, lui apportent le témoignage de leur affection et de leur admiration. Des naïves ouvrières jusqu'aux aristocrates expriment à Dolores l'enthousiasme que leur inspire l'admirable travail qu'elle réalise pour le salut de l'humanité.

Vers Dolores accourent les travailleurs, les femmes, les enfants, les soldats, les officiers, les aviateurs et les marins, les intellectuels, toutes les couches de l'antifascisme, pour lui demander de les aider à résoudre les problèmes qui se posent à eux, pour qu'elle les conseille. En elle, le peuple espagnol a placé tout son amour et toute sa confiance. Ses discours, ses articles, ses rapports aux assemblées du parti, ses interventions au Parlement, sont applaudis par les masses, qui recueillent avidement l'enseignement de la grande dirigeante communiste.

Les phrases de la Pasionaria deviennent rapidement des mots d'ordre de masse, qui franchissent les frontières de l'Espagne. C'est elle qui a lancé pour la première fois l'historique « *No pasaran!* », c'est elle qui, dans son rapport sur l'Armée populaire prononcé à l'assemblée plénière du parti communiste, en novembre 1937, a dit :

Nous aidons à abattre le fascisme international. Nous contribuons puissamment à libérer le monde de la terrible menace du fascisme; enseignons à tous les peuples comment il faut lutter et comment on remporte la victoire. Et au cri glorieux de « *Pasaremos!* », nous marcherons vers la victoire avec la force invincible de notre Armée populaire!

Chaque jour augmente l'autorité de la Pasionaria, non seulement en tant que dirigeante communiste, mais aussi comme guide du Front populaire. Lors des deux dernières sessions du Parlement, Dolores Ibarruri a prononcé des discours qui ont eu un écho international. Le peuple espagnol a accueilli ses paroles avec une foi et un enthousiasme immenses — paroles de sagesse qui montrent la voie à suivre pour aboutir rapidement à la victoire.

UN DOCUMENT HISTORIQUE

Programme d'action des Partis socialiste et communiste d'Espagne

Le 17 août 1937, les camarades Ramon G. Peña, Juan S. Vidarte, Ramon Lamonedá et Manuel Cordero, pour le parti socialiste, et les camarades José Diaz, Dolores Ibarruri, Luis Giorla et Pedro Checa, pour le parti communiste, ont signé le programme d'action élaboré par le Comité national de coordination des deux partis.

Ce programme contient 16 points

Le premier point a trait au *renforcement de la puissance combattive de l'Armée populaire de la République* et il préconise, comme conditions indispensables de ce renforcement, l'application rigoureuse du service militaire obligatoire, l'augmentation incessante des réserves, la promotion aux commandements supérieurs des chefs compétents sortis du peuple, l'épuration énergique et méthodique de l'armée, le commandement unique, etc.

Le second point parle de la nécessité de créer une *puissante industrie de guerre*, en nationalisant et militarisant rapidement les industries de guerre existantes, en suscitant un esprit d'émulation et d'initiative propre à intensifier la production de guerre et à renforcer la discipline du travail dans les industries de la défense.

Le troisième paragraphe montre la nécessité qu'il y a à construire des refuges pour la population civile et examine la question des fortifications.

Le quatrième point est consacré aux transports. Il préconise la construction de nouvelles routes, de chemins de fer stratégiques, etc.

Le sixième point concerne *la coordination et la planification de l'industrie*, par l'intermédiaire du Conseil national de l'économie, avec la coopération des groupements syndicaux et des régions autonomes.

Le septième point évoque la question des campagnes et souligne la nécessité d'une *politique agraire d'intensification de la production agricole* et du renforcement de l'union du prolétariat urbain et rural avec les paysans travailleurs, non seulement durant la période de la guerre, mais aussi après la victoire.

Le huitième point souligne la nécessité de réaliser une *politique de guerre dans le domaine du ravitaillement*, politique qui assure en premier lieu le ravitaillement des combattants ainsi que de la population civile.

Le neuvième point parle de la *reconnaissance et du respect de la personnalité juridique et historique des peuples de Catalogne, Galice et Euzkadi* (pays basque).

Le dixième point préconise concrètement une *politique tendant à maintenir les bonnes relations d'alliés avec la petite bourgeoisie industrielle et commerciale*.

Le point onze concerne *l'ordre public* et déclare que des mesures sévères doivent être prises contre quiconque prétend se substituer aux autorités régulièrement investies.

Renforcement du Front populaire — déclare le paragraphe douze — en combattant tout ce qui peut affaiblir ou diminuer ses forces organisées, tout ce qui peut ébranler l'union du peuple.

Le treizième point est consacré à *l'unité syndicale* et fixe que les partis socialiste et communiste doivent travailler à resserrer les relations entre les deux grandes centrales syndicales U.G.T. et C.N.T., sur la base d'un programme d'action commune et de collaboration avec le gouvernement de Front populaire dans le domaine de la production et de la guerre sous leurs aspects les plus variés.

L'unité des jeunes constitue le thème du quatorzième paragraphe.

Le quinzième point parle de l'unité internationale et déclare que les partis socialiste et communiste lutteront en faveur de l'action unie de la II^e et de la III^e Internationale ainsi que de la Fédération syndicale internationale.

Le dernier paragraphe souligne la nécessité de la *défense de l'Union soviétique*. Il rend hommage à la solidarité active du grand peuple soviétique à l'égard de tout le mouvement ouvrier international et en particulier de la lutte du peuple espagnol.

Les partis socialiste et communiste — déclare le document — considèrent que la défense de l'Union soviétique, pays du socialisme, est un devoir sacré, non seulement pour les socialistes et les communistes, mais pour tous les antifascistes honnêtes.

Et le programme du Comité national de coordination des partis socialiste et communiste se termine par la phrase suivante :

Nous faisons appel à toutes les organisations et à tous les militants pour que, avec le plus grand enthousiasme et la plus grande résolution, dans le cadre des directives établies par le Comité national, ils appuient l'œuvre que nous avons entreprise dans la voie de la réalisation du parti unique.

Texte du Manifeste du Bloc des gauches

LES partis républicains, sans préjudice des postulats de leurs doctrines, se sont mis d'accord sur un plan politique commun propre à servir de fondement et de chartre à la coalition de leurs forces respectives, en vue de la lutte électorale prochaine, et de normes de gouvernement, que les partis républicains de gauche auraient à appliquer, avec l'appui des forces ouvrières, en cas de victoire. Ils proclament devant l'opinion publique les bases et les limites de leur accord politique. De plus, ils soumettent cette chartre à l'examen des autres organisations républicaines et ouvrières, afin qu'elles jugent si elles estiment conforme aux intérêts nationaux de la République de venir se joindre, dans de telles conditions, au Bloc des gauches qui doit affronter la réaction aux élections législatives générales aux Cortès.

I

Comme conditions indispensables de la paix publique, les partis coalisés s'engagent :

1. A accorder par la loi une large amnistie pour les délits politico-sociaux commis postérieurement à novembre 1933, même lorsqu'ils n'auraient pas été considérés comme tels par les tribunaux. Cette amnistie s'étendra également aux délits de caractère semblable non compris dans la loi du 24 avril 1934. Les verdicts prononcés en application erronée, pour des motifs de nature politique, de la loi de Vagos (sur le vagabondage) seront revisés, conformément à la loi. Pour autant que les prescriptions de la dite loi le permettent, on en restreindra l'application de façon à empêcher, à l'avenir, qu'elle ne soit utilisée pour frapper des conceptions et des activités politiques.

2. Les fonctionnaires et employés publics qui ont été l'objet de mesures de suspension, de déplacement ou de renvoi, sans qu'aient été observées les garanties assurées par la loi, ou pour des motifs de persécutions politiques, seront réintégrés dans leurs fonctions.

Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que soient réintégrés dans leurs postes respectifs, dans toutes les corporations publiques, dans les entreprises concessionnaires des services publics et dans toutes celles sur lesquelles l'Etat exerce une influence directe, les ouvriers qui auraient été licenciés en raison de leurs idées ou pour le motif de grèves politiques.

Pour ce qui est des entreprises de caractère privé, le ministère du Travail prendra les dispositions voulues pour que soient discriminés tous les cas de renvoi fondés sur des motifs de caractère politico-social. Ces cas seront soumis aux commissions paritaires pour que celles-ci protègent dans leurs droits, conformément à la législation antérieure à novembre 1933, ceux qui auraient été indûment licenciés.

3. Une loi sera promulguée accordant aux familles des victimes causées par les forces révolutionnaires ou par des actes illégaux de l'autorité et de la force publique dans le cadre de la répression, les réparations correspondantes au dommage porté aux personnes.

II

Dans le but de défendre la liberté et la justice, mission essentielle de l'Etat républicain et de son régime constitutionnel, les partis coalisés :

1. Rétabliront le pouvoir de la Constitution. Les infractions commises à la loi fondamentale de l'Etat seront révoquées. La loi organique du Tribunal des garanties constitutionnelles devra être l'objet de réformes, afin d'empêcher que le soin de la défense de la Constitution ne soit confié à des personnes dont les convictions ou les intérêts sont contraires à la sauvegarde du régime.

2. On procédera à la confection des lois promises par la Constitution et nécessaires à son fonctionnement normal, en particulier les lois relatives aux provinces et aux communes. Ces lois devront s'inspirer du respect le plus rigoureux des principes qui sont à la base de la Constitution. Les Cortès procéderont à la réforme de leur règlement en modifiant la structure et les fonctions des commissions parlementaires, auxquelles incombera le soin, avec l'aide des organismes techniques qui leur sont incorporés, d'élaborer le texte des lois.

3. Les partis coalisés proclament dans toute sa vigueur le principe d'autorité, mais il doit être exercé sans que soit

porté atteinte à la liberté et à la justice. La loi sur l'ordre public sera revisée de façon à ce que, sans rien perdre de son efficacité défensive, elle garantisse mieux le citoyen contre l'arbitraire du pouvoir. De même, les mesures nécessaires seront prises pour éviter que ne soient prorogés abusivement les états d'exception.

4. La justice sera libérée des vieilles prérogatives de hiérarchie sociale, de privilèges économiques et de position politique. La justice, une fois réorganisée, sera dotée des conditions d'indépendance que garantit la Constitution. La procédure civile sera simplifiée; une plus grande rapidité sera imprimée aux recours devant les tribunaux contentieux-administratifs, dont la compétence sera amplifiée, et l'inculpé, dans la procédure pénale, bénéficiera de plus grandes garanties. Les privilèges spéciaux, en particulier ceux dont bénéficient les membres de l'armée, seront limités aux délits expressément militaires et le régime des prisons sera humanisé par l'abolition des mauvais traitements non prescrits juridiquement.

5. Les cas de violence commis par les agents de la force publique sous les ordres des gouvernements réactionnaires doivent être l'objet d'investigations tendant à l'établissement des responsabilités concrètes jusqu'à la détermination de la faute et aux sanctions qu'elle comporte. On délimitera les fonctions des divers services dans le cadre de leur règlement respectif. Leurs chefs seront sélectionnés et des sanctions seront prises, par le renvoi du service, contre tous les agents qui se seraient rendus coupables de mauvais traitements ou de partialité politique. Le « Corps de Vigilance » sera réorganisé avec des fonctionnaires qualifiés et d'une loyauté absolue au régime.

6. Les règles disciplinaires appliquées aux fonctionnaires seront revisées et de lourdes sanctions établies pour toute négligence ou abus commis en faveur d'intérêts politiques ou au détriment du trésor public.

III

Les républicains n'acceptent pas le principe de la nationalisation de la terre et de sa remise en jouissance gratuite aux paysans, préconisé par les délégués du parti socialiste. Ils considèrent comme opportunes les mesures suivantes, qui favorisent le rachat des paysans et des petits et moyens cultivateurs, non seulement parce que c'est là une œuvre de justice, mais aussi parce que c'est la base la plus solide de la reconstruction économique nationale.

1. Comme mesures d'aide directe aux cultivateurs : abaissement des impôts et des tributs. Répression spéciale de l'usure. Diminution des taux de fermage abusifs. Intensification du crédit agricole. Revalorisation des produits de la terre, en particulier du blé et autres céréales, en adoptant des mesures propres à éliminer les intermédiaires et à éviter les agissements frauduleux des spéculateurs. Encouragements au commerce d'exportation de produits agricoles.

2. Comme mesures propres à améliorer les conditions de production agricole :

Des cours d'enseignement agricole seront organisés et l'Etat apportera aux cultivateurs une aide technique.

Des plans de substitutions de nouvelles cultures à d'anciennes, avec l'aide technique et économique de l'administration publique, seront élaborés.

Encouragements à l'extension des pâturages, de l'élevage et du reboisement.

Travaux hydrauliques et d'irrigation.

Création de voies de communication et de constructions rurales.

3. Comme mesures tendant à la réforme des conditions de propriété de la terre :

Dérogation immédiate de la loi en vigueur sur les affermages.

Revision des congés signifiées.

Consolidation du droit de propriété des anciens et des petits fermiers.

Une nouvelle loi d'affermage sera édictée de façon à assurer :

La stabilité des établissements. La modicité des taux de fermages, qui seront susceptibles d'être revisés. L'interdiction du sous-fermage et de ses formes dissimulées. L'indemnisation des améliorations foncières utiles et nécessaires accomplies par le fermier. Cette indemnisation doit être ac-

cordée avant que le cultivateur quitte le domaine. L'accès à la propriété de la terre cultivée par le même fermier durant un certain temps.

Les partis coalisés stimuleront les formes de coopération et favoriseront les exploitations collectives.

Ils réaliseront une politique d'établissement stable de familles paysannes, en leur apportant l'aide technique et financière nécessaire.

Ils fixeront des règles pour le rachat de biens communaux.

Ils aboliront la loi ordonnant la restitution et le paiement des biens de la noblesse.

IV

L'industrie espagnole ne pourra surmonter le marasme dont elle est frappée que si l'on met de l'ordre dans tout le complexe système de protections accordées par l'Etat, selon le strict critère d'une subordination coordonnée à l'intérêt général de l'économie.

En conséquence, il faut :

1. Edicter une loi, ou un système de lois, fixant les bases de la protection accordée à l'industrie, y compris les tarifs douaniers, les exemptions fiscales, les méthodes de coordination, la réglementation des marchés et autres moyens auxiliaires dont use l'Etat dans l'intérêt de la production nationale, et promouvoir l'assainissement financier des industries afin d'alléger les charges de spéculation qui, en grevant leur rentabilité, paralysent leur développement.

2. Créer des instituts de recherches économiques et techniques, destinés à fournir de précieuses indications non seulement à l'Etat, pour la direction politique du pays, mais aussi aux entrepreneurs, pour mieux gérer leurs initiatives.

3. Adopter les mesures nécessaires de protection spéciale de la petite industrie et du petit commerce.

4. Intensifier l'activité des industries fondamentales du pays, au moyen d'un plan de travaux publics, dont il sera traité plus loin, d'urbanisation et d'assainissement des conditions rurales de la population, les matériaux à consommer pour ces réalisations et leur prix devant être calculés préalablement, afin d'assurer leur rentabilité.

V

Les républicains voient dans les travaux publics non seulement un moyen pour l'Etat de remplir ses attributions habituelles, ou une simple méthode temporaire et imparfaite de lutter contre le chômage, mais un moyen efficace de canaliser l'épargne vers de très puissantes sources de richesse et de progrès, négligées par l'initiative des entrepreneurs.

1. De grands plans de construction d'habitations, urbaines et rurales, de services coopératifs et communaux, de ports, de voies de communication, de travaux d'irrigation et de transformations foncières, seront élaborés.

2. Pour les réaliser, une réglementation législative et administrative sera promulguée de façon à assurer les garanties de l'utilité des travaux projetés, de leur bonne administration et de la contribution à ces réalisations des intérêts privés directement favorisés.

Les républicains n'acceptent pas les allocations de chômage préconisées par la représentation ouvrière. Ils sont d'avis que les mesures de politique agraire, comme celles qui doivent être prises dans le cadre de l'industrie, les travaux publics et, en bref, tout le plan de reconstruction nationale, doivent remplir, non seulement leurs buts propres, mais aussi la mission essentielle de résorber le chômage.

VI

Les finances et la banque doivent être au service de l'œuvre de reconstruction nationale, sans qu'on méconnaisse que les forces aussi subtiles que celles du crédit peuvent être dirigées par des méthodes de coercition, ni stimulées en dehors du domaine sûr des investissements rentables et profitables et des emplois rémunérateurs.

Les partis républicains n'acceptent pas les mesures de nationalisation des banques proposées par les partis ouvriers. Ils reconnaissent cependant que le système bancaire de l'Espagne requiert certains perfectionnements, si l'on veut qu'il accomplisse la mission qui lui incombe dans l'œuvre de reconstruction économique du pays. A simple titre d'exemple, les partis signataires signalent comme opportunes les mesures suivantes :

1. Diriger la Banque d'Espagne de façon à ce qu'elle remplisse sa fonction, qui est de régulariser le crédit conformé-

ment à l'intérêt de l'économie du pays, en perdant son caractère de concurrente des banques normales et en liquidant ses capitaux immobilisés.

2. Soumettre les banques privées à des règles qui favorisent la liquidité de leurs disponibilités, en se basant sur les principes classiques que l'expérience des dernières crises a mis une fois de plus en relief, afin de renforcer les garanties offertes aux déposants et les facultés des établissements de crédit de pourvoir aux nécessités financières de la politique de reconstruction économique préconisée ici.

3. Améliorer le fonctionnement des caisses d'épargne pour qu'elles remplissent leur rôle dans le domaine de la création de capitaux, en prenant également les mesures nécessaires pour protéger l'épargne privée et engager la responsabilité des promoteurs et des administrateurs des sociétés de tout ordre.

En ce qui concerne les finances, les partis soussignés s'engagent à procéder à une réforme fiscale tendant à assurer une moins grande rigidité des impôts et une répartition plus équitable des charges publiques, en évitant l'emploi abusif du crédit public à des fins de consommation.

1. Les impositions directes seront soumises à une révision foncière. Elles seront maintenues dans leurs proportions normales et réorganisées sur des bases progressives.

2. Les impositions indirectes seront réformées et l'on cherchera à coordonner les contributions privées et les charges imposées à la consommation.

3. L'administration fiscale sera perfectionnée de façon à ce qu'elle soit un instrument efficace de la nouvelle politique en matière d'impôts.

VII

La République telle que la conçoivent les partis républicains n'est pas une République dirigée selon des considérations sociales ou économiques de classes, mais un régime de liberté démocratique mû par les exigences de l'intérêt public et du progrès social. Mais, précisément pour cette raison impérieuse, la politique républicaine a pour devoir d'élever les conditions morales et matérielles des travailleurs jusqu'à la limite maximum permise par l'intérêt général de la production, sans s'arrêter, en dehors de ces considérations, aux sacrifices qui pourraient incomber à tous les privilèges sociaux et économiques.

Les partis républicains n'acceptent pas le contrôle ouvrier préconisé par la représentation du parti socialiste. Ils s'accordent pour :

1. Rétablir la législation sociale dans la pureté de ses principes, et dans ce but, ils prendront les mesures voulues pour rendre sans effet les dispositions qui blessent leur strict sentiment de la justice. Ils reviseront les sanctions établies, afin d'assurer le respect le plus fidèle des lois sociales.

2. Réorganiser la juridiction du travail en en assurant les conditions d'indépendance afin, d'une part, que les parties intéressées prennent conscience de l'impartialité de ses décisions, et, d'autre part, que le souci de l'intérêt général de la production soit en toutes circonstances l'objet de la considération requise.

3. Parer à la dépréciation des salaires à la campagne, véritables salaires de famine, en fixant des salaires minima, afin d'assurer à tous les travailleurs une existence digne, et en définissant le délit d'avisement des salaires, délit à poursuivre d'office devant les tribunaux.

Bien que la politique de reconstruction économique doive conduire à la résorption du chômage, il convient en outre d'organiser administrativement et techniquement la lutte en créant les services nécessaires de statistique et de classification, des bureaux de placement et des Bourses de travail, en se préoccupant tout particulièrement du chômage des jeunes, sans oublier les institutions de prévoyance et de secours promises par la Constitution.

Les républicains doivent accorder à l'assistance publique, à la bienfaisance et aux institutions sanitaires l'attention qui leur revient chez tous les peuples civilisés, sans marchander les sacrifices. Ils unifieront, sous la direction de l'Etat, les diverses institutions de fondation privée, en totalisant leurs ressources, sans préjudice du respect de la volonté du fondateur.

VIII

La République doit voir dans l'enseignement l'une des attributions imprescriptibles de l'Etat, qui a la haute mission d'obtenir de tous les citoyens le degré le plus élevé

de connaissances et, par conséquent, le plus haut niveau moral, indépendamment de toutes considérations de confession et de classe sociale.

1. Les partis signataires intensifieront, au rythme des premières années de la République, la création d'écoles d'enseignement primaire ; ils établiront des cantines, des vestiaires, des colonies scolaires et autres institutions complémentaires. Il convient que l'enseignement privé, dans l'intérêt de la culture, soit soumis à une surveillance analogue à celle qui s'exerce à l'égard des écoles publiques.

2. Ils créeront les établissements d'enseignement secondaire et professionnel nécessaires pour que tous les citoyens en mesure d'en bénéficier soient assurés de jouir de cette instruction.

3. Ils concentreront les enseignements universitaires et supérieurs, de façon à en améliorer les conditions.

4. Ils mettront à exécution les méthodes voulues pour assurer l'accès de l'enseignement secondaire et supérieur à la jeunesse ouvrière, et, d'une façon générale, aux étudiants sélectionnés en raison de leurs capacités.

Les partis coalisés remettront en vigueur la législation autonomiste votée par les Cortès constituantes et développeront les principes autonomistes consignés dans la Constitution.

Leur politique internationale sera orientée dans la voie de l'adhésion aux principes et aux méthodes de la Société des Nations.

Madrid, le 15 janvier 1936.

Chronique des faits les plus marquants de la lutte antifasciste

La lutte que mène le peuple espagnol contre le fascisme a, en fait, débuté, non pas le 18 juillet 1936, mais bien auparavant. Elle se manifesta à chaque fois que le fascisme tenta de s'affirmer et d'imposer sa volonté. Mais, dans le cadre de cette chronologie sommaire de la lutte antifasciste, nous ne remonterons pas au delà du 18 juillet 1936, car les épisodes antérieurs de ce combat, tout au moins en grande partie, font l'objet d'autres articles de ce même cahier.

1936

18 juillet. — Le soulèvement, préparé depuis longtemps par les fascistes et les chefs militaires, éclate. Franco, qui devait devenir par la suite le chef de l'insurrection, quitte en avion les Canaries, dont il était commandant militaire, pour le Maroc, où Yagüe s'est mutiné. Dans la péninsule, on commence à recevoir des nouvelles, confuses au début, puis plus concrètes, de l'insurrection.

19 juillet. — Le gouvernement fait connaître, par la radio, le soulèvement militaire. Le Conseil des ministres se réunit. Martinez Barrios, Marcelino Domingo et Largo Caballero assistent à cette réunion. On décide de dissoudre les unités militaires qui prennent part au mouvement et de licencier toutes les troupes dont elles se composent. Par le micro d'Union Radio-Madrid, Dolores Ibarruri s'adresse au peuple au nom du parti communiste. L'allocution de la Pasionaria est un véritable cri de ralliement, qui dresse le peuple entier contre le fascisme. La Pasionaria stigmatise les chefs militaires qui se sont insurgés et appelle les ouvriers et les paysans, communistes, socialistes, anarchistes, républicains, sans parti, à se réunir aux sièges de leurs partis et de leurs syndicats, de prendre les armes où qu'ils les trouvent, pour défendre les libertés menacées par les chefs militaires et les fascistes. Elle termine sa vibrante harangue par ces paroles : « Le fascisme ne passera pas ! », formule qui devait devenir le mot d'ordre de tout le peuple espagnol dans sa lutte contre le fascisme, et passer même au delà des frontières.

20 juillet. — Dès l'aube, l'assaut est donné à la caserne de la Montagne, où se sont retranchés les fascistes sous la conduite du général Fanjul. Le peuple, sans armes, forme un vivant rempart et, appuyé par les gardes d'assaut, emporte en quelques heures cette véritable forteresse, faisant prisonniers les chefs militaires félons. En quelques heures également, le peuple prend les casernes de Carabanchel et Vicalvaro. Le soulèvement est réprimé à Madrid.

A Séville, Queipo de Llano proclame l'état de guerre. Les ouvriers luttent dans la rue contre les militaires factieux et la garde civile, mais ils sont vaincus faute d'armes. Les fascistes se livrent à Séville à une répression d'une sauvagerie sans précédent.

21 juillet. — Dans les rues de Barcelone, après deux jours d'une lutte à laquelle prennent part les républicains, les anarchistes, les communistes et les socialistes, le peuple triomphe complètement, prenant d'assaut la centrale téléphonique et la caserne d'Atarazanas et faisant prisonniers

le général Goded, chef du soulèvement, et d'autres militaires traitres.

D'autres points de la péninsule, Bilbao, Malaga, Alicante, Badajoz, etc., on apprend que le soulèvement a été réprimé. Dans les provinces de Castille en particulier Valladolid, Salamanca, Burgos, Avila, Ségovie, les fascistes parviennent à s'emparer du pouvoir et instaurent une répression sanglante. A Salamanca, en même temps que des milliers d'ouvriers, le député socialiste Andres y Manso est assassiné.

La Généralité de Catalogne crée le corps des milices.

A Barcelone, on procède à la confiscation de quelques journaux réactionnaires.

Sanjurjo meurt dans un accident d'avion, alors qu'il se disposait à passer du Portugal en Espagne pour s'y mettre à la tête de la rébellion.

23 juillet. — Les troupes républicaines entrent dans Tolède et s'emparent de toutes les positions occupées par les insurgés, sauf l'Alcazar, où se réfugient les fascistes, le gouverneur civil, les cadets de l'Académie militaire et les gardes civils, emmenant avec eux un grand nombre de femmes et d'enfants en guise de protection.

De Barcelone partent en direction de Saragosse les premières milices populaires. L'une de ces colonnes est commandée par l'anarchiste Durutti, qui devait trouver la mort sur le front de Madrid, le 22 novembre.

De Madrid partent vers la Sierra 880 miliciens armés. Les chefs militaires de ces premières milices sont le colonel Mangada, Galan, le capitaine Sanchez (tué quelques jours plus tard dans la Sierra), Gallo et ceux qui devaient devenir par la suite de grands chefs de l'Armée populaire : les Lister, Campesino, Modesto, etc.

24 juillet. — Prise de Guadalajara par les forces républicaines sous la conduite du commandant Ristori.

Le président de la République s'adresse par radio aux Espagnols. Certaines phrases de son discours ont trouvé depuis une confirmation éclatante, en particulier celle-ci :

« Ceux qui ont perpétré cette agression contre la République ne connaissent pas le peuple. »

Les syndicats donnent l'ordre de reprendre le travail.

25 juillet. — Début de la première offensive contre Madrid sur les fronts de Somosierra et de Guadarrama, où les fascistes, durant la présence de Gil Robles au ministère de la Guerre, avaient aménagé d'importantes fortifications. Les milices populaires contiennent ce premier assaut et condamnent ainsi les fascistes à l'immobilité sur ce front.

Les forces républicaines reprennent Albacete.

A Valence également, quelques militaires factieux préparent un soulèvement, mais le peuple en armes veille, décidé à ne pas se laisser surprendre. A Paterna, le sergent Fabra et quelques soldats découvrent et annihilent une tentative de soulèvement. Ils arrêtent les chefs du complot. C'est le signal de l'assaut des casernes par le peuple, qui domine la situation en quelques heures.

A Madrid, comme en Catalogne, les partis révolution-

naires et les syndicats confisquent les imprimeries des journaux réactionnaires.

26 juillet. — On décide en Catalogne l'établissement de la semaine de 40 heures et une augmentation de 15 % des salaires.

Le gouvernement présidé par Casares Quiroga démissionne. Il est remplacé par un gouvernement Giral, dans lequel le ministère de l'Intérieur est confié au général Pozas. On organise l'attaque pour reconquérir quelques provinces où, au premier moment, les rebelles ont triomphé.

27 juillet. — Les milices et les troupes gouvernementales prennent San Sebastian.

1^{er} août. — Constitution en Catalogne du premier gouvernement de Front populaire, auquel participent des représentants du Parti socialiste unifié de Catalogne.

Des groupes de citoyens espagnols résidant à l'étranger accourent pour lutter au côté de la République.

La flotte républicaine fait prisonniers les commandants fascistes et affirme sa fidélité au régime. Les premiers marins qui se soulèvent contre leurs chefs félon sont ceux du croiseur *Libertad*.

9 août. — Les forces de la République s'emparent des îles de Fomentera et d'Ibiza (Baléares).

14 août. — Pozoblanco tombe au pouvoir des forces républicaines. Le même jour, une colonne rebelle qui avance en direction de Badajoz est anéantie à Merida.

5 septembre. — Le gouvernement Giral ayant démissionné, constitution d'un gouvernement présidé par Largo Caballero, au sein duquel sont représentés les socialistes, les communistes et les républicains. C'est la première fois que les communistes font partie d'un gouvernement espagnol. Ils ont deux ministres : Vicente Uribe et Jesus Hernandez.

9 septembre. — Le commandant Rojo, délégué par le gouvernement, pénètre dans l'Alcazar de Tolède pour convaincre les rebelles qui s'y sont réfugiés de l'inutilité de leur résistance, ou tout au moins pour obtenir qu'ils fassent sortir les femmes et les enfants qu'ils y tiennent enfermés. Les fascistes repoussent ces propositions.

12 septembre. — Le poète Garcia Lorca est assassiné par les fascistes dans un petit village de la province de Grenade.

19 septembre. — On fait sauter l'Alcazar de Tolède. On commence à connaître les détails des horribles faits commis à Badajoz par les légionnaires, sous le commandement de Yagüe, à leur entrée dans cette ville, effectués quelques jours auparavant.

27 septembre. — Un nouveau gouvernement est constitué en Catalogne, avec la participation de représentants de la C. N. T., qui s'était refusée jusqu'alors à faire partie d'aucun organisme gouvernemental.

2 octobre. — Dissolution du Comité central des milices catalanes.

Le Parlement républicain tient une importante séance. La Chambre accorde sa confiance au gouvernement.

3 octobre. — La Chambre approuve le Statut qui accorde au pays basque l'autonomie et des droits analogues à ceux de la Catalogne.

4 octobre. — Les fascistes commencent leurs expériences de bombardement sur Madrid, répétées des centaines de fois par la suite.

18 octobre. — Le peuple de Barcelone organise une grande manifestation de gratitude en l'honneur des marins du *Zirianine*, le premier navire étranger arrivé en Espagne depuis le soulèvement militaire. Le *Zirianine*, qui est entré dans le port de Barcelone le 15 octobre, apporte les premiers témoignages de la solidarité du grand peuple russe avec le peuple espagnol en lutte contre le fascisme.

22 octobre. — Conférence organisée par le parti communiste au cinéma « Monumental » de Madrid, au cours de laquelle le secrétaire du parti, José Diaz, prend la parole. Malgré les dimensions de la salle, des milliers d'ouvriers ne peuvent entrer, faute de place. José Diaz définit la position du parti communiste face à la situation où se trouve l'Espagne et réclame tout particulièrement la transformation des milices populaires en une armée régulière, ainsi que la création d'une industrie de guerre. Il souligne également le danger où se trouve Madrid et réclame que la capitale de l'Espagne soit immédiatement fortifiée.

23 octobre. — A Madrid a lieu une grande manifestation des femmes, sous la présidence de Dolores Ibarruri (« Passionaria »).

5 novembre. — Le gouvernement Largo Caballero élargit sa base. Quatre représentants de la C.N.T. entrent dans le ministère.

7 novembre. — Les fascistes, rompant les lignes du secteur du Centre, parviennent jusqu'aux portes de Madrid. Toute la ville se dresse pour barrer le passage au fascisme. Les 4, 5 et 6 novembre ont eu lieu dans la capitale des milliers de meetings et de grandes manifestations de femmes, dont le mot d'ordre central a été : « Les hommes au front, les femmes à l'arrière-garde ! » Ces meetings et manifestations, organisés par le parti communiste, ont énormément contribué à élever le moral du peuple madrilène et à créer cette atmosphère de sacrifice et cette foi en la victoire qui ont fait à juste titre l'admiration du monde entier. Hommes, femmes et enfants, le 7 novembre 1936, se dressent pour faire de leurs poitrines un rempart contre le fascisme, pour contenir son assaut, que ce soit le fusil à la main ou en collaborant à l'édification des barricades. Sans les actions de masse (meetings, manifestations) qui précéderent cette heure critique, il eût été très difficile de susciter un tel moral. Le 7 novembre 1936 est sans doute la date la plus importante de toute la lutte du peuple espagnol. Ce jour-là, le peuple madrilène se barricade aux portes de Madrid, et le fascisme ne parvient pas à avancer d'un pas dans ce secteur.

Le même jour, arrivent à Madrid les premières Brigades internationales, formées par les antifascistes des autres peuples du monde, qui ont joué un rôle si important dans la lutte de la République espagnole et qui viennent en Espagne pour y défendre, en même temps que l'indépendance du peuple espagnol, leur propre liberté.

8 novembre. — Le gouvernement se transporte à Valence. A Madrid se constitue la Junte de défense, présidée par le général Miaja, où sont représentées toutes les forces du Front populaire, de l'Union républicaine aux anarchistes. La Junte de défense de Madrid a su faire front avec vaillance et décision à tous les problèmes qui se posaient alors à la capitale de l'Espagne. Elle organisa la défense armée contre le fascisme envahisseur et anéantit ses alliés de l'intérieur, la « Cinquième colonne », en même temps qu'elle assurait le ravitaillement d'une population d'un million d'habitants. Elle a joué un rôle de la plus haute importance dans la défense de Madrid, et le peuple de la capitale a su reconnaître ses efforts et ses sacrifices en nommant le général Miaja fils adoptif de Madrid.

10 novembre. — A Barcelone a lieu une manifestation en l'honneur de l'Union soviétique.

12 novembre. — Durutti est tué sur le front de Madrid.

2 décembre. — Les Cortès de la République s'assemblent à Valence.

5 décembre. — Arrestation à Madrid de 400 fascistes dans une maison placée sous la protection du Consulat de Finlande.

1937

20 janvier. — Le gouvernement ayant décidé de dissoudre les « milices populaires » et de créer l'Armée populaire, le « V^e Régiment » organisé par le parti communiste et fort de 70.000 combattants, décide de s'intégrer à l'armée régulière.

10 février. — Malaga tombe au pouvoir des fascistes. Quelques jours après a lieu à Valence une imposante manifestation en l'honneur du gouvernement. Les manifestants réclament l'organisation de l'Armée populaire et l'établissement du commandement unique, l'épuration des cadres militaires et toute une série de mesures propres à créer les conditions de la victoire.

5 mars. — Ouverture à Valence de l'assemblée plénière élargie du Comité central du parti communiste. José Diaz, dans un magnifique rapport, définit la position du parti en présence de la situation et énonce les « huit conditions pour gagner la guerre ».

10 mars. — Les fascistes lancent une furieuse offensive sur le front de Guadalajara.

14 mars. — Les troupes italiennes battent en retraite sur le front de Guadalajara. L'Armée populaire remporte une grande victoire et anéantit les divisions italiennes, faisant

des milliers de prisonniers italiens. Un rôle important, dans cette grande victoire de l'Armée populaire républicaine, revient aux Brigades internationales, et en particulier au Bataillon Garibaldi.

Avril. — Les fascistes déclenchent une violente offensive en Biscaye avec un énorme matériel de tanks et d'avions, auxquels se joignent les troupes de renfort envoyées par Mussolini et Hitler. Durango et Guernica sont sauvagement détruites par l'aviation italo-allemande, et ces crimes monstrueux provoquent l'indignation du monde entier.

1^{er} mai. — Le navire rebelle *España* est coulé, au large de Santander.

3 mai. — Les agents de Franco en Catalogne, avec la complicité des trotskistes groupés au sein du P.O.U.M., déclenchent une tentative de putsch. Pour réaliser leur criminel dessein de poignarder la République à l'instant précis où les fascistes menaient leur furieuse offensive contre l'Euzkadé, les éléments poumistes s'étaient livrés, avec la tolérance des autorités, à une intense campagne contre le Front populaire, et en particulier contre le parti communiste, tout en incitant les masses à l'insurrection contre le gouvernement de la République. Ils ne purent cependant s'attacher que quelques groupes « extrémistes ».

6 mai. — Le putsch de Catalogne est liquidé.

16 mai. — Crise totale du gouvernement Caballero. La C.N.T. et le groupe caballeriste du Comité exécutif de l'U.G.T. opposent leur veto à tout gouvernement qui ne soit pas présidé par Largo Caballero et où celui-ci ne détienne pas le ministère de la Guerre.

18 mai. — Le nouveau gouvernement est constitué sous la présidence de Juan Negrin. Les partisans de Largo Caballero et les représentants de la C. N. T. sont absents de cette formation.

5 juin. — La flotte allemande bombarde sauvagement Almería. La piraterie fasciste s'amplifie, et un sous-marin italien coule le *Ciudad de Barcelona*.

24 juin. — Bilbao, après une héroïque résistance de plus de deux mois, est évacuée en raison de l'infériorité numérique des défenseurs comparée aux forces des envahisseurs. Les fascistes s'emparent de la ville.

29 juin. — Un nouveau gouvernement de la Généralité est constitué en Catalogne. Tous les partis du Front populaire y participent et la C.N.T. y a quatre représentants. M. Boch Gimpara est nommé ministre de la Justice. La C. N. T. oppose son veto à cette désignation.

30 juin. — Le président de la Généralité constitue un nouveau gouvernement composé de représentants du Front populaire, en faisant abstraction de la C.N.T., en raison du veto opposé par cette organisation à la personne du nouveau ministre de la Justice.

8 juillet. — Offensive républicaine dans le secteur du Centre. Les forces républicaines prennent Brunete, Villanueva de la Canada et Quijorna.

21 juillet. — A l'occasion du premier anniversaire de la guerre, le président de la République prononce un discours radiodiffusé. M. Azaña y stigmatise l'attitude adoptée à l'égard de la République espagnole par certains gouvernements démocratiques. Il qualifie de farce le Comité de « non-intervention », qui a permis l'intervention en Espagne des puissances fascistes, et déclare que la meilleure défense du peuple espagnol dans sa lutte contre le fascisme est « le demi-million de baïonnettes républicaines ».

10 août. — Le gouvernement de la République dissout le Conseil d'Aragon présidé par l'anarchiste Ascaso, organisme dont on pouvait dire qu'il échappait au contrôle du gouvernement central et qui paralysait l'organisation de la production et de l'Armée populaire dans cette région.

25 août. — Les lignes fascistes sont rompues à Belchite.

31 août. — Belchite tombe au pouvoir des troupes républicaines. Dans l'intervalle du 25 au 31 août, les forces républicaines ont également occupé plusieurs localités, entre autres Quinto. Codo, Puebla de Albornon et Mediana. Santander est envahie par les Italiens.

2 octobre. — Réouverture des Cortès de la République.

23 octobre. — Gijon est occupée, après une violente offensive italo-allemande, au cours de laquelle les fascistes font un usage massif de l'aviation. La prise de Gijon entraîne la chute de toute la région du Nord au pouvoir du fascisme envahisseur.

17 décembre. — Début de l'offensive républicaine contre Teruel. D'importantes positions et diverses localités sont occupées.

22 décembre. — Les troupes républicaines entrent à Teruel. La conception de cette opération et la perfection de sa réalisation suscitent à l'étranger, non seulement une vive admiration, mais des commentaires passionnés sur les progrès techniques accomplis par l'Armée populaire.

Les fascistes, qui ne se résignent pas à la perte de Teruel, lancent une sauvage contre-offensive en accumulant sur ce front d'énormes contingents de troupes et un formidable matériel de guerre.

30 décembre. — Les fascistes, dans le cours de la contre-offensive, parviennent aux portes de Teruel, où ils sont mis en déroute par les troupes républicaines, sous la conduite du commandant Lister, qui, pour cet exploit, est élevé au grade de lieutenant-colonel.

1938

21 février. — Les troupes républicaines qui, depuis deux mois, résistent à une terrible contre-offensive des fascistes, évacuent Teruel.

16 mars. — L'aviation italo-allemande bombarde sauvagement Barcelone durant trois heures. Ces bombardements se répètent les 17 et 18 mars, détruisant de nombreux édifices et faisant près d'un millier de morts et plus de 1.500 blessés dans la population civile.

TABLE EXPLICATIVE DE QUELQUES TERMES ET ABRÉVIATIONS

C.E.D.A. — Confederacion Espanola de Derecha Autonoma (Confédération espagnole des droites autonomes). Organisation réactionnaire unissant les groupes de droite coalisés par Gil Robles. De 1933 à 1936, principale organisation des banquiers et des propriétaires fonciers.

C.C.T.U. — Confederacion General de Trabadores Unitaria (Confédération générale unitaire des travailleurs). Née de la réunion d'une série d'organisations syndicales favorables à l'unité. A fusionné en 1934 avec l'U.G.T.

C.N.T. — Confederacion Nacional de Trabadores (Confédération nationale des travailleurs). Centrale syndicale de caractère anarcho-syndicaliste.

F.A.I. — Federation Anarquista Iberia (Fédération anarchiste ibérique), organisation politique des anarchistes espagnols et portugais.

F.S.I. — Fédération syndicale internationale. Internationale syndicale d'Amsterdam.

Carlistes. — Monarchistes ultra-réactionnaires et cléricaux, qui tirent leur nom de celui de leur prétendant au trône,

Don Carlos. Celui-ci, qui combattit la régence de la reine Marie-Christine (1832) et son régime semi-libéral, contestait la légitimité des précédents monarques espagnols. Les carlistes ont leurs principales positions en Navarre.

Phalangistes. — « Falange Espanola ». Organisation fasciste fondée par le fils de Primo de Rivera sur le modèle du fascisme italien. Les phalangistes subirent une complète défaite aux élections de février 1936 et ils constituaient aujourd'hui l'une des forces politiques et militaires des rebelles.

Requetés. — Formation militaire des carlistes, composée avant tout de Navarrais.

P.O.U.M. — Partido Obrero Unificado Marxista (Parti ouvrier marxiste unifié). Succursale espagnole des trotskistes, qui est ouvertement au service de Franco.

Tercio. — Appellation militaire de la Légion étrangère espagnole.

U.G.T. — Union General de Trabadores (Union générale des travailleurs). L'organisation syndicale de classe du prolétariat espagnol, fondée en 1888 par des socialistes.

ABONNEZ-VOUS A
La Correspondance Internationale!

La Correspondance Internationale s'est fixé pour but d'apporter au rédacteur, à l'homme politique, à l'économiste, au journaliste ainsi qu'à l'ouvrier et à l'employé avancés, d'utiles repères en relation avec les plus importants événements politiques et économiques mondiaux ; de les tenir au courant de l'évolution politique et économique dans les différents pays, et en particulier en Union soviétique ; elle entend offrir une image fidèle de la lutte antifasciste des travailleurs, et avant tout de l'héroïque résistance opposée à l'agression fasciste en Espagne et en Chine. En un mot : **La Correspondance Internationale** veut être un fidèle miroir de notre époque et des formidables luttes historiques dont elle est le témoin.

PRIX DE L'ABONNEMENT, PAYABLE D'AVANCE :

France et Colonies : 3 mois, 12 fr. ; 6 mois, **22 fr.** ; 12 mois, 40 francs.

Etranger : 3 mois, **24 fr.** ; 6 mois, **45 fr.** ; 12 mois, **80 fr.**

Des spécimens sont envoyés gracieusement sur demande.

L'ADMINISTRATION

DE « LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE »

P.-S. — Au cas où vous seriez déjà abonnés, veuillez faire parvenir le bulletin ci-dessous à des personnes susceptibles de s'y intéresser.

..... A détacher

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je déclare souscrire un abonnement à la revue : La Correspondance Internationale, pour une durée de.....mois, à partir du

Adresse

Nom et prénoms

SIGNATURE :

A envoyer, avec les fonds, au C.D.L.P. (Centre de Diffusion du Livre et de la Presse), 25, rue d'Alsace, Paris-10^e. Chèque postal : 1719-67.



Le Gérant : E. LACROIX.

IMPRIMERIE FRANÇAISE
(Société Anonyme),
123, rue Montmartre, PARIS (2^e)